

Cahiers du conservatisme

ISSN 2409-2517

[Articles choisis]

fund
ISEPR

Institute
of Socio-Economic
and Political
Research

ALMANACH

[Septembre 2016]



Cahiers

du conservatisme

[Articles choisis]

Moscou
Fondation à but non lucratif – Institut
d'études sociales, économiques
et politiques (Fondation ISEPR)
2016

Publication recommandée
par le conseil d'experts de la Fondation ISEPR

Conseil de rédaction :
D. Badovsky, A. Zoudine, B. Méjouïev,
A. Minakov, R. Mikhaïlov, L. Poliakov (président),
M. Rémizov, A. Tsipko, A. Tchétchévichnikov (rédacteur en chef)

Cahiers du conservatisme. Numéro spécial en français. Fondation à but non lucratif – Institut d'études sociales, économiques et politiques (Fondation ISEPR), Moscou, 2016 – 120 pages.

Traduit du russe par Bruno Bisson

Ce numéro spécial reprend les publications les plus significatives
de l'almanach *Cahiers du conservatisme* des années 2014–2016.

Publication enregistrée auprès du
Service fédéral de contrôle dans le domaine de la presse,
des technologies de l'information et des médias.
Certificat d'enregistrement : ПИ № ФС77 – 59947.

Le conservatisme russe, vue à perspective moyenne

Mikhaïl RÉMIZOV

Les trois axes de destruction de la civilisation contemporaine et le conservatisme

9

Edouard SOLOVIEV

Aux sources du conservatisme russe : regard politique

13

Boris MAKARENKO

Resteront-ils à leurs places ? (Le conservatisme en Occident et en Russie)

20

Alexeï ROUTKÉVITCH

Particularités du conservatisme russe. Carte et territoires

25

Boris MÉJOUÏEV

Cartographie de l'euro-péisme russe

36

Oleg MATVEÏTCHEV

Classement des types de conservatisme. Nouvelle version

47

Le conservatisme à la russe

Arkady MINAKOV

Les motifs anti-occidentaux dans les débuts du conservatisme russe

55

Andreï RATCHINSKI

Alexandre I^{er} et la Sainte-Alliance de 1815

62

Alexeï KOZYREV

Aux portes de Chersonèse : la philosophie russe et la Crimée

66

Mikhaïl MASLINE

Le sort de l'émigration russe aux XX^e et XXI^e siècles

75

Léonid POLIAKOV

L'éternel et le transitoire dans le conservatisme russe

80

La Russie et l'Occident : dialogue conservateur

Viatcheslav NIKONOV

La Russie et le monde : le conservatisme dans la politique extérieure russe

91

Kirill BÉNÉDIKTOV

La France et la Russie : une alliance conservatrice est-elle possible ?

96

Égor KHOLMOGOROV

*Le tournant conservateur en Russie dans le miroir de l'histoire mondiale
de Fernand Braudel*

101

Paul GRENIER

*Définitions et dialogue. Réflexions d'un conservateur malgré lui sur le conservatisme
russe et américain*

104



Mikhaïl RÉMIZOV
Les trois axes de destruction de la civilisation contemporaine
et le conservatisme

Edouard SOLOVIEV
Aux sources du conservatisme russe : regard politique

Boris MAKARENKO
Resteront-ils à leurs places ? (Le conservatisme en Occident et en Russie)

Alexeï ROUTKÉVITCH
Particularités du conservatisme russe. Carte et territoires

Boris MÉJOUÏEV
Cartographie de l'eupéisme russe

Oleg MATVEÏTCHEV
Classement des types de conservatisme. Nouvelle version



Les trois axes de destruction de la civilisation contemporaine et le conservatisme*

Permettez-moi de donner une définition pratique de ce que j'entends par conservatisme en le comparant à deux autres familles idéologiques : le libéralisme et le gauchisme. À mon avis, ces trois familles envisagent différents types de lien politique, différents types de lien social.

Le libéralisme, ce n'est pas la liberté de l'individu en tant que tel, c'est la liberté de la personne privée de poursuivre ses intérêts selon les règles admises dans la société. C'est ainsi que naît le bien commun. L'expression radicale de l'idée libérale consiste en ce qu'il est a priori contre-productif de poursuivre le bien commun et d'orienter ses stratégies politique en vue du bien commun. Il faut poursuivre ses intérêts privés, respecter les règles qui existent dans la société et qui permettent au jeu de ces intérêts privés de s'organiser finalement en quelque chose d'utile et de créer cet effet de bien commun.

Qu'entendent par intérêt, par motifs originels de formation de la société, différents penseurs libéraux, comme par exemple Hobbes, Locke ? (Certes il est contestable de classer Hobbes comme libéral, encore qu'il me semble libéral selon ce critère de lien social.) Ils répondent à cette question de façons diverses mais le type principal de liens sociaux est précisément ce que nous obtenons et qui est communément désigné comme égoïsme raisonnable. L'État n'est pas forcément un gardien de nuit, l'État libéral peut être grand mais il est ce que Hegel appelait État de besoin et de raisonnement. Il est des États qui, selon Hegel, méritent cette dénomination de façon substantielle et il en est d'autres, de « besoin et de raisonnement », qui n'existent que pour réguler l'accomplissement des intérêts privés de telle sorte qu'ils ne s'annulent pas mutuellement et produisent le bien commun. À ce propos Kant propose d'imaginer une nation de diables, c'est-à-dire de gens dont les intentions ne peuvent rien envisager de bon. Voilà, un État correct et un ordre juridique correct doivent être organisés de sorte que les « diables » s'équilibrent l'un l'autre et pour qu'à la fin on obtienne le même bien commun. La puissance des idées libérales consiste donc en ce qu'elle ne contient aucune présomption de bonne intention de l'individu sous sa forme originelle, bien qu'une telle thèse transparaisse chez certains libéraux.

Les idées de gauche relèvent d'un autre type de lien social qui s'associe plus à Thomas More. Pour résumer, c'est la réalisation d'un projet commun de construction d'une société juste et meilleure. Le critère de justice est essentiellement l'égalité. Les gens, la société, l'État, dans l'idée de gauche, sont unis par la réalisation d'un projet commun.

Je noterai tout de suite que ces deux idées, de gauche et libérale, sont utopiques en un sens qu'avait déjà évoqué Carl Schmitt. Il qualifiait d'utopie non pas une certaine fantaisie arbitraire et quelque chose d'impossible mais tout modèle d'ordre social déconnecté du topos concret et dans une certaine valeur, norme, repère, maximes non rattachés à un lieu, à une localisation. Et en ce sens les modèles de lien sociaux de type libéral et de gauche sont utopiques.

* *Cahiers du conservatisme*, 2014 n° 2 (1), p. 100-103. 1^{er} Forum « Conférences Berdiaïev », 16 mai 2014.

Mikhaïl RÉMIZOV, docteur en philosophie, président de l'Institut de stratégie nationale, président du présidium du Conseil d'experts auprès du Collège de la commission militaro-industrielle, membre du Conseil d'experts auprès du Gouvernement de la Fédération de Russie. E-mail : remizov.ins@gmail.com

En ce qui concerne le type conservateur de liens sociaux, il s'agit ici à mon avis non pas d'un projet général, non pas de la liberté et des intérêts individuels qui relèvent de questions comptables, mais de l'héritage commun des êtres. Ceux-ci sont considérés dans la société comme impliqués mutuellement les uns avec les autres puisque c'est leur héritage commun qui fait d'eux des êtres humains. L'héritage commun, c'est quelque chose de matériel : un volume défini de richesse accumulée qu'il est impossible de diviser par maisons, c'est une sorte d'espace public et de bien public qui font naître les républiques des cités. Et c'est, bien entendu, quelque chose d'immatériel. Pour conclure un contrat social, disent les conservateurs, il est indispensable que les êtres humains entretiennent les uns avec les autres un niveau suffisant de confiance, qu'ils parlent la même langue et qu'ils veuillent conclure cet accord précisément les uns avec les autres. Il est nécessaire d'avoir un héritage culturel qui puisse les unir. Et, au fond, l'objet du contrat social, tel qu'il est interprété de manière conservatrice, si on garde à l'esprit tous ces principes, est non seulement et même pas tant un équilibre entre les intérêts privés, le besoin de sécurité, la protection de la propriété privée, que la forme d'organisation de l'emploi et de l'augmentation de l'héritage commun qui par principe unit les gens et offre la possibilité d'élaborer ce contrat social.

Pour le conservatisme, les deux mots principaux sont « famille » et « histoire ». La famille au sens de parenté, de génération. C'est-à-dire que les gens sont considérés initialement comme impliqués les uns avec les autres comme se rapportant dès l'origine à une seule parenté, liés par des liens primaires de solidarité. Le slogan de la Révolution française de « Liberté, égalité, fraternité » est fortement axé vers la liberté et l'égalité. La liberté vers le libéralisme, l'égalité vers le socialisme, la fraternité étant la composante conservatrice. Mais il ne s'agit pas de la fraternité entre les révolutionnaires mais de celles des êtres humains qui appartiennent à une même société, à une même culture.

De ces trois dispositions découle une anthropologie différente, un programme politique différent. Ces trois idéologies sont légalement coauteurs de la modernité, de ce que nous qualifions de civilisation « moderne », de l'époque « moderne ». Actuellement l'antagonisme interne à cette triade perd de son importance parce que depuis la deuxième moitié du XX^e siècle, depuis les années 1960 (bien que les bases intellectuelles en aient été posées bien plus tôt) apparaît une autre triade d'idéologies dirigée contre les bases de la civilisation contemporaine sous l'aspect sous lequel elle fut érigée à partir de cette triade idéologique.

C'est la nouvelle gauche. Pour schématiser, c'est la gauche déçue qui voit qu'en Occident a été construite une société de bien-être, qu'une classe moyenne est apparue et que le prolétariat cesse d'être un sujet de révolution. Or, elle dit que désormais le sujet de la révolution n'est plus le prolétariat, ce dernier s'étant embourgeoisé, ayant été acheté par le capital et ne se pensant plus en catégories marxistes. L'objet des actions de subversion, c'est la coalition des minorités, celle des laissés pour compte. Elle utilise même le terme de « laissé pour compte », le terme n'est pas de moi. Le sujet de la révolution n'est pas un des éléments de la structure sociale, le prolétariat, maintenant sujet à part entière de la structure sociale, mais certains éléments de la société qui se trouvent « exclus des rangs ». Cette société désocialisée, les minorités ethniques, la bohème pour laquelle la désocialisation fait partie du mode de vie et d'identification. La nouvelle gauche mise tout à fait consciemment sur cette coalition des minorités comme sa référence de base. Or, le problème n'est pas que les minorités existent. Il existe un point de vue selon lequel toute revendication à un droit, à une signification, est liée au statut de minorité. C'est le problème de ce point de vue mais pas celui de la réalité de certains groupes qui ont réellement besoin de protection.

La base idéologique du deuxième groupe est le freudo-marxisme. La libération survient non pas dans le domaine économique mais en matière culturelle et psychologique, voire sexuelle. Cette révolution n'est pas dirigée contre le capital mais contre les institutions de la civilisation qui renforcent l'homme. On cherche à déstabiliser la classe moyenne qui est bourgeoise et est la quintessence de toutes les vulgarités, à déstabiliser l'« homme unidimensionnel » de Marcuse. On la détruit de par en-dessous, au moyen de l'assaut mené par cette coalition des minorités qui ne cherche pas à prendre à la classe moyenne des miettes de bien-être mais son hégémonie culturelle. Et la classe moyenne se voit contrainte de danser l'air que joue leur pipeau, celui des années soixante.

L'idée néo-libérale, elle, mord la classe moyenne « par en-haut ». Il est apparu une idée simple selon laquelle les concessions à la classe ouvrière étaient nécessaires de la part du capital et liées à

ce qu'il avait fallu assurer l'opposition à l'Empire Soviétique, « compenser » le mécontentement de la population en payant le modèle du bien-être national. Dans la situation où Reagan et Thatcher décidèrent de mener une guerre jusqu'au bout et ils réussirent, la nécessité de payer ce prix si élevé aux classes travailleuses disparut d'elle-même. C'est donc pour cette raison que le néo-libéralisme mord la classe moyenne par en-haut déjà du point de vue économique, de celui des élites qui tentent de réduire les frais et délocaliser la production vers les pays du tiers-monde et modifient le système d'imposition mis en place avec le « New Deal » de Roosevelt aux États-Unis. Krugman et Stirlitz donnent comme exemple le fait que si dans les années 1960 l'écart normal des revenus entre ceux d'un salarié moyen d'une grande entreprise et d'un dirigeant était à l'époque de 10-15, dans les années 1990 il atteint 1000-1500. C'est un nouveau seuil qui n'est justifié par aucune nécessité économique. Les lois de l'économie de marché en elle-même ne répondent pas à la question de savoir comment doit s'opérer la répartition des facteurs de motivation au sein des revenus dans l'entreprise. C'est une inversion du libéralisme classique qui détruit aussi la civilisation contemporaine parce qu'elle conduit à une fragmentation de la société. Or, ici, la rhétorique de la gauche consistant à dire qu'il faut favoriser l'arrivée d'immigrés dans les pays développés et celle des néo-libéraux se complètent merveilleusement l'une l'autre. Pour la gauche, l'arrivée d'immigrés, c'est une position de valeurs, c'est la protection des minorités, c'est l'effacement de l'hégémonie de la culture de la classe moyenne, ce sont les gueules satisfaites de bourgeois qu'elle déteste, ou de ceux qui sont liés à une identité nationale définie. Pour les néo-libéraux, c'est simplement la réduction des dépenses et une façon de rejeter les obligations vis-à-vis de leur propre société puisque celles-ci depuis Lassalle et Bismarck reposent sur la solidarité nationale.

Le troisième élément apparemment le moins idéologique est l'inverse du conservatisme, sa face cachée. (Aristote distingue trois formes de gouvernement qui ont un bon et un mauvais côtés.) Avec le préfixe néo apparaît un phénomène de nouvelle barbarie. C'est le « New Age », ouverture active vers l'Occident de cultures archaïques, de cultes ésotériques, de religions hérétiques. Cette tendance est consécutive à la coalition contre la civilisation moderne de la nouvelle gauche et des néolibéraux qui mène à une nouvelle barbarie.

Le programme du premier conservatisme reposait sur l'opposition aux Lumières et à la pensée révolutionnaire qui a engendré le monde moderne. La civilisation « moderne » est née comme synthèse. Avec d'abord un ennemi – les Lumières, la Révolution, la Réforme – ensuite est venue une réponse : la contre-réforme, la Restauration, la renaissance conservatrice, la découverte des histoires nationales, l'idée nationale. Apparaît une synthèse. C'est cette synthèse qui est la civilisation contemporaine.

Aujourd'hui l'ordre du jour du conservatisme comprend la défense et le maintien des bases de la civilisation « moderne » comme société solidaire, culturellement homogène, cohérente et non-fragmentée, la société des deux tiers qui composent la classe moyenne avec un tiers constitué des pauvres. Or la coalition qui détruit cette civilisation contemporaine « moderne » est formée de la nouvelle gauche, des néolibéraux et des néobarbares. On voit apparaître trois axes de destruction de la civilisation contemporaine. Le premier, c'est la déshumanisation. C'est la transformation du genre, l'intervention dans le génome de l'homme, la perspective de l'apparition de castes, l'inégalité biotechnologique qui devient possible. Ce sont aussi les expérimentations en matière de suppression des barrières psychologiques au cours de la révolution culturelle des années 1960.

Le deuxième axe, c'est la perte de souveraineté. Qu'est-ce que la souveraineté ? C'est la concentration de différents types de pouvoir – capital symbolique, capital de force, capital financier, etc. – au niveau de l'État. Cette perte de souveraineté, c'est quand différents types de pouvoir se dispersent à différents niveaux. Le pouvoir souverain, même autocratique, est public. Cette publicité se manifeste par des liens qui imposent une responsabilité au pouvoir. Je tiens à souligner que c'est le cas même pour un pouvoir autocratique. Quand la souveraineté est perdue le pouvoir devient caché. Or, un pouvoir caché ne peut plus rien manifester. Un pouvoir caché, c'est l'irresponsabilité absolue.

Le troisième axe est la désocialisation. Soit une forme avancée de fragmentarisation de la société. Si les fondements nationaux de solidarité sont perdus, si la société cesse d'être culturellement homogène, elle se transforme en mosaïque, en cumul de ghettos, c'est-à-dire en une société-conglomérat de minorités. Ceci a une dimension qui n'est pas que nationale.

Voilà les trois axes de destruction propres au monde moderne. Je proposerais de parler aujourd'hui du conservatisme de deuxième vague, d'un conservatisme qui consiste non pas à s'opposer à la révolution, aux Lumières, à la Réforme mais à préserver les bases de la civilisation contemporaine telles qu'elles se sont révélées dans la synthèse du libéralisme et du socialisme et où le conservatisme est entré de façon organique. Il reste beaucoup à dire mais je m'en tiens au règlement et je m'arrête là.

Aux sources du conservatisme russe : regard politique*

La pensée conservatrice russe est loin de recouvrir sous tous leurs aspects les correspondances avec la tradition européenne tant anglo-saxonne que continentale. L'explication de ce phénomène réside non pas dans « l'étendue des natures russes » spécifique mais dans des circonstances concrètes de l'histoire russe qui ont exercé une influence sur l'évolution de sa pensée politique et sociale. Parmi les circonstances de ce genre figure en premier lieu le facteur dit de « développement rattrapant » qui s'est exercé pendant au moins les trois derniers siècles. Malgré la popularité relative de l'idée de « développement rattrapant » on trouve dans la littérature russe assez peu d'ouvrages examinant l'évolution des différents courants de pensée politique et sociale en Russie du point de vue de cette problématique. Or, c'est justement dans le cas de l'analyse du conservatisme que cette idée s'est trouvée tout à fait délaissée. Entre temps toute une série de particularités de la pensée conservatrice russe (en particulier la fameuse antithèse Occident-Russie) restent difficilement explicables si on ne prend pas en compte ce facteur.

En Europe continentale, et notamment en Angleterre, le traditionalisme était la base de la conception conservatrice du monde. En particulier celles d'un des pères fondateurs du conservatisme occidentale, Edmund Burke (malgré toutes les composantes libérales de son credo politique) sont imprégnées de vénération pour la sainte tradition. Suivre les traditions signifie agir en conformité avec le cours naturel des choses, rapporter ses actions individuelles à la sagesse séculaire accumulée dans les normes traditionnelles et établies. Chez les représentants de l'élite politique et intellectuelle russe les relations avec la tradition culturelle et historique se sont établies de façon bien moins harmonieuse.

Le processus de délitement des valeurs traditionnelles dans les milieux de l'élite politique russe avait commencé bien avant les transformations de Pierre le Grand. Il suffit de voir la réforme ecclésiastique de Nikon quand la nouveauté fut déclarée antiquité oubliée et la tradition – à des fins politiques – sacrifiée au bénéfice d'innovations canoniques. Les valeurs empruntées au XVIII^e siècle furent essentiellement de l'ordre de la culture de la noblesse qui avait déjà perdu ses positions en Occident. Les acquisitions culturelles de ce type faisaient en principe perdre le sens du « traditionnel » dans le contexte russe, pour l'élite occidentalisée la « tradition » (le code d'honneur de la cour, le style de pensée, les règles de conduite, etc.) était un emprunt au même titre que le tabac, la pomme de terre et les équipements militaires [réf. 2, p. 138]. Ce « traditionalisme » considérait plutôt d'un mauvais œil la véritable tradition culturelle nationale russe. C'est précisément pour cette raison que le XVIII^e siècle éclairé fut défini comme une question portant sur « l'absence de terreau » de l'élite culturelle et politique russe, de même que les tentatives ultérieures assez artificielles et arbitraires de recréer rétrospectivement une tradition nationale.

Résultat, durant tout le XVIII^e siècle le traditionalisme teinté de conservatisme resta l'apanage de représentants de l'aristocratie de cour et d'office, instruite pour une bonne part grâce à l'occidentalisation de la société russe. La particularité de ce « traditionalisme » fut l'éclectisme, c'est-à-dire la réunion de ce qui est incompatible. Le soutien dans l'ensemble de l'orientation visant à effectuer des transformations

* *Cahiers du conservatisme*, 2014, n° 2 (1), p. 47-54. 1^{er} Forum « Conférences Berdiaïev », 16 mai 2014.

Edouard SOLOVIEV, docteur en sciences politiques, chef du secteur de la théorie politique de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (Académie des Sciences – IMEMO RAN). E-mail : solovyev@imemo.ru



sur le plan militaire et administratif, le niveau déterminé, plus ou moins important, d'instruction se combinaient chez les « nouveaux Russes » de l'aristocratie à un archaïsme certain dans les milieux politiques. Dans les conceptions des « traditionalistes » russes de la deuxième moitié du XVIII^e siècle les représentations médiévales caractéristiques des partisans du servage se mêlaient de façon fantaisiste avec les idées des Lumières de l'Europe. Le prince Mikhaïl Chtcherbatov, représentant typique d'une pléiade de penseurs et hommes d'État ultérieurs à Pierre le Grand, recourait largement dans ses ouvrages politiques aux idées des Lumières, cependant sous la plume de ce « traditionaliste » russe elles prirent un tour résolument exotique. Ainsi l'avis de Chtcherbatov sur l'origine de l'État laisse-t-il bien transparaître l'influence des théories du droit naturel et du contrat social, mais ces droits naturels ne s'étendaient qu'à la noblesse, quant au contrat social il était perçu comme un accord entre les dirigeants de l'aristocratie concernant le choix du gouvernant et les prérogatives du souverain. La thèse des physiocrates sur la signification déterminante de l'exploitation de la terre dans la vie économique des peuples servait au conservateur russe de preuve du rôle exceptionnel de la noblesse comme classe principale « agricultrice » en Russie, du bien-fondé des revendications de l'aristocratie terrienne vis-à-vis du gouvernement, etc.

La Révolution française fut un tournant dans l'évolution de la pensée politique et sociale russe, sous son influence en Russie se constitua une idéologie conservatrice relativement indépendante pour remplacer petit à petit le traditionalisme européisé du XVIII^e siècle. La révolution modifia radicalement l'image de la civilisation (ou, du moins, de son centre, c'est-à-dire alors la France), dont la Russie ambitionnait de faire partie. La noblesse russe connut un véritable drame spirituel, le prix à payer de l'occidentalisation que fut la révolution ne pouvait pas ne pas lui sembler démesuré. À l'aube d'un siècle nouveau apparaissent les premiers signes d'un refus de la parenté spirituelle avec l'Europe pour une part significative de l'élite dirigeante, ce qui entraîna un tournant dans la conscience sociale. Si auparavant l'étalon culturel particulier était l'aspiration à une identification totale des institutions russes et de l'histoire russe elle-même avec leurs homologues européens (*L'antidote* de Catherine II au livre de l'abbé Chappé) cumulé à la recherche des causes naturelles, climatiques, géographiques et historiques du retard de la Russie (Boltine), désormais il était « à la mode » d'affirmer les différences substantielles et profondes entre la Russie et l'Europe. Les réformes menées à l'aune occidentale renforcèrent l'efficacité de l'administration publique, accroissèrent la combattivité de l'armée, donnèrent à la Russie un accès à la mer, et la placèrent au nombre des grandes puissances de occidentales. Néanmoins la pensée sociale et politique au seuil du XIX^e siècle n'était déjà plus en mesure de faire abstraction du fait qu'« ayant ouvert une fenêtre en Europe », les Russes avaient fait entrer dans la maison avec l'esprit des Lumières le djinn de la révolution. C'est pour cette raison que, depuis, les étendards de l'orientation conservatrice portaient inscrit « nous ne sommes pas l'Europe, nous avons notre propre histoire et nos propres traditions ». Cette rupture fut entérinée dans la période des guerres napoléoniennes quand l'opposition à l'Europe continentale unie par le « monstre corse » passa du domaine métaphysique et intellectuel à la dimension politique et militaire. Parmi les thèmes du conservatisme européen de la première moitié du XIX^e siècle – à savoir opposition à la révolution, au rationalisme et à l'individualisme, à l'atomisation sociale de la civilisation bourgeoise naissante – les conservateurs russes (Chichkov, Karamzine, etc.) se concentrèrent surtout sur l'un d'entre eux : l'opposition de la structure de l'État autocratique russe à la tempête révolutionnaire et à la pression intellectuelle en provenance d'Europe.

Karamzine à l'époque de ses *Notes sur la Russie ancienne et nouvelle* exprima avec talent l'opinion des milieux de la noblesse russe qui sous l'influence de la Révolution française, passèrent des emprunts peu critiques tirés de l'expérience européenne à des réflexions poussées sur la destinée historique de leur pays natal. Cette réflexion poussa pratiquement la conscience conservatrice russe à procéder à une inversion des signes entre *plus* et *moins* : ce qui semblait précédemment attrayant et raisonnable devint monstrueux et discordant. Tout nouveau pas en direction des réformes et de l'européisation du pays, tout mouvement du côté du sécularisme et du constitutionnalisme furent désormais perçus presque comme des concessions à un nouveau « pougatchevisme » et à la révolution, une atteinte aux fondements de l'État. À la suite de quoi Karamzine donne pour la première fois une appréciation ambivalente du règne de Pierre le Grand. D'un côté, selon l'historien, Pierre I^{er} « tendit vers son but à travers la tempête et les ondes : il l'atteignit et tout changea ! » Mais, d'un autre côté, à quoi menèrent ces changements ?

Pierre ne fit que transformer la noblesse, il anéantit l'autonomie de l'Église, et « la passion pour les us nouveaux pour nous dépassa en lui les limites du raisonnable », tout cela, l'historien le rangea au passif du tsar réformateur supposant que, tout compte fait, la Russie avait pris la voie funeste des évolutions intellectuelles suivie par la France à la veille de l'effondrement révolutionnaire. De là, la conclusion de Karamzine : le temps est venu de s'arrêter, d'évaluer le chemin parcouru et conséquemment d'« exiger une sagesse plus conservatrice que créatrice ».

Pourtant le conservatisme de noblesse de Nikolaï Karamzine ou bien, disons, la mystique du prince Alexandre Golitsyne devinrent très rapidement des anachronismes. Les contours idéologiques de la pensée conservatrice furent définitivement fixés entre 1831 et 1849 par le comte Sergueï Ouvarov, ministre de l'instruction publique, qui formula la fameuse triade « orthodoxie, autocratie, peuple ». C'est alors que l'historien Mikhaïl Pogodine, l'homme de lettres Stépan Chéviriev et d'autres se firent les représentants les plus en vue du conservatisme d'État. Trois idées, on le sait, constituèrent le fondement du conservatisme russe, ce sont la monarchie autocratique comme force hors-classe et défendant les intérêts de chaque couche et de la société dans son ensemble, l'orthodoxie et l'identité populaire. Chacun de ces éléments exprimait de façon particulière le refus par l'élite politique des tendances ayant triomphé dans l'Occident déchiré en confrontations de classes et « frappé de l'intérieur » par le rationalisme. L'idée forte de cette conception était la réaffirmation de la voie particulière de la Russie et de l'unicité de son expérience culturelle et historique.

Une grande attention était alors accordée à la reconstitution des sources uniques ou des « débuts » de l'histoire de l'État russe la distinguant de celle de l'Occident. L'Europe occidentale avait été conquise par des peuples germaniques. La Russie avait été occupée par les Slaves qui s'y étaient installés. Les racines du christianisme européen étaient à Rome, celles du christianisme russe à Byzance, etc. Puisque la Russie n'avait pas connu de conquêtes il n'y avait en elle ni aristocratie féodale délibérée, ni de tiers-ordre, par conséquent il n'y avait pas de facteur de lutte des classes ou couches. L'Église orthodoxe, contrairement au catholicisme séduit par le pouvoir séculier, n'entraîna pas en conflit avec l'État mais soumettait volontairement ses intérêts au pouvoir laïque. L'histoire de la Russie était ainsi définie comme foncièrement « non-confliktuelle » : elle ne recélait « ni esclavage, ni haine, ni orgueil, ni lutte »¹ parce qu'elle constituait un type complètement différent de civilisation. Et puisqu'un sens des valeurs est établi pour les débuts historiques dans l'État, est donc prouvée la nécessité de le préserver, en outre devient évident le besoin de conserver en sagesse et avec soin les relations sociales qui se sont construites ainsi que les institutions politiques parmi lesquelles la plus précieuse est l'autocratie.

La figure de Piotr Tchaadaïev sort quelque peu de l'ordinaire dans l'histoire de la pensée politique et sociale russe. Aujourd'hui a déjà été posée la question de savoir s'il fallait le classer comme conservateur. Il me semble que oui. Sa correspondance permet même de le dire conservateur à la limite de l'obscurantisme. Pour beaucoup de chercheurs le paradoxe de ses vues demeure une énigme puisqu'il sut, semble-t-il, concilier l'inconciliable : le conservatisme sans la conservation (il n'y a rien à conserver en Russie, en sacralisant non seulement au niveau des institutions mais aussi sur le plan spirituel), l'organicisme sans l'organisation (le postulat du caractère non organisé de l'histoire russe et en même temps l'orientation vers un type de développement historique plutôt plus naturellement occidental) et même un romantisme sans éléments romantiques (la perception romantique des anciennes traditions de l'Europe en négligeant l'histoire nationale) [voir la référence 3]. L'orientation occidentalisante de Tchaadaïev est manifeste. Mais n'est pas moins évident le fait qu'il n'est pas venu à l'esprit de l'auteur des *Lettres philosophiques* d'appeler les lecteurs à se rendre dans l'Europe qui se montre à leurs yeux celle de la fonte et de l'acier, dans le monde des rentiers et des affairistes calculateurs. Ses regards étaient fixés sur une autre Europe, celle d'une hiérarchie ecclésiastique stricte, d'une aristocratie éclairée, de la raison et de la vertu. C'est cette circonstance qui permit à Andrzej Walicki de qualifier son système de conceptions d'« utopie conservatrice » comparable à celle des slavianophiles. La différence entre les deux utopies est considérée par cet historien polonais dans le fait que pour Tchaadaïev l'incarnation de l'idéal était l'Europe ancienne, anté-bourgeoise et nettement idéalisée, alors que pour les slavianophiles c'était l'ancienne *Rous* d'avant Pierre le Grand [réf. 1, p. 156].

¹ POGODINE M.P., Extraits historiques et critiques, Moscou, 1846, p. 62.

Encore qu'il existât des points de jonction entre les slavianophiles et les défenseurs du conservatisme (les uns comme les autres croyaient en la voie historique originale et non-occidentale de la Russie et se prononçaient contre le recours aux institutions occidentales), les représentants de ces orientations interprétaient diversement les valeurs-clefs de la civilisation russe et divergeaient sur la question de savoir quelles étaient les plus nécessaires au conservatisme. Alors que pour les conservateurs partisans de l'État la valeur essentielle était un État autocrate, les slavianophiles s'efforçaient de préserver la singularité spirituelle et socio-culturelle du peuple russe. À l'opposé des conservateurs ils mettaient l'accent avant tout sur le premier et le troisième éléments de la « triade d'Ouvarov », c'est-à-dire sur l'orthodoxie et le peuple (par lesquels les penseurs de cette orientation comprenaient la « personnalité du peuple », l'« aspect du peuple »¹, soit, en termes plus contemporains, l'identité russe).

Le postulat-clé de la doctrine slavianophile était l'originalité de la Russie et sa distinction fondamentale par rapport aux pays occidentaux. (À noter que ceci, étant la conception des slavianophiles, subit fortement l'influence de la philosophie classique allemande et du romantisme allemand, à savoir Hegel, Schelling, Herder au point que ce même Tchaadaïev les qualifiait avec acrimonie de « banals Tyroliens en manteaux »). L'ensemble des conceptions slavianophiles se distinguait par un entrelacement assez complexe et parfois paradoxal d'éléments de romantisme conservateur et de libéralisme modéré, d'orientations visant le maintien d'un certain nombre d'institutions sociales archaïques et d'une idéologie originale de « progressisme conservateur ».

Le caractère conservateur de la conception slavianophile détermina le complexe anti-occidental qui lui était propre. Pour Alexeï Khomiakov et Ivan Kireev l'Occident s'identifiait à la civilisation contemporaine (au sens étroit du terme) avec tous ses défauts inhérents, depuis le rationalisme et l'individualisme jusqu'à l'industrialisme. La Russie, dans ce contexte philosophique, devenait l'incarnation du cosmos, d'un monde « organique », « cohérent », etc. ; selon les slavianophiles, l'avenir lui appartenait. Et bien qu'il ne vînt à l'esprit d'aucun slavianophile de comparer l'Europe avec un organisme encore vivant mais déjà atteint de décomposition, comme le fit le conservateur Stépan Chevyriev qui énonça la métaphore du « pourrissement de l'Europe », le thème du caractère funeste de la voie européenne fut relevé par eux de façon assez précise. Chez les slavianophiles il s'agissait non pas tant de supériorité que d'avantages propres à la Russie en raison de son retard (le développement inachevé des relations capitalistiques) qui lui donnent la possibilité de suivre une voie particulière de développement historique. L'anti-occidentalisme des slavianophiles n'imposait pas de prendre ses distances avec l'Occident mais supposait de résister à « l'Occident intérieur », c'est-à-dire aux manifestations destructrices, du point de vue de la conscience conservatrice, de la civilisation contemporaine. Ainsi l'emprunt de principes des Lumières de l'Europe, supposaient les slavianophiles, n'apporterait à la Russie que dommage puisque les véritables lumières ne pouvaient provenir que des profondeurs du peuple lui-même. Ne pouvaient être considéré comme utile et admissible, de leur point de vue, « que l'emprunt technique – technique au sens le plus large du terme – de modèles et d'idées de l'étranger ; un tel emprunt susceptible d'être assimilé par l'organisme national, n'ayant causé aucun dommage » [réf 2, p. 112]. Il va de soi que les principes de base religieux, socio-politiques et philosophiques, de même que les institutions politiques de la civilisation occidentale, étaient rejetés.

La plus grande caractéristique de l'option russe sociale, morale et spirituelle, la distinguant de la société européenne émiettée et individualiste, les slavianophiles considéraient que c'était la cohésion, c'est-à-dire l'accord harmonieux entre les intérêts personnels et sociaux. De leur point de vue, le catholicisme signifiait une unité forcée, autoritaire, des croyants reposant sur une autorité extérieure, le protestantisme la liberté d'individus isolés non reliés par une unité supérieure, alors que dans l'orthodoxie se réalisait une synthèse « cohérente » entre la liberté et l'unité. L'incarnation du principe d'unité était vu par les slavianophiles dans la communauté villageoise devenue « comme un aspect laïque et historique de l'Église »².

¹ AKSAKOV K.S., « Le peuple simple est une donnée raisonnable de la Russie : articles de pointe tirés du journal *Molva (La rumeur)* » (1857), dans *Le conservatisme éclairé : les penseurs russes sur les voies de développement de la civilisation russe ; anthologie politique*, Moscou, 2012, p. 523-524.

² SAMARINE I^{ou}.F., *Œuvres*, vol. 1, Moscou, 1877, p. 64.

La catégorie organique occupait une place exceptionnelle, pour ne pas dire cruciale, dans les constructions théoriques des slavianophiles. Ceux-ci supposaient que le mode de vie de la Rous de Moscou reposait sur des principes organiques et cohérents alors que les réformes de Pierre I^{er} signifiaient une rupture avec eux. D'après Konstantin Aksakov, l'essentiel des opinions de ses compagnons se résumait à ce « que la Russie d'avant Pierre le Grand avait... ses propres principes, sa propre voie, sa propre aspiration, et que ces principes anciens étaient le gage de sa prospérité pour l'avenir, que le lien vivant avec les anciennes traditions est indispensable... que pour son instruction, pour être ravivée et réussir (son progrès) la Russie doit se référer non pas à des formes, bien sûr, mais à ses principes essentiels anciens... »¹ Comment s'étonner qu'avec cela les slavianophiles aient idéalisé et même mythifié le passé russe (ce qui, d'ailleurs, demeure un trait caractéristique du conservatisme russe de nos jours).

Le sens de l'utopie conservatrice, cependant, ne se résumait pas du tout pour les slavianophiles à un retour à la Rous d'avant Pierre I^{er} comme tentaient de le présenter un grand nombre de leurs critiques. Les théoriciens de la slavianophilie n'étaient pas enclins à ignorer la problématique de la modernisation de la société, et en ce sens l'ensemble de leurs idées dépasse largement le cadre de la définition de l'« utopie rétrospective » proposée par Piotr Tchaadaïev. L'utopisme conservateur des slavianophiles était caractérisé par la conscience de la nécessité de transformer les relations socio-politiques dans le pays mais au même degré que l'aspiration de réaliser cette transformation de la façon la moins douloureuse et la moins traumatisante pour la structure sociale existante et les éléments de la tradition culturelle nationale. Pour Khomiakov, l'esprit conservateur « est un perfectionnement permanent qui s'appuie toujours sur l'ancienneté purifiée. Un arrêt complet est impossible et une cassure est désastreuse »².

Ces idées concernant le caractère organique et évolutif du processus historique combinées avec le refus évident de l'expérience occidentale de modernisation capitaliste et la négation de l'utilité des transformations révolutionnaires menèrent à la recherche active d'une voie spécifique russe d'évolution sociale. À proprement parler, la teinte conservatrice de l'utopisme donné à cet ensemble de conceptions du monde provint de l'affirmation comme valeurs impérissables des formes définies de religion (l'orthodoxie) et de liens sociaux (la communauté). L'exigence de maintien de la spécificité nationale au cours de la modernisation permet de caractériser l'utopie conservatrice des slavianophiles non seulement comme une variété d'idéologie autochtone « enracinée » mais comme une des premières tentatives dans l'histoire de la pensée socio-politique mondiale de justifier théoriquement une « troisième voie » de développement social, c'est-à-dire de modernisation de la société sans l'industrialisation de type occidental supposant une prolétarianisation massive et la destruction des liens sociaux traditionnels.

Ainsi, le conservatisme russe dès les premières étapes de son évolution, le conservatisme russe comprenait un certain nombre de particularités. Premièrement, il était dépourvu de compréhension unique de la « tradition » quand s'établissaient les fondements du complexe idéologique conservateur. En raison des contradictions sur les valeurs dans le milieu de l'élite politique à partir de la deuxième moitié du XVII^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e, les idées sur les éléments « traditionnels » et « authentiques » de la culture revêtaient un caractère très spéculatif. À strictement parler, la tradition politique et culturelle moscovite ancienne au début du XIX^e siècle était en grande partie définitivement perdue. Toutes les tentatives de la reconstituer ressemblaient inévitablement à des constructions artificielles. De plus, l'indétermination de la notion de « tradition russe » et, conséquemment, le côté éphémère du traditionalisme comme conception du monde permettaient d'interpréter la « tradition » de façon très arbitraire, replaçant sa genèse aux temps d'avant Pierre (chez les slavianophiles) en indiquant ses sources dans un « byzantisme » interprété selon un mode particulier (Pogodine et nombre de théoriciens d'orientation « conservatrice »), ou de la trouver dans un certain caractère original russe de régime politique et étatique, en l'occurrence l'autocratie (sur laquelle se concentraient Karamzine et l'option conservatrice dans son ensemble).

Un autre signe spécifique du conservatisme russe, conditionné pour une grande part par le type de développement « de rattrapage » du pays, se retrouve dans les tentatives de combiner des dispositions

¹ AKSAKOV K.S., « Le peuple simple est une donnée raisonnable de la Russie », p. 523.

² KHOMIAKOV A.S., *Œuvres complètes*, 3^{ème} édition, Moscou, 1900, vol. VIII, p. 211.

souvent inconciliables dans le cadre d'un ensemble uni de conceptions du monde avec une forte influence de la pensée socio-politique et philosophique de l'Occident (surtout de l'Allemagne) sur son processus de formation. L'aspiration à achever la transformation des institutions sociales les plus archaïques voisinait la perception négative de l'expérience occidentale de modernisation capitaliste. Le souhait de conserver les mérites réels ou supposés de la culture nationale ainsi que telles ou telles particularités de la structure sociale entraînait en contradiction avec le processus de transformations d'ordre militaire et administratif, même fortement limitées.

La troisième particularité du conservatisme russe, qui est aussi une conséquence directe du type de développement « de rattrapage » du pays aura été l'optique de la question des relations (géopolitiques, culturelles, etc.) entre la Russie et l'Occident. En même temps l'Europe faisait l'objet d'un rejet dans le cadre d'oppositions binaires, vision fermement ancrée dans la structure de la réflexion conservatrice (rationalisme – caractère organique, révolution – évolution, chaos – cosmos, atomisation – unité, etc.) et représentait une antithèse projetée sur l'avenir de l'« utopie conservatrice ». Tant l'« originalité » traditionaliste, pour beaucoup antimoderniste, des théoriciens du peuple officiel que les recherches des slavianophiles d'une voie particulière de développement historique furent la réaction à ce « complexe occidental » particulier.

Ainsi, en dépit des idées reçues, le conservateur russe, peut-être pas moins que le libéral, était par excellence un penseur de bureau nourri des réflexions de la philosophie occidentale mais proposant une perception extrêmement sélective de l'expérience historique occidentale. Cela aura été suffisant pour enraceriner le mythe de sa profonde « traditionnalité » et de son inertie. Le conservatisme russe du XIX^e siècle, de même que son homologue européen, tendait à adoucir les aspects douloureux du processus de modernisation. Or, en s'appuyant pas tant sur la tradition réellement conservée et incarnée dans les institutions et les coutumes correspondantes que sur sa perception abstraite et spéculative, les conservateurs russes se retrouvèrent objectivement dans la situation de devoir faire un choix entre une sauvegarde passive et un utopisme déconnecté de la réalité. Le drame du conservateur russe constitua, tout compte fait, celui de la société « de rattrapage » où le caractère organique et l'évolutionnisme furent souvent synonymes de stagnation et de régression [détails cf. 4, p.146–147].

* * *

Revenons au monde contemporain. Ces dernières années on a pu voir se former sous nos yeux une nouvelle tendance politique. La Russie se positionne aujourd'hui comme une puissance mondiale conservatrice. D'ailleurs dans tous les sens du terme : depuis le maintien des normes et principes existants de droit international jusqu'au traditionalisme conservateur des valeurs familiales. Ce qui semble ouvrir de nouvelles opportunités de réflexion conservatrice. La société en Russie est dépeinte dans de nombreuses études sociologiques comme nationaliste et assez conservatrice dans l'ensemble (sur le plan de la défense des valeurs traditionnelles familiales, religieuses et autres de la part des citoyens russes elle n'a pas d'équivalents en Europe). Néanmoins le conservatisme politique n'est généralement pas populaire. Il y a à cela plusieurs raisons. Notamment la division non surmontée au sein du conservatisme russe contemporain entre les courants « rouge » et « blanc » (l'incapacité à intégrer la fameuse synthèse « rouge-blanc » dans les rangs conservateurs). Faiblesse et déconnexion de la réalité de la plateforme socio-économique où les « rouges » regardent en arrière, du côté du passé soviétique pour y puiser des exemples encourageants d'efficacité si ce n'est économique, du moins technologique et politique, tandis que les « blancs » réfléchissent de manière assez abstraite sur certains avantages existentiels et spirituels des fondements de la Russie. D'où il découle une incapacité à donner une vision claire des perspectives pour le pays avec un pathos accusatoire marqué. Le conservateur russe aujourd'hui est un critique social et politique relativement irresponsable, ou alors un chercheur déconnecté de la réalité.

Le flou quant à la tradition et l'accent mis sur les relations entre la Russie et l'Occident a) laissent le champ à l'établissement de fondements d'un ensemble idéologique conservateur fédérant les forces conservatrices et b) donnent simultanément l'impulsion à une mobilisation d'ampleur nationale face aux forces extérieures. La question est de savoir comment s'y prendre de façon méthodique et efficace sur le plan politique pour gérer l'héritage de la pensée conservatrice russe.

Et pour revenir au thème de notre rencontre : l'héritage de l'œuvre de Nikolaï Berdiaïev qui ne dressait pas de barrières infranchissables entre l'idée russe et les sources et la signification du communisme russe est un remarquable exemple d'approche créatrice et sortant des ornières pour réfléchir sur les questions les plus ardues de l'histoire russe et de la philosophie politique.

Bibliographie

1. [Andrzej WALICKI], *Le slavianophilisme et l'occidentalisme : l'utopie conservatrice et libérale dans les œuvres d'Andrzej Walicki*, recueil de réflexions, en 2 tomes, sous la rédaction de Konstantin Vassiliévitch DOUCHENKO, Moscou, 1992. (En russe : [Валицкий А.] *Славянофильство и западничество : консервативная и либеральная утопия в работах Анджее Валицкого* : Реф. сб. : в 2-х вып. / Сост. К.В. Душенко. Вып. 2. М., 1992.)
2. Mikhaïl Mikhaïlovitch KARPOVITCH, *Cours sur l'histoire intellectuelle de la Russie (XVIII^e – début du XX^e siècle)*, traduit de l'anglais, Roussky Pout, Moscou, 2012, 350 p. [En russe : Карпович М.М. *Лекции по интеллектуальной истории России (XVIII – начало XX века)* / Пер. с англ. М. : Русский путь, 2012. 350 с.]
3. Edouard Guennadiévitch SOLOVIEV, « Le conservatisme libéral en Russie : apologie de la folie ou voix de la raison (d'après l'exemple de l'œuvre de Piotr Iakovlévitch Tchaadaïev) », dans *Vestnik MGOu, série 18, Sociologie et politologie*, 1996, n° 4, p. 79-94. (En russe : Соловьев Э.Г. « Либеральный консерватизм в России : apologia сумасшествия или голос разума (на примере творчества П.Я. Чаадаева) » // *Вестник МГУ. Сер. 18. Социология и политология*. 1996. № 4. С. 79–94.)
4. Edouard Guennadiévitch SOLOVIEV, Aux sources du conservatisme russe, dans *Polis*, 1997, n°3, p. 137-147. (En russe : Соловьев Э.Г. « У истоков российского консерватизма » // *Полис*. 1997. № 3. С. 137–147.)

Resteront-ils à leurs places ? (Le conservatisme en Occident et en Russie)*

Dans l'intitulé de mon exposé figure une citation, c'est le deuxième vers d'un célèbre poème de Rudyard Kipling. Mais les spécialistes de l'Orient préfèrent le troisième et le quatrième vers :

Mais il n'y a ni Orient, ni Occident : qu'est-ce que la tribu, la patrie, la famille
Quand le fort se lève face au fort aux limites de la terre ?

Je rappellerai que dans ce poème Kamal, voleur de cheveux d'Afghanistan, et le fils d'un colonel britannique deviennent amis et complices. Je pense que la comparaison s'applique parfaitement aux conservatismes russe et européen.

Dans le présent exposé, par conservatisme occidental sont envisagés des courants politiques, des forces politiques et non pas toute la philosophie conservatrice occidentale. Nous parlons d'un certain conservatisme occidental médian où chaque « modèle national » de conservatisme politique est unique et peut se distinguer nettement d'un pays à l'autre. De plus, sauf indication contraire, nous décrivons le conservatisme qu'il est usuel de désigner chez nous « mainstream » [cf, par exemple : 1], et non pas le « nouveau » conservatisme ou la « nouvelle droite » [2].

Enfin, encore une précision importante : nous mettons l'accent sur les différences, et non pas sur les similitudes entre les conservatismes occidental et russe parce si l'on parle des valeurs communes, de l'héritage commun, alors il faudrait souligner les différences d'interprétation et de compréhension de ces valeurs en Europe et en Russie.

Première différence. Le conservatisme occidental s'appuie sur une tradition ininterrompue tant dans la pensée sociale que dans l'histoire politique et religieuse. En politique, les conservateurs occidentaux continuent ou modifient ce qui avait été créé par la génération précédente de conservateurs et d'autres forces politiques. Dans le conservatisme occidental on peut comprendre de quelle action conservatrice ou position politique d'hier provient celle d'aujourd'hui. Chez nous les conservateurs cherchent souvent une inspiration intellectuelle dans les ouvrages des penseurs pré-révolutionnaires ou de l'émigration. C'est un grand héritage mais quels sont les penseurs qui n'ont pas écrit sur la Russie d'aujourd'hui pour avoir vécu à d'autres époques historiques ?

Encore faut-il lier le conservatisme russe à la réalité russe d'aujourd'hui. *C'est là qu'est sa valeur : il peut adapter la tradition en souplesse et de façon créative.* Permettons-nous de citer un de nos collègues espagnol, ici présent, le professeur Sanmartin : « Il s'agit d'adapter la forme tout en gardant le contenu ». Pour parler du conservatisme occidental, il conseille de « cesser de regarder vers le passé comme un espace idéal pour se concentrer sur le présent comme fondement de l'avenir ». C'est le défi majeur auquel fait face aujourd'hui le conservatisme russe. Le conservatisme occidental doit relever ce défi chaque jour.

Deuxième différence. Le conservatisme est toujours tel qu'est la société dans laquelle il existe. Le conservatisme occidental vit dans une société démocratique et d'économie de marché. En Russie nous vivons dans une société de transition, nous subissons des bouleversements à grande échelle. Pour tout conservatisme, une période de modernisation représente un défi. Si la modernisation avance vite et comme dans une enclave, ce défi devient particulièrement difficile. La mission du conservatisme consiste, dans des conditions de changements rapides et aléatoires, à maintenir l'entente et l'ordre, valeurs hautement conservatrices, paramètres essentiels de la valeur la plus importante, à savoir un État fort.

Pour l'Occident d'aujourd'hui, un État fort doit être impérativement démocratique. La souveraineté de cet État est comprise en premier lieu comme souveraineté du peuple incarnée dans les institutions

* *Cahiers du conservatisme*, 2015, n° 3, p. 89-94. Ille Forum « Conférences Berdiaïev », avril 2015.

Boris Makarenko, professeur à la faculté de sciences sociales de l'École des hautes études en sciences économiques de Moscou, directeur de recherches au laboratoire de méthodes qualitatives et quantitatives d'analyse des régimes politiques (Centre de recherches fondamentales) de la même École, président du conseil de direction de la fondation « Centre de technologies politiques ». E-mail : bmakarenko@yandex.ru

démocratiques. Cette souveraineté est prioritaire par rapport à celle qu'a l'État dans ses rapports avec ses voisins et le monde extérieur. La sécurité extérieure est une valeur consensuelle dans tous les courants politiques occidentaux actuels (y compris chez les libéraux et les socio-démocrates) bien que ce soient les conservateurs qui l'aient confirmée dans cette qualité en premier lieu. Dans le « nouveau » conservatisme européen, apparu comme réaction aux excès de la mondialisation et les difficultés de l'intégration européenne et à la crise de 2008-2009, l'« euroscepticisme » s'est renforcé ces dernières années, protestation contre la mondialisation et la « domination américaine ». Et aux États-Unis l'isolationnisme croît au sein du conservatisme. Ces remarques faites, pour le conservatisme occidental la souveraineté de l'État est avant tout souveraineté démocratique.

Pour de nombreux conservateurs russes la souveraineté est en premier lieu la force de l'État à assurer la sécurité extérieure et intérieure. Et une telle sécurité, selon eux, est mieux assurée par un régime non-démocratique et ils sont prêts à accepter un déficit tant de démocratie que d'État de droit. Cependant, cela ne signifie pas qu'une telle valeur soit étrangère au conservatisme russe. Dès Karamzine et certainement les slavianophiles, la tradition conservatrice russe a affirmé que dans un État fort la société dispose de sa liberté, de sa capacité à s'organiser et à se développer. Il convient de se souvenir de cette tradition quand on cherche une forme appropriée de participation de la société russe actuelle à la vie politique et au maintien de la souveraineté. Rappelons la thèse d'Edmund Burke selon laquelle le régime constitutionnel ne fonctionne que s'il reflète la véritable disposition d'esprit de la société [cit. d'après : 3]. Or, Burke n'est pas seulement un des fondateurs du conservatisme, il était aussi membre du parlement anglais du parti des Whigs, un des auteurs du concept de *sovereignty of parliament* sur lequel repose la vision conservatrice actuelle d'un État fort.

La deuxième caractéristique d'un État fort dans les pays occidentaux aujourd'hui, c'est l'efficacité et la compétitivité. C'est sur cet aspect qu'est fixé l'attention prioritaire du conservatisme occidentale en matière de politique économique, qui est souvent critiquée en Russie du fait de ce qu'elle est bâtie sur des principes d'économie libérale. Pour les pays occidentaux, un État fort est le plutôt « petit », s'impliquant dans l'économie dans la mesure du strict nécessaire pour assurer son efficacité parce que la propriété et l'entreprise privée sont les valeurs « fondamentales » du conservatisme occidental. Or, dans le nouveau conservatisme occidental l'establishment étatique est souvent critiqué de façon si poussée que selon beaucoup de politiciens américains, le « Tea Party » en vient à nier *de facto* la structure de l'État.

Comme le montre à l'heure actuelle l'étude du conservatisme tant occidental que russe, pour beaucoup de conservateurs russes l'économie ne figure pas comme facteur essentiel dans cette pensée politique. Ils sont nombreux à critiquer la position économique des conservateurs occidentaux, y voyant trop de « mondialisme » et de « consumérisme ». Dans le meilleur des cas, les conservateurs russes intègrent la politique économique russe telle qu'elle est menée, sans s'attarder sur les détails.

On peut affirmer que le conservatisme russe est malheureusement dépourvu de doctrine économique propre. En acceptant un « statu quo économique » il considère la composante économique d'un État fort plutôt comme un État « grand » disposant ou gérant d'énormes actifs économiques. Si le conservatisme russe est bien disposé vis-à-vis des petites entreprises, il éprouve plutôt des soupçons à l'égard des grandes parce qu'il voit en elles une menace « oligarchique » pour l'État fort. *Le conservatisme russe sera incomplet s'il ne trouve pas sa propre vision du développement économique et social du pays.*

Il existe un autre concept important de l'« État fort », c'est sa composante sociale. Les conservateurs occidentaux construisirent ou participèrent activement à l'édification d'un État social en Allemagne, en Angleterre et dans d'autres pays. Les conservateurs comprennent l'État social comme un « modèle d'optimisation » dont les principes sont : dépenser l'argent avec diligence, éviter de produire des assistés, mais soutenir les infrastructures sociales efficaces. Au cours de notre étude nous avons mis au jour que la notion en vogue en Russie de « conservatisme social » signifiait autre chose qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne, un phénomène presque contraire. Pour les pays anglosaxons, « social-conservateur » désigne un homme vivant des valeurs de l'époque à laquelle l'État n'intervenait presque pas dans le domaine social. Au contraire, dans les pays post-communistes, comme la Russie, le social-conservatisme, c'est l'État répartissant de grands volumes de ressources à des fins sociales. Le conservatisme russe, s'il se penche sur sa doctrine économique, devra élaborer son propre « modèle d'optimisation » de l'État social correspondant aux possibilités réelles du pays.

L'économie comme le domaine social sont étroitement liés à la notion de « marché ». Pour le conservatisme occidental traditionnel le marché n'était pas une valeur prioritaire mais cette époque est

révolue depuis longtemps. La « synthèse libéral-conservatrice » des valeurs s'étendit à l'économie et au domaine social avec le rétablissement de l'économie de l'Europe après la guerre. La Russie – cas unique – vécut jusqu'à la fin du XX^e siècle sans concurrence civilisée tant en économie qu'en politique. La société russe s'habitue péniblement au marché : il a fait son retour en Russie avec ses excès propres aux premières étapes d'accumulation d'un capital, le clivage, les nouveaux riches, des partages grossiers de propriété. Ce n'est pas par hasard que les conservateurs russes ont la tentation de critiquer autant l'Occident que leur propre société pour leur « avidité » et leur « consumérisme », mais il est important dans cette critique de ne pas « jeter l'eau du bain avec le bébé ». Ce sont ces excès qui doivent faire l'objet de la critique conservatrice et non pas l'économie de marché en tant que telle : c'est sur elle que repose la société actuelle de même qu'un État fort.

Notons que pour la première fois dans l'histoire russe contemporaine ce qui suit a émané de la bouche d'un président, dans son allocution anti-crise au Sénat de décembre 2014 quand il a déclaré : « Le travail consciencieux, la propriété privée, la liberté d'entreprise, sont des valeurs de base, conservatrices, je le souligne »¹. Notons qu'en parlant du travail, Vladimir Poutine emploie un adjectif. D'habitude, les valeurs se passent de précisions (la « conscience », sans préciser qu'elle est « claire », le « patriotisme », sans préciser qu'il est « sincère » et non pas « feint »). Cependant la désignation du travail comme valeur de base est si inhabituelle dans notre discours que le président ou ses conseillers ont estimé nécessaire de préciser : *un travail consciencieux. Effectivement, le travail, la propriété et l'entreprenariat sont des valeurs conservatrices sans lesquelles le développement de la Russie est impossible.*

Troisième différence. Le conservatisme occidental joue dans les sociétés un rôle d'Église diminué, en Russie c'est le contraire (même à en juger de l'évolution de la part de fidèles réguliers des églises, bien qu'ici la Russie n'ait pas rattrapé la « vieille » Europe, et encore moins les États-Unis). La majorité dans la société russe est conservatrice en ce qui concerne la famille, la morale, les relations sexuelles. Or la raison n'en est pas dans des conceptions religieuses solides mais plutôt dans le fait que beaucoup d'institutions sociales et publiques n'ont subi que peu de changements durant les soixante-dix ans de domination soviétique. Cependant, ce « gel » fut artificiel et maintenant ces valeurs sont soumises à une pression active, non pas de l'Occident mais en raison de tendances objectives propres à la modernisation et au développement. *Le maintien de ces institutions est un avantage pour nous mais le défi qui leur est lancé est très fort. Il convient de chercher des réponses préventives, mais de les chercher dans le domaine d'un contrat social.*

Quatrième différence. Dans le conservatisme occidental sont nettement marquées les « lignes rouges » éthiques : ce qu'une personnalité politique peut dire, ce qu'elle ne peut pas. Le conservateur peut critiquer le mariage homosexuel ou une politique migratoire trop laxiste. Mais il ne peut pas se prononcer contre l'égalité de traitement pour les gens à orientation sexuelle particulière, il ne peut pas appeler à discriminer les immigrés en fonction de leur race ou de leur ethnie, sinon aux yeux de la société (et des conservateurs y compris) il passera non pas pour conservateur mais pour représentant de l'extrême-droite ou extrémiste. La valeur de la non-discrimination pour la société occidentale est supérieure à beaucoup d'autres considérations, elle marque justement ces lignes rouges. Dans les pays occidentaux ces « lignes » se sont dessinées dans le discours politique intensif, dans des campagnes électorales très concurrentielles. Chez nous, dans ce cas, se sont des intellectuels qui parlent et le bilan de leurs débats ne subit pas l'arbitrage de la pratique. **Il convient d'apprendre à trouver un équilibre entre la préservation de nos valeurs et le refus de toute hostilité et de toute discrimination.**

Enfin, *cinquième différence.* Le conservatisme occidental n'a pas de « plateforme idéologique unie » pour sa politique extérieure. Il s'agit plus souvent de « realpolitik » que d'approche « libérale sur les valeurs » ; l'« isolationnisme » ou l'« interventionnisme » se manifestent diversement selon les contextes nationaux et historiques. L'intégration économique, la mondialisation, l'« atlantisme » (l'OTAN) sont considérés comme les « mainstreams » du conservatisme occidental, comme instruments puissants pour résoudre les missions fondamentales : un État fort et souverain. Or, si la composante économique de ces processus suscite la critique de beaucoup de mouvements conservateurs « alternatifs », en ce qui concerne la « composante sécuritaire » il est possible de critiquer la prépondérance des États-Unis dans l'OTAN et la

¹ Discours du Président à l'Assemblée Fédérale, 4 décembre 2014. URL : <http://www.kremlin.ru/events/president/transcripts/messages/47173>

politique européenne mais pas le principe de l'alliance politique et militaire de l'Occident comme tel. Dans leur « vision du monde » les conservateurs russes sont partisans non seulement d'une puissance forte sur le plan militaire et stratégique ; ils ont presque tous invariablement une vision « néo-impérialiste » ou au moins reposant sur la *realpolitik* des relations internationales ; la puissance stratégique est comprise en premier lieu comme un grand territoire (voire, parfois, une expansion territoriale), la puissance militaire ; la notion de force douce ne fait qu'apparaître dans le bagage intellectuel.

Pour clore cet examen des différences entre les conservatismes russe et occidental nous dirons ce qui suit : le conservatisme occidental a pris son aspect actuel à la suite de processus socio-économiques objectifs et d'un déplacement de valeurs dans la société. La division qu'il subit entre « mainstream » et « nouveau » conservatisme est pour lui un grave défi. Il est tout à fait probable qu'à la suite de cette critique et de cette « lutte interne » le « mainstream » conservateur connaisse un glissement du côté des exigences d'un « nouveau », mais *il ne reviendra jamais à ce qu'il était il y a un demi-siècle*. Le conservatisme occidental engendre une « nouvelle synthèse conservatrice ». Ce processus peut se dérouler facilement ou péniblement, rapidement ou lentement, mais il n'a pas d'alternative.

Le conservatisme russe, lui, doit se réinventer. Il sera viable s'il constitue la base d'un contrat social et le fondement conceptuel du développement de la Russie. Pour cela, les leçons de développement politique héritées du conservatisme occidental pourraient bien être utiles.

Bibliographie

1. BÉNÉDIKTOV Kirill Stanislavovitch, KOURKINE Nikita Alexandrovitch, MEJOUJEV Boris Vadimovitch, « Le conservatisme aujourd'hui en Occident », dans *Cahiers du conservatisme*, 2014, n°2 (2), p. 19–66 [en russe : Бенедиктов К.С., Куркин Н.А., Межуев Б.В. « Современный консерватизм на Западе » // *Тетради по консерватизму*. 2014. № 2. Ч. 2. С. 19–66.]
2. DIAMOND, Larry ; GUNTHER, Richard, « Species of Political Parties : A New Typology », in « Party Politics », Vol. 9 : March 2003. P. 167–169.
3. SCHLESINGER, Arthur M. Jr., *The Vital Center : The Politics of Freedom*. Boston : Houghton Mifflin Company, 1949. P. 240.

Résumé. Cet article compare les valeurs principales et les principes politiques des conservatismes russe et occidental comme courant politique. L'idée principale consiste en ce que le conservatisme occidental s'appuie sur la tradition ininterrompue de participation à la politique alors que le conservatisme russe met en place ses valeurs et ses pratiques politiques en s'appuyant sur l'héritage philosophique et politique des époques passées. Le conservatisme occidental existe dans les sociétés de marché et démocratiques, le russe dans une société de transition qui connaît des processus de modernisation rapide et disparate.

La valeur de « l'état fort » en Occident est comprise comme souveraineté démocratique, économie concurrentielle et efficace, « État social » optimisé. Le conservatisme russe n'a pas de doctrine économique cohérente, la valeur de la souveraineté est comprise en premier lieu comme une protection pour la sécurité intérieure et extérieure, l'État social revêt un caractère paternaliste.

Le conservatisme occidental suit les valeurs morales et culturelles de l'époque post-industrielle, le conservatisme russe, lui, conserve leur interprétation traditionnelle mais les processus de modernisation lui imposent de s'adapter aux changements qui surviennent.

Si pour le conservatisme occidental le principal défi est de trouver une « nouvelle synthèse » après l'apparition de nouveaux courants conservateurs, pour le conservatisme russe il s'agit de former un système cohérent de valeurs en adéquation avec l'étape actuelle de développement de la Russie.

Mots-clés : conservatisme, valeurs, politologie comparative, développement politique, partis politiques.

Never the Twain Shall Meet ? Conservatism in Russia and in the West

Abstract. The article compares and contrasts the main values and political principles of contemporary Western and Russian conservatism. The key assumption is that in the West conservatism relies on the uninterrupted tradition of political participation, while Russian conservatism is reinventing its values and political practices, relying on the philosophical and political heritage of the past ages. In the West, conservatism exists in democracies and market economies, while in Russia, conservatism develops in a society in transition, undergoing rapid and uneven modernization.

The “strong state” for the West lies in democratic sovereignty, a competitive and efficient economy, and an optimized “welfare state”. Russian conservatism lacks a comprehensive economic doctrine ; the value of sovereignty is believed to lie in the defense of internal and external security, and the “welfare state” is largely paternalistic.

In the West, conservatism fosters moral and cultural values of the post-industrial age ; in Russia these values retain their traditional character, but modernization necessitates their adaptation to the changing society.

While, amid the emergence of new conservative ideas, Western conservatism faces the major challenge of developing a “new synthesis” ; Russian conservatism needs to respond to the challenge of developing a comprehensive system of values in conformity with the contemporary stage of Russia’s political development.

Keywords: Conservatism, Values, Comparative Politics, Political Development, Political Parties.

Boris Makarenko, Chairman of the Board, Center for Political Technologies, Professor, Department of Social Sciences, Moscow Higher School of Economics (National Research University) ; Senior Researcher, Laboratory of Qualitative and Quantitative Analysis of Political Regimes, Higher School of Economics. E-mail: bmakarenko@yandex.ru

Particularités du conservatisme russe. Carte et territoires*

Quand on parle du conservatisme russe et de ses particularités en comparaison avec d'autres pays nous rencontrons toute une série de difficultés. Certaines d'entre elles sont liées aux désaccords entre les penseurs eux-mêmes, d'autres aux disparités d'interprétation qui ont déjà une riche histoire. Cependant les difficultés les plus grandes viennent de ce que les termes mêmes d'« idéologie » et de « conservatisme » persistent à faire l'objet de discussion, et puis l'adjectif « russe », tout évident qu'il paraisse être, n'est pas si facile à appliquer au domaine des idées. Et pas seulement des idées : il suffit de se souvenir de ce qui se disait à propos du nombre envahissant d'étrangers dans l'empire et de la « dynastie allemande » par quantité de publicistes russes du XIX^e siècle, qui étaient d'être tous slavianophiles (disons que l'on peut se souvenir de ce qu'écrivait Bakounine dans *L'empire knouto-germanique et la révolution sociale*). Est-ce que des hommes politiques de l'époque d'Alexandre I^{er} ou de Nicolas I^{er} comme von Benckendorff, le baron Campenhausen, le comte Laval ou d'autres étaient russes ? La « monarchie populaire » de Solonévitch est-elle un produit de la pensée exclusivement russe si presque toute son argumentation contre le parlementarisme a été empruntée à Charles Maurras ? Peut-on qualifier de russe le gouvernement bolchevique des années 1920 ? Et la dispute entre les partisans de Staline et ceux de Trotsky s'inscrit-elle dans la tradition millénaire russe ? La situation est encore plus délicate concernant l'usage des termes de « conservatisme » et d'« idéologie ».

Avant de s'intéresser aux particularités du conservatisme russe il convient donc de définir au moins une caractéristique commune de ce que nous qualifions d'« idéologie ». Au même titre que le libéralisme et le socialisme, le conservatisme constitue une des trois grandes familles désignées comme idéologies depuis deux siècles. Il nous faudra ensuite donner une estimation aussi concise de l'histoire du conservatisme européen. Mais commençons par une distinction essentielle et qui sera notre référence durant tout cet article, ce qui explique qu'elle figure en titre.

Voici environ soixante ans, les représentants de la dite sémantique générale (variété de la philosophie linguistique) proposèrent de distinguer entre « carte » et « territoire » pour réduire la confusion qui règne souvent dans l'esprit non seulement des habitants mais aussi des savants. Les connaissances nous sont nécessaires pour nous orienter dans ce qui se produit, de même qu'il est souhaitable d'avoir une carte si l'on se trouve dans une ville inconnue ou pour une excursion touristique. Les cartes sont créées sur un territoire, elles sont situées sur lui : les cartes de la société et de l'histoire appartiennent à une réalité sociale. Elle apparaissent, brûlent, vieillissent et sont remplacées par des neuves. Les indications sur la carte sont conventionnelles et peu ressemblantes au territoire lui-même. Les règles de connexion entre les notions (syntaxis) ne sont pas des lois du monde lui-même mais les jugements et les conclusions de certains ne sont similaires qu'aux jugements et aux conclusions d'autres gens. L'histoire des théories politiques est celle des changements de cartes alors que l'histoire de ce qui s'est passé au cours d'une lutte entre différents groupes, partis, nations ou personnalités politiques isolées relève d'un territoire.

La confusion apparaît quand une chose est prise pour une autre. Dans le cas du journalisme et aussi d'un grand nombre de traités, même de scientifiques sérieux, cela mena souvent à des simplifications et des altérations. Rappelons nous simplement le dogme marxiste (la « base » et la « superstructure ») pour lequel les cartes étaient des sortes de photographies du territoire, pour cette raison les débats entre Aristote et

* *Cahiers du conservatisme*, 2015, n° 4, p. 9-22.

Alexeï ROUÏKÉVITCH, docteur en philosophie, professeur, doyen de la faculté des Sciences humaines, École des Hautes Études en Sciences Économiques de Moscou. E-mail : arutkevich@hse.ru

Platon ou entre Vladimir Soloviev et Nikolai Danilevsky furent une sorte de « riposte à la lutte des classes ». Cependant, des inepties furent écrites aussi par des auteurs éloignés du marxisme. Il suffit de se rappeler *La société ouverte et ses ennemis* de Karl Popper où tout ce qui est écrit sur Platon et Hegel est risible pour tout historien de la philosophie instruit. Les références rituelles à la dialectique dans le *Bref cours d'histoire du Parti communiste de l'URSS* ne sont pas une raison pour déduire le « totalitarisme » de *La république* de Platon ou de *La philosophie du droit* de Hegel. Bien sûr, s'orienter encore une fois d'après les cartes vieillies gêne en politique, on peut en prendre pour exemple l'idéologie soviétique dans l'interprétation des sections du Comité Central du PCUS de l'époque brejnévienne. Mais il serait incongru d'imposer la responsabilité de cette inaptitude et de la mauvaise volonté de réfléchir aux socialistes du XIX^e siècle ou même sur Lénine.

L'idéologie

Il est justifié de qualifier d'idéologie les déclarations systématisées sur la réalité politique qui servent de référence à l'action politique. En politique nous sommes contraints de choisir dans une situation d'indétermination sans connaître toutes les conséquences de nos actes. Les idéaux et les valeurs ne se réduisent pas à des causes matérielles, les idéologies comprennent quantité de jugements à propos des phénomènes qui ne sont aucunement liés à un quelconque « intérêt de classe ». L'homme souhaite vivre dans un monde qu'il a réfléchi, il a besoin de schémas d'ordre social, d'instructions pour agir et qui, outre ces descriptions, doivent comprendre aussi des prescriptions, d'où sont tirés des jugements sur ce qu'il faut faire, ce qui les distingue de toute connaissance. Nous pouvons supposer que la connaissance de la situation réelle contribue à l'efficacité de l'action mais la science ne nous dit rien sur la justice sociale ou la liberté de conscience puisqu'elles relèvent du monde des valeurs. L'homme politique peut recruter une foule d'experts mais il doit prendre des décisions dans un monde qui change rapidement, il est responsable de ce qu'il entreprend, il prend des risques, face à une opposition. En dehors des intérêts pragmatiques évidents (conserver et consolider ses positions au pouvoir ou les conquérir), sa compréhension des réalités est toujours porteuse d'une appréciation. L'idéologie lie et intègre des personnes aux valeurs semblables, elle les mobilise pour des actions qu'elle justifie.

Il est fréquent que les idéologues se trompent et trompent les autres mais on ne peut aucunement considérer cela comme une fonction déterminante de l'idéologie. Dans un contexte de libre concurrence entre les partis et les programmes un mensonge est vite dévoilé. Le socialiste ne trompe personne quand il exige d'augmenter les impôts sur les riches selon une répartition proposée au nom de la « justice sociale », de même que le libéral appelant à baisser les impôts pour favoriser la croissance des investissements. Le programme qu'Hitler réalisa, c'est celui qui était contenu dans *Mein Kampf*. Les fascistes italiens ne trompèrent personne non plus¹. On est bien souvent trompé non pas par des idéologues non sincères qui se trompent aussi, mais par les partisans de la « désidéologisation » qui ne se rendent pas toujours compte qu'ils exécutent une commande sociale de « révélation » de l'adversaire politique.

Les arguments d'un scientifique doivent convaincre les rares qui appartiennent à la communauté scientifique, ceux d'un idéologue sont destinés aux masses, le plus souvent peu instruites. Les croyances collectives contribuent à une action énergique alors que le doute détruit une telle unité de parole et d'action, l'interrompt à mi-chemin. Les théories peuvent être utiles pour cette société, sans être vraies, elles peuvent être inutiles malgré leur vérité. Aucune science – tant qu'elle demeure telle – ne prétend être capable d'interpréter ce qu'est le bonheur, la vertu, le but de la vie, le bien public, etc. Les célèbres propos de Marx sur les philosophies qui ont expliqué le monde alors qu'« il s'agit de le changer » sont ceux non pas d'un scientifique mais d'un idéologue. Tant qu'il s'agit de science l'intervention du sujet connaissant changeant l'objet conduit inévitablement à une altération de la représentation de cet objet. Le scientifique laisse les choses telles qu'elles sont, il ne fait pas la morale au monde. Même s'il a très envie de le changer, il « met entre parenthèses » cette aspiration tant qu'il étudie la nature ou la société. La situation de l'idéologue est autre dans la mesure où il souhaite orienter une action politique vers des objectifs qu'il estime être un bien pour l'individu, un groupe ou même toute l'humanité. Il peut

¹ « Le paradoxe de l'attrait du fascisme réside justement dans l'« honnêteté » de son idéologie. Dans le cas du fascisme nous sommes confrontés à une déclaration franche et brutale d'hostilité à la liberté, à l'égalité, à la fraternité, au bonheur et à la paix comme idéaux de vie ; nous nous trouvons face à une idéologie qui proclame l'irrationalité, la volonté de minorités choisies d'accéder au pouvoir, la soumission des masses, le sacrifice de l'individu au nom de collectivités telles que l'État et la nation » [13, p. 403].

détenir des connaissances scientifiques profondes et même être un grand savant, en revanche la connaissance est pour lui non pas un but en soi mais un moyen d'action collective : en vue de résoudre certains problèmes il est nécessaire de rechercher les moyens et de proposer à son entourage le meilleur projet de coexistence à venir.

La lutte politique entre les partisans d'une seule et même doctrine est parfois féroce et les partisans d'idéologies diverses concluent de temps en temps des alliances tactiques. Comme l'a écrit Antonio Machado, « Il est indubitable que dans le domaine de la politique, le domaine d'activité humaine le plus superficiel et le plus ostentatoire, seul est vainqueur celui qui place sa voile en fonction de la direction du vent, et jamais celui qui espère que le vent soufflera dans le sens de sa voile ne remporte la victoire » [7, p. 185–186]. La justesse de la théorie est confirmée par la pratique : l'idéologie doit être efficace. Mais son efficacité dépend des actes adroits ou maladroits de gens.

Un homme politique agit sur un « territoire », le savant théoricien est occupé par l'établissement des cartes : le mot grec « théorie » signifie « contemplation ». L'un est préoccupé de savoir comment disposer correctement et sans incohérences les indications sur la carte, le second résout des problèmes concrets, il dirige des gens. Il est évident que certains politiques furent de grands savants, et que parmi les grands philosophes on a pu en rencontrer qui étaient impliqués dans la politique. À vrai dire, ils étaient le plus souvent de piètres politiques, il suffit de considérer l'expérience de Platon à Syracuse. Des personnages politiques exceptionnels ont parfois participé à la rédaction de traités, après avoir subi une défaite, tels furent Cicéron, Machiavel, Bacon. Certes, dans le cas de la politique, la « carte » se distingue de celle que dessinent les cosmologues ou les paléontologues. Elle indique des orientations souhaitables de mouvement en incluant les appréciations des acteurs. La philosophie politique classique pose des questions sur la vertu et le meilleur ordre politique par comparaison avec ceux qui existent [voir : 10]. Mais la philosophie politique des Temps modernes qui souhaitait devenir une science s'abstenant de porter des jugements de valeur s'est en réalité presque toujours trouvée engagée.

L'idéologie intervient comme une sorte de médiateur ou de traducteur de théorie sur le plan de la pratique politique. « La pensée politique, c'est deux choses en une : une arme et une notion, un moyen politique et une réalité sociologique » [16, p. 253]. Pour cela il faut des talents d'un type particulier. Une philosophie sérieuse et un bagage scientifique sont ici nécessaires non pas pour contempler et décrire mais pour orienter l'action de milliers ou de millions de gens. Des personnages significatifs pour notre histoire tels que Katkov, Struve, Lénine, ne sont pas de mauvais exemples de ce type d'idéologues. Ils avaient des connaissances en philosophie, ils n'étaient pas de mauvais savants mais leur talent s'exprimait avant tout dans la propagande en faveur d'une théorie élevée à des fins de lutte politique. Selon le dit le théorème de William Thomas, si nous définissons une situation comme réelle, alors elle le devient avec toutes les conséquences que cela entraîne. Si des investisseurs craignent que la banque brûle et s'ils reprennent leurs dépôts, alors elle brûlera sûrement ; si des centaines de personnes se définissent comme des prolétaires exploités qui « n'ont rien à perdre », alors le pays se trouvera au bord de la révolution. Dans la réalité sociale la « carte » est susceptible de modifier le « territoire ».

Pour cette raison, quand nous parlons de conservatisme, il faut bien comprendre que ce terme est souvent utilisé dans un sens extraordinairement large : les historiens de la pensée politique parlent de « philosophie conservatrice » ou même de « sociologie conservatrice » (économie, histoire, anthropologie...). Aussi souvent est-il question de « perspective conservatrice ». Dans les deux cas nous observons la confusion citée plus haut entre « carte » et « territoire ». La philosophie travaille à rechercher la vérité ; on peut dire la même chose des sciences sociales. Les questions de bien public, de « bonne société », de vertu etc., relèvent du domaine de la philosophie politique. Bien sûr, la résolution de question pourra servir tel ou tel parti politique et certains philosophes furent des acteurs politiques engagés dans une lutte. Cependant, si un penseur est dogmatique, s'il prend comme axiome incontestable des prises de position partisans, alors il cesse d'être philosophe. Il n'est pas question de parler de science conservatrice, libérale ou socialiste. Les idées appartiennent au domaine de l'esprit, les débats entre penseurs sont menés autour de la fidélité à une « carte ».

À leur tour, les affirmations concernant une perspective conservatrice (libérale, socialiste, fasciste, etc.) ont droit à l'existence mais peuvent aussi mener à une confusion. Évidemment, les socialistes ont tendance à aspirer à la justice sociale mais on la trouve aussi chez les partisans d'une idéologie tout autre. Les conservateurs souhaitent un ordre social stable, une hiérarchie, ils n'aiment pas les « expérimentations » en art, et en particulier, en matière de morale, mais on trouvera autant qu'il faudra de communistes et de libéraux qui leur seront proches dans ces aspirations. Autrement dit, une perspective (ou une vision du monde) comprend des croyances, des émotions, des habitudes et des tendances qui en

elles-mêmes ne sont ni « libérales », ni « conservatrices ». Elles appartiennent non pas à une « carte » mais à un « territoire ». L'idéologie est tant le lieu de leur rencontre que l'arme pour que les idées influent sur les actions dans un domaine relativement étroit de la politique.

Évolution du conservatisme européen

Malgré toutes les différences de position entre les libéraux et les socialistes dans les deux cas, on constate une certaine doctrine socio-économique commune. Qu'il est exceptionnellement difficile de découvrir chez les conservateurs de différents pays. Ils se réfèrent à une tradition nationale, une confession religieuse, des coutumes qui ne sont pas identiques en Grande-Bretagne, en Espagne ou en Russie. Des difficultés apparaissent aussi en raison du fait que le mot « conservatisme » est souvent employé au sens large, signifiant soit le souhait d'un groupe de conserver le *statu quo* soit même le rêve d'un retour à un passé idéalisé. On se souvient de la façon dont la presse russe avait qualifié de « conservateurs » Egor Ligatchev et les autres représentants de la nomenclature soviétique qui avaient refusé de céder leur place au « démocrates ». À suivre une telle logique, peuvent être « conservateurs » les libéraux qui rappellent les temps de *laissez-faire* et les socio-démocrates rêvant de revenir à l'« économie de marché sociale » des années 1970, et même les maoïstes de Chine Populaire.

L'autre désignation du conservatisme, un peu plus rationnelle mais malgré tout assez indéfinie, est liée aux oppositions « ancien – nouveau », « progrès – réaction », « tradition – innovation », etc. Bien évidemment, parmi les conservateurs il y eut au XIX^e siècle assez d'opposants au « progressisme » mais il y a longtemps que la doctrine elle-même du progrès inévitable et presque automatique de l'humanité suscite des doutes, même chez la « gauche ». Les « réactionnaires » d'il y a 150 ans peuvent être classés parmi les prédécesseurs du « postmodernisme » puisque ils rejetaient déjà les « grands récits » des libéraux et des socialistes. À condition de ne pas prendre les penseurs, les philosophes et les historiens mais les publicistes partisans, on voit qu'ils promettent tous aujourd'hui, y compris les conservateurs, le « progrès ». Dans le contexte du bipartisme tel qu'il prédomine dans les pays occidentaux, la différence entre les conservateurs, les libéraux et les socialistes s'est pour une bonne part estompée, et les électeurs de la classe moyenne ne voteront jamais pour des « réactionnaires » ou des « révolutionnaires » manifestes.

L'interprétation du conservatisme comme « réaction à la Révolution française » est plus répandue et plus consistante. Elle est partiellement juste puisque il est convenu de considérer que l'histoire du conservatisme commence à partir du pamphlet d'Edmund Burke de 1791 dans lequel, avant même la terreur jacobine, il se prononce résolument contre la révolution et les révolutionnaires qui croient en elle. Nous pouvons cependant dire que tant le libéralisme que le socialisme furent des conséquences des changements révolutionnaires : ils ne devinrent possibles qu'à la suite du renversement de l'« ancien régime » de la société bourgeoise. Karl Mannheim dans sa remarquable thèse sur *La pensée conservatrice* posa les fondements d'une bonne part des ouvrages de tendance libérale et socialiste ultérieurs sur le conservatisme. Chez lui, le conservatisme est résolument lié au romantisme, ce qui n'est historiquement vrai que partiellement, d'ailleurs même dans le cas de l'Allemagne (où ce lien dans l'ensemble ne fait aucun doute) il sut adapter la réalité à son schéma. Comme classer Heine, ami de Marx et d'Engels, parmi les conservateurs ? Et Goethe, Herder, de même que bien d'autres hommes de lettres du courant du Sturm und Drang, des romantiques ? Le schéma de Mannheim et de ses nombreux héritiers est simple : le romantisme fut une réaction aux Lumières et celles-ci sont la source des doctrines libérales, puis socialistes aussi. Les Lumières encensent la raison, alors que le conservatisme s'élevant vers le romantisme est une idéologie belliqueusement irrationnelle, souhaitant faire revenir au Moyen-Âge l'humanité tournée vers le progrès. Le conservatisme est la négation de la raison philosophique et scientifique des Temps modernes. Et comme les penseurs éminents des Temps modernes, et certains des Lumières, font partie du conservatisme et de ses précurseurs, on découvre chez eux des « éléments irrationnels »¹.

¹ Le livre du libéral américain « de gauche » de Corey Robin récemment traduit en russe (en 2013) en est un exemple où deviennent des « irrationalistes » tant Hobbes que Burke, premier critique de la Révolution française qui évidemment se rapportait aux Lumières et qui n'était pas du tout des Tories mais des Whigs ; et dont les positions politiques se distinguaient d'ailleurs de peu de celles de Hume. Le titre de l'ouvrage est déjà révélateur : *Conservatism from Edmund Burke to Sarah Palin*, Oxford University Press, 2011. Le « jeu de réduction » est propre non seulement aux libéraux mais j'admets tout à fait qu'à l'exemple de ce livre puissent paraître des ouvrages tout aussi sérieux aux titres du genre : « *L'esprit révolutionnaire de Karl Marx à Damien Bedny* », ou « *La liberté, de John Stuart Mill à Valéria Novodvorskaïa* ».

D'ailleurs les doctrines et les sciences rationalistes des Temps modernes furent inventées à l'époque du baroque par des gens que Pierre Chaunu qualifiait non sans raison de « conservateurs de l'ordre par nature et amateurs de l'ordre par aspiration », étaient des magistrats originaires de la bourgeoisie « récemment admis dans l'ordre des nobles », représentants de la « noblesse de robe ». La révolution scientifique fut « le fait de bourgeois qui ont pu vivre noblement » [9, p. 403–404 Pierre Chaunu, *La civilisation de l'Europe Classique*, Arthaud, 1966, p. 404]. L'aristocratie féodale, jusqu'au XVII^e siècle, fut inculte, elle n'avait aucun besoin de se développer intellectuellement : « Le mépris pour les études et les règles de savoir-vivre restaient la carte de visite de l'aristocratie française, cette forme de comportement social perdura même jusqu'au début du XVII^e siècle » [3, p. 441]. Puisque le conservatisme, de l'avis général, apparaît comme une réaction à la Révolution Française, il faut voir que l'« ancien régime » détruit par cette révolution n'était plus depuis cent cinquante ans un « féodalisme ». Bien qu'ait été maintenue une aristocratie seigneuriale ancienne, le régime de l'« absolutisme » supposait un compromis entre cette aristocratie et les patriciens des villes. « La domination de cette classe juridique et administrative se reflète dans l'évolution de la société et la culture françaises tout au long du XVII^e et du XVIII^e siècles. Cette classe s'est manifestée dans le sens de la logique et de l'ordre, dans l'exigence insistance de principes abstraits et de droits... C'est cette classe qui a créé la culture classique et l'État absolutiste du Grand Siècle à l'aide du génie administratif de l'archibureaucrate Colbert et de la direction intellectuelle de gens tels que Racine et Boileau, Pascal et Descartes, Bossuet et Malebranche, de tous les membres de la noblesse de robe, de la classe administrative bourgeoise » [5, p. 90]. C'est particulièrement notable aussi dans la littérature de l'époque. Il suffit de comparer les *Caractères* de La Bruyère rédigés dans la mentalité de cette classe avec la protestation plébéienne de Rousseau, par exemple, ou de Chamfort.

Le philosophe grec de langue allemande Panagiotis Kondylis dans son ouvrage *Le conservatisme. Contenu historique et déclin* [15], donne une image assez stricte des sources du conservatisme : c'est la création d'une alliance d'une partie de l'aristocratie et de la couche supérieure de la bourgeoisie urbaine mécontentes de l'absolutisme qui se rapproche peu à peu aux XVI^e et XVIII^e siècles. L'idéal pour elles était la monarchie parlementaire, ce qui explique que l'Angleterre après la révolution de 1688 était l'idéal tant pour les Lumières du continent comme Montesquieu que pour un assez large public cultivé. Ce n'est pas par hasard que le conservateur Burke fut non seulement critique de ce qui se passait en France mais aussi un admirateur de la « Glorieuse révolution » qui avait limité le despotisme et « restauré les anciennes libertés ». Pendant la révolution française le parti des « Feuillants » qui tentaient de retenir la révolte dans le cadre de la monarchie parlementaire conservant l'héritage de la *societas civilis* des ordres. C'est justement sur les intérêts de cet ordre que fut porté le coup principal pendant la révolution, c'est elle qu'il convient de considérer comme base sociale du conservatisme et non pas les romantiques rêvant d'un passé médiéval. « La Révolution de 1789, en fait, ne fut pas simplement une lutte de la bourgeoisie contre la noblesse. Elle liquida l'existence sociale de la bourgeoisie de classe, en premier lieu les « porteurs de manteaux », fonctionnaires privilégiés du tiers-état, de même que la couche des artisans, pas moins résolument que la classe de la noblesse » [11, c. 173]. Or cette classe ne disparut pas avec la révolution, elle se multiplia même sous la Restauration, se mêlant à une partie de la bourgeoisie industrielle et financière¹.

La monarchie constitutionnelle, apparue après la révolution de 1830, correspondait aux intérêts de cette classe en France. En Angleterre les esquires commencèrent à s'embourgeoiser dès le XVI^e siècle (« gentry »), ce sont eux qui contribuèrent à la « Glorieuse révolution ». Dans les autres pays européens ce processus alla bien plus lentement mais il est nettement perceptible dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. En Autriche-Hongrie le bourgeois achetait volontiers une particule « von » et le droit de se faire appeler Freiherr, en un siècle ils furent 9000 familles à compléter les rangs de la haute noblesse, sans même parler des mésalliances (les aristocrates se mariaient de plus en plus souvent « pour l'argent ») [17, p. 48–50]. Ces changements furent particulièrement rapides en Allemagne, le « Deuxième Reich » de Bismarck ayant été le fruit de l'alliance entre les junkers de Prusse et le national-libéralisme bourgeois. Bismarck s'appuyait tantôt sur les libéraux, tantôt sur les conservateurs, mais le parti conservateur en Allemagne défendait les intérêts non seulement de la noblesse mais aussi de tous les propriétaires terriens gros et moyens, parmi lesquels les représentants du tiers-ordre dominaient déjà.

¹ René Rémond a écrit de façon circonstanciée sur cette couche sociale comme base du conservatisme libéral en France, cf. [18].

Cette évolution des conservateurs aurait été impossible si le conservatisme avait été un rêve exclusivement romantique sur les charmes de l'« ancien régime ». Naturellement parmi les conservateurs, que ce soit au début ou à la fin du XIX^e siècle, se trouvaient des royalistes convaincus, opposés à toute réforme. Mais ce ne sont pas eux qui définissaient les positions des partis conservateurs. Il convient de se souvenir que ce sont les Tories qui procédèrent à l'augmentation du nombre d'électeurs en Grande-Bretagne alors que les Whigs s'y opposaient fermement puisque la petite et moyenne bourgeoisie admise aux urnes votait pour les conservateurs. Concernant le programme du premier parti à avoir adopté l'appellation de « conservatrice » au début des années 1830, son leader Robert Peel écrivit qu'il s'agissait de réformes économiques et sociales dans le maintien de l'ordre social. Les conservateurs étaient opposés à la révolution non pas en raison du souhait de maintenir coûte que coûte la situation existante : l'idée centrale du conservatisme est la continuité, le lien vivant entre les projets d'avenir et la tradition, avec les générations passées.

Au XX^e siècle le conservatisme perd définitivement tout lien avec les forces de l'« ancien régime ». Peu importe que ce soit la fille d'épicier Thatcher ou un descendant de dynastie royale allemande comme Cameron qui dirige la Grande-Bretagne, ils représentent justement la bourgeoisie britannique. Pourtant parmi les électeurs des conservateurs dans les pays où subsiste la monarchie, plus que chez la gauche on peut rencontrer des défenseurs du « trône et de l'autel », ce qui n'a quasiment aucun effet sur la politique réelle.

Parallèlement à cette évolution sur le « territoire » eurent aussi lieu des changements dans les « cartes » qui avaient été formulées par les penseurs. On lie la création tant des défenseurs de la monarchie, des « réactionnaires », que des champions des réformes progressives à l'histoire de la pensée politique conservatrice. C'est l'historien et homme politique français François Guizot qui inventa la dénomination de « conservatisme libéral » (ou au moins ce fut grâce à lui qu'elle connut une large diffusion) mais indépendamment de lui dans tous les pays d'Europe Occidentale de telles conceptions se mirent petit à petit à prédominer. Bien sûr, de tout autres « cartes » existaient. La « révolution conservatrice » en Allemagne peut en être un exemple quand dans la République de Weimar des philosophes, des écrivains et des publicistes exceptionnels me mirent à enter à l'arbre de la tradition conservatrice une ébauche de socialisme autoritaire. Tout au long du XIX^e siècle, l'Église catholique se trouva en conflit avec la société « moderne », et durant la première moitié du XX^e siècle elle était favorable aux régimes autoritaires. Et en Europe Occidentale par les mots de « réaction » ou d'« obscurantisme », c'est souvent l'Église catholique qui était visée. Or, le terme d'« irrationnalisme » convient moins que tout aux penseurs catholiques : la rationalité scholastique se conjugue dans le catholicisme avec le classicisme du XVII^e siècle ; la critique la plus sévère du romantisme politique se trouve chez des catholiques tels que Charles Maurras ou Carl Schmitt. Et bien sûr, après le concile de Vatican II on rencontre des catholiques qui rejettent la modernité au nom d'un passé lointain. Comme l'écrivit un des plus talentueux des penseurs de ce type, le colombien Nicolas Gomez Davila, les conservateurs aujourd'hui défendent la démocratie bourgeoise du passé contre celle de la petite bourgeoisie du futur qui s'installe. Pour cette raison il se qualifie lui-même franchement de « réactionnaire » : « Le réactionnaire ne devient conservateur que dans les époques où il reste quelque chose qui mérite d'être conservée » [14, p. 52], or aujourd'hui il n'y a rien à conserver. Ce refus esthétique de la modernité, similaire à celui de Konstantin Léontiev conduit et à une appréciation négative du type dominant d'hommes, de ses « droits et libertés ». La démocratie contemporaine (mélange d'oligarchie et d'ochlocratie) met sur le dessus des bavards incroyablement vulgaires et triviaux. La liberté, c'est maintenant la possibilité de faire du verbiage, de calomnier, de créer des idoles à partir de rien et de vendre sa plume à bon prix : « L'homme d'aujourd'hui exige la liberté pour que la lâcheté prospère impunément » [14, p. 344].

Il est manifeste qu'un tel point de vue « réactionnaire » sur la modernité ne trouve de compréhension ni chez l'écrasante majorité des politiques ni chez les idéologues du conservatisme. On peut le qualifier de préjugé mais il met en lumière cette situation délicate dans laquelle s'est retrouvée l'idéologie conservatrice ces dernières décennies. C'est lié en partie à son origine. Cette idéologie est élitiste, elle suppose une structure hiérarchique de la société selon un « ordre naturel ». Elle a gardé au plus haut point le lien avec la longue tradition de pensée politique issue des œuvres d'Aristote et Cicéron, ce qui fait qu'elle voit dans le gouvernement des « meilleurs », dans l'aristocratie (ou dans la méritocratie), une condition politique idéale. Ce qui explique dès l'origine le refus par le conservatisme du despotisme, du césarisme et de l'absolutisme. Dans un contexte de démocratie parlementaire la base des partis conservateurs au XIX^e siècle était la classe étendue de petits et moyens propriétaires, et au XX^e siècle la « majorité silencieuse » de la classe moyenne. En revanche cette alliance devient de moins en moins solide ces dernières décennies. La classe moyenne s'appauvrit alors qu'aux sommets du pouvoir s'est renforcée l'oligarchie financière que le conservateur sain

d'esprit ne qualifiera jamais ni d'aristocratie ni de méritocratie. Ainsi le « néo-conservatisme » rompt-il avec les traditions nationales et religieuses, il ne conserve que l'économie de marché et propose un « modèle de société qui par son utopisme rationaliste et son idée arrogante de la civilisation unie à venir ressemble surtout aux formes les plus primitives du marxisme classique » [4, p. 198]. Difficile de dire que les partis de droite d'aujourd'hui dans les principaux pays européens soient dans un sens quelconque « conservateurs ». À leur tour, une part importante des petits propriétaires en voie d'appauvrissement, de la classe moyenne inférieure dans l'ensemble se radicalise et vote pour les partis populistes « hors système », qu'ils soient initialement de droite (du type du Front National en France ou de la Ligue du Nord en Italie) ou de gauche (les partis ou coalitions apparus en Espagne ou en Grèce). La synthèse conservatrice de l'élite technocratique qui croit en la méritocratie et de la classe moyenne part en déliquescence.

Un siècle de conservatisme en Russie

Toutes les idéologies contemporaines appartiennent à la civilisation européenne des deux derniers siècles. Elles n'existaient pas jusqu'à l'apparition de la société industrielle, l'urbanisation, la différenciation sociale, le passage d'une structure de société d'ordres à une société de classes et toute une série de transformations survenues précisément en Europe. Parler de conservatisme ou de libéralisme dans d'autres civilisations n'est possible qu'à condition qu'elles aient repris à leur compte les institutions économiques et politiques occidentales.

Nous nous abstenons ici de traiter de la question de savoir si la Russie est une civilisation à part ou si elle appartient bien à la civilisation européenne même avec quantité de particularités qui existent aussi dans d'autres pays. D'ailleurs, les intellectuels russes ne sont pas les seuls à avoir formulé des doctrines opposant leur pays à un certain « Occident » abstrait. La même chose fut caractéristique des Allemands comme des Espagnols, relativement récemment d'ailleurs. La confirmation de ce que notre évolution politique en principe ne se distingue pas de celle de l'Occident peut être trouvée dans le fait que la différenciation des positions politiques s'est faite de façon similaire à celle de l'Europe Occidentale.

De plus, pendant un certain temps la formation des idéologies en Russie ressembla au système politique européen. Après les réformes de Pierre le Grand, non seulement la Russie s'intégra dans le concert des puissances européennes mais au fond elle se distinguait peu politiquement, étant aussi une monarchie absolue avec ses couches, comme la Prusse, l'Empire Austro-Hongrois, l'Espagne ou bien la France.

Néanmoins il ne faut pas ignorer non plus la multiplicité des changements survenus sur le « territoire ». Disons que le servage fut aboli en Autriche à la fin du XVIII^e siècle, en Prusse au début du XIX^e, alors qu'en Russie la deuxième moitié du XVIII^e siècle est une sorte de pic de l'asservissement des paysans. Dès les « révolutions communales » des XII^e et XIII^e siècles des cités en Europe détenaient des droits et des privilèges, à partir du XVI^e siècle commença sa rapide ascension sociale et la transformation des artisans, marchands et juristes d'ordres de citoyens en classe de bourgeois. Cette longue histoire sociale précède les révolutions politiques qui, à partir de 1789, enflammèrent tous les pays européens. En Russie cette transformation sociale fut bien moins longue ; en réalité on ne peut parler de bourgeoisie dans l'Empire Russe au sens strict qu'après les réformes des années 1860, quant au cloisonnement entre les couches, il perdura jusqu'au début du XX^e siècle. Les châtiments corporels chez les paysans ne furent abolis qu'en 1904. Si en Occident le mélange entre la noblesse et le haut de la classe citadine commence dès le XVI^e siècle (noblesse de robe, achat de titres, mariages d'argent, etc.), en Russie ceci n'est fixé qu'au XIX^e siècle, et encore, le plus souvent lié à la bureaucratie et au service des armes. La révolution industrielle en Russie n'intervint qu'environ cent cinquante ans plus tard dans les principaux pays d'Europe Occidentale.

Tout cela est bien connu. Sans entrer dans des comparaisons socio-économiques, on peut se limiter à ce qui concerne l'idéologie. En Occident, le conservatisme, le libéralisme et le socialisme prennent forme à peu près au même moment, c'est-à-dire dans les années 1820-1830, comme doctrines concurrentes dans les pays ayant subi des bouleversements révolutionnaires et entrant dans la période d'industrialisation. Ils expriment des intérêts suffisamment différenciés de groupes sociaux divers. En Russie pendant un certain temps il n'y avait et ne pouvait y avoir rien de semblable. Il est tout à fait fantastique de voir émettre des considérations d'un grand nombre non seulement de dilettantes mais aussi d'historiens écrivant sur le « libéralisme » soit d'Alexandre I^{er}, soit d'Alexandre II (et encore plus de Catherine II !), ou bien sur le « conservatisme » soit de Nicolas I^{er}, soit d'Alexandre III. Les souverains menèrent parfois des réformes substantielles, d'ailleurs les réformes financières significatives furent opérées justement pendant le règne des « conservateurs ».

La question n'est pas dans le niveau d'instruction européen des empereurs eux-mêmes et de leur entourage (du type du « comité » du jeune Alexandre I^{er}) mais dans la réalité russe. Il y avait beaucoup de personnes instruites parmi les aristocrates russes. Mark Aldanov, qui a bien étudié cette époque, dans la préface d'un de ses romans écrit que la génération des acteurs politiques de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècles (Panine, Bezborodko, Vorontsov, Palen, etc.) est tout à fait sous-estimée, ils ne valaient pas moins sur le plan intellectuel et moral que la majorité de leurs contemporains de l'Europe de l'Ouest participants de la Révolution française, voire ils les dépassaient » [1, p. 7]. Ils connaissaient à merveille les œuvres des Lumières européennes mais vivaient et agissaient en Russie. Leurs enfants, se présentant sur la Place du Sénat à Saint-Petersbourg, avaient tout autant à traiter avec le pays dans lequel il n'existait pas la moindre chance réaliser quelque projet « libéral » que ce fût¹. À proprement parler, les uns comme les autres souhaitaient à peu près le même degré de droits et de libertés que dans la *Magna Carta Libertatum* anglaise des libertés de 1215. Les personnages les plus instruits philosophiquement de cette époque, « jeunes hommes des archives » qui voyaient d'un bon œil les révoltés ne s'en distinguaient pas : « ils déploraient, évidemment, le sort de leurs amis et parents arrêtés et exilés mais nous ne trouverons nulle part de jugement sur le gouvernement. Ils demeuraient ennemis du *despotisme*, étaient rarement montés contre le gouvernement, mais n'étaient jamais des adversaires de la monarchie comme telle » [6, p. 42]. La position de Pouchkine, de Viazemsky et de Tiouttchev était-elle autre ? Limiter l'arbitraire despotique, voilà quelles étaient les revendications tant des participants de la Fronde du temps du jeune Louis XIV que des nobles russes du début du XIX^e siècle.

Les souverains eux-mêmes souhaitaient des réformes et tentaient de les mettre en œuvre en s'appuyant tantôt sur l'aristocratie à la polonaise, tantôt sur le corps administratif. Sergueï Fiodorovitch Platonov caractérisait comme suit la politique intérieure de Nicolas I^{er} : « En réprimant l'opposition qui souhaitait des réformes, le gouvernement rechercha lui-même les réformes et a rompu avec la réaction interne à l'empereur Alexandre de ces dernières années. Devenu indépendant du milieu noble suspect, le gouvernement tenta de se créer un appui au sein de la bureaucratie et souhaité limiter l'exception des privilèges de la noblesse... Les discussions sur cette question se déroulaient dans de petits comités qui réunissaient surtout des gens de l'époque d'Alexandre... Dans les sessions du comité secret la question paysanne occupait, on peut le dire, le premier plan » [8, p. 461–462]. Une fois Spéransky revenu d'exil, le comte Kisseliev prépara l'abolition du servage. Mais comment l'abolir dans un pays où le seul appui du trône est la noblesse qui, de plus, représente la seule classe relativement instruite ? Les réformes furent conduites plus tard par Alexandre II lui-même encouragé par sa défaite pendant la guerre.

Pour cette raison, en passant du « territoire » à la « carte » de la première moitié du XIX^e siècle, il convient de reconnaître que dans la Russie d'alors il ne pouvait y avoir d'analogues des idéologies occidentales. La culture de la noblesse de l'époque s'épanouit, nous parlons à juste titre d'un « siècle d'or » de la littérature russe. C'est à cette époque que naît la philosophie russe (le « cercle Raïtch », « le cercle Stankévitch », les premiers « occidentalistes » et « slavianophiles ») ; d'ailleurs les questions de philosophie politique et de philosophie de l'histoire étaient primordiales pour nos premiers « sages ». Seulement l'idéologie ne constitue pas seulement une contemplation philosophique du cosmos et de la société, elle pose des repères pour l'action politique des grands groupes sociaux. Or il n'y avait qu'une petite quantité de nobles qui étaient prêts à participer à la politique de l'empire.

Les affirmations sur le « libéralisme » de Spéransky et le « conservatisme » de Karamzine, tout comme le « progressisme » de nos « occidentalistes » et le « caractère réactionnaire » de leurs opposants les « slavianophiles » sont évidemment fausses. Quel « progressisme » peut-on trouver chez le premier « occidentaliste » Tchaadaïev ? Le défenseur de la libération des paysans Samarine et celui de la liberté de conscience Aksakov n'étaient-ils pas bien plus « libéraux » que la plupart des « occidentalistes » ? Formés par la pensée française et allemande, les esprits russes n'étaient en rien pires que les meilleurs penseurs politiques occidentaux mais soit ils écrivaient pour composer d'autres prescriptions soit, rejetant la réalité russe, ils avançaient des projets fantastiques. Il suffit de se souvenir tout ce qui fut écrit par les slavianophiles sur la « communauté spirituelle » ou par Herzen sur la communauté source du socialisme. Saint-Simon, honoré par Herzen dans sa jeunesse, fut le premier prédicateur de la société industrielle et pour son disciple russe l'idéal socialiste fut découvert dans un passé très éloigné, voire primitif.

¹ Le caractère aristocratique de cette révolte fut magnifiquement rendu par Mandelstam dans son poème « Le décembre » qui commence par « Preuve en est le sénat païen, ces affaires ne meurent pas... ».

Les idéologies se forment dans la Russie réformée en même temps que le développement extraordinairement rapide de l'industrie et du commerce et la différenciation des groupes sociaux. Le mouvement politique terrien se fait le prédécesseur tant du conservatisme russe que du libéralisme national. Cependant l'histoire de ces mouvements fut extrêmement brève : de 1905 à 1917. Concernant le Parti constitutionnel démocratique (Cadets) et celui des Octobristes la littérature historique est abondante, elle est plus rare sur les nationalistes de la IV^e Douma alors qu'ils furent les principaux soutiens aux réformes de Stolypine. En fait, le conservatisme russe se forma définitivement dans les années de la Première guerre mondiale comme alliance entre les Cadets, les Octobristes et les nationalistes. Ils se distinguaient nettement des partis révolutionnaires, des monarchistes mais la différence par rapport à la majorité des Cadets devint évidente. L'opposition au gouvernement, aux chefs de gouvernement comme Stürmer et Trépov tourna à la fin 1916 en opposition à l'autocratie. L'abdication de Nicolas II fut acceptée par des acteurs politiques qui n'étaient pas du tout des libéraux. Seuls les partis de « Feuillants » russes survécurent, peu de temps, à la monarchie.

Nous pouvons donc dire que la caractéristique principale du développement sur le « territoire » russe fut son retard relatif, qu'il s'agisse de l'industrie, de la structure sociale ou des institutions politiques. Il y avait en Europe assez de pays qui accusaient un retard aussi grand par rapport à l'Angleterre et la France, par exemple l'Espagne ou le sud de l'Italie. Mais au plus près de la Russie se trouvaient des pays d'Europe Centrale par rapport auxquels elle avait environ cinquante ans de retard. La révolution de 1905 visa en Russie à peu près les mêmes objectifs que la révolution de 1948 en Allemagne et en Autriche. Un exemple en est même la mentalité des monarques. Charles X en France guérissait encore des écrouelles en imposant les mains, comme ses ancêtres, François I^{er} dans l'Empire Autrichien et Frédéric-Guillaume III de Prusse souhaitaient « la paix et l'ordre » de classe mais quelques décennies plus tard fut déclaré fou Louis II de Bavière dont ils se distinguaient peu quant aux idéaux. Dans le siècle des machines à vapeur, des métiers et des cuirassiers la « doctrine des deux corps du roi » n'était plus invoquée. En Russie le monarque fidèle à la tradition mourante gouverna jusqu'à février 1917.

Si l'on considère l'œuvre des penseurs conservateurs, dans les cinquante ans qui séparent l'abolition du servage de la révolution de 1917, elle fut extraordinairement variée. C'est l'époque de l'épanouissement de la pensée religieuse et philosophique russe mais c'est aussi celui qui vit l'apparition de doctrines intéressantes sur le plan historique, sociologique et économique. Une partie d'entre elles reprend clairement des aspects de l'idéologie conservatrice et certains scientifiques eux-mêmes furent des idéologues réputés et des acteurs politiques. Ces doctrines, discussions, idées et personnalités méritent d'être spécialement analysées. À chaque fois la tentative est faite de résoudre le problème de l'identification idéologique compte tenu de la situation historique. Qui qualifions-nous de conservateurs : Danilevsky et Strakhov, ou bien Soloviev qui polémiquait avec eux et en même temps avançait l'idée pas du tout libérale de théocratie mondiale ? Tchitchérine ou Katkov le sont-ils ? Faut-il rattacher la revue *Vekhi* (*Les jalons*) à la réflexion libérale ou conservatrice ? Les questions de cet ordre sont nombreuses, elles relèvent du champ de compétence des historiens de la pensée politique.

Ce qui compte pour nous est seulement ce qu'en Russie, comme auparavant dans les pays d'Europe Occidentale, le conservatisme se trouve isolé tant du libéralisme que de la pensée romantique « réactionnaire ». Cette dernière fut représentée en Russie par des personnalités remarquables (Katkov, Léontiev, Tikhomirov, Rozanov), en elle nous découvrons des parallèles entre les romantiques occidentaux et les partisans du « potchvennitchestvo », défenseurs de l'attachement à la terre. En Russie, et en Occident cette pensée connut plusieurs versions de droite : l'opposition de l'esprit de communauté idéalisée (*Gemeinschaft*) à celui de la société (*Gesellschaft*) ne mène pas forcément à ces variétés de socialisme qui avaient été un moment populaires en Russie. C'est aussi une source de nombreuses variétés de populisme de droite, le fascisme en étant l'exemple le plus connu (en particulier, par ses idées, le national-socialisme provient des « völkisch » allemands). L'évolution de l'idéologie conservatrice suivit une tout autre direction.

On peut considérer la faiblesse du libéralisme comme une particularité de la pensée politique russe dans l'ensemble. En Russie les révolutionnaires et les réactionnaires étaient « enflammés », souvent plus talentueux que les « personnes ordinaires ». Notre contribution au développement de la pensée européenne est à son maximum dans le cas de l'anarchisme : ses « classiques » sont Bakounine et Kropotkine. En même temps les historiens de notre libéralisme sont à chaque fois contraints, pour ainsi dire, d'« extrapoler » en classant tantôt Herzen, tantôt Aksakov parmi les libéraux. Le meilleur exemple en

est le célèbre ouvrage de l'émigré Viktor Vlamimirovitch Léontovitch *Histoire du libéralisme en Russie* où les conservateurs sont presque exclusivement classés parmi les libéraux alors que Milioukov dans cette histoire est exilé comme étant de gauche.

Si l'on ne considère que le domaine des idées politiques alors pour le conservatisme russe l'évolution de nombre de nos penseurs de l'émigration est exceptionnellement importante. Même des libéraux indubitables tels que Novgorodtsev se déplacent vers la droite, Berdiaïev écrit *La philosophie de l'inégalité*, et l'ancien social-révolutionnaire (SR) Stépoun se met à écrire sur le « pouvoir dur ». Les œuvres de philosophes comme Iline ou Struve peuvent être considérées comme des « classiques » de la pensée conservatrice. Il est clair que ces textes n'avaient aucun rapport avec la pratique politique en Russie et que ceux qui étaient un tant soit peu en corrélation avec ce qui se passait en URSS (les « changeurs de jalons », une partie des adeptes de l'eurasisme) revêtaient un caractère fantastique, ils prenaient leurs rêves pour la réalité. Avec la révolution la tradition impériale remontant à Byzance mourut aussi définitivement : nous trouvons des sentiments nostalgiques à son égard chez certains penseurs et hommes de lettres mais il s'agit justement de nostalgie pour un passé qui est cher, qui a disparu et qui ne reviendra jamais, il n'y aura plus de « Tsar blanc »¹.

Le conservatisme russe ne se distinguait pas particulièrement de celui de l'Europe occidentale² mais comme tout conservatisme, il se référait à sa propre tradition qui elle-même se distingue de celles de la Grande-Bretagne ou de l'Italie. Pour cette raison, dans les œuvres des penseurs conservateurs russe se trouvaient inévitablement des références et à la Troisième Rome, et à la communauté, et à l'orthodoxie. Or, si on ne prend pas les « cartes » mais le « territoire », on ne décèle pas de différences essentielles. Le conservatisme en Russie fut présenté par les partis et les personnalités qui souhaitaient limiter l'autocratie et mener des réformes qui ne rompraient pas la continuité avec le passé. Cette expérience n'aboutit pas puisqu'elle se dispersa dans la réalité, « les uns voulaient geler le pays, les autres le brûler ». Lénine ne fut pas le seul à parler en son temps de la faiblesse de la bourgeoisie russe. N'ayant pas su transformer le régime en place, nos « Feuillants » contribuèrent à sa chute, de surcroît en temps de guerre. Nous en connaissons les conséquences.

Le conservatisme a fait son retour en Russie tout à fait récemment. Nous nous abstenons de donner un descriptif des forces politiques qui se lient à cette tradition idéologique. Remarquons seulement que ce qui se passe en Russie au moment précis où le conservatisme russe a perdu son identité et où les partis toujours existants qui étaient conservateurs il y a encore un quart de siècle ne le plus aujourd'hui. Les différences entre les socialistes de maintenant et la droite dans la France d'aujourd'hui se résument à peine au fait que les premiers sont indexés sur les démocrates américains et les seconds sur les républicains américains alors que c'est le Front National et ses anciens adversaires du général De Gaulle qui s'inspirent aujourd'hui de son héritage. Dans toute l'Europe a lieu une restructuration des forces politiques avec laquelle la situation actuelle de la Russie n'a presque aucun rapport.

Il est souhaitable de connaître l'histoire de la pensée politique comme l'Histoire en général pour résoudre non pas des problèmes vieux de cent ans mais ceux d'aujourd'hui qui sont urgents. Une bonne part des débats entre idéologues aujourd'hui en Russie (et pas seulement conservateurs) revêt un caractère d'antiquité et favorise, de plus, la désunion. Certains des conservateurs russes souhaitent un « pouvoir dur », d'autres aspirent au développement de la société civile et au parlementarisme, il existe des partisans du fédéralisme comme forme renouvelée de l'empire, d'autres se présentent comme des nationalistes russes. Il n'y a pas d'entente concernant le degré d'intervention de l'État dans le fonctionnement du marché, même les modèles historiques sont perçus diversement, pour certains c'est Stolypine, pour d'autres Oustrialov, pour d'autres encore même Ivan le Terrible. C'est le patriotisme qui unit les conservateurs mais il constitue aujourd'hui – en raison de la situation politique extérieure – une ligne de démarcation entre ce qui est admissible et ce qui ne l'est pas dans la vie politique russe. Pourtant le patriotisme n'est pas un apanage des conservateurs puisque tant les libéraux que les conservateurs peuvent être patriotes.

¹ La genèse et la disparition de cet idéologème dans l'émigration est bien illustrée dans la postface de l'anthologie *Le Tsar blanc. Métaphysique du pouvoir dans la pensée russe* [2].

² Le fait qu'il soit comparable à ses versions allemande, française et espagnole est illustré dans le travail encyclopédique mené par le meilleur historien allemand des théories politiques Klaus von Beyme, cf. [12].

À mon avis, la question qui se pose aux idéologues et aux publicistes conservateurs est celle d'un projet rationnel réunissant l'élite technocratique et militaire aux intérêts non seulement des grandes entreprises mais avant tout d'une large couche de petits et moyens propriétaires de la classe moyenne en général. L'échec d'un tel projet vieux de cent ans devrait être considérée comme une sorte de leçon de l'histoire.

Bibliographie

1. ALDANOV Mark Alexandrovitch, *Œuvres complètes en 6 volumes*, Moscou, Pravda, 1991, tome 2 [en russe : Алданов М.А. *Собрание сочинений : в 6 т.* М. : Правда, 1991. Т. 2.]
2. *Le Tsar blanc, Métaphysique du pouvoir dans la pensée russe : anthologie*, sous la rédaction et avec les commentaires de Alexandre Lvovitch Dobrokhotov, Moscou, MAKС-Press, 2001 [en russe : *Белый Царь. Метафизика власти в русской мысли : Хрестоматия / Сост. и коммент А.Л. Доброхотова.* М. : МАКС-Пресс, 2001.]
3. GOLOUBKOV Andreï Vassiliévitch, « De la disputatio à la conversation érudite : les stratégies d'argumentation dans les académies françaises au XVI^e siècle » dans *La culture polémique et la structure du texte scientifique au Moyen-Âge et aux débuts des Temps modernes*, Moscou, ЕННН, 2012. [en russe : Голубков А.В. « От disputatio к conversation erudite : стратегии аргументации во французских академиях XVII в. », in *Полемическая культура и структура научного текста в Средние века и раннее Новое время.* М. : НИУ ВШЭ, 2012.]
4. GRAY John, *Enlightenment's Wake : Politics and Culture at the Close of the Modern Age* (1995) [édité en russe à Moscou : Грей Дж. *Поминки по Просвещению.* М. : Праксис, 2003.]
5. DAWSON Christopher Henry, *The Gods of Revolution* (1972) [édité en russe : Доусон К.Г. *Боги революции.* СПб. : Алетейя, 2002.]
6. KOYRÉ Alexandre, *La philosophie et le problème national en Russie au début du XIX^e s.*, Paris, Librairie Honoré Champion. Réimp. Paris, Gallimard, coll. " Idées " 1976. [en russe : Койре А. *Философия и национальная проблема в России начала XIX века.* М., 2003.]
7. MACHADO Antonio, *Œuvres choisies*, Moscou, 1975 [en russe : Мачадо А. *Избранное.* М. : Художественная литература, 1975.]
8. PLATONOV Sergueï Fiodorovitch, *L'histoire russe*, [en russe : Платонов С.Ф. *Русская история.* М. : Эксмо, 2009.]
9. CHAUNU Pierre, *La civilisation de l'Europe classique.* Paris, Arthaud, 1966 [édité en russe : Шоню П. *Цивилизация классической Европы.* Екатеринбург, 2005.]
10. STRAUSS Leo, « Sur la philosophie politique classique » dans *Introduction to Political Philosophy : Ten Essays* [édité en russe : Штраус Л. « О классической политической философии », in Штраус Л. *Введение в политическую философию.* М. : Праксис, 2000.]
11. ELIAS Norbert, *Sur le processus de civilisation* [édité en russe : Элиас Н. *О процессе цивилизации : Социогенетические и психогенетические исследования.* М. ; СПб. : Университетская книга, 2001. Т. 2.]
12. BEYME Klaus von, *Politische Theorien im Zeitalter der Ideologien 1789–1945.* Wiesbaden : Westdeutscher Verlag, 2002.
13. GENTILE Emilio, *Qu'est-ce que le fascisme ?* Paris, Gallimard, 2004.
14. GOMEZ Davila Nicolas, *Escolios a un texto implicito*, Bogota, 1977. Vol. 1.
15. KONDYLIS Panagiotis, *Konservatismus. Geschichtlicher Gehalt und Untergang.* Stuttgart : Klett-Cotta, 1986.
16. PLESSNER Helmuth, « Abwandlungen des Ideologiedankens », in *Zwischen Philosophie und Gesellschaft.* Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1979.
17. POLLAK Michael, *Vienne 1900. Une identité blessée.* Paris, Gallimard, 1984.
18. RÉMOND René, *La droite en France de la première Restauration à la V^e République.* Paris, 1968. Vol. 1.

Résumé. Le conservatisme russe appartient à l'histoire de la pensée politique européenne autant qu'à l'histoire de la pratique politique des partis dans la Russie du XIX^e siècle. Cet article présente successivement les étapes de l'évolution de l'idéologie conservatrice dans les pays d'Europe Occidentale et en Russie.

Mots-clés : idéologie, époque baroque, romantisme, conservatisme, réaction, conservatisme libéral, philosophie politique, carte, territoire.

Peculiarities of Russian Conservatism. Map and Territory

Abstract. Russian conservatism makes part of European political thought, as well as Russian party practices in Russia in the XIX century. The article consistently analyzes the stages of development of conservative ideology in Western Europe and in Russia.

Keywords: Ideology, Baroque, Romanticism, Conservatism, Reaction, Liberal Conservatism, Political Philosophy, Map, Territory.

Alexei Rutkevich, Ph.D. in Philosophy, Professor, Dean, Faculty of Humanities, Higher School of Economics – National Research University. E-mail: arutkevich@hse.u

Cartographie de l'euro-péisme russe*

Les circonstances de l'année passée qu'il est inutile de relater à ceux qui s'intéressent à la politique internationale ont remis au goût du jour tout l'héritage géopolitique de Vadim Tsymboursky, penseur décédé en mars 2009. Une des idées principales de Tsymboursky était que les territoires qui séparent la Russie de l'Europe historique, territoires sur lesquels la Russie, selon le savant, a volontairement renoncé à exercer un contrôle dans les années 1989-1991 ont une signification cruciale pour l'histoire de la Russie, pour les trois derniers siècles comme pour les tout prochains temps. L'essentiel, c'est que selon Tsymboursky, ces territoires n'étaient pas part entière ni de la Russie, ni de l'Europe proprement dite – deux « continents » civilisationnels – mais constituaient une sorte d'entité à part que le penseur a décrit et conceptualisé diversement dans différents ouvrages.

Dans la première étude de son cycle « insulaire » – à savoir un article de 1993 intitulé « L'île Russie » – Tsymboursky définit ces terres situées « entre la Russie et l'Europe » comme des « territoires-détroits » qui sont « des ceintures de peuples et de territoire contigus à l'Europe historique mais n'en faisant pas partie » [8, p. 8]. L'utilisation, pour désigner ces terres de la métaphore « aquatique » – « détroits » – permet de qualifier la Russie d'« île » et, de façon tout autant métaphorique, de plateforme civilisationnelle séparée des autres civilisations par une chaîne de territoires intermédiaires. Par la suite, dans son ouvrage de 1995 intitulé *La terre au-delà du Grand Limitrophe*, Tsymboursky réunit le « territoire-détroit » à l'ouest de la Russie avec le Caucase, l'Asie Centrale turcophone et les régions ouïgoures et la Mandchourie chinoises pour décrire cette ceinture de terres d'un terme emprunté à l'historien Stanislav Khatountsev : le « Grand Limitrophe ». Mais pour nous il est même encore plus important que deux ans plus tard, dans son article de 1997 intitulé « Europe-Russie, troisième automne du système des civilisations », Tsymboursky de façon assez inattendue qualifia les mêmes terres de « territoires-couvertures » de notre plateforme civilisationnelle et appellera à ce que « la Russie forme sa propre ceinture de territoires-couvertures » [5, p. 131]. Décrivant une structure ramifiée et échelonnée d'Euro-Atlantique des années 1990 avec l'OTAN, « Partenaire au nom de la paix » et le « Partenariat oriental » qui venait tout juste d'apparaître en ces années-là, le scientifique tirait la conclusion que « l'avenir appartient à un système de plus en plus différencié concernant les échelons limitrophes indépendants les uns des autres, couvrant le cœur civilisationnel à des abords de plus en plus éloignés » [5, p. 127].

Ce constat recelait la proposition faite à la Russie d'élaborer son propre système d'adhésion associée à cette union qui fut plus tard désignée « le monde russe ». Mais ici figurait de façon implicite l'idée, déjà clairement annoncée dans *L'île* de 1993 et ensuite répétée à plusieurs reprises dans les ouvrages suivants, que la plus grande menace pour la sécurité de la Russie provenait de ce que notre pays se trouvait en contact direct avec un système de défense collective reposant sur la conscience d'une unité civilisationnelle et à laquelle elle n'appartenait pas. En ce sens la présence d'une zone-tampon sous l'aspect de territoires détachés de la Russie mais pas encore conquis par l'Euro-Atlantique était en un certain sens une « couverture » pour notre pays la protégeant d'un affrontement direct avec la puissance consolidée de toute une civilisation.

* *Cahiers du conservatisme*, 2015, n° 1, p. 31-32.

Boris MÉJOUÏEV, docteur en philosophie, Université Lomonossov de Moscou, faculté de philosophie, département d'histoire de la philosophie russe de l'Université Lomonossov de Moscou, président du conseil de rédaction du site « Rousskaïa idéïa » (politconservatism.ru). E-mail : borismezhuev@yandex.ru

Dans le complexe des terres limitrophes définies parfois comme « territoires-détroits », d'autres fois comme « territoires-couvertures », Tsymboursky accordait une place assez importante à l'Ukraine. Dans son article de 1998 « Comment vivent et meurent les systèmes conflictuels internationaux » qui constituait une tentative d'isoler la région Baltique-Mer Noire non seulement comme bande de territoires mais déjà comment système conflictuel particulier avec une répartition des rôles les « terres ukrainiennes » se présentaient comme une sorte de « cœur » du système Baltique-Mer Noire en se trouvant à l'intersection de ses axes méridionaux et longitudinaux [6, p. 258]. L'actualisation conflictuelle de ces terres, la révision approfondie de leur statut géopolitique en 2014 ne pouvait tout simplement pas ne pas attirer l'attention sur la théorie de Tsymboursky, sur sa conception de l'« île Russie » où l'accent était mis sur ces territoires intermédiaires, ou zones-tampons, situés entre la Russie et l'Euro-Atlantique et où était soulignée la valeur de leur statut neutre. Ce statut qui, justement, fut remis en cause dans les années 2013-2014.

En février 2014, environ trois jours avant le coup d'État de Kiev, l'auteur de ces lignes intervenait à Simféropol dans le cadre du programme d'information « Format A3 » en prononçant une conférence intitulée « Les limites des guerres de civilisation ». En observant ce qui se passait à ce moment-là en Ukraine dans le contexte des « guerres de civilisation » annoncée dès 1993 par Samuel Huntington, je me référais à cette précision importante apportée par Vadim Tsymboursky à propos de la conception du politologue américain : « l'écoumène ne se divise pas en civilisation sans laisser de reste » [10, p. 200] : sur les fractures des plateformes civilisationnelles vivent des peuples situés entre plusieurs mondes et dont les sympathies géoculturelles et les orientations peuvent varier et évoluer ; des peuples qui peuvent trouver, mais peuvent aussi ne pas trouver, leur place dans une famille civilisationnelle quelconque. C'est le cas du peuple de l'Ukraine, désespérément déchiré dans ses sympathies. Les politiciens russes comme occidentaux auraient dû, plus tôt, prêter plus d'attention à la théorie de Tsymboursky et comprendre que l'Ukraine, tout comme, d'ailleurs, la Moldavie, ne peut être incluse totalement ni dans l'Union Douanière, ni dans l'Union Européenne. Et dans la mesure où la question de l'autodétermination civilisationnelle du reste de l'extrémité occidentale du Grand Limitrophe en l'occurrence l'Ukraine et la Moldavie est devenu d'une grande actualité et qu'il n'est pas possible de l'ignorer, il ne peut y avoir que deux conclusions raisonnables : le partage de l'Ukraine et de la Moldavie avec formation d'entités autonomes de Crimée, de Nouvelle Russie et de Transnistrie ou bien un nouvel assemblage fédératif de ces États selon le modèle que le publiciste Igor Karaoulov avait désigné de la formule : « Un seul pays, deux civilisations » [1].

La solution radicale à ce problème consistant à rattacher à la Russie les parties détachées de l'Ukraine, à vrai dire, je ne l'avais pas envisagée, m'appuyant en l'occurrence sur le scénario prévu par Tsymboursky dès 1994 quand il écrivait : « En ce qui concerne les affaires ukrainiennes, la crise profonde de cette structure étatique pourrait favoriser la Russie si, renonçant à une révision formelle de ses frontières actuelles, elle soutient dans les conditions de dégradation du pouvoir central en Ukraine l'apparition à l'extérieur de ses frontières – sur la Côte gauche, en Crimée et en Nouvelle Russie – d'une zone-tampon supplémentaire de « souverainetés » régionales dans le cadre de l'Ukraine ou hors d'elle » [7, p. 36]. Il faut reconnaître que Tsymboursky en 1994 voyait en la Crimée simplement une partie du limitrophe alors qu'il aurait été plus logique de voir en elle un *limes* – selon la terminologie adoptée par lui – « une périphérie instable de plateforme civilisationnelle ». Ayant passé son enfance et ses jeunes années à Moguilev en Biélorussie et se considérant ethniquement comme biélorusse (bien qu'il portât le nom polonais de sa mère et malgré les origines polonaises de son père qu'il ne connaissait pas), Tsymboursky considérait comme « limes » sa Biélorussie natale mais il ne voyait pas la Crimée comme significativement plus russe sur le plan de l'identité ethnique. Il est possible que son attitude envers la Crimée comme partie du limitrophe s'explique en particulier par des associations historiques byzantines : dans son étude citée de 1998 sur l'espace Baltique-Mer Noire, Tsymboursky rédigea une postface riche en enseignements sur les terres dites territoires-repères dont la possession entraîne l'Empire non seulement vers une extension mais aussi vers la création de projets géopolitiques d'ampleur. Ainsi le rattachement de la Crimée et des terres de la Mer Noire après la première guerre russo-turque de Catherine II donna le coup d'envoi de ce qui fut plus tard qualifié de « Projet grec de l'impératrice », à savoir l'idée de faire renaître l'Empire grec dont le trône devait être occupé par le petit-fils de Catherine, le grand-duc Constantin Pavlovitch. Le début de la libération de l'Ukraine en 1943-1944 de l'occupation allemande, comme le note Tsymboursky dans le même article, engendra des espoirs au sein de l'Église orthodoxe quant à une

conquête de Constantinople et d'une future « incorporation du patriarcat de Moscou parmi les dirigeants officiels du monde orthodoxe » [6, p. 275]. La Crimée était, bien évidemment, un « territoire-repère » doté d'une puissante valeur géopolitique orientée plutôt vers un nouvel « enlèvement d'Europe » que vers la conquête des territoires intérieurs de la Russie à laquelle Tsymboursky appelait dans *L'île Russie*.

Quoi qu'il en soit, toute l'année 2014 se déroula dans de constantes discussions sur le phénomène des États limitrophes, ou tampons, séparant la Russie de l'Europe, et notamment dans des réflexions sur leur avenir géopolitique éventuel. Le 22 février, juste le jour du coup d'État à Kiev, le journal *Financial Times* publia un article de Zbigniew Brzezinski dans lequel ce dernier appelait à une « finlandisation » de la future Ukraine européisée, c'est-à-dire au maintien de relations économiques étroites avec Moscou avec toute la différence supposée entre les systèmes socio-politiques de la Russie et de la future Ukraine « sans lanoukovitch »¹.

Le maintien de l'Ukraine comme État-tampon et dans toute la signification des tampons pour toute l'histoire géopolitique de la Russie devint un des thèmes de toute une série de publications de George Friedman, le célèbre expert américain et directeur du cabinet d'analyses « Stratford », qui se rendit à Moscou en décembre 2014. À l'issue de sa visite il écrivit un article dans lequel il mit encore une fois l'accent sur l'incompréhension de l'Occident quant au rôle des territoires « tampons » pour la sécurité de la Russie. « Pour l'Occident, écrivait le géopoliticien américain, il est difficile de comprendre que l'histoire russe est un conte autour du thème des zones-tampons. Les États tampons sauvent la Russie des occupants occidentaux. La Russie veut créer un mécanisme qui laissera l'Ukraine au moins neutre » [13]. Il convient de noter que Friedman exagère la signification des zones-tampons dans l'histoire de la Russie, reproduisant inconsciemment le modèle « insulaire » de sa géopolitique : en réalité l'histoire de la Russie, c'est un « conte » pas tant sur les « zones-tampons » entre la Russie et l'Europe que sur la volonté et même les efforts visant à les supprimer afin d'entraîner directement la Russie dans l'histoire du continent européen. Cependant, comme le supposait Tsymboursky dans la lointaine année 1993, la résistance à l'élargissement de l'OTAN vers l'est ne peut pas finalement ne pas être conceptualisé sous forme de prétendu souhait éternel de notre pays d'établir de son côté une barrière d'États neutres, et ce modèle entraîne obligatoirement des conséquences idéologiques compréhensibles sous forme d'idées sur un destin civilisationnel particulier de la Russie. Ainsi, l'espace, ou plus exactement sa construction politique, en un sens établit la logique de l'autodétermination idéologique : il est très difficile, en luttant pour le maintien des zones-tampons, de prouver l'identité culturelle, ou civilisationnelle, des entités géopolitiques séparées par ces zones-tampons.

Dans son discours au Forum de Valdaï le 24 octobre 2014 le président russe Vladimir Poutine, pour décrire le conflit intra-ukrainien, utilisa justement ce lexique « civilisationnel » tout-à-fait logique dans ce contexte. Il fit remarquer qu'à l'époque contemporaine « le facteur de risque, ce ne sont pas seulement les contradictions internationales traditionnelles mais aussi l'instabilité intérieure de certains États, notamment quand il s'agit de pays situés à la jonction d'intérêts géopolitiques de grands États ou à la frontière de « continents » culturels, historiques, économiques et civilisationnels ». En fait, le président Poutine faisait référence – directement dans l'esprit des conclusions de la géopolitique de Tsymboursky – au caractère intercivilisationnel, c'est-à-dire « limitrophe » de l'Ukraine, et conséquemment au fait que le conflit intérieur que connaît ce pays s'explique par la présence de frontières de civilisations qui la traversent, et pour cette raison toute tentative de définir l'appartenance civilisationnelle univoque du peuple ukrainien dégénère en désengagements sanglant ou en un mélange tout aussi sanglant.

Ainsi, la réalité de 2014 rendit le modèle géopolitique de Tsymboursky particulièrement actuel mais en même temps cette même réalité révéla la vulnérabilité de ses concepts principaux : vulnérabilité que Tsymboursky lui-même pressentait et formula avant tous les autres sans toutefois avoir eu le temps de pouvoir y remédier. Il faut dire que la conception de l'« île Russie » dans sa première formulation était imprégnée d'un esprit d'optimisme historique paradoxale. De nombreux lecteurs de *L'île Russie* furent troublés par un passage de la fin de cet article où l'auteur avouait, légèrement sacrilège : « Pour la Russie l'époque est actuellement très bonne, aux politiciens qui le comprendront d'agir ».

En quoi pouvait donc plaire au géopoliticien cette époque monstrueuse quand la Russie venait de perdre un part importante des territoires pour lesquels elle s'était battue pendant trois siècles de sa politique impériale, quand une grande partie de son industrie s'était effondrée et que son potentiel scientifique s'était

¹ Cf. Article de BRZEZINSKI Z. : <https://www.ft.com/content/7f722496-9c86-11e3-b535-00144feab7de>

affaibli au point d'être quasiment anéanti. Ce en quoi la Russie, selon Tsymboursky, pour la première fois en trois siècles se libéra de la responsabilité du destin des « territoires-détroits » de la Baltique et de la Mer Noire, de leur sécurité et de leur niveau de développement commença à constituer un mal de tête pour l'Euro-Atlantique en formation. Suivant les conclusions du sociologue américain Immanuel Wallerstein, Tsymboursky considérait le partage de Yalta de l'Europe comme un jalon nécessaire de l'établissement de l'hégémonie américaine sur le continent. Il serait logique d'admettre que la chute du système de Yalta fut un facteur sapant ou affaiblissant cette hégémonie, d'ailleurs sans efforts particuliers de la part de la Russie qui, maintenant, libérée de son attrait irrationnel pour l'Europe, pourrait s'occuper d'aménager son propre territoire. Pour réaliser ce plan il fallait entreprendre encore des démarches dont l'une aurait pu être de transférer le centre politique ou économique de l'État vers la zone du sud-ouest de la Sibérie, région que Tsymboursky, à la suite de Mikhaïl Iline, qualifiait de « Nouvelle Grande Russie ».

Il faut se souvenir que durant toutes les années 1990 les experts étaient pris d'un alarmisme de nature double. Nombreuses et répandues étaient les opinions selon lesquelles la Fédération de Russie après la fin de l'URSS constitue une entité territorialement fragile qui en fin de compte s'effondra, ou qui, au contraire, est une entité incomplète et qui pour se maintenir aura besoin d'un nouveau processus d'intégration qui permettra de restituer aux Russes ce qu'ils ont perdu. Tsymboursky affirmait que non, la Russie ne s'effondrerait pas, et qu'il n'y avait aucune raison de restituer ce qui avait été perdu. Non pas parce que pour la Russie c'est inadmissible du point de vue des principes de « civilisation mondiale », comme il s'exprimait, mais parce que cela le lui serait pas avantageux. En récupérant les territoires perdus nous rendrons au « civilisé mondial » un service, en nous rattachant les terres et les peuples potentiellement problématiques avec leur identité constamment hésitante.

Il ne restait qu'une seule question – et voilà ce à quoi Tsymboursky s'obstinait à ne pas donner de réponse alors qu'il y était presque obligé dès que le problème de l'extension de l'OTAN vers l'est fut résolu de façon positive – qui était de savoir ce que deviendrait « l'île Russie » si les territoires limitrophes, « territoires-détroits », sont définitivement englutis par l'Euro-Atlantique et que la Russie cesse au sens géopolitique d'être une « île » ? À cette question était associée une autre, qui en découlait directement : la Russie doit-elle maintenant s'opposer à la réalisation de ce scénario sans attendre la liquidation définitive de la zone-tampon des « territoires-couvertures » ? Faut-il dans ce cas continuer à maintenir un contrôle indirect sur une partie des « territoires-détroits » en évitant sur eux la formation de toute force pouvant potentiellement menacer la Russie ?

À noter que Tsymboursky consacra en 1999 un petit ouvrage à la politique de la Russie dans les parties sud et sud-ouest du Grand Limitrophe et dont le premier titre sous forme de revue fut « Du Daghestan-99 au futur Grand Limitrophe Euro-Asie ». Ici, tout de suite sur les traces de l'intrusion de Bassaïev au Daghestan, Tsymboursky propose à la Chine, l'Iran et la Russie de former une alliance contre la pénétration éventuelle de structures de l'Euro-Atlantique sur le territoire du Grand Limitrophe. L'auteur de *L'île Russie* postule assez sévèrement que « la Russie n'est pas en droit de regarder tranquillement les structures de défense euro-atlantiques prendre en main les secteurs du Caucase et de l'Asie Centrale en s'appuyant sur les petits « empires » intercivilisationnels (Turquie, Azerbaïdjan, Ouzbékistan), et en manipulant l'islamisme comme moyen de désintégration des centres de puissance civilisationnels [4, p. 72]. Tsymboursky dresse aussi les bases d'un plan de contrôle commun des États-civilisations sur la zone-tampon intercivilisationnelle explosive dans la région de l'Asie Centrale : selon ce plan, « trois centres orientaux doivent être unis en une seule « mâchoire » pour empêcher « l'intrusion directe » de l'Euro-Atlantique depuis le territoire du Grande Limitrophe dans le cœur du pays.

D'ailleurs, nous ne trouvons dans ce texte aucune stratégie clairement élaborée concernant le segment occidental du Grand Limitrophe disant comment devrait agir la Russie au cas où les « territoires-détroits » seraient définitivement absorbés par l'Euro-Atlantique. Tsymboursky lui-même reconnaît dans le même ouvrage de 1999 que « après avoir dévasté la Yougoslavie à l'aide des islamistes, l'Euro-Atlantique a pris sous son contrôle tout le secteur est-européen du Limitrophe ». Par ailleurs, de façon très percutante, à propos des jeux suivants de l'Union Européenne autour de l'association avec l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie et d'une manière général du thème du « Partenariat oriental », il fait remarquer qu'avec la poursuite de l'intégration des territoires limitrophes fut mise en œuvre la « technique d'expansion sans cooptation ». Cependant l'analyse des faits concernant l'Europe et les territoires à proximité ne tient pas face à un constat simple : « Il est évident que l'OTAN n'a pas du tout l'intention d'arrêter une telle marche triomphante ». La question qui en découle : « Dans quelle direction sera donc fait le prochain pas ? » [4, p. 9]

mène Tsymboursky du côté du Moyen-Orient. Le scénario d'un contact direct entre la Russie et l'Europe avec la suppression de la zone-tampon salvatrice se trouve de nouveau au-delà de l'examen dans cette étude géopolitique du scientifique comme, d'ailleurs, dans les suivantes.

Il est clair qu'en ce qui concerne l'Europe et la zone-tampon qui l'entoure il était impossible d'agir en appliquant les mêmes recettes que proposait Tsymboursky quand il traitait du Moyen-Orient. L'alliance des États-civilisations contre les territoires limitrophes ouverts à une alliance avec l'Euro-Atlantique, cette stratégie, claire, quand il s'agissait de l'Iran et de la Chine, était problématique dans la situation concernant l'Europe. Bien sûr, dès les années 2000, Tsymboursky était forcé de prêter attention à ce que la division de l'Europe entre « nouvelle » (encline à soutenir l'Amérique dans sa version bushienne) et « vieille » (rejetant les aventures militaires du type de l'intervention en Irak en mars 2003) correspond approximativement au partage qu'il avait indiqué entre la base du « cœur » romano-germanique de l'Europe et sa périphérie est-européenne. Il voyait aussi que la série de « révolutions de couleur » constituait par essence cette même expansion de l'Euro-Atlantique vers le territoire du Grand Limitrophe qui au Proche-Orient avait été opérée par les « agents » de l'islamisme. Pourtant, en ces mêmes années, Tsymboursky ne cédait pas à la tentation de transposer son projet d'alliance des « continentaux » contre les centres de forces périphériques potentiellement déloyaux, ou liés aux « agents », dans la région Baltique-Mer Noire sous sa configuration actuelle. Tsymboursky n'avait rien prévu de comparable à l'alliance avec l'Allemagne contre le « Partenariat oriental » (dont rêvaient de nombreux experts, y compris l'auteur de ces lignes¹, dès le début de l'année 2014, avant qu'Angela Merkel donne son point de vue de façon nette en ce qui concerne la question ukrainienne) et il était toujours resté à l'écart de l'élaboration de tels schémas géopolitiques. Il est possible que par suite d'une étude très attentive (dans le cadre de la rédaction de son ouvrage fondamental *Morphologie de la géopolitique russe et dynamique des systèmes internationaux aux XVIII^e – XX^e siècles*) des circonstances de la décision de la Russie de se détourner de la voie pro-germanique d'Alexandre II au profit de la ligne pro-française des deux derniers empereurs (Tsymboursky, contrairement aux auteurs du type Alexandre Douguine ou bien Evguéni Morozov, considérait ce retournement comme absolument inévitable en raison des prétentions des puissances de l'Axe pour un contrôle total de la zone Baltique-Mer Noire), le scientifique ne misa jamais sur la prise de son indépendance ni par l'Europe en général ni concrètement par l'Allemagne. À la suite du politologue américain Ira Strauss, Tsymboursky désignait l'Euro-Atlantique du terme d'« unipol » – espace politique unipolaire, mais contrairement à Strauss il ne conférait à cette notion aucune connotation positive.

L'histoire montra en l'occurrence que Tsymboursky avait eu raison encore une fois, mais cette justesse de vue dans ce cas n'ôte pas le dilemme déjà relevé par nous en ce que ses textes sur le Grand Limitrophe ne donnent aucune réponse intelligible. Le dilemme se pose ainsi : la Russie doit-elle en raison de la suppression (abolition ?) éventuelle par l'Occident lui-même de la zone-tampon séparant son territoire de notre pays, prendre des mesures préventives afin de maintenir ne serait-ce qu'une partie de cette zone sous son contrôle ? L'indifférence « insulaire » pour les « territoires-détroits » suppose-t-elle d'être de consentir à la liquidation de la base de la flotte de Mer Noire de Sébastopol ou la création de bases de l'OTAN à proximité immédiate, par exemple, de Smolensk ? Et comment doit être politiquement formulé l'espace Baltique-Mer Noire non occupé par l'OTAN et l'UE ?

On ne peut pas dire que Tsymboursky ne sentait pas que le problème des « zones-tampons » imposait de conceptualiser davantage. Déjà peu de temps avant son décès, sur les traces de la guerre de cinq jours avec la Géorgie en août 2008, qui aboutit à la reconnaissance par la Russie de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, Tsymboursky définit la direction d'une éventuelle transformation de sa conception en qualifiant cette partie des terres du Grand Limitrophe qui se trouvait sous la protection de la Russie ou tendait consciemment vers elle, du terme, emprunté à son collègue et opposant permanent Mikhaïl Iline, de « plateau continental de la Russie ». Selon la définition de Tsymboursky, « le plateau continental, ce sont des territoires liés aux territoires russes historiques actuels par des liens de géographie physique, de géostratégie et de culture ». Le géopoliticien voyait de manière flagrante que « l'Ukraine de l'est... la Crimée... certains territoires du Caucase et de l'Asie Centrale appartiennent au plateau continental russe ». C'est là que Tsymboursky établit une distinction notable entre « géopolitique des espaces » et « géopolitique des frontières » : le sens de cette distinction est explicité dans ses remarques

¹ Cf. notamment [2].

éparses suivantes. Tsymboursky est toujours convaincu que la Russie n'est pas intéressée par une révision fondamentale de ses contours, que sa niche géopolitique dans l'ensemble correspond à ses intérêts. Mais, voilà, la « géopolitique des frontières », c'est tout à fait autre chose, elle « impose une analyse, un compte détaillé et scrupuleux dans une situation concrète à propos de l'existence du plateau continental de la Russie et aussi de l'appréciation de la situation sur ce plateau du point de vue de nos intérêts et de notre avenir » [11]. Bien que la différence entre les deux types de géopolitique n'ait pas été établie jusqu'à son achèvement logique, on a l'impression que l'auteur de *L'île Russie* n'était plus absolument convaincu après le conflit armé avec la Géorgie que les frontières officielles de la Fédération de Russie ne pussent plus être révisées en faveur d'une extension si une part du « plateau continental de l'île Russie » se détachait de l'Euro-Atlantique réunie dans une ceinture d'États limitrophes rassemblés dans un tout uni. Tsymboursky espérait que l'éventualité d'une correction révisionniste des frontières des États de l'« Étranger proche » ne changerait pas radicalement le fond de sa théorie « insulaire ». La Russie restera une « île » même si une partie de son plateau continentale littoral s'assèche, elle prendra sous son égide les terres et les peuples qui tendent vers elle.

L'hypothèse selon laquelle Tsymboursky envisageait une nouvelle transformation fondamentale de sa théorie géopolitique en utilisant la notion de « plateau continental de l'île Russie » est confirmée par ces lignes tirées de son essai de mémoires intitulé *Speak, memory!* écrit dans les derniers mois de sa vie, vers fin février – début mars 2009 : « L'année 2008 avec la guerre de cinq jours et les déclarations des dirigeants russes sur la présence de territoires au-delà des frontières de la Russie présentant pour elle une importance particulière fut pour moi une allusion à la possibilité de revoir mes conceptions, avec un accent particulier mis sur la notion de « plateau continentale de la Russie » proposée dès 1994. Ce plateau est vu comme des régions en Limitrophe, en particulier au-delà de la frontière de la Russie, ayant avec cette dernière un lien particulier de géographie physique, culturel et géographique, économique et stratégique imposant d'être reconnu et pris en compte. La crise mondiale a éloigné le caractère d'actualité d'une telle révision de la conception qui reste en réserve » [12, p. 12].

On peut supposer que les événements de 2014, si Tsymboursky en avait été un témoin visuel, auraient pu le pousser à envisager comme plus qu'opportun de revoir sa conception de l'« Île Russie ». Malheureusement le destin ne laissa pas à Vadim Tsymboursky la chance de développer sa conception « plateau insulaire », bien que l'allusion à 1994 oblige à supposer que Tsymboursky se rappela la phrase déjà citée sur possibilité de fonder une « zone-tampon » orientée vers la Russie et composée de la Crimée, du Littoral gauche et de la Transnistrie.

Il est possible que dans les années 1990 Tsymboursky n'ait pas voulu concrétiser le processus et le mécanisme de formation de telles zones dont il avait seulement admis l'existence dans son article « Les métamorphoses de la Russie : nouveaux défis et vieilles tentations » de 1994, parvenu à la conviction, d'ailleurs avant même la création de sa conception « insulaire », que l'Europe libérée du « fantôme du communisme » n'était pas prête à réellement élargir ses frontières en intégrant en son sein des peuples de la périphérie orientale. Cette conviction se manifeste clairement dans un article publié dès 1992 et consacré à la déconstruction de la notion de « société ouverte » de George Soros où le futur géopoliticien émet la supposition que « les tendances économiques aujourd'hui ne vont apparemment pas en faveur du choix d'une « expansion au nom de la stabilité », fonctionnant plutôt un « coconnement » des centres post-industriels dans leurs niches géopolitiques des deux côtés de l'Atlantique Nord... » [9, p. 172]. Par la suite ayant pris connaissance de la conception à la mode des années 1993-1995 de Samuel Huntington il ne put que renforcer sa conviction de la justesse de l'hypothèse selon laquelle l'intégration des territoires limitrophes dans l'OTAN n'était que du bluff et que l'avenir de l'Europe était dans son « coconnement » spatial qui est à son tour demandé en Russie.

Cette supposition fut, si ce n'est directement erronée (qui sait, l'Union Européenne et l'OTAN survivront-ils sous leur ancienne forme après la crise de 2014 ?), du moins sous sa forme de pronostic à court terme, par trop optimiste. Ne découle-t-il pas de cela que maintenant nous devons considérer comme erronée et peu convaincante toute la conception géopolitique ce que, comme son cher MacKinder, l'inventeur du « Heartland », Tsymboursky doit rester dans l'histoire de la pensée politique comme l'auteur de deux ou trois jolies métaphores géographiques dont le sens concret bien conjoncturel ne sera accessible qu'à l'historiographe ? Que toutes les élaborations théoriques de Tsymboursky resteront seulement une

provocation intellectuelle intéressante de l'époque de compression géopolitique de la Russie, de sa fracture temporaire et de son recul depuis ses anciennes frontières jusqu'aux profondeurs de la plaine eurasiatique ?

Il me semble nécessaire de répondre sans aucun doute par la négative à toutes ces questions. Avant tout, Tsymboursky avait parfaitement conscience que ses premières expériences en matière de géopolitique étaient liées aux conjonctures, y compris son texte le plus populaire, rédigé en 1993 et donnant son nom à toute sa conception et par la suite à un livre éponyme. Par la suite, notamment dans une thèse de doctorat, il voulut donner une base scientifique et méthodologique à certaines intuitions sur le cycle « insulaire » argumentant ses conclusions sur les transformations de l'histoire de la pensée géopolitique russe tant à l'aide d'idées générales sur la dynamique des systèmes internationaux du XVIII^e au XX^e siècles que par une analyse des textes des auteurs russes des trois derniers siècles. En quoi donc consistait la principale découverte scientifique de Tsymboursky, son apport dans la connaissance de la Russie ? Je crois que c'est avant tout en ce qu'il démontra dans sa totalité en quoi consistait pour la Russie le « choix européen », et quelles étaient pour la Russie les conséquences géopolitiques inévitables de son identification à l'Europe.

À l'encontre de toute l'historiographie libérale il prit le risque d'énoncer en qualité d'axiomes la thèse qu'il lui fallut par la suite fonder et démontrer tout au long de sa vie selon laquelle l'aspiration de la Russie à se présenter comme l'Europe aura toujours des conséquences pas tant socio-culturelles, économiques ou d'autres encore en interne que précisément géopolitiques. Tout simplement, la thèse de « la Russie, c'est l'Europe » donne une impulsion en premier lieu moins de modernisation que d'expansion. On s'en convainc en lisant les chapitres de sa *Morphologie de la géopolitique russe* comme d'un postulat démontré à presque cent pourcents.

L'« Européisme russe » est un sujet non pas tant pour la sociologie (de la culture ?) que pour la géographie politique. Le libéralisme russe put critiquer autant qu'il put la politique impériale de Nicolas II en raison de son enthousiasme pour des projets impérialistes orientaux éloignés des intérêts de la Russie proprement dite mais dès que l'Empire eut la possibilité de conclure une alliance avec le bloc franco-anglais contre les puissances de l'Axe, les tolstoïens se muèrent facilement en panslavistes et avec des diplomates du type de Sazonov ou Izvolsky se mirent à « slavianophiliser » comme l'époque l'imposait. Voilà que cette invariabilité du facteur spatial dans tout notre dimension d'« enlèvement d'Europe » constitue le sujet d'études de Tsymboursky et, j'en suis certain, il y a là sa thèse – la principale – dont il resta plus convaincu que ses critiques. De même que dans la thèse inverse : l'impérialisme, même visiblement anti-occidentaliste, constitue une bizarrerie subtile, une sorte de pseudomorphose d'occidentalisme caché, sensible lui aussi à la séduction d'un « enlèvement d'Europe ».

Ainsi, toute la géopolitique de Tsymboursky est une sorte de cartographie de l'europhilisme russe, de mise au jour des mécanismes de réalisation de notre « choix européen » déjà vieux d'un peu plus de trois siècles qui avec toutes ses variations entraîne les Russes mus par cette impulsion à éliminer tous les territoires intermédiaires qui séparent la Russie de l'Europe. Au fur et à mesure de ses recherches Tsymboursky parvient à deux idées fondamentales.

La première consiste en ce que l'espace de ces territoires intermédiaires avec la Russie a sa propre structure conflictuelle particulière avec une répartition des rôles, cette structure se conjuguant de façon compliquée avec celle de l'Europe, aussi conflictuelle, au sein de laquelle depuis les héritiers de Charlemagne se distinguent deux centres qui s'affrontent de chaque côté du Rhin. La Russie est en mesure de « devenir l'Europe » seulement quand un de ces centres s'allie à elle contre l'autre. Dès que la confrontation entre les centres s'apaise pour une raison ou une autre, la Russie est chassée de l'Europe de façon presque automatique.

La seconde idée est que dans cette saga de l'aspiration à entrer dans l'Europe, la Russie joue d'abord le rôle d'alliée d'une des forces, puis celui d'objet de puissante offensive de la part du parti vainqueur, puis ensuite de puissance offensive dans la conscience de sa force temporaire et, en fin de compte, d'ennemi commun pour l'ensemble de la civilisation européenne unie contre le prétendant de naguère à l'hégémonie continentale ; et toute cette histoire, en raison de certains facteurs géographiques, s'est répétée plusieurs fois dans la destinée de l'Empire russe (plus exactement trois fois) et elle a toutes les chances de se répéter encore. Si nous ne sortons pas d'une manière ou d'une autre de ce cycle maudit, nous risquons de nouveau d'« entrer dans l'Europe » en tant que, par exemple, alliés de la France

contre l'Allemagne, puis de sombrer sous le coup puissant (peut-être géo-économique) de cette dernière ; puis, ayant vaincu un éternel rival, nous considérer comme maître des destinées de toute l'Europe pour, à l'étape finale du cycle, nous retrouver de nouveau sur la même « île » à partir de laquelle nous avons jadis initié notre mouvement en direction de l'Europe. Or Tsyboursky cherchait des solutions pour éviter l'« éternel retour » cyclique dans le processus duquel la Russie pour un but fantomatique sacrifia son agriculture, sa science, son industrie, se trouvant finalement fournisseur d'hydrocarbures pour le monde post-industrialisé.

Ce que Tsyboursky a cependant sous-estimé dans sa conception, c'est comment s'explique la vulnérabilité des recommandations géopolitiques concrètes qu'il avait présentées en 1993 ? Il me semble que sa principale omission est d'avoir insuffisamment étudié de façon analytique la phase de recul, à savoir, selon sa terminologie, la phase D de l'ensemble du cycle d'« enlèvement d'Europe ». Il accorde peu d'attention à cette phase dans les chapitres de sa thèse, comme figure emblématique de cette phase il cite le chancelier d'État Alexandre Gortchakov, héros du Congrès de Paris de 1856 et auteur de la fameuse formule « La Russie se recueille ».

Bien évidemment, comme nous l'avons déjà dit, la géopolitique elle-même de « L'île Russie » peut être vue aussi comme spécifique précisément de cette phase d'« enlèvement d'Europe » du cycle de construction intellectuelle. Mais le problème n'est même pas là : Tsyboursky pouvait justement facilement admettre que les réflexions propres dépendent des « conjonctures de la terre et du temps ». Or voilà ce qui aurait pu être, comme nous l'avons dit, a réellement constitué un défi pour la cohérence de sa conception : c'est la suppression au cours de la phase D des territoires intermédiaires entre la Russie et l'Europe du fait même de cette dernière. Inévitablement se pose la question de savoir si le complexe d'« enlèvement d'Europe » peut revêtir une morphologie toute nouvelle la distinguant de celle qui avait été décrite dans la thèse quand l'Europe commencera concrètement directement de l'autre côté de la frontière ouest de la Russie ?

Car c'est justement cette perspective qui dans les faits agite, disons-le franchement, une bonne part de notre société libérale qui soutient le Maïdan en Ukraine précisément comme tentative d'une république voisine de sortir de la sphère d'influence russe pour s'aménager une place dans celle de l'Euro-Atlantique, qui en gros veut déjà faire endosser à la Russie un statut, pas trop confortable pour la majorité mais commode pour certains, de demi-souveraineté de puissance périphérique dont les ressources stratégiques se trouveraient sous le contrôle des élites de cette civilisation à laquelle nous voulons nous identifier. Pouvons-nous « devenir l'Europe » dans le cas où ce ne sont pas nous qui l'« enlevons » mais où c'est elle qui nous « enlève » ? Est-ce que non pas l'isolement volontaire sur une « île » mais la fusion avec un continent, en cas de suppression de la zone-tampon – mais où la Russie renonce complètement à tout empiètement sur la souveraineté de puissance – ne signifie pas pour elle sa sortie probable de ce mouvement circulaire d'« enlèvement d'Europe » ? Malheureusement, c'est une question qui dépasse le cadre de l'étude de ce grand penseur politique dont nous avons eu le bonheur d'être les contemporains. Nous ne trouverons pas dans les articles et les ouvrages de Tsyboursky de réponse à ce dilemme qui divise la société russe, il nous a toutefois donné une direction qui peut nous mener à une bonne solution.

En conclusion je voudrais ajouter encore un élément personnel. Bien sûr, le problème soulevé était clair pour moi comme il l'était, je suppose, pour Vadim Tsyboursky lui-même dès 1993 quand la revue *Polis* publia son article intitulé « L'île Russie ». Cependant dans un certain sens, j'eus l'impression (et, partiellement, seulement en partie, lui aussi) que l'absence de solution claire était un mérite et non un échec de son idée. Je supposais que la société russe se diviserait immédiatement en deux camps dès que la Russie se trouverait obligée de faire un choix sans équivoque et net : appartenance à l'Europe ou souveraineté civilisationnelle. « L'île Russie » convenait idéalement comme fondement pour une idéologie post-soviétique et post-impériale de Russie précisément parce que le caractère univoque de ses conclusions ne provoqua pas de division dans la société mais posa ainsi les fondements d'une véritable démocratisation de la Russie qui me paraissait peu probable en cas d'autodétermination civilisationnelle, quelle qu'elle fût (« pour l'Europe » ou « contre l'Europe »). J'ai donc exprimé un point de vue dans mon premier article de politologie en 1997, « La notion d'« intérêt national » dans la pensée politique russe aux XIX^e et XX^e siècles » [3], où le gage de l'intégration démocratique de la Russie est de passer du discours de « choix civilisationnel » à celui

d'« intérêts nationaux ». Le modèle « insulaire » de géopolitique permet aux Européens russes de se considérer comme séparés par force de l'Europe par les Européens en accord avec ceux qui, adoptant le même modèle, peuvent se classer comme « humanité particulière sur une terre particulière » sans prétendre au rattachement de nouvelles terres.

Il était pour moi aussi clair que dès que les « territoires-détroits » seraient asséchés par l'Euro-Atlantique, alors cet accord « insulaire » hypothétique qui en gros était la base du consensus politique sous Primakov puis sous Poutine serait rompu, et au lieu de perspectives d'unité démocratique sur les principes de base de l'identité nationale nous aurons une perspective d'affrontement dur et inconciliable des élites, aucune ne pouvant pardonner à l'autre sa frustration due au choix civilisationnel. À peu près la même chose que ce que nous avons connu dans l'Ukraine voisine mais sans division nette entre les parties combattantes selon un principe géographique. Dans cette lutte, les forces, disons, pro-européennes ont peu de chances de remporter la victoire, la part de ceux qui misent sur l'autonomie de la Russie étant plus importante, comme elle s'est manifestée avec le rattachement de la Crimée. Cependant le poids de l'élite du parti opposé fait que l'issue d'une telle confrontation est loin d'être assurée à cent pourcents.

Mais, en fin de compte, la partie occidentale du Grand Limitrophe n'a pas encore été complètement absorbée par les deux « continents » civilisationnels, à savoir que la Russie est en partie encore une « île », ce qui signifie que le consensus est encore possible et que les idées de Tsymbourisky peuvent encore jouer leur rôle non seulement dans la science qui porte sur la Russie mais aussi en matière de construction d'un avenir meilleur pour elle.

Pour périphraser la célèbre phrase de Vadim Tsymbourisky déjà citée dans ce texte, je souhaiterais achever par ces propos : pour « l'île Russie » aujourd'hui l'époque est très favorable, c'est aux politiques, russes, européens et outre-atlantiques capable de comprendre d'agir.

Bibliographie

1. KARAOULOV Igor Alexandrovitch, « Un pays, deux civilisations », dans *Izvestia*, 29 janvier 2014 [en russe : Караулов И. « Одна страна – две цивилизации » // *Известия*. 2014. 29 января. URL : [http : //izvestia.ru/news/564780](http://izvestia.ru/news/564780)]
2. MEJOUÏEV Boris Vadimovitch, « Toute l'Europe nous regarde », dans *Izvestia*, 14 janvier 2014 [en russe : Межуев Б. « На нас смотрит вся Европа » // *Известия*. 2014. 14 января. URL : [http : //izvestia.ru/news/563992](http://izvestia.ru/news/563992)]
3. MEJOUÏEV Boris Vadimovitch, « La notion d'« intérêt national » dans la pensée socio-politique russe aux XIX^e et XX^e siècles », dans *Études politiques*, 1997, n°1, p. 5-31 [en russe : Межуев Б.В. « Понятие « национальный интерес » в российской общественно-политической мысли XIX–XX вв. » // *Политические исследования*. 1997. № 1. с. 5–31.]
4. TSYMBOURSKY Vadim Léonidovitch, « Le Daghestan, le Grand Limitrophe, l'ordre mondial », dans Tsymbourisky V. *Conjoncture de la Terre et du Temps. Recherches intellectuelles géopolitiques et chronopolitiques*, sous la rédaction de G. Kremnev, B. Méjouïev, Moscou, Europa, 2011 [en russe : Цымбурский В.Л. « Дагестан, Великий Лимитроф, мировой порядок » // Цымбурский В.Л. *Конъюнктуры Земли и Времени. Геополитические и хронополитические интеллектуальные исследования* / Ред.-сост. Г.Б. Кремнев, Б.В. Межуев. М. : Европа, 2011.]
5. TSYMBOURSKY Vadim Léonidovitch, « Europe-Russie : le « troisième automne » du système des civilisations », dans V. Tsymbourisky, *L'île Russie : ouvrages géopolitiques et chronopolitiques*, 1993-2006, Moscou, ROSSPEN, 2007, p. 105-132 [en russe : Цымбурский В.Л. « Европа-Россия » : « Третья осень » системы цивилизаций » // Цымбурский В.Л., *Остров Россия : Геополитические и хронополитические работы. 1993–2006*. М. : РОССПЭН, 2007. с. 105-132.
6. TSYMBOURSKY Vadim Léonidovitch, « Comment vivent et meurent les systèmes conflictuels internationaux (Le sort du système Baltique-Mer Noire du XVI^e au XX^e siècles », dans V. Tsymbourisky, *L'île Russie : ouvrages géopolitiques et chronopolitiques*, 1993-2006, Moscou, ROSSPEN, 2007 [en russe : Цымбурский В.Л. « Как живут и умирают международные конфликтные системы (Судьба балтийско-черноморской системы в XVI–XX веках) » // TSYMBOURSKY Vadim Léonidovitch, *Остров Россия : Геополитические и хронополитические работы. 1993–2006*. М. : РОССПЭН, 2007.]
7. TSYMBOURSKY Vadim Léonidovitch, « La métamorphose de la Russie : nouveaux défis et vieilles tentations », dans V. Tsymbourisky *L'île Russie : ouvrages géopolitiques et chronopolitiques*, 1993-2006, Moscou, ROSSPEN, 2007, p. 29-43. [en russe : « Метаморфоза России : новые вызовы и старые искушения » // TSYMBOURSKY Vadim Léonidovitch, *Остров Россия : Геополитические и хронополитические работы. 1993–2006*. М. : РОССПЭН, 2007. с. 29-43.]
8. TSYMBOURSKY Vadim Léonidovitch, *L'île Russie : ouvrages géopolitiques et chronopolitiques*, 1993-2006, Moscou, ROSSPEN, 2007, p. 5-28. [en russe :

- « Остров Россия » // TSYMBOURSKY Vadim Léonidovitch, *Остров Россия : Геополитические и хронополитические работы. 1993–2006*. М. : РОССПЭН, 2007. с. 5-28.]
9. TSYMBOURSKY Vadim Léonidovitch, « La société ouverte, ou de nouveaux objectifs pour l'Europe. L'alchimie sémantique de George Soros », dans *Conjoncture de la Terre et du Temps. Recherches intellectuelles géopolitiques et chronopolitiques*, sous la rédaction de G. Kremnev, B. Méjouïev, Moscou, Europa, 2011. [en russe : « Открытое общество, или Новые цели для Европы. Семантическая алхимия Джорджа Сороса » // Цымбурский В.Л., *Конъюнктуры Земли и Времени. Геополитические и хронополитические интеллектуальные расследования* / Ред.-сост. Г.Б. Кремнев, Б.В. Межуев. М. : Европа, 2011.]
 10. TSYMBOURSKY Vadim Léonidovitch, « Sujet pour une civilisation-leader : autodéfense ou autodestruction ? », dans V. Tsymboursky *L'île Russie : ouvrages géopolitiques et chronopolitiques, 1993-2006*, Moscou, ROSSPEN, 2007 [en russe : Цымбурский В.Л. « Сюжет для цивилизации-лидера : самооборона или саморазрушение ? » // Цымбурский В.Л., *Остров Россия : Геополитические и хронополитические работы. 1993–2006*. М. : РОССПЭН, 2007.]
 11. TSYMBOURSKY Vadim Léonidovitch, « Géopolitique des espaces » et « géopolitique des frontières », intervention donnée lors de la table ronde INS « La Russie après la reconnaissance de la fin de l'époque Eltsyne-Poutine », 18.09.2008, APN, 25 septembre 2008 [en russe : Цымбурский В.Л. *Шельф Острова Россия. Геополитика пространства и геополитика границ* (Выступление на Круглом столе ИНС « Россия после признания : конец эпохи Ельцина – Путина », 18.09.2008) // АПН, 25 сентября 2008. URL : [http : //www.apn.ru/publications/ar25ticle20733.htm](http://www.apn.ru/publications/ar25ticle20733.htm)]
 12. TSYMBOURSKY Vadim Léonidovitch, « Speak, Memory ! », dans V. Tsymboursky, *Conjoncture de la Terre et du Temps. Recherches intellectuelles géopolitiques et chronopolitiques*, sous la rédaction de G. Kremnev, B. Méjouïev, Moscou, Europa, 2011 [en russe : Цымбурский В.Л. « Speak, Memory ! » // Цымбурский В.Л., *Конъюнктуры Земли и Времени. Геополитические и хронополитические интеллектуальные расследования* / Ред.-сост. Г.Б. Кремнев, Б.В. Межуев. М. : Европа, 2011.]
 13. FRIEDMAN George, « Viewing Russia From the Inside », dans *Stratfor. Geopolitical Weekly*, 16 décembre 2014. URL : [http : //www.stratfor.com/weekly/viewing-russia-inside#axzz3M7QeQomW](http://www.stratfor.com/weekly/viewing-russia-inside#axzz3M7QeQomW)

Résumé. Cet article examine l'évolution des idées politiques de Vadim Tsymboursky dans le contexte de conceptualisation dans sa théorie des territoires intermédiaires, zones-tampons entre la Russie et l'Europe que l'auteur de « L'île Russie » qualifiait de « territoires-détroits ». Tsymboursky considérait, on le sait, que la perte de contrôle par la Russie de ces territoires n'affaiblissait pas mais garantissait la sécurité de notre pays pour lequel la principale menace émanait d'empiétements intérieurs pour supprimer les terres « tampons » afin de fusionner l'Europe et la Russie. Se pose la question de savoir comme Tsymboursky pouvait interpréter dans le cadre de son système la suppression par l'Europe de la bande constituée de ces territoires, aurait-il vu là une menace pour la sécurité de la Russie. L'article démontre qu'à la fin de sa vie c'est cette question qui poussa le scientifique à revoir une nouvelle fois ses idées géopolitiques, ce que la mort l'empêcha de terminer.

Mots-clés : géopolitique, territoires-détroits, territoires-tampons, européisme russe.

Mapping of Russian Europeanism

Abstract. This article deals with the evolution of geopolitical views of Vadim Tsymburski in the context of his conceptualization of the problem of “buffer”, or “limitrophe” territories between Russia and Europe which were called by the author of “The Island of Russia” as “strait-territories”. It is known that Vadim Tsymburski thought that the loss of control by Russia over these territories has strengthened the security of our country that was damaged throughout the history by Russia’s own urge to eliminate these «buffer» territories for the geopolitical confluence of Russia and Europe. The question arises, how could Vadim Tsymburski treat the elimination of “strait territories” by Europe in terms of his system, could it be seen by him as a threat to Russian security? The article proves that in the end of his life just this point motivated the scholar to reconsider his geopolitical conception but this reconsideration was prevented by his death.

Keywords: Geopolitics, Strait-territories, Buffer territories, Russian Europeanism.

Boris Mezhev, Ph.D. in Philosophy, Associate Professor, History of Russian Philosophy Department, Lomonosov Moscow State University; Chairman, Editorial Board, “Russian Idea” (politconservatism.ru).
E-mail: borismezhev@yandex.ru

Classement des types de conservatisme. Nouvelle version*

Le « sujet » de Descartes posa les fondements des Temps Modernes. En fonction de ce à qui ou à quoi est associé ce sujet, trois grandes idéologies apparaissent.

Là où le sujet est une personnalité humaine à part, un individu, il s'agit de ce qu'on appelle individualisme, libéralisme, anarchisme. Notons tout de suite que ces appellations sont arbitraires puisque les différentes idéologies insistent sur tel ou tel aspect de l'idéologie. Les thèmes « préférés » de cette idéologie sont :

- la reconnaissance des libertés et des droits et la lutte en leur nom ;
- le droit des minorités jusqu'à l'individualité ;
- le consumérisme (les besoins, le bonheur et la satisfaction de l'individu sont le but ultime) ;
- le droit à l'avortement ;
- le droit à l'euthanasie ;
- le droit à choisir son sexe ;
- le droit à choisir sa satisfaction sexuelle ;
- la haine de l'État ;
- la haine de l'armée ;
- la haine de l'Église, de toute religion ;
- la vision de l'histoire comme progrès de la liberté, de l'émancipation, du plaisir et de la satisfaction des besoins ;
- la défense du droit à la vie privée ;
- le droit au secret commercial ;
- le droit à l'autodéfense, etc. ;
- en économie : le marché le plus libre possible ;
- en politique : soit l'élitisme le plus extrême avec le mépris de la démocratie, l'antiétatisme extrême ou la démocratie représentative et la plus directe avec limitation des droits de la majorité et une large représentation de toutes les minorités possibles : orientation anti-traditionnelle, provocateurs, volonté de protester contre toute norme, intervention et obligation ;
- lutte contre la « surpopulation » de la planète, thème du manque de ressources ;
- toute éthique repose non pas sur le devoir mais sur le bonheur, la liberté et le plaisir de l'individu ;
- l'esthétique repose sur le plaisir de l'individu, sur l'« effet d'émotion » et la manifestation de l'originalité individuelle et le conflit avec toute tradition, canon et norme.

Là où est le sujet est avant tout la société étendue jusqu'à l'homme, il s'agit du socialisme, du communisme. Je le répète encore, les appellations sont arbitraires.

Les « thèmes » préférés de cette idéologie sont :

- la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme, contre toutes les formes d'inégalité ;
- les garanties sociales (médecine, enseignement, retraites) ;

* *Cahiers du conservatisme*, 2014, n°2 (2), p. 74-80. I^{er} Forum « Conférences Berdiaïev », 16 mai 2014.

Oleg MATVEÏTCHEV, docteur en philosophie, professeur à la chaire de philosophie pratique de la faculté de philosophie de l'École des hautes études en sciences économiques de Moscou. E-mail : matveyol@yandex.ru



- la lutte contre la pauvreté ;
- le culte de la science et de la technique, le progrès technique comme moyen de résoudre les problèmes de « manque de ressources » et de « surpopulation » ;
- les intérêts de la société et des générations futures constitue la base de l'éthique. Le terme principal de l'éthique est le devoir, sa récompense principale : la gloire, pendant la vie ou posthume, la reconnaissance publique de la contribution à l'émancipation de l'humanité ;
- l'art porteur de fonction sociale, souvent idéologique et éducative ;
- une attention plus grande accordée aux moyens d'information et de communication ;
- la transparence, la publicité et le contrôle public absolu dans tous les domaines de la vie ;
- l'hostilité à toute propriété privée, y compris la propriété intellectuelle, les droits d'auteurs, etc. ;
- la lutte contre l'individualisme, l'égoïsme ;
- la lutte contre les infractions aux normes sociales, les voyous, la criminalité ;
- la lutte contre les institutions sociales « parasites » (l'Église), la classe des rentiers, l'aristocratie, la méfiance envers l'intelligentsia artistique et humanitaire dont l'apport est inappréciable ;
- en économie : la planification après concertations sociales ;
- en politique : la démocratie de la majorité, le plus souvent plébiscitaire, démonstration de toute forme de solidarité ;
- la part importante accordée au rôle de l'État comme organe de planification et de gestion exprimant les intérêts publics mais le faible rôle de l'État comme instrument d'exploitation.

Là où le sujet est transitoire et transhumain comme, par exemple, Dieu ou tout autre absolu, nous pouvons parler de ce qu'on appelle le « conservatisme » bien que cette étiquette ait été inventée par les libéraux pour se positionner comme partisans, et leurs adversaires comme « freins au progrès » mais gardons pour l'instant cette dénomination par souci de compréhension. On compte beaucoup plus de types de conservatisme que de types de libéralisme et de communisme parce que les sujets transitoires sont divers et les religions et les idéologies leur sont liées.

Les thèmes préférés des conservateurs :

- les traditions, les rituels, les valeurs spirituelles, en fonction des religions professées ;
- l'éthique mais d'origine transcendente, non pas humaine, c'est-à-dire les commandements, la mission de l'homme, le mouvement de l'histoire ; la question principale de l'éthique porte sur le salut et l'accomplissement de la prédestination, le progrès spirituel, la réalisation du sens transcendant ;
- l'attitude prudente vis-à-vis du progrès technique ;
- l'attitude prudente vis-à-vis des droits de l'homme en tant que tels, hors de toute réalité transcendente ;
- la sacralisation du rôle de l'État, de l'Église, du culte ;
- le refus catégorique du suicide, de l'euthanasie et de l'avortement ;
- l'attitude prudente vis-à-vis de la planification humaine ou sociale et étatique ;
- la lutte pour la liberté de conscience, y compris contre les atteintes de l'État ;
- en économie : le principe de suffisance raisonnable, le mépris des biens matériels et la subordination de l'économie aux affaires culturelles, spirituelles et religieuses, l'économie est le moyen de créer ce qui est grand et éminent dans le domaine de la culture et celui de ce qui est transhumain ;
- en politique : plutôt monarchie, différents types de théocratie ;
- les révolutions sont reconnues dans le domaine spirituel et personnel comme un développement particulier, mais la société peut être immuable, traditionnelle et statique tout en assurant la vie spirituelle.

Chacune de ces trois idéologies perçoit généralement les deux autres comme contraires, de façon uniforme, sans distinctions particulières. Ainsi les libéraux traitent le conservatisme comme le communisme de « totalitarisme » et ne voient en eux que des variétés de ce totalitarisme. Les communistes voient dans les libéraux et les conservateurs un même phénomène. Soit l'idéologie conservatrice n'est qu'un serviteur ou un écran du capital libéral, soit le libéralisme provient des opinions religieuses extrêmement anti-sociales (« le complot judéo-maçonnique », etc.). Enfin, les conservateurs voient dans le libéralisme et le communisme une seule et même idéologie athée, une tentative de faire de l'homme seul un dieu, de construire le royaume de Dieu sur terre, de nier la dimension spirituelle transcendante et de se vautrer dans les variétés de matérialisme et d'hédonisme.

Outre les trois variantes extrêmes d'idéologies indiquées sont possibles encore trois mélanges et plusieurs variantes intermédiaires en fonction d'alliances éventuelles entre elles tant tactiques qu'historiques. Dans l'histoire ces idéologies à l'état pur sont rares, elles figurent le plus souvent sous forme de mélanges et de versions intermédiaires.

Le premier mélange, c'est le socialisme libéral si on peut dire. De même que les positions intermédiaires entre libéralisme et socialisme. Le socialisme libéral pur est caractéristique des relations négatives envers tout conservatisme, la religion, l'Église, l'État, les traditions et les valeurs spirituelles. Il prend aux socialistes la foi en le progrès social et technique, accorde une attention considérable aux moyens de communication, aime la protestation et la révolution. Il n'est pas indifférent aux mesures de protection sociale et aux droits des minorités. Parmi les analogues du dernier siècle, citons le communisme libéral de Trotsky et Lénine, aujourd'hui c'est l'eurocommunisme, l'idéologie du politiquement correct, de la tolérance, la démocratie libérale aux États-Unis et en Europe, avec leur base étendue de droits sociaux et de garanties, et de bureaucratie. Mais c'est un mélange avec une forte dose de libéralisme. Si la tendance est au socialisme, c'est-à-dire s'il s'intéresse non pas à l'humanité dans son ensemble mais à un peuple en particulier, une nation ou une race, alors nous avons affaire à une variété de nationalisme et de fascisme (notamment dans sa variante athée, matérialiste, privée de dimension transcendante). Alors s'ajoute aux thèmes préférés ceux de la démographie, de l'épargne et de l'accroissement de la population, des guerres pour l'espace vital (et donc celui du militarisme), la solidarité nationale et intraraciale.

Le second mélange est le conservatisme libéral. Les droits de l'homme et les libertés qu'honore le libéralisme sont compris comme donnés par Dieu, l'accumulation du capital, les réussites en politique, en société, etc. sont perçus comme un service divin ou religieux ou comme moyen de salut. L'État est appelé à préserver les droits et libertés en premier lieu et est lui-même la réalisation de l'idée de liberté comme c'était le cas dans l'idéologie des conservateurs libéraux du type de Churchill ou de Reagan, ou alors il repose sur une base divine, sacrée, et le marché et la liberté de la personne sont simplement l'aménagement social le plus approprié dans les conditions de l'existence humaine limitée qui n'a pas le droit d'attenter à la construction du paradis sur terre, à la planification générale et généralement de remplacer Dieu par l'homme. C'est ainsi que Franco fondait sa lutte contre les socialistes.

Le troisième mélange, c'est le social-conservatisme. Ici c'est l'application des normes sociales et une vie juste qui deviennent une obligation sacrée et religieuse. L'aide mutuelle se fait non pas par pragmatisme et devoir social mais par devoir religieux et traditionnel ou dans le but d'assurer le salut ; la prévalence des actions collectives, des rituels. Le sacrifice, la communalité, l'héroïsme de masse ou l'exploit de masse : l'État-entreprise s'édifie sur le principe de l'État-monastère puisque les stimulants idéaux ou idéologiques et spirituels en faveur du travail priment sur ceux qui sont matériels et pragmatiques. L'économie ménagère fonctionne selon le principe de la suffisance raisonnable, le luxe est nié. Tant en économie qu'en politique on voit la prédominance des actions et projets collectifs portant la marque de l'idéologie, le gigantisme domine donc, et non pas le principe du pragmatisme et de la commodité. Le progrès social et technique est reconnu, contrairement à ce qui se passe dans les idées conservatrices. Un analogue historique : l'Empire russe au XIX^e siècle sous Alexandre III. Dans le passé récent : l'URSS de Staline. Elle montre, en fait, le passage du mélange socialiste et libéral du trotskisme-léninisme à un communo-conservatisme. Ce n'est pas par hasard que l'orthodoxie fut réhabilitée par le socialisme staliniste tardif et pendant la guerre. Il est évident que l'idéologie d'Alexandre III est plutôt un penchant vers le conservatisme et que l'idéologie stalinienne tardive est un penchant vers le socialisme mais le mélange est le même.

Ainsi, nous avons distingué six idéologies des Temps Modernes. Il ne faut pas les confondre avec les régimes politiques et les modes d'organisation de l'État. En fonction des traditions politiques et du moment historiques ces idéologies portent différentes appellations. Par exemple, les républicains américains dans cette classification sont typiquement des conservateurs libéraux et les démocrates des socialistes libéraux. Les Tories en Grande-Bretagne sont aussi des conservateurs libéraux et les Whigs des socialistes libéraux. En Amérique Latine nous voyons le social-conservatisme sous le masque du socialisme chrétien. C'est le même virage vers le social-conservatisme qui marque la politique de Poutine venue remplacer le conservatisme des années 2000 et le socialisme libéral et le libéralisme des années 1990. Sur les six idéologies et mélanges indiqués trois sont porteurs du mot « conservatisme » et leur rôle en général dans le système idéologique de l'époque moderne est compréhensible.

Mais notre analyse ne serait pas complète si nous avons considéré la seule tradition philosophique rationaliste de l'époque moderne. Avec le concept de Descartes de « sujet » dans l'époque moderne on voit se développer aussi « son autre », c'est-à-dire la tradition de l'anti-subjectivisme sous toutes ses formes. Cet anti-subjectivisme peut ressembler à une philosophie incomplète qui n'a pas de signification autonome sans ce qu'elle nie. Comme puisque la conscience de masse a un penchant pour cette philosophie incomplète, elle joue souvent un rôle déterminant dans les événements historiques mondiaux mais il est impossible d'ignorer les idéologies populaires de l'anti-subjectivisme. La conception du monde médiéval reposait sur la triade : Dieu – le Tsar (le souverain) – le Père (le mari, l'homme). À l'époque moderne ces hypostases furent interprétées conformément à la philosophie rationnelle du sujet. C'est-à-dire que Dieu est devenu un esprit absolu, un sujet-substance ; le souverain politique un sujet-souverain ; le père, l'homme le porteur essentiel des droits politiques et économiques. Ainsi, la conception médiévale fut incluse et ôtée dans la philosophie de l'époque moderne.

Or, la conception de l'époque des Lumières ne consentit pas à cette version pop de la philosophie de l'époque moderne et opposition extrême à tout élément de conception médiévale. Ainsi, dans la philosophie des Lumières apparaissent trois fronts contre les localisations traditionnelles de la subjectivité.

Le premier, c'est l'athéisme, qui est matérialisme, lutte contre le sujet transcendant, le divin et le sacré quelles que soient leur manifestation, surtout dans celle du sujet-père ou de Dieu Tout-Puissant. Un tel athéisme est prêt à reconnaître la matière, la nature, la spontanéité des atomes et des énergies mais pas comme « directeur et orienteur », et encore moins comme principe premier transcendant et personnel. Dans la mesure où les savants étudient l'ordre de la matière, la science peut aussi bien être une institution humaine et un produit de la raison, et dans les « choses elles-mêmes » on peut soupçonner le règne du hasard et de l'indétermination et alors confesser non pas l'athéisme mais l'agnosticisme. Ces deux derniers sont particulièrement propres au libéralisme pur et dans une certaine mesure au socialisme pur ainsi qu'aux mélanges socio-libéraux.

Le deuxième front, c'est l'anti-monarchisme, le démocratism, l'anarchisme, le parlementarisme sous leurs formes extrêmes. L'essence de ce front réside dans l'opposition. À la figure du tsar, du souverain, de toute personne qui à un degré ou à un autre est détentrice du pouvoir suprême. Aux premières étapes, il s'agissait d'une guerre contre la monarchie et de désacralisation de l'image du pouvoir suprême. Si le monarque était maintenu, ses pouvoirs devenaient symboliques et étaient répartis en faveur d'un parlement spontanément réuni, et c'est le peuple qui était la source du pouvoir suprême. Ici, comme dans le cas de la matière, il est important que le pouvoir suprême revête un caractère impersonnel ou soit carrément nié, comme dans l'anarchisme, en faveur de la démocratie directe ou d'éléments révolutionnaires, ou sous une forme modérée : en faveur d'un contrat social. Ce front est surtout le fait des représentants des idéologies et des mélanges socialistes.

Le troisième front, c'est celui de la lutte contre la figure du Père, contre la famille et contre l'homme et la virilité et la muscularité en tant que tels. Ce front est constitué par le féminisme, les mouvements de soutien à la justice juvénale, à l'éducation sexuelle, LGBT, « child-free », différents types de néopersonnalisme en règle générale d'inspiration psychologique ou religieuse et ésotérique. L'éducation commence ici par le suffragisme, la revendication de différents droits électoraux des hommes et des femmes, puis se prononce contre la famille comme mode d'« asservissement des femmes », puis exige le droit au divorce rapide et au mariage homosexuel, impose la mode unisexe ou le métró-sexualisme pour faire contrepoids au machisme. Tout cela s'achève par une idéologie de complète dépersonnalisation : autant de genres que de personnes, la dépersonnalisation, c'est-à-dire l'absence de personnalité, les affections, les énergies incontrôlées.

Conformément à ces trois fronts nous pouvons distinguer aussi trois types de résistance conservatrice.

Le premier front conservateur, c'est le conservatisme religieux, le théisme, les formes de conscience religieuse, les différents types d'Église. D'ailleurs les types d'Église et de communauté ne sont pas obligatoires, le théisme peut être aussi tout à fait « scientifique » et individuel. C'est ainsi que de nombreux savants, Newton, Darwin, Einstein était subjectivement des théistes ou des déistes. En fin de compte, la science découvre des lois et un ordre universels, tandis que l'athéisme radical et l'antipersonnalisme suppose le règne complet du hasard et des éléments. De tels savants, qui ne considèrent pas la science seulement comme une institution humaine à la manière de Kant et des positivistes mais sont convaincus

qu'ils étudient la vérité dite objective, et même sont souvent solidaires de cercles religieux et confessionnels, de théologiens de différentes confessions.

Le deuxième front conservateur, c'est le conservatisme politique. Il est le plus souvent renforcé par le conservatisme religieux mais ses critiques les plus pointues sont concentrées sur la démocratie et ses manifestations, la révolution sous toutes ses formes, le parlementarisme et ses défauts. Il critique sévèrement toutes les révolutions et préfère l'évolution et les procédures légitimes de changement de pouvoir, il critique toute manifestation de démocratie directe, en particulier sous forme électronique, ou toute organisation horizontale et fonctionnant par réseau pour préférer un mode vertical. Le conservatisme politique fait l'apologie de la monarchie, des formes extrêmes d'Étatisme, souvent la théocratie. Dans le monde contemporain, il vante un pouvoir présidentiel fort ou celui de tout autre type de chef d'État, l'augmentation des mandats de direction, la suppression des limitations au nombre de mandats, etc.

Enfin, le troisième front conservateur, c'est, si l'on peut dire, le conservatisme courant. Il est lié à la défense des valeurs dites « traditionnelles » par lesquelles on entend généralement celles de la famille traditionnelle, la répartition des rôles dans la famille où avant tout l'homme comme père est le chef de la famille, celui qui rapporte les ressources, et la femme la mère, femme au foyer. Ce conservatisme traditionnel suppose également le respect obligatoire envers les parents et leur prépondérance dans l'éducation sans déléguer cette question à l'école, aux organes de tutelle, etc. Il défend les familles nombreuses, et se prononce pour les obstacles au divorce et, bien entendu, il est contre les déviances sexuelles et les formes non-traditionnelles de famille : à la « suédoise » ou LGBT. L'exception est la polygamie traditionnelle dans certains pays musulmans. Ce conservatisme courant entretient en principe le culte de l'homme-guerrier, entrepreneur, artiste, responsable, personnalité forte contre toute féminisation et mode unisexe. Naturellement, ce conservatisme est contre toute forme de non-personnalisme, qu'il soit ésotérique ou post-moderne.

Il convient de noter la dynamique historique des relations entre ces fronts conservateurs et antisubjectifs. L'éducation suppose que dans la triade Dieu – le Tsar – le Père c'est Dieu qui est le plus important, celui qui dirige. Le système politique traditionnel est prétendu reposer sur un piédestal consacré par la religion, et aussi sur la famille traditionnelle. Il suffit donc de détruire la religion, l'Église pour que tout s'écroule : si Dieu n'existe pas alors tout est permis. Le premier coup porté par les Lumières le fut contre la religion et l'Église, et contre le théisme. Plus tard, historiquement, commença l'époque des révolutions et des « têtes coupées » chez les monarques. Du point de vue historique l'attaque contre le Père, la famille traditionnelle et en particulier la « virilité » ne commença que récemment.

Pourtant, il y a lieu de supposer que cette dernière attaque historique est la plus dangereuse pour le conservatisme, dernier bastion de défense. C'est-à-dire qu'on n'en est plus à la situation où tout tenait à la figure de Dieu, au tsar, et à la famille, mais plutôt le concept de Dieu était compris et perçu via le prisme du Père et du Tsar, en particulier dans le concept du Père comme le plus proche et le plus connu, enraciné dans l'inconscient et les micro-pratiques. Même dans les sociétés traditionnelles, la vie religieuse et la célébration des cultes occupent une journée dans la semaine et une ou deux heures par jour, la vie politique autant, seulement quand il s'agit d'appliquer les lois et les règles courantes, pour les procès et les relations de propriété. L'essentiel de la vie se déroule plutôt dans le cercle de famille, surtout en période de formation de la personnalité. Pour cette raison, en ce qui concerne les principes politiques et religieux la comparaison est établie avec la vie familiale, et les micro-pratiques familiale et les relations avec le pouvoir, inspirées par les conceptions religieuses, demeurent pour longtemps, même quand elles sont déconnectées de ces conceptions. On peut souvent remarquer que la rupture des relations au niveau familial (par exemple, l'absence de père comme forme la plus extrême) mène à une destruction des liens avec la société et le pouvoir (les éléments criminels et révolutionnaires proviennent souvent de familles sans père), des liens avec Dieu, l'Église et le domaine traditionnel, ils sont perçus comme inexistantes ou inventés, ou répressifs, mais pas vivants : humains, pleins de respects et de reconnaissance envers les grands-parents.

En leur temps, les premiers athées insistaient sur le fait qu'il est possible d'être un homme moral sans Dieu, ils donnaient en exemple des personnes indiscutablement droites qui proclamaient leur athéisme comme exemples de moralité areligieuse et d'éthique laïque. De même, après les Lumières on démontra qu'il était possible d'être citoyen de l'État et serviteur du peuple sans éthique transcendante et de « service du souverain », sans « lois d'honneur » et autres motivations conservatrices. On chantait

l'héroïsme citoyen des Soviétiques pendant la période de la Guerre Patriotique, la plupart des héros étaient des communistes et des athées conscients. Cependant, dans la plupart de ces cas on oublie que ces gens avaient encore été élevés dans des familles traditionnelles avec leurs micro-pratiques conservatrices et traditionnelles en fait dans une éthique et des règles religieuses, dont l'origine religieuse était cachée à leurs porteurs eux-mêmes.

L'homme peut être athée et démocrate en surface puisque c'est ce qu'on lui enseigne à l'école et que c'est ce que lui disent les médias mais grâce à une éducation familiale traditionnelle, par ses schémas de conduite il ne se distingue pas de l'homme élevé dans un milieu religieux et monarchique. Pour ces deux types, les mots d'« honneur » et d'« honnêteté » seront importants, les termes de « devoir », « reconnaissance », « respect », la considération de la hiérarchie seront compris parce que cela figurait dans leurs familles. Dans le monde contemporain où une attaque est lancée contre la famille traditionnelle, quand le nombre de divorces augmente, celui des enfants sans parents, ou avec des parents aux mœurs non-traditionnelles, etc., le nombre de criminels, de corrompus, de menteurs augmente automatiquement, les vertus citoyennes déperissent, le pacifisme et l'apolitisme augmentent, on voit fleurir les cultes et les conceptions religieuses new age non-personnalistes, synchrétiques, ésotériques et satanistes. Il se trouve que la mort du conservatisme ne réside pas dans le concept de Dieu mais dans celui du Père et de l'Homme, dans le concept de la Personnalité.

C'est précisément l'attaque contre la famille, le père, l'homme qui permet de détruire tout l'édifice social traditionnel avec les institutions de l'État, les lois, etc., ainsi que leur fondement idéologique et, en fin de compte, toujours religieux. La destruction se fait au profit de liens économiques et politiques horizontaux anarchique, de manifestations médiatiques et sur internet, relations atomiques et aléatoires.

Dans la mesure où c'est justement dans le domaine familial que se situe le centre nerveux de l'ordre social, c'est là que s'opère le choix entre des modèles de développement et d'aménagement de la société, et que se constitue le front principal de lutte entre le Bien et le Mal. Tant que les théologiens communiquent avec les savants, et que les conservateurs politiques discutent avec les démocrates dans les parlements et les émissions de télévision, de véritables guerres se déroulent à propos de la justice juvénale et de la société LGBT, des guerres sont déclarées dans les familles à propos de l'éducation des enfants, des responsabilités familiales, etc. D'un côté, il existe la force du conservatisme traditionnel au niveau de la vie quotidienne et l'héritage des schémas et l'influence des idéologies conservatrices, de l'autre l'influence de la presse people, des médias et des éléments en décomposition de la tradition, des radicaux, car toute personne victime de cette guerre au niveau personnel aspire à infecter les autres.

Aussi curieux que cela puisse paraître, le « conservatisme courant » sous-estimé par les intellectuels conservateurs est le rempart le plus important du conservatisme, ce que comprennent parfaitement ses ennemis et c'est pour cela qu'ils s'en prennent aux valeurs familiales. Le conservatisme d'aujourd'hui, sous tous ses aspects, s'il veut survivre et se sauver, doit orienter toute son énergie sur ce front. Le conservatisme politique doit se préoccuper d'adopter des lois visant à renforcer la famille traditionnelle, l'Église doit dire sa parole pesante et sévère, et non pas fermer les yeux sur les « idées du jour », en traduisant en langue d'église l'idéologie du post-modernisme (au lieu de « tous les hommes sont égaux et il faut se conduire de façon politiquement correcte dans le respect des différences », on doit dire « tous les hommes sont pécheurs et qui sommes-nous pour juger autrui et ses péchés »).

Il faut bien choisir le point sur lequel concentrer ses efforts pour percer, ce qui signifie orienter correctement l'énergie des milliards d'hommes dans le monde. En son temps Ronald Reagan sut gagner la guerre du libéralisme contre le communisme en s'alliant au conservatisme et en parlant en termes de bien et de mal. Aujourd'hui Vladimir Poutine a reçu immédiatement le soutien de centaines de personnes dans le monde, la plupart étant conservateurs au niveau de la vie quotidienne, en se prononçant pour la défense des valeurs traditionnelles contre la propagande LGTBT. Cela signifie que c'est le bon nerf qui a été excité, qu'il faut faire plus d'efforts dans ces directions.

Arkady MINAKOV

Les motifs anti-occidentaux dans les débuts du conservatisme russe

Andreï RATCHINSKI

Alexandre I^{er} et la Sainte-Alliance de 1815

Alexeï KOZYREV

Aux portes de Chersonèse : la philosophie russe et la Crimée

Mikhaïl MASLINE

Le sort de l'émigration russe aux XX^e et XXI^e siècles

Léonid POLIAKOV

L'éternel et le transitoire dans le conservatisme russe

Les motifs anti-occidentaux dans les débuts du conservatisme russe*

Les premiers courants de conservatisme à être apparus dans l'Empire russe au début du XIX^e siècle s'étaient fixé pour objectif de lutter contre l'occidentalisme, plus exactement contre la « gallomanie », la « francophilie ». La France dominait à l'époque l'Europe et représentait une sorte de « quintessence » de l'Occident dans la conscience des occidentalistes russes d'alors. Les modèles langagiers, culturels et idéologiques français étaient considérés par une partie influente de l'élite russe comme sujets à imiter et à implanter coûte que coûte sur le terreau russe : depuis la langue et la mode jusqu'à l'idéologie politique et le régime politique. D'ailleurs, les gallomanes, en règle générale, n'avaient pas conscience que la menace principale pour l'Empire russe provenait justement de la France napoléonienne aspirant à la domination de l'Europe et diffusant de façon agressive une sorte de « projet mondial » modifié issu de la Révolution française.

Cette gallomanie se manifestait surtout au niveau de la vie quotidienne. Par suite de sa diffusion apparurent des « gouverneurs de ville ayant des difficultés à s'exprimer avec leurs subordonnés qui ne parlaient pas français » [3, p. 6]. On peut trouver des témoignages selon lesquels les représentants de la haute société « apprenaient auprès des piqueurs, des laquais, des cochers la beauté et la force de la langue naturelle et il faut rendre justice qu'ils connaissaient à la perfection l'éloquence ainsi apprise » [5, p. 126]. L'affaire ne se limitait certes pas à l'oubli de la langue maternelle.

La gallomanie, du point de vue des conservateurs, menait au minimum au déclin des relations et des traditions familiales, à la dégradation des mœurs : les précepteurs étrangers se faisaient « les maîtres dans la famille et les tyrans des enfants » en leur « inspirant le manque de respect envers les parents et si ce n'est le mépris, du moins une complète indifférence envers tout ce qui est russe et la sympathie à l'égard de tout ce qui est étranger » [5, p. 132]. Une des conséquences de l'éducation étrangère fut la déliquescence d'une partie de la jeunesse noble russe : « à dix – douze ans, les garçons buvaient comme des trous et connaissaient tous les tenants et les aboutissants de la dépravation » [5, p. 133]. Des nouveautés inouïes firent leur apparition dans la vie des Russes : « des sociétés secrètes de débauche : à Moscou un club d'adamistes et à Saint-Pétersbourg une société de cochons » [5, p. 131].

Au maximum dans le discours conservateur l'éducation menée par des étrangers étaient perçue comme une arme de la politique européenne pour parvenir à des « fins anti-russes » [3, p. 1]. La gallomanie passait aux yeux des conservateurs comme le mal idéologique concentrant toutes les menaces apportées par l'idéologie des Lumières, la Révolution française et l'agression napoléonienne.

Dans le cadre du premier conservatisme russe, le combattant principal de la gallomanie dans la société noble russe du premier quart du XIX^e siècle était et reste Alexandre Sémionovitch Chichkov. Ses opinions les plus significatives sont exprimées dans son célèbre traité intitulé *Réflexion sur la langue russe ancienne et nouvelle* et dans lequel il se prononce résolument contre ceux qui, d'après lui, étaient contaminés par la passion pour la langue française incurable et privant de toute raison » [18, p. 1].

Dans la description de Chichkov, la gallomanie figure comme une maladie mentale grave ayant frappé la société russe : « Ils (les Français, NDLA) nous enseignent tout : comment s'habiller, comment

* *Cahiers du conservatisme*, 2015, n° 3, p. 16-24. Ille Forum « Conférences Berdiaïev », avril 2015.

Arkady MINAKOV, docteur, professeur à l'Université d'État de Voronej ; directeur du Centre d'études du conservatisme.
E-mail : minak.arkady2010@yandex.ru



marcher, comment se tenir debout, comment chanter, comment parler, comment s'incliner, et même comment se moucher et tousser. Sans connaissance de leur langue nous nous considérons comme des ignares et des imbéciles. Nous nous écrivons des lettres en français. Les jeunes filles nobles ont honte de chanter une chanson russe » [18, p. 252]. Tout cela, selon lui, est particulièrement dangereux pour l'avenir même de l'État russe et de son peuple dans la mesure où « détester ce qui est sien pour aimer ce qui est étranger est considéré à présent comme une dignité » [18, p. 6].

Une semblable disposition, pour Chichkov, était tout à fait inadmissible, ou bien elle signifiait que, d'après lui, les Français avaient en fait conquis la Russie sans aucun coup de feu et y dominaient : « ils nous ont harnachés à la charette, s'y sont installés triomphalement et nous dirigent, et nous, nous les transportons fièrement et ceux d'entre nous qui ne s'empressent pas d'avoir l'honneur de les transporter font l'objet de moqueries ! » [18, p. 252–253]. Finalement, déclarait Chichkov, une sorte d'esclavage moral est apparu qui par ses conséquences est pire que l'asservissement physique qui laisse l'espoir d'une libération à venir : « Le peuple qui prend tout à un autre, hérite de son éducation, de son vêtement, de ses coutumes ; un tel peuple s'abaisse et perd sa dignité propre ; il n'ose être maître, il se fait esclave, il porte les fers qui sont d'autant plus solides qu'il ne les fuit pas mais les révère comme un ornement » [18, p. 225–226].

Les processus de dégradation morale généralisée, de « corruption », d'« infection » précédant les révolutions avaient commencé, selon Chichkov, avant tout à la suite de l'affluence massive de gallicismes dans la langue russe et d'emprunts de coutumes étrangères. Tout cela équivalait pour lui à une action de sape de la part des ennemis déclarés et involontaires de la Russie qui « ont fait intrusion chez nous par la force et inonde notre langue comme le déluge la terre » [18, p. 3]. Or, cela mena à la destruction des principes moraux de la société. À noter le célèbre parallélisme de vues entre le langage de Chichkov et celui de Joseph de Maistre qui écrivait : « Toute dégradation individuelle ou nationale est sur le champ annoncée par une dégradation rigoureusement proportionnelle dans le langage » [10, p. 58]. Les causes d'une telle attitude de Chichkov et des autres conservateurs envers les Français s'expliquent évidemment par son refus total des idées des Lumières et l'expérience négative de la Révolution française les ayant mis en pratique. De leur point de vue, la nation, ayant détruit le principe monarchique et la religion pour établir la terreur jacobine, ne peut donner au monde aucune idée constructive [1, p. 30].

Nikolaï Karamzine, opposé d'habitude dans l'historiographie libérale et soviétique à Chichkov comme une sorte de symbole littéraire de gallomanie raffinée (alors qu'au début du XIX^e siècle ils n'étaient pas antagonistes sur le plan des idées), se prononçait de façon non moins virulente contre l'usage envahissant de la langue française par la couche sociale instruite, contre l'éducation des enfants russes à l'étranger, la mode étrangère, contre l'imitation de tout ce qui est étranger, etc. L'œuvre la plus marquante de Karamzine pour repousser de tels motifs est *De l'amour pour la patrie et de l'orgueil populaire* (1802).

Le pathos conservateur et patriotique de Karamzine dans cette œuvre est exceptionnellement puissant : « ... l'humilité en politique est un mal. Celui qui ne se respecte pas ne le sera certainement par personne. Je ne dis pas que l'amour pour la patrie doive nous aveugler et nous assurer que nous sommes meilleurs que tous les autres en tout ; mais le Russe doit connaître au moins sa valeur. Nous reconnaissons que certains peuples sont plus éclairés que nous : car les circonstances furent pour eux plus heureuses ; mais... nous nous tiendrons au même rang qu'eux, nous dirons haut et fort notre nom et nous le répéterons avec une noble fierté » [6, p. 253–254]. On ne peut apprécier ce changement de principes socio-politiques et culturels de cet ancien franc-maçon et cosmopolite qu'à condition de savoir que dans ses *Lettres d'un voyageur russe* (sorte de « texte sacré » de l'occidentalisme russe écrit par le jeune Karamzine) il affirmait qu'après la Russie il n'y avait pas de terre « plus agréable que la France » et que les Français étaient « le peuple le plus aimable de tous ».

Karamzine appela à cesser de recourir aveuglément à l'expérience de l'Occident : « Le patriote s'empresse de faire assimiler à sa patrie ce qu'il y a de vertueux et de nécessaire mais rejette les imitations serviles dans les choses insignifiantes [...] Il faut bien étudier : mais malheur [...] au peuple qui sera un éternel étudiant » [6, p. 257].

Karamzine s'inquiétait fortement du fait que la plupart des professeurs et précepteurs en Russie étaient des étrangers et il proposa à plusieurs reprises de les remplacer par « des Russes de souche » : « ne peut-on pas ouvrir une école pédagogique particulière pour laquelle la noblesse russe dans les heureux temps que nous connaissons ne ménagerait pas son argent ? [...] Nous n'aurons aucune éducation morale

tant que nous n'aurons pas de bons maîtres russes [...] Jamais un étranger ne comprendre le caractère de notre peuple et, par conséquent ne pourra se conformer avec lui en matière d'éducation. Les étrangers nous rendent très rarement justice : nous les flattons, nous les récompensons. Et eux, une fois franchie la barrière de Courlande, se rient de nous ou nous insultent [...] et publient des inepties sur les Russes » [7, p. 363].

En 1807 sortit un pamphlet intitulé *Pensées prononcées à haute voix sur le perron rouge du noble russe Sila Andreievitch Bogatyrev* de Fiodor Vassiliévitch Rostopchine. C'était une sorte de manifeste anti-gallomane de la part du nationalisme conservateur russe naissant. Le caractère de cet ouvrage n'était pas tant anti-napoléonien qu'anti-français : « Devrons-nous longtemps être des singes ? N'est-il pas temps de se ressaisir, de réfléchir, de formuler une prière, et après avoir craché, de dire au Français : pourris sur place, hallucination diabolique ! Retourne en enfer ou chez toi mais ne viens plus en Russie » [13, p. 148]. Les Français étaient coupables aux yeux de Rostopchine de la dégradation de la Russie, d'avoir, par leur influence, détruit la vénération de Dieu, du tsar, de la patrie et inspiré le mépris de la langue russe.

Rostopchine recourait pour décrire les Français à un style particulier, populaire dit « loubok », dans l'esprit des caricatures d'Ivan Ivanovitch Térébéniev : « Voyez, maudits, ce que vous avez fait en vingt ans ! Vous avez tout dévasté, brûlé et pillé. Vous avez d'abord philosophé, puis mené la dispute, juré, vous vous êtes battus ; vous n'avez rien laissé sur place, vous avez bafoué la loi, anéanti les autorités, profané les églises, exécuté le tsar – et quel tsar ! – le père. Vous avez coupé les têtes comme des choux ; tel scélérat puis tel autre a commandé. Vous avez pensé que c'était l'égalité et la liberté, mais personne n'osait ouvrir la bouche, montrer son nez, et le jugement était pire que celui de Chémiakine. Il n'y avait que deux issues : soit la corde, soit le couperet. Égorger, tuer, noyer, torturer, brûler vous semblait peu ; vous vous êtes encore précipités chez vos voisins pour les piller et les étouffer [...] en proférant : « Vous nous direz merci ». Ensuite Bonaparte apparut [...] il remit de l'ordre, et tout s'apaisa. Il chassa le Sénat comme un malpropre, prit tout entre ses mains, serra la vis aux militaires, aux laïcs et au clergé et commença à leur mettre la bride. On se mit d'abord à grommeler, puis à murmurer, puis à secouer la tête, et enfin à crier : « À bas la république ! » Qu'on couronne Bonaparte et le voilà qui dresse la tête. Et le voilà devenu le chef des Français et une nouvelle fois la liberté revint, l'égalité pour tous, c'est-à-dire pleurer et grogner ; et lui, comme un chat en furie, le voilà parti d'un coin à un autre dans un état second. Rien d'étonnant : on a chauffé à bloc puis on a tout refermé. La révolution est un incendie, la France un tison et Bonaparte le tisonnier » [13, p. 149].

En 1807 se constitua une union littéraire de conservateurs russes, « Causerie des amateurs de la langue russe » dont le noyau était composé des « archaïstes » comme on les appelait, adversaires de la « nouvelle parole » sentimentaliste : Alexandre Sémionovitch Chichkov, Gavriila Romanovitch Derjavine, Ivan Andréievitch Krylov, Platon Alexandrovitch Chirinsky-Chikhmatov. Cette « Causerie » était conservatrice par sa composition et son orientation idéologique. D'après Alexandre Scarlatovitch Stourdza, elle était « l'expression d'un amour passionné pour tout ce qui est patriotique, natal, amour engendré par les événements décisifs de l'époque. La Russie [...] se préparait à une bataille enragée avec l'Europe occidentale » [14, p. 5–6]. Vers 1811 le cercle avait pris un aspect officiel, ses statuts avaient été élaborés et ses réunions pouvaient compter plusieurs centaines de personnes de la haute société de la capitale, y compris des ministres, des généraux, des membres du Saint Synode, etc. La composition « pluraliste » de la « Causerie », avec des personnes appartenant à divers milieux et orientations politiques et littéraires se trouvant souvent en conflit les unes avec les autres (Karamzine, Dmitriev, Spéransky, Magnitsky, Oouvarov, Golitsyne, Rostopchine, Chichkov, Golénichtchev-Koutouzov, etc.) oblige à supposer qu'un de ses buts non déclarés était de réunir d'anciens adversaires dans une atmosphère de renforcement brusque de la menace de la part de la France napoléonienne sur la base d'options nationales et patriotiques.

Un des événements les plus marquants de toute l'existence de la « Causerie » fut la lecture par Chichkov de sa *Réflexion sur l'amour de la patrie* où il s'en prit au cosmopolitisme de la société noble, particulièrement dangereux à la veille de la guerre contre Napoléon : « l'homme qui se considère citoyen du monde, c'est-à-dire qui n'appartient à aucun peuple, fait comme s'il ne se reconnaissait ni père, ni mère, ni famille, ni peuple. En s'ôtant d'une lignée de personnes il se fait figurer dans la race des animaux [...] Tous les siècles, tous les peuples, la terre et les cieux crieraient contre lui : seul l'enfer l'applaudirait » [17, p. 147–148, 149]. Le mépris des coutumes et traditions nationales, l'absence de patriotisme et l'amour de l'étranger peuvent devenir mortellement dangereux pour la Russie au moment de l'épreuve de la guerre : « Quand les coutumes étrangères, les jeux étrangers, les rituels étrangers, la langue étrangère

commenceront à nous divertir en séduisant et envoûtant notre imagination, alors malgré toutes les règles, malgré toutes les bonnes dispositions et intentions la base première de notre amour pour la patrie, l'esprit de la fierté populaire, se mettra à diminuer [...] Quand un peuple prend en mains l'épée et le feu pour affronter un autre peuple, d'où ce dernier trouvera la force de repousser ce sombre nuage, ce coup de tonnerre si l'amour de la patrie et la fierté populaire ne lui en donnent pas. [...] Tout montre que les armes et la force d'un peuple ne sont pas seuls à être dangereux pour un autre, la tentative secrète de séduire les esprits, de charmer les cœurs, d'ébranler en eux l'amour de la terre natale et la fierté pour son nom sont un moyen bien plus fiable que les épées et les canons » [17, p. 166, 170–171].

La « Causerie des amateurs de la parole russe » actualisait l'idéologie conservatrice qui se composait pour une part importante de la société de la capitale et elle servit de « tremplin » à la carrière politique de Chichkov qui dans les années 1812-1914 joua pratiquement le rôle d'idéologue et de propagandiste de la Guerre patriotique et des campagnes militaires russes à l'étranger.

Les événements des années 1805-1807 exercèrent une influence considérable sur la formation du conservatisme russe lorsque la Russie, membre de la coalition anti-napoléonienne, subit une série de défaites militaires et se trouva contrainte de conclure en 1807 la Paix de Tilsit considérée par les contemporains comme particulièrement honteuse. Des humeurs nationalistes et patriotiques uniques par leur intensité apparurent dans la société. Citons Piotr Andréïevitch Viazemsky qu'il est difficile d'accuser d'obscurantisme et de xénophobie : « L'esprit de l'étranger pouvait alors être en effet dangereux. Il fallait y résister de toutes nos forces et par tous les moyens. Dans ces circonstances même les excès et les extrémités trouvaient place. Les mots lourds de reproches tels que : gallomanie, francophiles, alors employés, revêtaient une pleine signification. On s'en servait non pour tirer en l'air mais directement sur des cibles. Il convenait de se battre non seulement sur les champs de bataille mais aussi contre les tempéraments, les préjugés, les habitudes pusillanimes. L'Europe s'était napoléonisée. La Russie, mise au pied du mur, devait répondre à cette question : être ou ne pas être, c'est-à-dire suivre la tendance générale et être engloutie ou s'obstiner jusqu'à la mort ou jusqu'à la victoire ? » [citation d'après : 4, p. 438]. La gallomanie commença progressivement à devenir un phénomène inadmissible non seulement pour les conservateurs mais aussi pour une bonne part des personnes instruites de l'époque.

Il convient de noter que les étrangers d'humeur conservatrice condamnaient la gallomanie dans des termes presque aussi sévères que leurs comparses russes. Ainsi, Joseph de Maistre écrivait : « Je n'ai aucune expression pour vous peindre l'ascendant de la France dans ce pays. Le génie Français monte le génie Russe, au pied de la lettre, comme l'homme monte le cheval » [9, p. 178]. Ce fait était perçu par le conservateur français de façon très négative puisque « c'est que la civilisation russe a coïncidé avec l'époque de la plus grande corruption de l'esprit humain ; et qu'une foule de circonstances [...] ont mis en contact, et pour ainsi dire amalgamé la nation russe avec celle qui a été tout à la fois le plus terrible instrument et la plus déplorable victime de cette corruption. [...] L'épouvantable littérature du dix-huitième siècle est arrivée en Russie subitement et sans préparation ; et les premières leçons de français que ce peuple entendit, furent des blasphèmes » [11, p. 40–41].

Au cours de la bataille menée contre la gallomanie apparut peu à peu le programme initial des conservateurs russes, formulé principalement par Karamzine, Chichkov, Rostopchine et Glinka. Ils considérèrent les projets libéraux du début du règne d'Alexandre I^{er} comme la manifestation de cette influence française, comme la transplantation sur le terreau russe des principes de la Révolution française. Dans ses mémoires Chichkov opposait les jeunes réformateurs de l'entourage de l'empereur aux dignitaires de Catherine II qui devaient « se taire et céder la place à la nouvelle mode de penser, aux nouveaux concepts surgis du chaos de la monstrueuse révolution française. Les jeunes confidents d'Alexandre, imbus d'égoïsme, n'ayant ni expérience, ni connaissances, se mirent à réprouver les anciennes dispositions, lois et rites de la Russie, à les qualifier de vieillies et d'ignorantes. Les termes de liberté et d'égalité acceptés dans un sens vicié et laid, commencèrent à circuler devant le jeune tsar » [16, p. 84–85]. Les conservateurs nourrissaient de l'hostilité envers l'activité du Comité Secret que, d'ailleurs, Alexandre I^{er} à moitié pour plaisanter surnommait du nom de l'organe disciplinaire de la dictature jacobine « Comité de salut public ».

Présenté au Conseil d'État par Spéransky, le célèbre projet constitutionnel de législation civile commune *Introduction au code des lois de l'État*, selon l'affirmation de Karamzine n'était qu'une périphrase de la législation française : « deux ouvrages sont édités sous le titre de projet de Code. Que trouvons-nous ? La traduction du Code Napoléon » [8, p. 422].

L'anti-occidentalisme des conservateurs correspondait à leur anticonstitutionnalisme. De leur point de vue, « les lois et les établissements pouvant être adoptés à l'imitation des États européens, outre la confusion, n'ont jamais rien pu produire quoi que ce soit dans l'État russe et ils n'ont jamais pu s'y installer et s'y maintenir parce qu'ils sont [...] contraires à l'esprit du peuple russe, à ses mœurs et coutumes originales, à son mode de penser et des penchants. Certaines couches adoptèrent une apparence européenne mais la racine de la vérité russe est toujours inébranlable ; si jamais la déliquescence des mœurs transmise par les Européens pourrit la racine alors tout s'écroulera ! » [cité d'après : 2, p. 94].

L'autocratie, à l'inverse des phénomènes tels que la république, le parlement et la constitution, leur semblait être un type de pouvoir particulier, propre à la Russie, étroitement lié à l'orthodoxie et à l'Église orthodoxe. Tout le système des institutions sociales et politiques de la Russie/Rous était une sorte d'« émanation du pouvoir monarchique », le pivot monarchique était au cœur du système politique dans son ensemble, de bas en haut. L'autocratie était ainsi un démiurge ayant créé le régime russe et le peuple russe, manifestation de l'Esprit national et original russe, la Panacée de la Russie figurant dans la conscience des conservateurs comme la cause principale et la garantie de sa puissance et sa prospérité. Imposer des limites à l'autocratie signifiait pousser le pays à la catastrophe, au minimum l'affaiblir sérieusement. C'est Karamzine qui fut à l'origine de cette conception.

L'orthodoxie jouait aux yeux des conservateurs un rôle immense. La dite « droujine » orthodoxe (les historiens actuels la qualifient d'opposition orthodoxe dans la mesure où ses représentants s'opposaient à la politique confessionnelle officielle qui reposait sur les idées du mysticisme d'Europe occidentale et la maçonnerie) était, en fait, une sorte de « parti conservateur » dans les milieux ecclésiastiques et périphériques à l'Église orthodoxe. Parmi ses représentants les plus marquants figuraient l'archimandrite Photy (Spassky), du monastère Iouriev de Novgorod, le métropolite Séraphin (Glagolevsky) et Eugène (Bolkhovitinov), Alexeï Andréïévitch Araktchéïev, Chichkov, Magnitsky, Chirinsky-Chikhmatov. Le penseur orthodoxe laïque le plus éminent proche de la « droujine orthodoxe » était Alexandre Scarlatovitch Stourdza.

Le système des valeurs orthodoxes exerça une influence substantielle sur la formation du conservatisme russe en bloquant le processus de réception des doctrines occidentales conservatrices relevant d'autres confessions. Ainsi les conservateurs bloquèrent-ils le vaste projet de réforme de l'Église porté par Alexandre I^{er} et son proche collaborateur Alexandre Nikolaïévitch Golitsyne qui prévoyait la diffusion d'une certaine version œcuménique du christianisme liée aux enseignements anticléricales d'Europe occidentale, en particulier le mysticisme protestant et la franc-maçonnerie, ce qui aurait pu modifier l'identité religieuse et, par conséquent, nationale d'abord de l'élite, puis du peuple. À partir de 1824, le pouvoir monarchique ne mit plus en doute le statut de l'orthodoxie comme religion d'État, et le conservatisme russe reposa désormais exclusivement sur elle.

Une des raisons pour lesquelles nombre de conservateurs prirent une part très active à l'élimination du grand réformateur libéral Mikhaïl Mikhaïlovitch Spéransky de la scène politique réside dans le fait que ce dernier était perçu par eux comme une sorte d'« agent d'influence », figure neutre du « parti français » qu'ils détestaient. Nikolai Karlovitch Schilder décrit de la manière suivante la façon dont fut perçue la disgrâce de Spéransky par la partie conservatrice de la société russe : elle fut célébrée comme la première victoire sur les Français. Ainsi, l'objectif fixé avait été atteint sous la marque d'un plein succès ; l'esprit du patriotisme et de l'attachement au gouvernement avait été suscité et renforcé dans toutes les couches, en préparant la guerre nationale vue comme le salut de la Russie » [15, p. 45].

Ainsi les conservateurs bloquèrent-ils la réalisation du projet constitutionnel libéral de grande ampleur qui à cette étape devait réellement limiter l'autocratie. Et, comme le craignaient les conservateurs non sans raison, affaiblir sensiblement la puissance de la Russie avant une grande guerre.

Les tendances et les vues conservatrices et patriotiques du début du XIX^e siècle constituèrent objectivement un outil politique nécessaire pour obtenir la victoire dans la Guerre patriotique de 1812 et surmonter la gallomanie d'une partie de la noblesse. Dès le début de la guerre contre Napoléon les humeurs anti-françaises furent à leur apogée. Vassily Karlovitch Nadler, en s'appuyant sur les témoins des contemporains, notait à ce propos : « Les classes supérieures de notre société sont brusquement renées ; de Français et de cosmopolites elles devinrent soudain russes. Les dames et leurs cavaliers mondains renoncèrent soudain à la langue française. Ils commencèrent à parler russe et remarquèrent avec stupéfaction qu'il leur était bien plus aisé de parler leur langue natale et que la langue russe convenait parfaitement à l'usage des salons. La mode française fit aussi l'objet d'une persécution généralisée.

Beaucoup de femmes s'empressèrent de vêtir des sarafan, des kokochniks et des foulards ; les hommes se mirent à porter des chemises grises de rebelles. À Saint-Petersbourg personne ne voulait plus entendre les acteurs français ; la foule les accueillait par des sifflements perçants, des cris, des insultes et les chassait de la scène. Le gouvernement se dépêcha de fermer le théâtre français » [12, p. 13].

Pour beaucoup grâce aux efforts des conservateurs la couche supérieure instruite de la société apprit à s'exprimer de nouveau en russe et non pas en français. Quant à la victoire de 1812 et aux campagnes militaires de l'armée russe dans lesquelles le « parti russe » conservateur joua un très grand rôle, elles aboutirent à la domination de l'Empire russe en Europe jusqu'à la guerre de Crimée.

Dans la polémique avec les gallomanes, les conservateurs russes formulèrent certains postulats essentiels du conservatisme russe émergent : le refus d'imiter aveuglément les modes de l'Europe occidentale, miser sur les traditions propres, linguistiques, religieuses, politiques et culturelles ; s'appuyer sur le patriotisme, y compris en cultivant le sentiment national et la fidélité aux traditions d'un État puissant, en l'occurrence la monarchie autocratique. Leur amour passionné pour la tradition culturelle et l'histoire russes est révélateur, leur aspiration à en faire la base de la vision du monde conservatrice. Chichkov fut l'un des premiers à faire une traduction du *Dit de la campagne d'Igor* accompagnée d'un commentaire approfondi, et Karamzine compose *L'histoire de l'État russe* qui exerça une influence considérable sur la formation de l'identité nationale dans la société instruite, loyale à l'État et à l'Église. Ne pas sous-estimer l'apport à la culture russe de ces premiers conservateurs russes, comme les géniaux Derjavine et Krylov. Au minimum Chirinsky-Chikhmatov, Rostopchine et Glinka n'étaient pas dépourvus de talent littéraire. Ensemble ils préparèrent le terrain du futur « siècle d'or » de la culture russe.

Il est curieux de noter que dans le contexte de la lutte contre la France napoléonienne certains conservateurs européens étaient prêts à reconnaître le caractère souhaité, constructif et réaliste de certains éléments essentiels du programme des premiers conservateurs russes. Ce fut le cas, en particulier, du baron Heinrich-Friedrich-Karl von Stein qui écrivit en 1812 qu'en empruntant à l'Europe « des connaissances et des institutions d'utilité générale », la Russie « devait conserver à ce moment-là ses mœurs originales, son mode de vie, son vêtement ; elle ne devait pas saper et altérer son originalité en modifiant tout cela. Elle n'avait nul besoin de la cuisine française, des habits français, d'un type étranger ; elle pouvait exclure de chez elle tout ce qui était grossier sans renoncer à toutes ses spécificités. La situation de la capitale de la Russie (c'est-à-dire de Saint-Petersbourg), l'exemple des dirigeants, la tendance naturelle qu'a la nation à imiter, contribuèrent à renforcer l'attrait pour les coutumes étrangères. Et quel modèle se choisirent les Russes ? La nation la plus amollie et la plus gâtée de toutes en Europe : la nation française. La langue des Français, leur littérature, leur mode d'éducation se firent dominants dans les hautes classes et eurent les conséquences les plus néfastes pour la moralité et l'instruction du peuple. Ne serait-il pas temps [...] pour cette dernière raison de poser une limite à la pénétration de l'élément étranger, ne faudrait-il pas revenir au vêtement national si opportun et pratique, la cour de l'empereur ne devrait-elle pas se déplacer à Moscou ? » [cité d'après : 12, p. 42].

Ainsi la première version du conservatisme russe fut-elle une réaction directe et très catégorique à l'occidentalisme de la partie la plus active et la plus influente des milieux dirigeants et de l'élite culturelle.

Bibliographie

1. ALTSCHULER Mark Grigoriévitch, *Les précurseurs du slavianophilisme dans la littérature russe (La société « Causerie des amateurs de la parole russe »)*, Ann Arbor, 1984. [en russe : Альтшуллер М.Г. Предтечи славянофильства в русской литературе (Общество « Беседа любителей русского слова »). Ann Arbor, 1984.]
2. BOKOVA Véra Mikhaïlovna, « L'esprit agité des temps, l'opinion publique dans le premier tiers du XIX^e siècle », dans *Aspects de la culture russe du XIX^e siècle*, tome 4, ed. Obchtchestvennaïa mysl, Moscou, 2003. [en russe : Бокова В.М. « Беспокойный дух времени. Общественная мысль первой трети XIX в. » // *Очерки русской культуры XIX века*. Т. 4. Общественная мысль. М., 2003.]
3. GALAKHOV Alexeï Dmitriévitch, « La littérature patriotique russe, 1805-1812 », dans *Notes de philologie*, 1867, numéro 1. [en russe : Галахов А.Д. « Русская патриотическая литература 1805–1812 » // *Филологические записки*. 1867. Вып. 1.]
4. GLINKA Sergueï Nikolaïévitch, *Notes*, Moscou, 2004. [en russe : Глинка С.Н. *Записки*. М., 2004.]
5. DOUBROVINE Nikolaï Fiodorovitch, *La vie en Russie au début du XIX^e siècle*, Saint-Petersbourg, 2007. [en russe : Дубровин Н.Ф. *Русская жизнь в начале XIX века*. СПб., 2007.]
6. KARAMZINE Nikolaï Mikhaïlovitch, « De l'amour de la patrie et de la fierté populaire », dans *De la Russie ancienne et nouvelle : prose choisie et articles*, Moscou,

2002. [en russe : Карамзин Н.М. « О любви к Отечеству и народной гордости » // *О древней и новой России* : Избранная проза и публицистика. М., 2002.]
7. KARAMZINE Nikolaï Mikhaïlovitch, « Des nouveaux instituts de la noblesse établis en Russie », dans *Le bulletin de l'Europe*, 1802, n°8 [en russe : Карамзин Н.М. « О новых благородных училищах, заводимых в России » // *Вестник Европы*. 1802. № 8.]
 8. KARAMZINE Nikolaï Mikhaïlovitch, « De la Russie ancienne et nouvelle et ses relations politiques et civiles », dans *De la Russie ancienne et nouvelle : prose choisie et articles*, Moscou, 2002. [en russe : Карамзин Н.М. « О древней и новой России в ее политическом и гражданском отношениях » // *О древней и новой России* : Избранная проза и публицистика. М., 2002.]
 9. MAISTRE Joseph de, *Lettres de Saint-Pétersbourg* [traduction en russe : Местр, Ж. де. « Петербургские письма » // *Звезда*. 1994. № 11.]
 10. MAISTRE Joseph de, *Les soirées de Saint-Pétersbourg* [traduction en russe : Местр, Ж. де. *Санкт-Петербургские вечера*. СПб., 1998.]
 11. MAISTRE Joseph de, *Quatre chapitres inédits sur la Russie*, Vaton, 1859 [traduction en russe : Местр, Ж. де. *Сочинения*. СПб., 2007.]
 12. NADLER Vassily Karlovitch, *L'empereur Alexandre I^{er} et l'idée de la Sainte Alliance*, Riga, 1886, tome 2. [en russe : Надлер В.К. *Император Александр I и идея Священноо Союза*. Рига, 1886. Т. 2.]
 13. ROSTOPCHINE Fiodor Vassiliévitch, « Pensées prononcées à haute voix sur le Perron Rouge par le noble russe Sila Andréévitch Bogatyrev », dans *Oh, les Français !*, Moscou, 1992. [en russe : Ростопчин Ф.В. « Мысли вслух на Красном крыльце российского дворянина Силы Андреевича Богатырева » // *Ох, французы !* М., 1992.]
 14. STROUDZA Alexandre Scarlatovitch, « La Causerie des amateurs de la parole russe » et « Arzamas » sous le règne d'Alexandre I^{er} et mes souvenirs », dans *Le Moscovite*, 1851, novembre, livre 1, n°21. [en russe : Стурдза А.С. « Беседа любителей русского слова » и « Арзамас » в царствование Александра I и мои воспоминания // *Москвитянин*. 1851. Ноябрь. Кн. 1. № 21.]
 15. SCHILDER Nikolaï Karlovitch, *L'empereur Alexandre I^{er} : sa vie et son règne*, Saint-Pétersbourg, 1904, tome 3. [en russe : Шильдер Н.К. *Император Александр Первый : его жизнь и царствование*. СПб., 1904. Т. 3.]
 16. CHICHKOV Alexandre Sémonovitch, *Notes, opinions et correspondance*, Berlin, 1870, tome 1. [en russe : Шишков А.С. *Записки, мнения и переписка*. Берлин, 1870. Т. 1.]
 17. CHICHKOV Alexandre Sémonovitch, « Réflexion sur l'amour de la Patrie », dans *Œuvres complètes et traductions*, Saint-Pétersbourg, 1825, Partie IV. [en russe : Шишков А.С. « Рассуждение о любви к Отечеству » // *Собрание сочинений и переводов*. СПб., 1825. Ч. IV.]
 18. CHICHKOV Alexandre Sémonovitch, « Réflexion sur la langue russe ancienne et nouvelle », dans *Œuvres complètes et traductions*, Saint-Pétersbourg, 1824, Partie II. [en russe : Шишков А.С. « Рассуждение о старом и новом слого Российского языка » // *Собрание сочинений и переводов*. СПб., 1824. Ч. II.]

Résumé. Cet article analyse les raisons de l'apparition du conservatisme russe au début du XIX^e siècle. La version initiale du conservatisme russe fut une réaction à la gallomanie qui constitua une des manifestations historiques de l'occidentalisme russe. Le premier conservatisme russe prit définitivement sa forme dans les années d'agression massive de la part de la France napoléonienne.

Mots-clés : conservatisme russe, gallomanie, occidentalisme.

Anti-Westernism in Early Russian Conservatism

Abstract. The article analyzes the root causes of Russian conservatism in the early nineteenth century. Russian conservatism arose as a reaction against Gallophilia (Gallomania), a strain of Russian Westernism. Early Russian conservatism took shape amid full-scale aggression by Napoleonic France.

Keywords: Russian conservatism, Gallomania, Westernism.

Arkady Minakov, PhD, Professor, Voronezh State University; Director, The Center for the Study of Conservatism.

E-mail: minak.arkady2010@yandex.ru

Alexandre I^{er} et la Sainte-Alliance de 1815*

Je profite de l'occasion pour rappeler le jubilé que nous célébrons cette année. Il s'agit de la Sainte-Alliance qui fut conclue en 1815 et qui regroupait 50 pays. L'ordre mondial établi à Vienne dont Alexandre I^{er} avait été l'initiateur se maintint pendant 40 ans, jusqu'à la guerre de Crimée.

Ainsi, il y a 200 ans, à l'initiative de l'empereur russe Alexandre I^{er} ou, comme on l'appelait, Alexandre le Béni, furent prises des mesures visant à établir un nouvel ordre mondial. Pour éviter de nouvelles guerres semblables à celles qu'avait mené Napoléon, fut avancée l'idée de créer un traité collectif de sécurité dont la Sainte-Alliance serait le garant avec un rôle dirigeant confié à la Russie.

La personnalité d'Alexandre le Béni demeure une des plus complexes et les plus énigmatiques de l'histoire russe. « Sphinx secret jusqu'à la tombe » dira de lui le prince Piotr Viazemsky. On peut ajouter à cela que le destin d'Alexandre I^{er} demeure inconnu même après sa mort. Il s'agit de la vie du juste « starets » Fiodor Kouzmitch le Béni, qui figure parmi les saints canonisés par l'Église orthodoxe de Russie.

L'histoire mondiale connaît peu de personnages comparables en échelle à l'empereur Alexandre. Cette personnalité étonnante reste incomprise de nos jours. Son époque fut peut-être l'essor le plus significatif pour la Russie, son « âge d'or » alors que Saint-Pétersbourg était la capitale de l'Europe et que le destin du monde se décidait dans le Palais d'hiver.

Les contemporains d'Alexandre I^{er} l'appelaient le tsar des tsars, le vainqueur de l'Antéchrist, le libérateur de l'Europe. Les capitales européennes saluèrent avec enthousiasme le tsar-libérateur : la population de Paris l'accueillit avec des fleurs, la principale place de Berlin porte son nom : Alexander Platz. C'est sur l'action pacificatrice du tsar Alexandre que je souhaiterais m'arrêter. Mais avant tout, un bref retour sur le contexte historique de l'époque d'Alexandre.

La guerre mondiale déclenchée par la France révolutionnaire en 1795 se poursuivit pendant à peu près vingt ans (jusqu'en 1815) et mérite à juste titre d'être désignée comme Première guerre mondiale tant par son ampleur que par sa durée. Pour la première fois des armées de millions d'hommes s'affrontèrent alors sur les champs de bataille d'Europe, d'Asie et d'Amérique, pour la première fois une guerre était menée à l'échelle de la planète et pour la suprématie d'une idéologie totale.

C'est la France qui fut la pépinière de cette idéologie et Napoléon son propagateur. Pour la première fois une guerre était précédée d'une propagande menée par des sectes secrètes et la manipulation psychologique et massive de la population. Les illuminés (Illuminati) avaient travaillé sans relâche à établir un chaos qui puisse être commandé. Le siècle des lumières, plus exactement de l'obscurcissement, s'acheva par la révolution, la guillotine, la terreur et la guerre mondiale.

La base anti-théiste et antichrétienne du nouvel ordre était évidente pour les contemporains.

En 1806 le Saint Synode de l'Église orthodoxe russe prononça l'anathème contre Napoléon pour ses persécutions contre l'Église d'Occident. Dans toutes les églises de l'Empire Russe (orthodoxes et catholiques) Napoléon fut déclaré antéchrist et ennemi du genre humain.

D'un autre côté, l'intelligentsia européenne et russe saluait Napoléon comme un nouveau Messie qui rendrait mondiale la révolution et unirait tous les peuples sous sa puissance. Ainsi Fichte considérait que la Révolution, avec Napoléon à sa tête, était une préparation à l'édification d'un État mondial idéal.

* *Cahiers du conservatisme*, 2015, n° 3, p. 11-15. Ille Forum « Conférences Berdiaïev », avril 2015.

Andreï RATCHINSKI, docteur en histoire, professeur associé, INALCO, Paris. E-mail : ratchinski@wanadoo.fr

Pour Hegel la Révolution française avait « manifesté la teneur de la volonté de l'esprit humain ». Hegel avait indubitablement raison dans sa définition mais à condition de préciser que cet esprit européen était apostat. Peu avant la Révolution française le chef des Illuminés de Bavière aspirait à faire retrouver à l'homme son « état naturel ». Son credo était : « nous devons détruire tout sans regret, le plus possible et le plus vite possible. Ma dignité humaine ne me permet de me soumettre à personne ». Napoléon mit cette volonté à exécution.

Après la déroute de l'armée autrichienne en 1805, le Saint Empire romain germanique vieux de mille ans fut supprimé et Napoléon – officiellement Empereur de la République – devint dans les faits l'Empereur de l'Occident. Pouchkine dira de lui :

*Héritier et assassin de la liberté rebelle,
Ce buveur de sang impitoyable
Ce tsar, disparu comme un songe, comme l'ombre de l'aurore.*

Après 1805, Alexandre I^{er}, demeuré le seul empereur chrétien au monde, s'opposa à l'esprit de méchanceté et aux forces du chaos. Or, cela, les idéologues de la révolution mondiale et les mondialistes préfèrent l'oublier. L'époque d'Alexandre fut extraordinairement riche en événements : en comparaison avec elle même les règnes de Pierre Le Grande et de Catherine II font pâle figure.

En un peu moins d'un quart de siècle l'empereur remporta quatre victoires militaires en repoussant les agressions de la Turquie, de la Suède, de la Perse et, en 1812, l'invasion des armées européennes. En 1813 il libéra l'Europe et lors de la Bataille de Leipzig (Bataille des Nations) où il dirigeait personnellement les armées alliées, il porta un coup mortel à Napoléon. En mars 1814 Alexandre I^{er} à la tête de l'armée russe entra triomphalement à Paris.

Homme politique subtil et prévoyant, grand stratège, diplomate et penseur, Alexandre Pavlovitch était particulièrement et naturellement doué. Son esprit profond et pénétrant était reconnu même par ses ennemis : « Il est insaisissable, comme l'écume de la mer », disait de lui Napoléon.

Comment expliquer après cela le fait que le tsar Alexandre I^{er} soit resté une des personnalités les plus calomniées de l'histoire russe ? Lui, le vainqueur de Napoléon, est déclaré sans talent, alors que Napoléon qu'il a écrasé (qui, lui, a perdu six campagnes dans sa vie) le déclare génie militaire. Les mondialistes et les calomniateurs de la Russie ne peuvent pardonner à Alexandre le Béni sa victoire sur la « révolution mondiale » et le nouvel ordre totalitaire.

Cette longue introduction m'était nécessaire pour esquisser à grands traits l'état du monde en 1814 quand, après la Guerre mondiale, tous les chefs d'État européens se réunirent à Vienne pour tenir congrès afin de déterminer l'organisation à venir du monde.

La question principale du Congrès de Vienne était d'empêcher les guerres sur le continent en définissant de nouvelles frontières, mais avant tout de faire cesser toute activité de sape de la part des sociétés secrètes. La victoire sur Napoléon ne signifiait pas une victoire sur l'idéologie des Illuminati qui avait eu le temps de pénétrer toutes les structures de la société en Europe et en Russie.

La logique d'Alexandre était claire : celui qui laisse entrer le mal commet lui-même le mal. Le mal ne connaît ni frontières, ni mesures, il faut donc lutter contre lui toujours et partout. La politique extérieure est la poursuite de la politique intérieure, et comme il n'existe pas de morale à double standard – un pour soi et un pour les autres – il n'y a pas de politique extérieure et intérieure. Le tsar orthodoxe dans sa politique extérieure aussi, à l'égard des peuples non-orthodoxes, ne pouvait pas suivre d'autres principes moraux. En bon chrétien Alexandre pardonne aux Français toutes leurs fautes vis-à-vis de la Russie : les cendres de Moscou et de Smolensk, les pillages, le Kremlin dévasté, l'exécution de prisonniers russes. Le tsar russe ne permit pas à ses alliés de piller et de démembrer la France vaincue. Alexandre refusa de faire payer à ce pays exsangue et affamé des réparations. Les alliés (la Prusse, l'Autriche et l'Angleterre) furent contraints de s'incliner devant la volonté du tsar russe et renoncèrent à leur tour aux réparations. Paris ne fut ni pillé ni détruit : le Louvre et ses trésors ainsi que tous les palais demeurèrent inviolés.

L'Europe fut frappée par la magnanimité du tsar.

Dans Paris occupé, débordant de soldats de Napoléon, Alexandre Pavlovitch se promenait sans escorte, accompagné de son seul aide de camp. Les Parisiens, reconnaissant le tsar dans la rue, embrassaient son cheval et ses bottes. Il ne venait à l'esprit d'aucun vétéran des campagnes de Napoléon

de lever la main sur le tsar russe : tout le monde comprenait qu'il était le seul défenseur de la France vaincue.

Alexandre I^{er} amnistia tous les Polonais et les Lituaniens qui avaient combattu contre la Russie. Il prêcha par son exemple personnel, sachant pertinemment qu'on ne peut changer autrui qu'en commençant par soi. Le métropolite Philarète de Moscou dit de lui : « Alexandre punit les Français par sa miséricorde ».

L'intelligentsia russe – bonapartistes d'hier et futurs décembristes – condamnèrent la magnanimité d'Alexandre et préparèrent en même temps le régicide.

En tant que chef du Congrès de Vienne, Alexandre Pavlovitch invite la France vaincue à participer aux travaux sur un pied d'égalité et avance au Congrès l'incroyable proposition de construire une nouvelle Europe sur les principes évangéliques. Ce qui n'avait jamais été proposé de toute l'histoire de l'Europe comme fondement des relations internationales. À Vienne l'empereur Alexandre donne une définition des droits des peuples : ils doivent s'appuyer sur les commandements de la Sainte Écriture. Le tsar orthodoxe propose à tous les monarques et gouvernements d'Europe de renoncer à l'égoïsme national et au machiavélisme en politique intérieure et de signer la Charte de la Sainte-Alliance. À noter que le terme même de « Sainte-Alliance » se réfère en allemand et en français au terme biblique, renforçant là cette signification.

La Charte de la Sainte-Alliance sera signée par les participants du Congrès le 26 septembre 1815. Le texte fut rédigé par l'empereur en personne et seulement légèrement corrigé par l'empereur autrichien et le roi de Prusse.

Les trois monarques représentant les trois confessions chrétiennes – l'orthodoxie, le catholicisme et le protestantisme – s'adressent au monde par ce préambule : « Déclarent solennellement que le présent acte n'a pour objet que de manifester à la face de l'Univers leur détermination inébranlable de ne prendre (à l'avenir) pour règle de leur conduite, soit dans l'administration de leurs Etats respectifs, soit dans leurs relations politiques avec tout autre Gouvernement, que les préceptes de cette Religion sainte, préceptes de justice, de charité et de paix, qui loin d'être uniquement applicables à la vie privée, doivent au contraire influencer directement sur les résolutions des Princes, et guider toutes leurs démarches, comme étant le seul moyen de consolider les institutions humaines et de remédier à leurs imperfections. »

De 1815 à 1818 les statuts de la Sainte-Alliance furent signés par cinquante États. Les signatures ne furent pas toutes sincères, l'opportunisme est propre à toutes les époques. Mais alors, à la face de l'Europe, les souverains de l'Occident n'osèrent pas réfuter ouvertement l'Évangile.

Dès la fondation de la Sainte-Alliance, Alexandre I^{er} fut accusé d'idéalisme, de mysticisme et d'être un rêveur. Or il n'était ni rêveur ni mystique ; Alexandre était un homme à la foi profonde et à l'esprit clair, il aimait répéter les paroles du roi Salomon (Proverbes, 8, 13-16) : « La crainte du Seigneur, c'est la haine du mal ; L'arrogance et l'orgueil, la voie du mal, Et la bouche perverse, voilà ce que je hais. Le conseil et le succès m'appartiennent ; Je suis l'intelligence, la force est à moi. Par moi les rois règnent, Et les princes ordonnent ce qui est juste ; Par moi gouvernement les chefs, Les grands, tous les juges de la terre. »

Pour Alexandre I^{er} l'histoire était une manifestation du Dessein de Dieu, celle de Dieu dans le monde. Sur la médaille qui fut remise aux soldats russes vainqueurs étaient gravés les paroles du roi David : « Non pas à nous, Seigneur, pas à nous, mais à Ton Nom donne la gloire » (Psaume 113, 9).

Les projets d'édification de la politique européenne à partir des principes évangéliques étaient la poursuite des idées de Paul I^{er}, le père d'Alexandre I^{er}, et reposaient sur la tradition des saints pères. Le métropolite Philarète de Moscou, grand contemporain d'Alexandre I^{er}, proclamait le bibliocentrisme comme base de la politique de l'État.

Les ennemis de la Sainte-Alliance comprenaient parfaitement contre qui elle était dirigée. La propagande libérale, alors puis plus tard, chercha par tous les moyens à noircir la politique « réactionnaire » des tsars russes. Friedrich Engels déclara : « La révolution mondiale sera impossible tant qu'existera la Russie ».

Jusqu'à la mort d'Alexandre I^{er} en 1825 les chefs de gouvernement européens se rencontrèrent lors de congrès pour valider leur politique. À celui de Vérone le tsar déclara à Chateaubriand, ministre français des affaires étrangères : « Auriez-vous cru, comme le disent nos ennemis, que l'alliance est un mot qui ne sert qu'à couvrir des ambitions ? [...] Il n'y a plus de politique anglaise, française, russe, prussienne, autrichienne, mais seulement une politique commune, et elle doit être acceptée par les peuples et les tsars pour le bien commun. Je suis le premier à devoir faire preuve de fermeté dans les principes sur lesquels j'ai fondé l'Alliance ».

Dans son ouvrage *Histoire de la Russie* Alphonse de Lamartine écrit : « Telle fut l'idée de la Sainte-Alliance, idée qu'on a calomniée dans son âme en la présentant comme une ambitieuse hypocrisie, et comme un traité de garantie mutuelle pour l'oppression du genre humain. L'histoire doit lui rendre son véritable caractère ».

Pendant quarante ans, de 1815 à 1855, l'Europe ne connut pas de guerres. À ce moment-là le métropolite Philarète de Moscou parlait ainsi du rôle de la Russie dans le monde : « La mission historique de la Russie est d'affirmer l'ordre moral en Europe, sur la base des commandements évangéliques ».

L'esprit napoléonien renaîtra avec le neveu de Napoléon I^{er}, Napoléon III qui reprendra le trône à la faveur d'une révolution. Avec lui, la France alliée à l'Angleterre, la Turquie, le Piémont, et avec le soutien de l'Autriche déclenchera une guerre contre la Russie. L'Europe du Congrès de Vienne prendra fin en Crimée, à Sébastopol. En 1855 ce sera l'enterrement de la Sainte-Alliance.

Beaucoup de vérités peuvent être comprises par l'inverse. Les tentatives de négation mènent souvent à l'affirmation. Les conséquences de la rupture de l'ordre mondiale sont bien connues : la Prusse écrase l'Autriche et, réunissant les États allemands, elle anéantit la France en 1870. La poursuite de cette guerre sera celle des années 1914-1920, et ensuite la Deuxième guerre mondiale.

La Sainte-Alliance d'Alexandre I^{er} sera restée dans l'histoire comme une noble tentative de hausser l'humanité. C'est le seul exemple de désintéressement dans le domaine de la politique mondiale dans l'histoire, où l'Évangile a été Statuts dans les affaires internationales.

En conclusion je voudrais citer des propos tenus par Goethe en 1827 à propos de la Sainte-Alliance, après la mort d'Alexandre le Béni : « Le monde a besoin de détester quelque chose de grand, ce qui s'est vu confirmé dans ses opinions sur la Sainte-Alliance, alors que rien de plus grand ni de plus vertueux n'avait été conçu pour l'humanité ! Mais la noirceur ne le comprend pas. La grandeur lui est intolérable ».

Résumé. Cet exposé traite du rôle de l'empereur Alexandre I^{er} dans la mise en place d'un nouvel ordre mondial, celui de la Sainte-Alliance qui devint un système de sécurité collective. À l'époque d'Alexandre, Saint-Pétersbourg était la capitale de toute l'Europe, et les destins du monde se décidaient au Palais d'hiver. L'auteur pose la question de savoir comment expliquer que le tsar Alexandre I^{er} reste une des personnalités les plus calomniées de l'histoire russe. Et il apporte une réponse : les calomnieurs de la Russie ne peuvent pas lui pardonner sa victoire sur la « révolution mondiale » et l'ordre mondiale totalitaire de l'époque napoléonienne.

Mots-clefs : Alexandre I^{er}, Sainte-Alliance.

Alexander I of Russia and the Holy Alliance of 1815

Abstract. The report interprets Emperor Alexander I's contribution to a new world order, the Holy Alliance, which underpinned the collective security system. During his reign Petersburg was virtually the capital of Europe, and the world's fate was decided in the Winter Palace. The expert ponders on how to account for slanders against Alexander I, which made him a most maligned figure in Russian history, and arrives at the conclusion that slanderers are resentful of the Emperor's victory against "global revolution" and Napoleon's totalitarian world order.

Keywords: Alexander I of Russia, Holy Alliance.

Andrei Ratchinski, Ph.D. in History, Associate Professor, National Institute of for Oriental Languages and Civilizations (INALCO), Paris, France. E-mail : ratchinski@wanadoo.fr

Aux portes de Chersonèse : la philosophie russe et la Crimée*

« Là où Mithridate se transperça le corps » : La Crimée et la guerre dans la vie de Konstantin Léontiev

La Crimée a toujours attiré les philosophes, les écrivains et les poètes russes. Ses paysages uniques, la mémoire historique liée au baptistère du prince Vladimir, vénéré comme un apôtre, dans l'antique Chersonèse. Baptistère qui unit en lui le monde de l'Antiquité avec sa science philosophique, celui de la culture chrétienne où le Logos incarné devient philosophie du salut vital, et l'histoire russe où la Crimée était un bastion avancé, et fut souvent aussi le théâtre de batailles acharnées. Tout cela aura fait de la Crimée une terre tout à fait particulière pour la philosophie russe, un paysage métaphysique auquel se sont référés les philosophes dans leurs recherches d'une réponse à leurs questionnements sur le destin de la Russie.

La campagne de Crimée de 1853-1856 dont le motif fut le conflit autour des lieux saints de Palestine, vit la participation de deux jeunes écrivains : Léon Tolstoï, junker qui n'avait pas terminé ses études à l'université de Kazan, et le médecin militaire Konstantin Léontiev qui avait terminé prématurément ses cours de médecine à l'université de Moscou. Tolstoï écrira un témoignage unique, *Les récits de Sébastopol*, comme participant direct à la défense de la ville. Konstantin Léontiev, entré dans le métier de la médecine militaire, écrira un grand essai : *La reddition de Kertch en 1855* [6, tome 6, p. 621-695]. Ayant quitté l'université plus tôt que prévu, Léontiev demanda lui-même à s'engager pour la campagne comme médecin et fut affecté à l'hôpital militaire de Kertch-Enikalsky. « J'avais terriblement peur, écrivit-il, de ne connaître au cours de ma vie aucune grande guerre pénible. Pour mon bonheur, je vis et cette chose et une autre en même temps : et la Crimée, et la guerre » [6, tome 6, p. 626]. La paix signée, il fut retenu à Féodossia, où il rédigea sa note *De l'apprentissage des sciences naturelles en Crimée*, envoyée en 1859 au ministre de l'instruction publique Egor Pétrovitch Kovalevsky. Le ministre s'appretait à transmettre le projet à un autre ministre, celui des biens d'État, Mikhaïl Nikolaiévitch Mouraviev et ajouta même une notice de la teneur suivante : « Le médecin Léontiev m'a adressé son manuscrit intitulé *De l'école des sciences naturelles en Crimée* ; dans cet ouvrage l'auteur expose l'opinion selon laquelle il serait nécessaire de fonder en Russie un établissement semblable au Jardin des Plantes de Paris et au Jardin zoologique de Londres, il décrit le site de la côte sud de la Crimée où est situé le Jardin impérial Nikitsky comme satisfaisant à toutes les exigences de ce type d'établissement et examinant les données locales pour les sciences naturelles en Crimée » [6, tome 7, livre 2, p. 945]. Cependant, le projet de lettre ne fut pas envoyé avec la résolution typique du même ministre : « Pourquoi cela revient-il au Ministère des Biens ? Seul le Jardin Nikitsky peut relever de son domaine, mais la mise en œuvre de la pensée de l'Auteur relève du Ministère de l'Instruction ». L'affaire n'aboutit pas et le manuscrit de Léontiev demeura dans les dossiers des archives d'État.

Cependant la mémoire de ce projet comptait pour Léontiev lui-même. Bien des années plus tard il s'en souvint dans son autobiographie (où il parle de lui à la troisième personne) établie d'après les

* *Cahiers du conservatisme*, 2014, n° 2, p. 114-123. Ile Forum « Conférences Berdiaïev », août-septembre 2014.

Alexei KOZYREV, docteur en philosophie, doyen adjoint de la faculté de philosophie de l'Université Lomonossov de Moscou, responsable des études, professeur à la chaire d'histoire de la philosophie russe. E-mail : a.kozyrev@bk.ru

questions de Vsevolod Serguéïévitch Soloviev au début des années 1870 : « Déjà, en 1859 ou 1860, alors médecin dans la province de Nijny-Novgorod, Léontiev présenta au Ministère de l'instruction publique un ouvrage volumineux, fruit de nombreuses années de travail : *Note sur la création d'une école particulière de sciences naturelles sur la côte sud de la Crimée, dans le jardin botanique officiel appelé Nikitsky*. L'idée était que nulle part au monde on ne peut trouver autant de facilités pour l'étude vivante et pratique de la nature que sur la côte sud de la Crimée (la mer, les montagnes, des forêts sauvages et la proximité de la steppe, des jardins, la flore en serre, à l'air libre, dans la montagne ; l'abondance d'oiseaux et de poissons migrateurs ; la possibilité de mieux entretenir les animaux de climat différent que dans les capitales puisque dans les montagnes il fait froid en altitude et chaud près de la mer ; des installations pour les animaux marins, etc. ; l'abondance exceptionnelle de données ethnographiques et anthropologiques, des ossements, des tombes, etc. L'attention était en outre portée sur l'influence morale et religieuse de la tranquillité du site, son caractère sain, sur les étudiants, *futurs professeurs* ; l'absence de l'animosité, des besoins et de la vanité de la capitale). Le ministre d'alors Kovalevsky envoya à Léontiev une lettre de remerciements officielle pour son travail (initié dès la Crimée pendant la guerre et une fois la paix signée) ; puis le rapport fut remis aux archives comme une chose trop audacieuse et vaste pour la Russie. *Puisque cela n'existait pas à l'étranger*, tout ce qui y ressemble est près des capitales, alors nous devons tourmenter les lions et les tigres à Moscou) »¹.

Léontiev aimait la Crimée, il reconnaissait être heureux là-bas, et comme médecin il avait noté la diversité des éléments ethnographiques composant son paysage. Pour le prouver il recourut à l'étude des vestiges archéologiques, en particulier des crânes. Léontiev écrivait : « Ici, sur la terre de Crimée, l'aide constant et fidèle de l'histoire, l'archéologie, se présente à l'esprit en conjonction avec les richesses de l'étude des ossements qui fait résolument partir des sciences naturelles devant constituer *un fondement de l'histoire* comme le dit Granovksy. La Crimée, indépendamment du reste de la Nouvelle-Russie, est déjà suffisamment riche en populations vivantes avec leurs traditions et leurs physiognomies. La Crimée [...] est pleine de tombes et de vestiges d'époques anciennes et variées : des cryptes doriques dans les falaises voisinant Chersonèse, les tumulus de Milète et scythes dans la steppe près de Kertch et de Féodosia ; des traces cyclopéennes, peut-être des constructions de Tauride ; les ruines gothiques de Mangoup où sous Mahomet II fut tué le dernier Duc goth ; les cimetières tatares avec leurs pierres et colonnes dispersées et eurs turbans : la grande pierre dressée des Karaïtes avec ses réceptacles creusés en haut pour recueillir l'eau de pluie ; les ruines des églises arméniennes, des fortifications génoises ; les croix grecques de pierre croupies et celles qui sont en bois autour des rares villages russes !... Quel champ pour la cranoscopie ethnographique et l'influence en retour sur l'architecture du crâne ! Et le voisinage du Caucase ? Et la position centrale de la Crimée par rapport à l'Ukraine, au Caucase, à l'Asie Mineure, à la Grèce, à la Turquie, à la Moldavie et à la Hongrie ? » [6, tome 7, livre 2, p. 318].

Dans ce texte qui figure parmi les premiers, sous cette plume d'un futur conservateur, on remarque clairement des notes du célèbre esthétisme de Léontiev, « esthétique de la vie », si importante pour sa future historiosophie. Ainsi, outre ses connaissances étendues sur l'histoire et la nature de la Crimée, figure sa réflexion sur l'utilité didactique qui peut en être tirée pour les futurs étudiants de l'école qu'il invente : « *Les impressions fugitives*, d'ailleurs, sont particulièrement importantes ; elles servent non seulement à éduquer l'intelligence de l'étudiant mais aussi en partie son futur sens moral. L'intelligence (surtout si elle est jeune) n'est pas toujours également disposée à l'effort de réflexion méthodique, et la diversité des phénomènes vivants qu'on a toujours devant les yeux est seule en mesure de maintenir en elle une activité vivace et légère de chaque heure. Qu'au milieu de la vie, des promenades, des conversations, pendant le repas soient excitées à chaque instant dans l'âme du jeune observateur les images et les idées de l'occupation choisie par lui ; alors nous sommes prêts à espérer un service zélé et original de la vérité » [6, tome 7, livre 2, p. 287].

Léontiev décrit de façon très précise la flore et la faune de la Crimée en notant « avoir vu tout cela par hasard, sans rien chercher ». Plus loin, il conclut : « Mon impression générale de la vie en Crimée est au plus haut point scientifique et artistique ! J'avais souvent en tête l'idée selon laquelle un jeune homme amoureux de la nature pourrait travailler ici le cœur léger et joyeux » [6, tome 7, livre 2, p. 306]. Dans une

¹ Pour la biographie de K.N. Léontiev [tiré d'une lettre de K.N. Léontiev à Vs.S. Soloviev du 15 janvier 1877, Moscou], dans les Archives historiques d'État de Russie, F. 1120, Op. 1, D. 98, L. 54 ob.-55.

lettre à sa mère datée du 13 septembre 1857, Léontiev indique avoir rapporté « un herbier de la côte sud et une petite collection de crânes de Crimée » [6, tome 7, livre 2, p. 943]. Après avoir officié en tant que médecin personnel dans le domaine du baron von Rosen dans le district d'Arzamas de la province de Nijny-Novgorod, Léontiev revint en Crimée en 1861, à Féodossia où il se maria avec Elizavéta Pavlovna Politovaïa, fille d'un marchand grec de Crimée. Cependant ce mariage ne fut pas heureux, bien qu'elle survécût longtemps à son mari, elle tomba malade psychologiquement, retomba en enfance. Léontiev la laissa à la garde de sa cousine et partit servir dans la diplomatie dans les Balkans et ils n'eurent pas d'enfants.

Bien que le projet de Léontiev ne fût pas réalisé, un certain nombre de coïncidences historiques s'avère révélateur. En 1879 fut nommé directeur du jardin botanique Nikitsky, créé à la suite d'un décret de l'empereur Alexandre I^{er} en 1811, Nikolaï Iakovlévitch Danilevsky, biologiste et critique du darwinisme dont l'ouvrage de genre journalistique *La Russie et l'Europe* (1869, 1871) constitua un manifeste de slavianophilie tardive et une sorte de pionnier de la théorie des types culturels et historiques dont le deuxième porte-parole dans la philosophie russe après Danilevsky fut Léontiev. Danilevsky ne resta pas longtemps directeur du jardin botanique Nikitsky, moins d'un an.

« Au milieu des herbes de montagne, près des hexamètres de mer... »¹

Berdiaïev séjourna en Crimée à Soudak, à l'automne en 1909 et 1910. Outre Koktebel, prisé de Volochine, un des centres de gravité intellectuelle de la Crimée était la maison des sœurs Adélaïda et Evguénia Kazimirovna Loubna-Guertsyk, nées et élevées dans un lycée de Crimée à Féodossia et qui se rendaient en Crimée depuis Moscou à la belle saison. Leur grand-père, Anton Kazimirovitch Loubna-Guertsyk, avait participé à la défense de Sébastopol en 1854-1855, leur père Kazimir, ingénieur des voies de communications, avait déménagé à Sébastopol et acheté une maison à Soudak. Adélaïda était une poétesse reconnue, écrivain, mariée à Dmitri Evguéniévitch Joukovsky, membre actif du « zemstvo » et mécène, éditeur des *Problèmes de l'idéalisme*, *Questions de vie* et de quantité d'autres ouvrages philosophiques du début du XX^e siècle. Evguénia tomba amoureuse de façon mystique de Viatcheslav Ivanov, et elle était liée par une amitié complexe avec Berdiaïev et Boulgakov. Leur cousine épousa Ivan Alexandrovitch Iline et tous les deux fréquentaient constamment les Guertsyk. Ivanov, Volochine, Berdiaïev, Boulgakov, Chestov, Ern : leur sort est étroitement lié aux sœurs Guertsyk. Berdiaïev considérait qu'Evguénia Guertsyk était son meilleur ami et il écrivit à son propos dans *La connaissance de soi* : « Pour moi l'amitié avec Evguénia Guertsyk avait de l'importance, je la considérais comme une des femmes les plus remarquables du début du XX^e siècle, cultivée et raffinée, pénétrée du souffle de l'époque de la renaissance. Elle entretenait aussi un lien d'amitié avec Viatcheslav Ivanov. [...] Mes longues conversations intimes avec elle sont pour moi le souvenir d'un phénomène typique de cette époque. La renaissance russe, romantique par son essence, se manifesta dans cette âme féminine douée » [1, p. 153]. Le 2 septembre 1909, année « jalon », Berdiaïev se rendit pour la première fois à Soudak et y séjourna une semaine. On trouve un rapport sur ce séjour dans une lettre d'Evguénia Guertsyk à son amie l'éditrice Véra Grinévitich : « Dans une discussion nocturne pénible Berdiaïev a dit qu'il avait conscience que le seul rival significatif à la foi en Dieu n'était pas l'homme-dieu ou le démonisme, ou la pensée critique, mais seulement la bonté, la pitié, la soif humaine d'être avec autrui... Et il a raison : on a besoin d'un désert dans l'âme. [...] Il est parti cette nuit après toute une semaine passée ici, d'ailleurs presque toujours tous les deux : dans la journée, la nuit, presque sans nous quitter, sans nous taire.

Une telle intimité et une telle liberté pouvaient mener à une proximité dangereuse, ou bien à l'ennui, à l'épuisement de l'intérêt chez lui qui considérait tout le monde, même Viatcheslav, comme répétitifs et ennuyeux... Ni l'un ni l'autre ne se produisirent, il s'agissait de quelque chose de nouveau, ils étaient tous les deux sévères l'un envers l'autre, presque hostiles, sans cette tendresse moscovite et la proximité apparaissant joyeusement, il y avait de l'amertume, du tragisme, mais rien de feint. Quand j'ai vu dès les premiers jours une sombre tempête en lui, j'ai reconnu à quels états douloureux il parvenait l'été (la cause en est, en partie, la différence de sexe, mais sans objet) et comment cela le durcissait, j'ai avant tout détruit le ton qui s'était établi entre nous et incorrect pour lui maintenant, j'ai même exclu « l'amitié » pour qu'il n'ait

¹ Tiré d'une lettre d'Adélaïda Guertsik à Maximilian Volochine, mai 1910.

pas le sentiment que les mots prononcés par lui le « forcent ». Je lui ai dit – et tout à fait sincèrement – que dans cette atmosphère où lui comme moi vivons, toutes les relations romantiques et douce – notre amitié – flétrissent, que seule la foi qui brûle tout ne pourra consumer les passions et Eros. Alors se sont établies des relations dans lesquelles nous n'existions pas l'un pour l'autre, alors que je le forçais à être franc et je le jugeais sévèrement, et il me jugeait pour beaucoup de choses. Et après une nuit où se produisit en lui une rupture le libérant de cauchemars qui l'avaient hanté pendant des mois entiers, nous avons senti une nouvelle valeur l'un dans l'autre.

Il est tout vénération, respect, comme envers une religieuse, mais sans l'ombre d'un état amoureux, sans proximité, nous ne nous effleurons pas ! Je l'aime beaucoup, son intelligence énorme, sa volonté de Dieu et même son chaos mais, à vrai dire, pas pour moi. Mais ce drame était caché et presque tacite, extérieurement il est toujours vif, parle avec ardeur, il rit, et les sujets de conversation ne cessaient pas. Je ne connais personne de plus intelligent, de plus posé et de plus libre que lui, et c'est étrange pour nous deux de voir à quel point nous sommes en harmonie malgré cette dissimilitude apparente. Et c'est ainsi que nous nous sommes quittés, sans tendresse, sans promesse, mais lui, profondément ému et changé. Je pense que nous avons encore besoin l'un de l'autre : il me « redresse » la pensée, car moi, bien que j'agisse de façon tragique, mais de façon libératrice sur sa vie émotionnelle » [10, p. 514–525].

Evguénia, qui laissa des souvenirs précieux sur ses amis philosophes et hommes de lettres, s'intéressait comme Berdiaïev à la mystique allemande, elle traduisit elle-même Henri Suso. *Ungrund* (l'abîme) de Jacob Böhme, si proche de Berdiaïev comme source de liberté sans fondement est lié dans ses souvenirs aux cauchemars que le philosophe avait eus dans la maison de Soudak. « Je me souviens que quand il était chez nous à Soudak, on entendait un cri depuis l'autre bout de la maison qui m'effrayait. Le matin, troublé, il me racontait qu'au milieu de son rêve il avait ressenti quelque chose comme si un nœud de serpents ou une gigantesque araignée était descendue sur lui : qu'il allait être étouffé, avalé. C'est peut-être de là, de ce frisson au-dessus d'un abîme que venait ce tic nerveux qui déformait son visage, ses mouvements convulsif des mains. À cela aussi sont liées différentes petites bizarreries, amusantes, de Berdiaïev, par exemple sa répulsion presque maladive de tout ce qui est doux, tendre, enveloppant : lit moelleux, fauteuils où on s'enfonce... Mais cette atmosphère nocturne sombre, toujours perçue par lui comme une menace, cette nuit mondiale, non seulement l'effrayait mais elle l'attirait » [5, p. 166]. La vie unira encore plus d'une fois Evguénia Guertsyk à la famille Baerdiaïev qui n'avait pas d'enfants, lors de promenades à Rome, Moscou ou Barvikha. En 1915, venu à Moscou, Berdiaïev se cassa la jambe et resta deux mois couché dans l'appartement d'Adélaïda Guertsyk, passage des Arméniens¹. Puis, en 1922, juste avant l'expulsion de Berdiaïev et de sa famille, Evguénia Guertsik elle-même vécut dans l'appartement des Berdiaïev passage Bolchoï Vlassievsky et à leur datcha de Barvikha. C'était la première fois qu'elle quittait la Crimée depuis la révolution, comme si elle était venue spécialement saluer ses amis à la veille de leur départ en exil.

Ivan Iline connaissait aussi la maison des sœurs Guertsyk, il était venu avec sa femme à Soudak à son retour en Russie par la mer depuis l'Allemagne via l'Italie après le début de la Première guerre mondiale. Natalia Nikolaïevna Vokatch, la femme d'Iline, était la cousine des deux sœurs mais leur attitude, elles qui s'étaient rapprochées de penseurs et artistes tels que Volochine et Viatcheslav Ivanov, envers le style de vie recluse d'Iline, son rigorisme moral et sa tendance maladive à juger ceux qui pensaient et vivaient un tant soit peu différemment, n'était pas favorable. Ainsi, pendant le séjour des Iline à Soudak, en août 1914, Adélaïda écrit-elle à Véra Grinévitich : « Je sens qu'il faut une bonne fois pour tout formuler la différence radicale qu'il y a entre leur conscience religieuse et la nôtre et ainsi couper court à toute possibilité de porter un jugement sur nos amis et ceux qui pensent comme nous. D'ailleurs il ne sera pas nécessaire de parler beaucoup de ce qui est abstrait : premièrement il est pitoyable et déprimé, son manuscrit de Hegel a disparu, ensuite il attend sa mobilisation pour la guerre (un professeur de ses connaissances a déjà été réquisitionné) et il est physiquement complètement épuisé. L'essentiel, c'est que la guerre a tout ravagé et qu'il n'y a pas d'autre sujet brûlant. Depuis la mi-journée, quand arrivent les

¹ Tiré d'une lettre de A.K. Guertsyk à M.A. Volochine du 8 (21) mai 1915 : « Je ne sais plus si je vous ai écrit que Berdiaïev s'est cassé la jambe et qu'il a passé deux mois à Moscou chez moi. C'était une période d'agitation incessante et de fréquentations. Chaque jour des mystiques, des orthodoxes, des poètes, des philosophes et simplement des dames et des amis lui rendaient visite » [10, c. 159].

journaux, jusqu'à la nuit il n'y a pas d'autres conversations. Nous lisons ensemble et séparément, nous sommes inquiets. À la fin, couchée, je finis de lire et je me mets invariablement à pleurer à la lecture des récits de blessés, d'héroïsme, sur tout ce qui se produit d'horrible. Parfois, j'ai l'impression que mon âme saigne pour toutes ces victimes infinies, j'ai envie de crier : assez d'horreurs, de sang, de meurtres et de souffrances ! Les ténèbres d'avant ont déjà été rachetées, l'esprit est déjà purifié ! Encore un peu et on a l'impression qu'on ne pourra vivre plus avant. Et on a parfois le sentiment que la foudre illumine cette horreur, venant de l'origine du monde et que ce qui se passe en ce moment nous l'avons déjà vécu en esprit et que ce n'est maintenant qu'une objectivation à l'extérieur de ces mystères intérieurs sur lesquels notre âme a brûlé » [10, p. 137].

La communauté de nombreux sujets et inquiétudes morales de Berdiaïev et Evguénia Guertsyk est révélée aussi dans certaines lettres pénétrantes envoyées d'abord à Berlin puis à Paris, de 1923 à 1927. Les publications de Berdiaïev parvenaient jusqu'à Soudak, son *Nouveau Moyen-Âge*, les premières brochures de la revue religieuse et philosophique Pout (La voie). Le salut et la création, le Christ et la cause du Christ dans l'Église et hors de ses murs, la mort de sa sœur et ses réflexions sur le temps et l'éternité, la visite d'un monastère dans la forêt des montagnes de Crimée et les marches à pied dans la forêt odoriférante du printemps, l'unité mystérieuse de Kitej comme prototype de l'église future et les échos des idées de Berdiaïev et de Rozanov dans les dispositions de l'« Église vivante », Maritain et Keyserling, le temps passé chez Baader, la « cause commune » de Fiodorov et la mission concrète de l'homme qui doit être accomplie dans l'histoire, tout cela ce sont des échos de la vie spirituelle intense, de l'époque de la Renaissance qui devait petit à petit s'éteindre.

« Je prie de placer dans mon cercueil une poignée de ma terre natale... »

À la Crimée est liée une part importante de la vie et de l'itinéraire créateur du prêtre Sergueï Boulgakov qui suivit un cheminement impressionnant depuis le « marxisme légal », spécialiste de la question agraire, depuis le livre auquel se référait Lénine, jusqu'au professeur de théologie dogmatique de l'institut Saint-Serge de Paris, ayant fondé l'« école parisienne » au sein de la théologie russe¹. En 1898 Boulgakov qui vient d'achever ses études de droit à l'université de Moscou se marie avec Elena Ivanovna Tokmakova, fille du marchand de Crimée Ivan Fiodorovitch Tokmakov, industriel du café et du thé. Tokmakov avait déménagé de Kiakhta, près du Lac Baïkal, en Crimée sur les conseils des médecins pour changer de climat et se soigner de la tuberculose, il avait construit une véritable maison sibérienne à Oleïz. Il était croyant sincère, véritable entrepreneur orthodoxe et après sa mort en 1909 Boulgakov dédia à son beau-père un essai intitulé *La personnalité religieuse et l'idéal populaire qui fut inclus dans le recueil Les deux cités. Sur la nature des idéaux sociaux*. Dans leur jeunesse l'épouse de Boulgakov avait des convictions populistes et sa sœur, mariée au marxiste Nikolaï Vassiliévitch Vodovozov, publiait les ouvrages de marxistes légaux. Elle avait publié non seulement l'ouvrage de Boulgakov *Sur les marchés dans la production capitaliste* mais aussi celui de Lénine *Le développement du capitalisme en Russie*. Les sœurs Tokmakov fréquentaient les révolutionnaires. Ainsi, en 1894 dans la maison des Tokmakov vécut Léonid Borissovitch Krassine, et c'est là qu'il fut arrêté. La maison était donc surveillée par la police. Le début du XX^e siècle apporta de nouveaux idéaux : la partie de l'intelligentsia qui n'avait pas abandonné l'idée de réorganiser la société, même révolutionnaire, prit ses distances avec le marxisme et cherche de nouvelles valeurs dans l'idéalisme philosophique affirmant la valeur inconditionnelle de la personnalité humaine et sa nature spirituelle à l'encontre du matérialisme, du progressisme et de l'eudémonisme. Ce mouvement vers l'idéalisme n'était pas seulement une fuite loin de la problématique sociale, au contraire, le cercle de penseurs uni par la suite autour du recueil *Jalons (Vekh)* cherchait dans l'« idéalisme combattant » un nouveau programme de transformations sociales reposant sur la foi en la force inébranlable des idéaux sociaux fidèles comme une sorte de phares de l'histoire. Ce mouvement social peut être désigné par l'intitulé du recueil de Sergueï Boulgakov *Du marxisme à l'idéalisme*, paru en 1902.

¹ Voir l'article très détaillé de S.M. Polovinkine, professeur à l'Université d'État des sciences humaines « Le père Sergueï Boulgakov et la Crimée » [8]. Je me permettrai de m'aider sur la série de faits exposés brillamment par l'auteur en me donnant comme justification qu'il s'appuie sur des documents propres à la période de Crimée du Père Sergueï que j'avais publiés en premier.

Les Boulgakov venaient chaque été en Crimée, d'abord depuis Kiev où Sergueï Nikolaiévitch avait été nommé professeur à l'Institut polytechnique, ensuite depuis Moscou. À Oleïz ils connurent un drame familial qui fut un événement marquant dans la vie de Boulgakov et lui fit rejoindre, lui, fils de prêtre passé à l'extrême-gauche, l'Église orthodoxe et la foi. Le 27 juin 1909, « année jalon », à Oleïz leur fils Ivan, âgé de 3 ans et 7 mois mourut de dysenterie et de faiblesse cardiaque après de longues souffrances. Boulgakov prendra cette mort comme une révélation religieuse. En 1917 il inclura dans son livre principal écrit à la période russe *Lumière impérissable. Contemplations et réflexions*, des pages de son journal intime. Voici comment il décrit l'enterrement d'Ivan au cimetière de Koreïz : « O, mon cher garçon si clair, si blanc ! Quand nous t'avons porté sur la haute montagne puis sur la route poussiéreuse et torride, nous sommes passés par le parc ombragé, comme un jardin d'Eden ; après un tournant inattendu une église, belle comme toi, qui t'attendait, jeta son regard sur nous de ses vitraux colorés. Je ne la connaissais pas auparavant, et elle se présentait comme une vision miraculeuse, plongée dans le jardin sous l'ombre du vieux château. Ta mère est tombée en criant : « Le ciel s'est ouvert ! » Elle pensait mourir et voir le ciel... Et le ciel était ouvert, notre apocalypse s'y accomplissait. Je sentais, je voyais presque ton ascension. Tu étais entouré d'oléandres, roses et blancs, comme des fleurs de paradis, qui n'avaient attendu que de pouvoir se pencher sur toi, garder ton cercueil... Voilà ! Tout devenait clair, tous les tourments et la chaleur s'évanouirent, ils disparurent dans le bleu du ciel de cette église. Nous pensions que seulement là, en bas, dans la chaleur se produisent les événements et nous ne savions pas qu'il y a cette hauteur, et que finalement on attendait ici... Et loin en bas restaient la chaleur, les tourments, les gémissements, la mort, en fait ce n'est pas ça qui existait parce qu'il y a cela, et maintenant c'est ouvert... » [2, p. 18]. Chassé de Crimée en 1922, Boulgakov emmène avec lui une poignée de terre. Il rêvait d'être enterré à côté de son fils et écrivit dans son testament : « Je n'ai aucun souhait concernant l'endroit où je dois être enterré, après avoir été chassé de ma patrie où je m'étais prématurément choisi une place auprès de la tombe de mon fils au cimetière de Koreïz... Cependant je prie de placer dans mon cercueil une poignée de ma terre natale, cousue dans un écrin et prise sur la tombe de mon fils, associée à une poignée de terre sainte de Géthsémani enfermée dans un sachet au-dessus de mes icônes (cette terre sainte qui reste peut être distribuée à ceux qui en veulent) » [3, p. 419].

Sont étroitement liés aussi à la Crimée les premières années révolutionnaires du père Sergueï qui embrassa la prêtrise avec la bénédiction du patriarche Tikhon le lundi de Pentecôte 11 juin 1918 à Moscou. À ce moment-là Boulgakov était membre du Concile local de l'Église orthodoxe russe, et c'est précisément sur la recommandation du patriarche qu'il écrivit sa première lettre sur l'accession au siège du Patriarche. Celui-ci lui ayant donné un mois de congé, Boulgakov partit le 25 juin 1918 avec son fils Fiodor pour la Crimée où se trouvait sa famille. Pour y accéder il dut traverser la zone d'occupation allemande près de Koursk. Après un mois passé en Crimée il tenta de rentrer à Moscou en passant par Kiev mais il fut contraint de retourner en Crimée qui passait de mains en mains entre les Blancs et les Rouges et inversement. De la fin 1919 à novembre 1920 la Crimée se trouva sous l'autorité du général Wrangel. Boulgakov participa aux journées de pénitence du 12 au 14 septembre 1919, il intervint au congrès diocésain de Tauride sur l'activité missionnaire, fit des rapports pour la société religieuse et philosophique de Tauride sous la présidence de l'évêque Véniamine (Fedtchenkov) de Sébastopol sur « Les racines spirituelles du bolchevisme », « Sur les saintes reliques (à l'occasion de leur profanation) », « À la mémoire de Vassily Vassiliévitch Rozanov ». Le 16 octobre Boulgakov fut élu professeur à l'université de Tauride à la chaire d'économie politique là où il avait soutenu sa thèse de doctorat « La philosophie de l'économie » à Moscou. Le dimanche il officiait et lisait des sermons à l'église Saint Constantin – Sainte Hélène, la plus ancienne de Simféropol. Après la prise de la Crimée par les Bolcheviques en novembre 1920 Boulgakov fut chassé de l'université. Il revint à Oleïz et officia dans les églises de Gaspra et Koreïz. En août 1921 il fut proposé au père Sergueï d'occuper un poste de prêtre dans la cathédrale Alexandre Nevsky de Yalta, construite en mémoire de la fin tragique de l'empereur Alexandre II par son fils Alexandre III et consacrée sous Nicolas II en 1902.

La Crimée constitua une période exceptionnellement féconde dans la vie du père Sergueï. C'est en Crimée qu'il acheva deux grands ouvrages philosophiques : *La philosophie du nom* et *La tragédie de la philosophie*. Le premier fut écrit comme une étude des questions de vénération ecclésiastique du Nom de Dieu (imiaslavié, onomatodoxie) pour la commission du Concile ecclésiastique de toute la Russie qui devait préparer les documents nécessaires en vue de prendre une décision sur la querelle du mont Athos entre l'onomatodoxie et ses adversaires et la condamnation de l'onomatodoxie en 1913. Le deuxième témoigne

de la quête intense par le philosophe d'un pont entre la philosophie et la théologie que Boulgakov voit dans la « philosophie de la Trinité » fondée sur l'idée de surmonter les « hérésies » de la philosophie rationaliste qui choisit une origine abstraite parmi la nature, la personnalité ou l'essence. En Crimée furent écrits les articles « Le masculin et le féminin dans la Divinité » (janvier) et « Le masculin et le féminin » (novembre : à noter la signature « Jaltica » qui marque la période de son office dans la cathédrale de Yalta) que j'ai découverts dans les archives du philosophe à Paris et publiés en 2003 [4, p. 343–395]. C'est là aussi que fut écrit le dialogue historiosophique « Sous les murs de Chersonèse » qui devint la suite du dialogue « Au festin des dieux » paru dans le recueil *Des profondeurs* (1918) mais porteur d'un tout autre accent. En réfléchissant au choix civilisationnel de la Russie, Boulgakov commence à penser que le choix du christianisme oriental opéré par le prince Vladimir dans le baptistère de Chersonèse fut décisif pour la Russie. Boulgakov est soumis à ce qu'il appellera plus tard la « tentation catholique ». Dans une longue lettre à son ami le père Pavel Florensky écrite entre le 17 août et le 1^{er} septembre 1922 et sous-titrée Jaltica, il écrit : « C'était une nuit d'insomnie au mois d'octobre 1921 à Yalta : dans l'ennui nocturne me virent mes pensées de toujours, sur la Russie, l'orthodoxie, l'avenir. Et tout à coup... « la main du Seigneur se posa sur moi » – je ne saurais le définir et le comprendre autrement – je fus pris dans un tourbillon, mon cœur se mit à battre, et quelque chose dit clairement et indubitablement en moi la réponse : à Rome ! » [7, p. 166–167]. Dans l'éloignement de la capitale Boulgakov se tourmente des persécutions bolcheviques contre l'Église et des processus complexes survenant au sein même de l'organisme de l'Église menant à un renouvellement et à l'apparition d'une « église vivante ». Il voit que la centralisation de l'autorité ecclésiastique en la personne de l'évêque de Rome aurait pu sauver l'Église de l'assaut des forces mondiales qui lui sont hostiles. En outre, disciple de Vladimir Soloviev, il pousse jusqu'au bout le chemin pris par son maître en actualisant son thème œcuménique et catholique romain pour s'en séparer définitivement une fois dans l'émigration. Ayant été au contact du catholicisme réel à Prague Boulgakov prend la décision de ne pas publier ses dialogues intitulés « Sous les murs de Chersonèse ». Ils verront le jour dans la revue catholique *Symbole* en 1995. Boulgakov écrira une brochure sous le titre *Saint Pierre et Saint Jean. Les deux premiers apôtres* (1926) où, en fait, il mettra en doute la thèse du primat exclusif de l'apôtre Pierre en plaçant à ses côtés le « disciple que Jésus aimait », l'apôtre et l'évangéliste Saint Jean.

On connaît aujourd'hui en détail les circonstances de l'expulsion de Crimée du père Sergueï et de sa famille¹. Il figurait parmi les intellectuels que le pouvoir avait décidé de séparer pour toujours de la Patrie en remplaçant la peine de mort qui les attendait par un ostracisme. J'ai publié en 1998 le journal de Prague du père Sergueï trouvé dans ses archives parisiennes *Tiré de la mémoire du cœur* où un an plus tard, jour après jour, il décrit ses trois mois passés dans la Tchèque bolchevique [9]. Il fut menacé d'être déporté en Chine sans sa famille mais on lui fit « miséricorde » et on le relâcha en lui donnant deux semaines pour se préparer à partir. Il partit pour Constantinople sur un paquebot le 17 (30) décembre 1922, laissant dans sa Patrie à jamais son fils aîné Fiodor qui ne revit jamais ses parents et qui ne fut jamais autorisé à quitter la Russie soviétique sous le prétexte qu'il avait atteint l'âge de conscription et qu'il pouvait avoir sa propre vision du monde, distincte de celle de ses parents. En fait, il fut gardé en Russie comme otage.

La période de Crimée dans l'œuvre du père Sergueï représenta un passage entre la philosophie et la théologie. Dans sa *Tragédie de la philosophie* on voit souvent une sorte d'« adieu » à la philosophie. On peut aussi considérer tout cela comme un phénomène cohérent et original de la culture russe, comme une des pages les plus révélatrices du « texte de Crimée » dans l'histoire de la culture russe.

¹ Les pièces du dossier d'enquête de S.N. Boulgakov ont été publiés par S.B. Filimonov, professeur à l'université de Tauride dans son ouvrage *Secrets des dossiers d'enquête judiciaire. Rapports documentés sur les victimes des répressions communistes en Crimée dans les années 1920-1940* [11, c. 15–27].

Bibliographie

1. BERDIAÏEV Nikolaï Alexandrovitch, *La connaissance de soi*, Moscou, 1990 [en russe : Бердяев Н.А. *Самопознание*. М., 1990.]
2. BOULGAKOV Sergueï Nikolaïévitch, *Lumière impérissable. Contemplations et réflexions*, Moscou, 1994. [en russe : Булгаков С.Н. *Свет Невечерний. Созерцания и умозрения*. М., 1994.]
3. BOULGAKOV Sergueï Nikolaïévitch, « Mon enterrement », dans BOULGAKOV S. *Pensées calmes*, Moscou, 1996 [en russe : Булгаков С.Н. « О моих похоронах » // Булгаков С.Н. *Тихие думы*. М., 1996.]
4. BOULGAKOV Sergueï Nikolaïévitch : *itinéraire religieux et philosophique : conférence scientifique internationale dédiée au 130^{ème} anniversaire de sa naissance*, Moscou, Roussky Pout, 2003. [en russe : С.Н. Булгаков : *Религиозно-философский путь : Международная научная конференция, посвященная 130-летию со дня рождения*. М. : Русский путь, 2003.]
5. GUERTSYK Evguénia Kazimirovna, *Mémoires*, Moscou, 1996. [en russe : Герцык Е.К. *Воспоминания*. М., 1996.]
6. LÉONTIEV Konstantin Nikolaïévitch, *Œuvres complètes et correspondance en 12 volumes*, Saint-Pétersbourg, 2000-2012. [en russe : Леонтьев К.Н. *Полное собрание сочинений и писем* : в 12 т. СПб., 2000–2012.]
7. *Correspondance entre le père Pavel Alexandrovitch Florensky et le père Sergueï Nikolaïévitch Boulgakov*, Tomsk, Vodoleï, 2001. [en russe : *Переписка священника Павла Александровича Флоренского со священником Сергеем Николаевичем Булгаковым*. Томск : Водолей, 2001.]
8. POLOVINKINE Sergueï Mikhaïlovitch, « Le père Sergueï Boulgakov et la Crimée », dans *La Crimée : almanach historique et ethnographique*, Moscou, 2004, p. 25-43. [en russe : Половинкин С.М. « Священник Сергей Булгаков и Крым » // *Крым : Историко-краеведческий альманах*. М., 2004. С. 25–43.]
9. Père Sergueï BOULGAKOV, « Tiré de la mémoire du cœur. Prague » [Journal 1923-1924] (publication et commentaires d'A. Kozurev, N. Goloubkova avec la participation de M. Kolerov, dans *Études sur l'histoire de la pensée russe : recueil annuel, 1998*, sous la rédaction de M.A. Kolerov, Moscou, OGI, 1998, p. 112-256. [en russe : Прот. Сергей Булгаков. « Из памяти сердца. Прага. [Дневник 1923–1924] » (публикация и комментарий А. Козырева, Н. Голубковой при участии М. Колерова) // *Исследования по истории русской мысли : Ежегодник за 1998 год* / Под ред. М.А. Колерова. М. : О.Г.И., 1998. С. 112–256.]
10. GUERTSYK (Les sœurs), *Correspondance*, édition établie par Tatiana Nikolaïevna Joukovskaïa, Moscou – Saint-Pétersbourg, 2002. [en russe : Сестры Герцык. *Письма* / Сост. Т.Н. Жуковской. М. ; СПб., 2002.]
11. *Secrets d'enquêtes judiciaires : Documents sur les victimes des répressions politiques en Crimée dans les années 1920-1940*, Simféropol, Tavria-Plus, 2000. [en russe : *Тайны судебно-следственных дел : Документальные очерки о жертвах политических репрессий в Крыму в 1920–1940-е годы*. Симферополь : Таврия-Плюс, 2000.]
12. KHATOUNTSEV Stanislav Vitaliévitch, *Konstantin Léontiev : biographie intellectuelle, 1850-1874*, Saint-Pétersbourg, 2007. [en russe : Хатунцев С.В. *Константин Леонтьев : Интеллектуальная биография : 1850–1874*. СПб., 2007.]

Résumé. L'article contient trois esquisses consacrées à des personnalités de la culture philosophique russe dont la destinée est étroitement liée à la Crimée. L'écrivain, philosophe et polémiste Konstantin Léontiev (1831-1891) participe à la campagne de Crimée de 1853-1856 en qualité de médecin militaire à Kertch. Il propose de fonder une « école de sciences naturelles » dans le Jardin botanique Nikitsky. Nikolaï Berdiaïev (1874–1948) ressent des inquiétudes existentielles profondes lors de son séjour dans la maison de Evguénia Guertzyk à Soudak en 1909 et 1910. En 1914 se trouve dans la même maison son adversaire idéologique Ivan Iline (1883–1954) revenant dans sa patrie depuis l'Allemagne après le début de la Première guerre mondiale. La destinée et l'œuvre de Sergueï Boulgakov (1871–1944) est liée à la localité d'Oleïz près de Yalta, il y séjourna souvent dans le domaine de son beau-père. En 1909 il perd là son fils Ivan âgé de trois ans. Cet événement se révèle déterminant dans la vie du penseur. Sergueï Boulgakov revient en Crimée en tant que prêtre en 1918 et y compose ses ouvrages *La philosophie du nom et La tragédie de la philosophie*. Il est habité en Crimée par des réflexions sur la justesse du choix historiosophique de la Russie et écrit les dialogues *Sous les murs de Cherchônèse*. Il est chassé de Crimée sur ordre du Guépéou en 1922, quittant la Russie pour toujours.

Mots-clés : esthétique de la vie, historiosophie, paysage, intimité, liberté, esprit, émotions morales, imiaslavié-onomatodoxie, catholicisme, bolchevisme.

“At the Walls of Chersonese”: Russian Philosophy and Crimea

Abstract. The article includes three sketches dedicated to the eminent personalities of the Russian philosophical culture, whose lives were strongly connected with the Crimea. Writer, philosopher and publicist Konstantin Leontyev (1831–1891) took part in the Crimean military campaign of 1853–1856 as a medical officer in Kerch. He was the one who suggested creating « the uchebnitsa of natural sciences » in Nikitsky botanical garden. Nikolai Berdyaev (1874–1948) had deep existential experiences while visiting the house Evgenia Gertsyk in Sudak in 1909 and 1910. In 1914, Berdyaev’s ideological antagonist Ivan Ilyin (1883–1954), who was returning home from Germany after the beginning of World War I, happened to visit the same house. The town of Oleiz near Yalta is related to Sergei Bulgakov (1871–1944), who often stayed in the father-in-law manor. In 1909 Bulgakov lost his little son Ivan there. This event turned out to be the defining one in the thinker’s life. In 1918, Sergei Bulgakov comes back to the Crimea as a priest. There he wrote “The philosophy of name” and “The tragedy of philosophy”. In the Crimea he thought about the correctness of a historiosophical choice of Russia, which resulted in the dialogues called “At the walls of Chersonese”. He was exiled from Sevastopol under the resolution of GPU in 1922, and never returned to homeland.

Keywords: Life esthetic, Historiosophy, Landscape, Intimacy, Freedom, Spirit, Spiritual trials, Imyaslavye (glorification of name), Catholicism, Bolshevism.

Alexey Kozyrev, PhD, Lomomosov Moscow State University, Faculty of Philosophy, Deputy Dean ; Department of History of Russian Philosophy, Associate Professor. E-mail: a.kozyrev@bk.ru

*Le sort de l'émigration russe aux XX^e et XXI^e siècles **

Dans le contexte du thème proposé je me référerai à deux événements : le « printemps russe » de 2014 et le centenaire du début de la Première guerre mondiale. C'est précisément à la suite de la Grande guerre qu'apparut ce que nous avons coutume d'appeler « la Russie de l'étranger ». Souvent sont utilisées des notions liées entre elles de « Russie de l'étranger d'après octobre » et « émigration blanche ». Elles ne se rapportent à qu'à certains segments du monde russe de l'étranger et par leur origine elles sont des notions idéologiques.

Je me souviens du fonds spécial de la bibliothèque Lénine d'alors avec le fichier « Émigration blanche » où se trouvaient les fiches des œuvres de Berdiaïev, Frank, Fédotov qui n'ont jamais été des émigrés blancs. Je rappellerai le poème de Maïakovsky au titre caractéristique de « Salauds ! » et qui reflétait la haine soviétique pour l'émigration blanche.

« Berlin.
L'émigration se ravive.
Les bandits se réjouissent :
Ils pourront se battre avec les affamés.
Dans Berlin,
Se tortillant la moustache,
Ils vont,
Ils se vantent :
– Patriote !
Russe ! »
Soyez maudits !
« Dehors ! » pour toujours !
Épouvantant tout le monde avec vos gueules de juifs,
Poursuivis par le tintement de l'or français,
Errez dans les terres étrangères en Juif errant !
Forêts russes,
Rassemblez-vous toutes !
Cachez-vous dans le plus grand tremble
Pour que leur image
Soit toujours pendue,
se balance sous le ciel, bleue.

La position et la tonalité de Maïakovsky étaient, bien sûr, loin d'être partagées par tous. Prenons les paroles de Marina Tsvétaïeva : « La Patrie n'est pas l'arbitraire d'un territoire mais la permanence de la mémoire et du sang. Ne pas être en Russie, oublier la Russie, cela ne peut le craindre que celui

* *Cahiers du conservatisme*, 2014, n° 3, p. 73-79. Ile Forum « Conférences Berdiaïev », août-septembre 2014.

Mikhaïl MASLINE, docteur en philosophie, titulaire de la chaire d'histoire de la philosophie russe de la faculté de philosophie, professeur émérite de l'Université Lomonossov de Moscou. E-mail : mmaslin@yandex.ru



qui pense la Russie hors de soi. Si on l'a en soi alors on ne la perd qu'avec la vie. » Et ce quatrain pour confirmer :

L'étranger, nous accueillant :
« La belle affaire ! Quelle bombe !
Vous avez donc un cœur ?
Qui fonctionne comme le nôtre ? »

D'un autre côté, la distance prise, par principe, avec tout ce qui est soviétique. On connaît bien la correspondance des deux Ivanov, Chmeliev et Iline. Chmeliev écrit : Ivan Alexandrovitch (Iline), on voit de nouveaux phénomènes dans la Russie soviétique, des komsomols, qu'écrire là-dessus ? Iline répond : si vous continuez à m'écrire dans cet esprit soviétophile, j'arrêterai toute correspondance avec vous. Rappelez-vous une fois pour toute : toute la culture de la Russie est non-révolutionnaire anté-révolutionnaire. En ce sens, tout ce qui se produit en URSS n'a rien à voir avec la culture russe.

Voici de remarquables vers de Viatcheslav Ivanov, la position est la même que chez Iline, mais moins dure :

La colle printanière, épaisse, odorante
Des peuplies de Moscou et leur résine
Je sens dans les rêves de séparation
Et j'entends les doux sons
Des mots ayant fait taire le quartier,
Le vieux son des cloches...
Mais sur les cendres natales
Je ne viendrai ni aimer ni pleurer :
Je ne trouverai pas de chères tombes
Dans le cimetière labouré.

Et voici la réflexion moqueuse de Sacha Tcherny à propos de la notion d' « émigré » qui en soi ne signifie pas le choix des meilleurs. D'ailleurs, encore plus primitif, à son avis, est l'opposition soviétique entre l'homme soviétique bon, apparu à la suite des « conquêtes de la révolution », et le mauvais émigré :

En vingt-trois, au printemps
Dans une brasserie de Berlin
Se retrouvèrent deux émigrés russes :
« Mercenaires de l'Entente »,
« Traîtres petit-bourgeois »
Et « socio-conciliateurs »...
Le sujet de la conversation était infini,
Comme un secret de théosophie :
Qu'est-ce que l'émigration ?
La nation est-elle particulière ?
Est-ce le choix des meilleurs ?
Ou bien chaque émigré est-il un scélérat ?

Qui s'achève par ces lignes :

En ce qui concerne les « conquêtes de la révolution »
Sur lesquelles marmonnent indistinctement d'autres Confusius,
Je dirais, comme un vieux Juif,
(Qui est sûrement plus sage que tous) :
La révolution est une très bonne chose,
Pourquoi pas ?

Mais les soixante-dix premières années,
Ce n'est pas une vie, mais une torture sans fin.

Ensuite je cite Maximilian Volochine dont la position n'était pas soviétique mais pas non plus émigrée, mais russe, patriotique :

Et je me tiens entre eux,
Dans la flamme ardente et la fumée
Et de toutes mes forces
Je prie pour les uns comme pour les autres.

Je suppose que c'est précisément dans ce contexte, dans la mesure où la Grande guerre engendra l'émigration russe, qu'il convient de les apprécier du point de vue de la Russie. Comme disait Dostoïevsky, « sans tomber dans l'humain en général ». Ce qui signifie que définir cette guerre comme impérialiste de la part de la Russie est absurde. Est-ce qu'Alexandre I^{er} de Yougoslavie supposait une telle définition lorsqu'il érigea dans le cimetière russe de Belgrade un monument grandiose sur lequel était gravé : « Dédié aux deux millions de Russes morts pour la Serbie » ? Comme on le sait, l'Empire russe ne satisfait aucune prétention impérialiste au cours de la guerre, et on peut dire qu'il n'en formula aucune. Conclure la guerre par une défaite signifiait seulement perdre une part importante de son territoire et voir la formation de l'État qui auparavant n'était pas mentionné sur les cartes géographiques et qui reçut le nom d'Ukraine. C'est pour cette raison que l'année 1918, et non pas 1917 ou 1922, constitue le début de l'émigration russe. Comme l'a montré un auteur tout à fait conservateur, l'émigré russe de la deuxième vague Nikolaï Ivanovitch Oulianov, auteur d'une étude fondamentale intitulée *L'origine du séparatisme ukrainien* publié en Occident en 1966 et réédité en Russie en 1996, le projet d'État ukrainien fut une opération anti-russe du temps de guerre, fruit des travaux des états-majors allemands et austro-hongrois. Je cite Nikolaï Oulianov : « Parmi tous les ennemis de la Russie et du peuple russe, les pan-ukrainiens de Galicie méritent aujourd'hui la palme de la primauté. Il n'y a pas d'insulte, de saleté et de calomnie qu'ils n'aient hésité à lancer à l'encontre de la Russie et des Russes. Ils se sont donné certainement pour but de concentrer et de mettre au carré tout ce qui avait été dit de méchant sur la Russie par ses ennemis.

Un des auteurs de ce projet, Grouchevsky, dont le nom a été donné à une rue du centre de Kiev là où s'est déroulé le Maidan, était dorloté par le pouvoir dans l'Ukraine soviétique, il fut académicien et une des autorités à l'origine de l'idéologie séparatiste de l'ukrainisme. C'est Grouchevsky qui élaborait sur le territoire de l'Autriche l'idéologie de la « Grande Ukraine » vouée à se tourner vers l'Occident et non pas vers la Russie. Je cite : « L'Ukraine au XIX^e siècle fut arrachée à l'Occident, à l'Europe, et fut tournée vers le nord, coincée dans l'angle mort de la culture et de la vie grand-russe. L'Ukraine doit donc lier son avenir à l'Allemagne, à l'Angleterre et en particulier aux États-Unis. Les relations amicales avec l'Allemagne nous promettent, écrivait Grouchevsky en se référant à l'expérience de gouvernement de la Rada Centrale qui, comme on le sait, n'exista que jusqu'à avril 1918, que les portes de ses usines, de ses laboratoires, de ses centres de recherche, de ses écoles spéciales seront ouvertes à notre jeunesse et à toutes sortes de spécialistes ». C'est, pour ainsi dire, le prototype du futur accord entre l'Ukraine et l'UE.

Un exemple tiré d'une autre époque. En 1964, au Congrès mondial de sociologie à Washington. Autant que je sache, c'est la première fois qu'eut lieu une rencontre entre la délégation soviétique et Pitirim Sorokin, célèbre russo-américain, comme on disait à l'époque, et aujourd'hui il est préférable de dire simplement scientifique russe, un des fondateurs de la sociologie théorique contemporaine et de l'école de sociologie de Harvard. Mon père, décédé, faisait partie de ce groupe de philosophes. Sorokin les reçut chez lui, de façon tout à fait correcte, à la russe. La seule chose qu'il demandât de transmettre aux dirigeants soviétiques était qu'on l'invitât à Moscou pour le 50^{ème} anniversaire de la révolution d'Octobre. Sa demande fut transmise. Il ne reste aujourd'hui qu'un seul témoin de cette rencontre, l'académicien Tédor Ilitch Oizerman, centenaire. La lettre fut adressée au Département de la science de la Commission Centrale qui prenait des décisions de cet ordre. La réponse fut négative.

En revanche, à Kiev lors de la célébration pour cette date en vue de soutenir ce qui à l'époque soviétique s'appelait la culture ukrainienne nationale dans la forme et socialiste sur le fond, se rendirent des émigrés de divers villes et pays. Voilà la politique soviétique de deux poids – deux mesures. Elle fut

un des signes précurseurs de la formation de l'ukrainisme ultérieur portant sur son visage une russophobie agressive. Comment se forma-t-il, pourquoi fut-il passé sous silence en Russie et pourquoi éclata-t-il comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu, c'est l'objet d'une autre discussion, il ne s'agit pas de cela aujourd'hui. L'immigration russe visa toujours l'accomplissement d'une mission historique formulée déjà par Dmitry Sergueïévitch Mérejkovsky : « Nous ne sommes pas en exil, nous sommes en mission ». Le message de l'émigration russe le plus impressionnant de ces derniers temps aura été le rattachement de la Crimée à la Russie. Il a suscité un élan patriotique. C'est le cas rare où, si on reprend les termes de Dostoïevsky (à propos de la réforme de 1861) : « toute la Russie exulta et se prépara à renaître ». D'ailleurs, l'exultation fut loin d'être générale. Une autre réaction face au renforcement de la Russie et du monde russe fut un accès inouï de russophobie intérieure et extérieure. À l'intérieur elle est plus dangereuse, comme considérait l'inventeur de ce terme, Fiodor Ivanovitch Tiouttchev dans les années 1840, « quand les mauvaises langues en Occident s'unirent dans une même haine de la Russie, lui promettant et lui prédisant la captivité et l'opprobre ». Pourquoi cela se produit-il ? Selon Tiouttchev, la Russie ne s'oppose pas du tout à l'Occident mais elle en est sa sœur légitime, « certes menant sa propre vie originale et organique ». Néanmoins dans la réalité la situation est telle que toute déclaration de la part de la Russie sur ses intérêts nationaux « est déjà considéré par l'Europe Occidentale comme une sorte de défi et suppose comme un embryon de coalition qui nous est hostile ». Le nom de cette coalition hostile est russophobie. Pourquoi la russophobie intérieure est-elle plus dangereuse que celle de l'extérieur ?

Parce que la Russie s'est d'une façon ou d'une autre débarrassée de ses ennemis extérieurs. Un article de Sorokin écrit peu avant sa mort (survenue en 1968), que j'ai traduit soigneusement, commence par des compliments à l'égard de l'Union Soviétique. C'est d'ailleurs le ton de tout l'article. L'Union Soviétique, toujours dirigée par la nation russe, a obtenu des succès inouïs dans tous les domaines de la vie : en économie, dans la culture, dans la science... Voilà comment il voulait attirer l'attention de nos dirigeants qui appliquait en tout le système de deux poids – deux mesures. Si on avait donné la parole à Sorokin dans notre presse russe, soviétique, si cet article avait été publié, il aurait eu un effet sur le monde entier.

La russophobie intérieure, selon Tiouttchev est plus dangereuse dans la mesure où il est plus complexe de lutter contre les ennemis intérieurs. Et la russophobie n'est pas simplement une aversion envers la Russie, on n'aime jamais ce qui est grand. L'Amérique a toujours été mésestimée et l'est parce qu'elle est grande. Ce n'est pas seulement de l'aversion pour ce qui est grand, c'est une politique visant à rejeter la Russie hors de l'Europe, si ce n'est par la force des armes, au moins par celle du mépris, et aujourd'hui par toutes sortes de sanctions punitives. La réponse de Tiouttchev est celle-ci : « Ne pas reconnaître la signification historique autonome de la Russie qui représente tout un monde est également impossible, de même que revenir à l'époque précolombienne », c'est-à-dire ne pas reconnaître la découverte de l'Amérique alors qu'elle a déjà été découverte.

Et ensuite ? Quelle est la destinée et la mission de l'émigration russe après le rattachement de la Crimée ? Herzen, déjà, disait que « pour les Russes à l'étranger il y a une autre cause encore. Il est temps de rapprocher l'Europe de la *Rous*. L'Europe ne nous connaît pas, elle connaît notre gouvernement, notre façade et rien de plus ; pour qu'elle fasse connaissance les circonstances sont parfaites, ça ne lui (elle, l'Europe) va plus très bien de s'enorgueillir et de se draper majestueusement du manteau de l'ignorance méprisante, le dédain intentionnel de la Russie ne va pas à l'Europe ». Or, si on applique les mots de Herzen, les circonstances pour que l'Europe et la Russie fassent connaissance sont parfaites, je dirais qu'elle le sont encore plus qu'au XIX^e siècle.

L'émigration russe actuelle remplit-elle sa mission consistant à faire connaître au monde la Russie ? Bien entendu, je pose ces questions sans avoir à l'esprit les dernières variétés d'émigration de nouveaux Russes à teinte criminelle, comme Bérézovsky, Goussinsky, Névezline, Khodorkhovsky et autres. Il s'agit d'autre chose. Selon certaines données, le nombre d'émigrés russes ayant obtenu un permis de séjour à l'étranger à l'époque contemporaine, en général des spécialistes diplômés, qualifiés, est situé entre un million et demi et deux millions. Ces données ne figurent nulle part, je ne peux me référer qu'à un rapport oral du recteur Viktor Antonovitch Sadovnichy présenté lors d'une séance du conseil scientifique de l'université de Moscou. Ce nombre est comparable à celui de l'émigration des premières vagues. Bien sûr, il n'est pas tout à fait correct de qualifier d'émigré ceux qui sont des demandeurs actuels. Beaucoup d'entre eux ont été naturalisés dans des pays occidentaux, ils se rendent parfois en Russie, notamment en qualité de

bénéficiaires de bourses élevées. Mais quel est leur rôle dans le rapprochement de l'Europe et des États-Unis vers la Russie ? Quel message peuvent-ils porter sur la Russie au monde ? Il me semble que cette dernière vague d'émigration s'identifie à peine à la Russie et ne vise pas à défendre ses intérêts nationaux. C'est une préoccupation assez molle de la part de nos structures officielles comme Rossotroudnitchestvo. Malheureusement, les Russes à l'étranger ne cherchent pas à accéder au pouvoir, ils ne forment pas d'unions politiques pour promouvoir les intérêts russes comme le font par exemple les Ukrainiens au Canada et aux États-Unis. Il est donc difficile d'attendre des Russes une sorte de message au monde sur la Russie. En outre, les enfants de beaucoup de dirigeants russes font des études supérieures à l'étranger, et principalement en Occident, et, si on utilise un terme sociologique, leurs groupes de références ne sont maintenant pas du tout en Russie. Pour la plupart d'entre eux sont préparées des places dans de grandes entreprises publiques et des structures étatiques. Et on peut être sûr qu'ils constitueront l'armature de la prochaine génération de l'élite russe. Qu'ont-ils de russe dans l'âme ? Quel message sur la Russie porteront-ils au monde quand ils seront au pouvoir en Russie ?

L'éternel et le transitoire dans le conservatisme russe*

« Le véritable conservatisme, c'est la lutte de l'éternité contre le temps »

Nikolai Berdiaïev

La formule de Berdiaïev placée en épigraphe semble simple et claire. En réalité elle peut être interprétée de façons différentes, pratiquement contradictoires. En quoi, en effet, consiste la vérité du conservatisme ? En ce qu'un véritable conservateur cherche à considérer *et à apprécier du point de vue de l'éternité* tout ce qui est transitoire ? Ou bien au contraire il n'est véritable qu'autant qu'il parvient à *élever au statut d'éternité* toute donnée présente de l'essence ?

Dans le premier cas nous sommes forcés de considérer l'immédiateté avec un maximum de sévérité en soumettant tout ce qui se produit ici et maintenant à une vérification sans compromis en matière d'« éternité ». On pourrait penser que c'est justement dans ce sens que se meut la pensée de Berdiaïev qui précisa de la manière aphoristique qui lui est caractéristique : « La vérité du conservatisme n'est pas l'origine retenant la création de l'avenir, elle est l'origine faisant renaître le passé dans ce qu'il a d'impérissable » [1, p. 113]. Mais si on suit cette pensée de façon littérale, c'est-à-dire si on cherche en tout seulement ce qu'il y a d'« impérissable », alors paradoxalement nous (tous ceux qui se considèrent comme conservateurs) pouvons nous retrouver du même côté des « barricades intellectuelles » que les penseurs d'un esprit complètement contraire. Par exemple, avec Dmitry Pissariiev, l'idéologue des nihilistes russes des années 1860, qui, à l'âge de 21 ans s'ingénia à secouer la société russe instruite avec son article « La scholastique du XIX^e siècle » publié dans le numéro de septembre de la revue *Rousskoïé slovo* (*La parole russe*) en 1861.

Il écrivait mot à mot ce qui suit : « Chaque génération détruit la vision du monde de celle qui l'a précédée [...] la recherche de la vérité, le mouvement visant à toujours mieux la posséder déjà parce que la dernière est flatterie et la première fait réel [...] qu'on peut briser, et qu'il faut briser ; ce qui résiste aux coups est bon, ce qui vole en éclat, n'a aucune valeur ; en tout cas, frappe de tous côtés, aucun dommage n'en sera et ne peut en être » [8, p. 134–135].

À première vue il n'a pas dans ce manifeste du radicalisme nihiliste la moindre allusion à une vision conservatrice du sujet de la « lutte » entre l'éternel et le transitoire. Mais ce n'est qu'à première vue ! Or si on se penche sur ce texte provocateur et rebelle on peut y découvrir cette aspiration *platonicienne* à la vérité qui est la seule certitude qui nous soit donnée. L'aspiration à franchir le voile trompeur de l'apparente réalité et de la multiplicité irresponsable d'opinions pour parvenir à ce qui est authentiquement vrai et, conséquemment, éternel : n'est-ce pas ce pathétisme qui transparaît dans l'« ultimatum de notre camp » de Pissariiev ? ! Seulement, il est si clair que ce n'est pas « notre » camp que vient le moment de se poser une autre question : en engageant dans le présent une lutte entre « l'éternité et le moment » au sens d'une sélection radicale de ce qui est transitoire, que conservons-nous à proprement parler ? C'est-à-dire que maintenons-nous, que protégeons-nous de la démolition, que cherchons-nous à maintenir en vie ?

La formule de Berdiaïev prise dans ce sens nous paraît celle d'un *véritable* conservateur comme *critique* impitoyable du présent, purifiant sans relâche le passé impérissable des « excroissances » de l'immédiateté et, en fait, des empiètements du « futur ». D'une manière générale, vu sous cet angle, le sujet du « futur » lui-même devient un *transitoire* superflu. Car si l'« éternel » a déjà eu lieu dans le passé et doit

* *Cahiers du conservatisme*, 2015, n°4, p. 219-229.

Léonid POLIAKOV, docteur en philosophie, directeur du conseil éditorial de la revue *Cahiers du conservatisme*; professeur, département de sciences politiques, École des Hautes Études en Sciences Économiques, Moscou. E-mail : leopolen@yandex.ru

être conservé dans le présent, alors quel est le rôle de ce qui n'existe pas encore ? Ou alors le « futur » n'est que ce qui est conservé aujourd'hui – et « hier » (qui est « éternel ») transposé demain ? Ou bien c'est encore une fois « la lutte de l'éternité contre le temps » ? !

Mais en lisant autrement la formule de Berdiaïev nous prenons une nouvelle fois le chemin de paradoxes non moins étonnants. Si le véritable conservateur est celui qui sait transformer (à la manière de Berdiaïev il serait plus correct de dire « surmonter ») le transitoire en éternel, alors de critique impitoyable il se transforme lui-même en *apologète* inconditionnel de la donnée de l'instant. Il devient celui qui a, selon Michael Oakeshott, le don particulier de « préférer ce qu'il connaît à ce qu'il ne connaît pas, ce qui a été expérimenté à ce qui ne l'a pas été, le fait à l'énigme, l'effectif au possible, le limité à l'illimité, le proche à l'éloigné, l'aisance à l'abondance, le pratique au parfait, la joie d'aujourd'hui à la félicité promise pour un futur utopique » [7, p. 66].

En d'autres termes, le véritable conservateur se trouve être mû par le fameux « Instant qui passe, arrête-toi ! » de Faust, dans un sens non pas élevé et esthétique mais pratique et terre à terre. La faculté de se réjouir de l'existence ici et maintenant sans charger cette joie du souci du « meilleur », la capacité à trouver l'« éternel » dans le transitoire, est-ce là l'objectif de la lutte indiqué par Berdiaïev ? Mais si l'« éternité » est déjà ici, alors surgit de nouveau le doute quant à l'opportunité du « futur », à quoi sert-il ? Et s'il survient obligatoirement, comment le conservateur doit-il le percevoir : comme une menace ?

Dans les deux manières de saisir la formule de Berdiaïev nous découvrons ce qui lui donne son sens : la lutte entre deux sens qui s'opposent diversement l'un à l'autre. On peut ainsi affirmer que Nikolai Berdiaïev, nullement conservateur, sut donner une définition vivante – c'est-à-dire constamment sujette à contestation – du conservatisme. Et par là même mettre au jour un des problèmes éternels du conservatisme russe : l'effort constamment insatisfait de se déterminer de façon définitive et unique. Car en fait, depuis le milieu du dix-neuvième siècle quand le mot de « conservatisme » lui-même fit son entrée dans la langue russe et jusqu'à aujourd'hui les débats sur ce qu'il signifie ne s'apaisent pas. La façon dont est posé le problème du conservatisme russe est-elle donc, comme on dit, vaine ? Peut-être essayons-nous de trouver et de définir ce qui n'a jamais existé chez nous, n'existe pas et pour cette raison n'existera jamais ? ! Quant au fait que ces questionnements ne sont pas infondés, il suffit pour s'en convaincre de se référer à (par présomption tacite) notre pensée « conservatrice » elle-même.

Dans toutes les disputes pour savoir si nos premiers « slavianophiles » étaient captifs de l'« utopie conservatrice » (Andrzej Walicki) ou bien en fait une sorte de « libéraux » russes, l'évolution elle-même de la pensée slavianophile vers quelque chose d'« éternel », d'« impérissable » dans le passé national permet de les considérer (conformément à la formule de Berdiaïev) comme « conservateurs ». Or il est pourtant une chose curieuse : ni les penseurs anciens ni les plus jeunes du cercle slavianophile ne se sont souciés de s'élaborer pour eux-mêmes un nom propre. Car le mot lui-même de « slavianophile » est un surnom moqueur qui désignaient au début des années 1820 les « amateurs de mot antique », à savoir les adeptes de l'école littéraires des « archaïstes » de l'amiral Chichkov. Et puis aussi tant Khomiakov que ceux d'Aksakov, que ceux de Kiréïev, prirent ce surnom pour s'opposer fièrement à ceux qu'on traitait d'« occidentalistes » russes. Mais son inadéquation, en-dehors de l'histoire de son origine, réside aussi dans le fait que tout le monde slave, par rapport à la Russie, est aussi l'« Occident » !

Mais, peut-être les slavianophiles étaient-ils insuffisamment informés de ce que dans l'usage des langues européennes était déjà apparu le terme de « conservateur » qui aurait pu être employé aisément pour s'identifier idéologiquement et sur le plan social ? La supposition est aussi naïve qu'infondée en raison de l'explication donnée par Konstantin Sergueïévitch Aksakov dans sa note « Sur l'état intérieur de la Russie » adressée à l'empereur Alexandre II en 1855 : « Il est difficile de comprendre la Russie sans renoncer aux notions occidentales sur la base desquelles nous voulons tous voir dans chaque pays – et donc en Russie – des éléments ou révolutionnaires ou conservateurs ; mais l'un comme l'autre sont des points de vue qui nous sont étrangers ; l'un comme l'autre sont les côtés opposés de l'esprit politique ; ni l'un ni l'autre n'existent dans le peuple Russe car en celui-ci il n'y a pas cet esprit politique » [9, p. 71].

Ce refus du mot de « conservateur » par une des autorités incontestables des slavianophiles alors qu'il était soutenu par les autres, s'explique en partie par l'époque concrète. En 1855 c'est l'époque principalement apolitique « nikolaïevienne » (pour ne pas dire carrément « antipolitique ») qui s'acheva dans une période astronomique mais nullement historique. L'opinion selon laquelle la politique est une affaire exclusivement propre au tsar avait pour elle un fondement non seulement sous la forme d'une construction

théorique slavianophile particulière mais reflétait aussi la pratique concrète de « l'État policier bien dirigé » de Nicolas. Dans cet État dominait la conviction selon laquelle le monarque et son gouvernement existent pour se préoccuper de tous et de tout et que s'occuper de soi est un manque de respect pour l'État et ainsi un paramètre politique dangereux » [6, p. 154].

En étant selon le dessein de Pierre le Grand un produit tout à fait européen, cet État – dans l'imaginaire slavianophile – correspondait presque idéalement à la spécifique « apolitique » du peuple russe. Or Konstantin Aksakov propose au jeune empereur la voie de réformes sur laquelle il faudra « comprendre la Russie et *revenir* [c'est moi qui souligne, L.P.] aux sources russes, conformes à son esprit » [9, p. 92]. Le premier pas sur la voie de cette compréhension-retour consiste à permettre au « peuple » d'exprimer librement son avis sur toute question. Voici la formule précise employée par Aksakov : « Il n'y a qu'une seule attitude autonome d'un peuple impuissant vis-à-vis d'un État tout-puissant : l'opinion publique » [9, p. 81].

Cet exemple de Konstantin Aksakov et de ses collègues « anciens slavianophiles » est pour nous typique de la première lecture de la formule berdiaïevienne du « véritable conservatisme ». La présomption des « sources russes » auxquelles il est nécessaire et possible (?) de revenir transformait les slavianophiles en critiques impitoyables de la modernité russe. Or elle était vue par eux dans une brève perspective « apocalyptique » : « La Russie se maintient longtemps... parce que n'a pas encore disparu en elle la Russie d'avant Pierre le Grand » [9, p. 89]. De là cette conclusion radicale qu'Aksakov se risqua à présenter à Alexandre qui venait à peine d'accéder au trône d'empereur de Russie : « Oui, il y a un danger pour la Russie : qu'elle cesse d'être la Russie, ce à quoi même constamment le système actuel de l'État conçu par Pierre le Grand » [9, p. 88].

Dans la présentation d'Aksakov le programme slavianophile force encore une fois à réfléchir sur les causes du refus de se déterminer comme conservateur. Outre la réticence assez clairement motivée de s'identifier politiquement à la manière « occidentale » il y a aussi une attitude particulière vis-à-vis de l'histoire russe, du passé d'avant Pierre le Grand, passé auquel il faut revenir pour rester soi. Dans ce paradoxe du « retour vers soi » pour « se retrouver » se dessine très distinctement le drame intellectuel des slavianophiles qui ont interdit de les classer *de façon inconditionnelle* comme conservateurs pas seulement parce qu'eux-mêmes ne le voulaient pas. Le fond de ce drame est qu'ils pensaient selon le mode « éternité » percevant l'histoire non pas comme un développement mais comme un processus de « détérioration » d'un « idéal » originel donné.

L'auteur de cette « dramaturgie », Alexeï Stépanovitch Khomiakov, précisément selon ce critère distingua une fois pour toute la « Sainte Russie » de l'« Occident » en expliquant que l'homme occidental vivait justement dans l'espoir du futur parce qu'il attendait le progrès, que son passé comme son présent étaient mauvais. Quant à l'homme russe, il n'avait rien besoin d'attendre de l'avenir puisque lui ont été donnés dans le passé deux dons : le christianisme *orthodoxe* (le seul vrai) et la *communauté* rurale. On comprend qu'un tel a-historisme de principe (tout à fait, d'ailleurs, en corrélation évidente avec le principe antique russe de la « perspective inversée » dans la peinture d'icônes) transforma le slavianophile en critique non seulement de l'histoire russe post-Pierre le Grand mais aussi de l'Histoire en tant que telle. Et si c'est acceptable du point de vue terminologique, alors il aurait fallu parler de la slavianophilie comme d'un « conservatisme archéologique » dans la mesure où le sens de leur programme se résumait à libérer depuis des strates de l'histoire « falsifiée » (elle n'est jamais rien d'autre !) la véritable « essence » nationale.

Néanmoins, en observant l'histoire du conservatisme russe identifiée terminologiquement, sembler s'interrompre au début des réformes d'Alexandre avant même d'avoir commencé, nous découvrons qu'à ce point de « rupture » l'aide vient, curieusement, du flanc opposé : libéral. Et concrètement, du moins russe (selon la définition de Berdiaïev) de ses penseurs, à savoir Boris Nikolaïevitch Tchitchérine¹. C'est lui qui fit la tentative héroïque non seulement de faire circuler dans le discours politique et social la désignation même de « conservateur » mais aussi de l'expurger de toutes les significations insultantes et offensantes dont elle s'était alourdie vers le début des années 1860. Et la tâche n'était pas vaine.

Dans son article intitulé « Quel est le principe conservateur ? » paru dans le recueil *Quelques questions contemporaines* (1862), Tchitchérine écrivait : « Le terme de « conservateur » est devenu chez

¹ « Selon Tchitchérine on peut étudier l'esprit contraire à l'idée russe telle qu'elle s'est exprimée dans les courants dominants de la pensée russe au XIX^e siècle » [2, c. 171].

nous un épouvantail. À l'entendre le libéral russe se met à bouillir de colère [...] Le conservateur est chez nous synonyme d'indifférence crasse envers le bien public, de mépris pour le peuple, d'égoïsme de nobles, d'impudence de fonctionnaires, de flatterie, de tromperie et d'extorsion. Dans son âme noire se cache seulement l'aspiration abjecte aux grades et à la carrière. La moindre nuance de conservatisme place immédiatement un homme parmi les attardés, les invétérés et en fait un objet de moquerie, d'insultes et de calomnies » [12, p. 439].

Certes, il faut reconnaître qu'une telle attitude envers le conservatisme de la part de la société russe post-nikolaïevienne « éveillée » était si ce n'est justifiée, du moins avait quelque fondement ne fût-ce que dans ce que Tchitchérine lui-même avait désigné du terme de « *conservateurs routiniers* ». Puisqu'ils s'appuient « sur la seule routine, sur l'attachement aveugle à l'antiquité, sur l'adoration de l'ordre établi », cet « ordre établi est voué à s'effondrer » [12, p. 443].

Cependant Tchitchérine insiste sur le fait qu'il peut et doit y avoir en Russie un autre « conservatisme raisonnable et libéral » [12, p. 450] dont l'énergie doit aider le « parti conservateur » à préserver sa « signification sociale » [12, p. 443]. Un tel conservatisme doit inmanquablement agir de pair avec un « parti du progrès » qui « représente dans la société l'élément du mouvement ». Et Tchitchérine donne une formule prophétiquement juste de la réhabilitation du conservatisme : « Là où il n'y a pas de parti du progrès, le peuple s'enfoncé dans une immobilité orientale ; mais là où il n'y a pas de parti conservateur, la vie sociale ne se présente que comme un chaos insensé, une errance perpétuelle, une anarchie impensable dans une vie commune raisonnable » [...] Malheur au peuple qui rejettera de son milieu les principes conservateurs ! » [12, p. 442].

Dans cette discussion par correspondance sur le sens et la possibilité même d'un conservatisme russe entre Konstantin Aksakov et Boris Tchitchérine dans le rôle de premier allié intervient de façon assez inattendue un ancien « occidentaliste » inconditionnel (en Russie), transformé en « socialiste russe » inconditionnel (en Occident) : Alexandre Ivanovitch Herzen.

Dès ses *Lettres à un voyageur* (1865) il affirmait que « chez nous le conservatisme ne va ni plus loin ni plus haut que le village » [3, p. 444], tout en craignant l'apparition d'un conservatisme russe de noblesse du type des Tories britanniques : « Le parti conservateur au sens économique chez nous vient de se former, il faudrait gêner sa progression. Le pouvoir impérial n'est qu'une façade, il a de la force mais pas de sens » [3, p. 467].

Mais quelques années plus tard il adopta définitivement une attitude plus posée sur cette question, semble-t-il. Les « Tories » russes ne virent pas le jour et il n'y avait toujours pas vraiment de raison de croire en l'empire. Et Herzen, ayant reconnu que tout en ayant des opinions tout à fait contraires son « cœur battait » avec les slavianophiles, rendit son verdict « définitif » : « On ne peut pas parler sérieusement de conservatisme en Russie. Ce mot n'existait même pas jusqu'à la libération des paysans. Nous pouvons nous tenir debout, sans bouger, comme un saint stylite ou faire marche arrière comme un crabe, mais nous ne pouvons pas être conservateurs parce que nous n'avons rien à conserver. Une édification disparate, sans architecture, sans unité, sans racines, sans principes, composite et pleine de contradictions. Le camp citoyen, la chancellerie militaire, l'état de siège en temps de paix, un mélange de réaction et de révolution, prêt à poursuivre longtemps et à se transformer dès demain en ruines » [3, p. 253].

Il va de soi que les slavianophiles eux-mêmes de ce type auraient peu probablement acceptée un tel « soutien » compte tenu de ce que Herzen avait pratiquement coupé à la racine leur thèse centrale en écrivant : « L'erreur des Slaves résidait en ce qu'il leur semblait que la Russie avait un développement qui fût propre, éclipsé par différents événements et, enfin, par la période saint-pétersbourgeoise. La Russie n'a jamais eu de développement pareil et *ne pouvait en avoir* » [3, p. 228]. Mais, reniant l'« utopie conservatrice » slavianophile, en particulier la possibilité même d'un conservatisme en Russie en général, Herzen lui-même dans ses *Lettres à un vieux camarade* se met soudain à employer la langue d'un conservateur dans la deuxième interprétation de la formule de Berdiaïev. En réponse à l'espoir de Bakounine que le peuple ait un « sens révolutionnaire » il se rappelle sa thèse première sur son caractère conservateur naturel : « Le peuple est conservateur par instinct et pour cette raison il ne connaît rien d'autre, il n'a pas d'idéal hors de ses conditions existantes » [3, p. 543].

C'est justement en raison de cette habitude populaire de voir quelque chose d'idéal dans la vie ordinaire (quelque chose d'éternel dans ce qui est transitoire) qu'il « est bien plus difficile de lutter contre le conservatisme du peuple que contre celui du trône et de l'ambon » [ibidem]. Mais en réalité c'est ce

qu'il ne faut pas faire ! La négation totalement anarchique de toutes les institutions sociales historiquement mises en place (État, Église, famille, propriété) n'est pas la voie de libération de l'humanité mais celle de la destruction de la civilisation humaine même. Et Herzen qui n'est pertinemment pas conservateur dira : « Il ne faut libérer les gens dans la vie extérieure plus qu'ils ne le sont intérieurement. Curieusement, l'expérience montre qu'il est plus facile pour les peuples de supporter le fardeau violent de l'esclavage que le don d'une liberté excessive » [3, p. 544].

Cette faculté étonnante qu'ont les non-conservateurs russes à penser de façon extrêmement conservatrice et même de tenir des propos authentiquement conservateurs peut être illustrée par un autre exemple. Le discours d'Alexandre Dmitriévitch Gradovsky, un des meilleurs représentants du libéralisme russe de l'époque des réformes d'Alexandre. Quinze ans après la tentative de Tchitchérine de réhabiliter tant le terme même de « conservatisme » que ses véritables pensées, Gradovsky revient de nouveau sur ce sujet dans un article directement intitulé « Qu'est-ce que le conservatisme » ?

Avant tout il transpose la question de l'essence du conservatisme du domaine des considérations théoriques et de conceptions (philosophiques) du monde vers la dimension *politique* : « Les mots de conservateur, conservatisme, ne définissent pas tant le complexe de notions théoriques d'un acteur social que l'orientation pratique de son activité, pas tant sa tournure d'esprit que l'orientation de sa volonté » [4, p. 338]. De cette définition de base il découle une conclusion fort importante qui développe la thèse de Tchitchérine sur la nécessité d'affirmer en Russie un « conservatisme raisonnable et libéral ». De l'avis de Gradovsky, il est très important de se débarrasser d'une erreur implantée dans la conscience générale en Russie : « Par exemple, il est répandu chez nous d'opposer les termes de conservateur et de libéral sans soupçonner que l'opposition entre ces deux notions est complètement absurde. Le libéralisme est la célèbre théorie du système de l'État, des formes et des limites de son activité [...] En ce sens le libéralisme s'oppose à l'absolutisme et au gouvernementalisme (la tutelle du gouvernement) » [4, p. 339].

Pour être logique et distinguer différents principes philosophiques et idéologiques et approches pratiques et politiques (« orientations de la volonté ») alors il ne faut pas s'étonner de certaines combinaisons qui existent, par exemple, en Europe occidentale : « Le parti libéral joue déjà le rôle d'élément conservateur, en opposition aux revendications des socialistes qui reviennent aux principes de l'intervention de l'État » [ibidem]¹.

En tirant le « conservatisme » au-delà des limites du débat sur les principes, Gradovsky poursuit sur la voie ouverte par Tchitchérine. Le partenaire naturel (opposant amical) du conservateur dans le domaine de l'« activité sociale » (euphémisme compréhensible pour « politique » dans le contexte d'autocratie) s'avère « progressiste ». Dans une telle approche il devient possible de supposer une formule de compromis, mais en même temps productive, de réformation sociale : « Si le conservateur s'efforce de lier le passé au présent, alors le progressiste pense au lien entre le présent et l'avenir ; le conservateur oriente ses efforts vers les établissements du passé changeant d'aspect conformément aux revendications du présent pour retrouver nouvelles fraîcheur et solidité ; le progressiste s'efforce d'apporter dans le présent les exigences pour l'avenir qu'il prévoit et le travail qu'il cherche à simplifier. Ses revendications sont toujours plus larges, d'ailleurs plus vives, sa critique plus profonde que celles du conservateur » [4, p. 342]. De là il s'ensuit naturellement : « Chaque réforme est le résultat de leur accord. Elle montre la mesure des concessions faites par le parti conservateur sous l'influence de la conscience générale de la nécessité des changements » [4, p. 343].

En soulignant la différence entre les conservateurs et les progressistes, Gradovsky affirme qu'elle est plus importante que leur similitude fondamentale : « Mais les conservateurs comme les progressistes se ressemblent en ce qu'ils se tiennent également sur le terrain du développement historique du peuple » [4, p. 342]. Cette thèse, en fait, renforce encore plus l'impression que nous avons face à nous le paradigme conservateur de Burke élaboré sur l'affirmation de l'historisme et l'interprétation du « contrat social » (encore à naître) dont le médiateur est la génération du « présent ». Cependant cette impression s'avère imparfaitement juste pour deux raisons.

Premièrement, Gradovsky, dans la conjonction « conservateurs – progressistes » donne une initiative réformatrice majeure à ces derniers en soulignant que toute réforme est forcément une *concession* de la part des conservateurs. Et puisque le « conservatisme », ce ne sont pas, selon Gradovsky, des principes

¹ Ce phénomène avait été aussi noté par Herzen qui qualifiait de conservateurs révolutionnaires les libéraux d'Europe occidentale.

mais une « orientation de la volonté », il est évident que dans la compétition arbitraire pour le contrôle de la position de l'« empereur-réformateur » dans le contexte russe, ce sont toujours les progressistes qui doivent avoir le dessus.

De là, deuxièmement, apparaît déjà nettement le couple politiquement détonnant de la conjonction réformatrice productive : « réactionnaires – révolutionnaires ». C'est ainsi que Gradovsky explique la différence entre le conservateur et le réactionnaire : « Le conservateur maintient ce qui est ancien mais dans la limite des exigences du présent [...] Le réactionnaire, au contraire, vit de l'ancien sans reconnaître aucune exigence du présent. Ce qui se produit aujourd'hui lui semble la pire insulte à l'ancienneté révéree » [4, p. 343].

Malgré la différence dans les termes, le « conservateur routinier » de Tchitchérine ne se distingue presque pas du « réactionnaire » puisqu'il aboutit pratiquement à la destruction révolutionnaire de l'ordre établi. En même temps, malgré son portrait fort critique du « révolutionnaire »¹, Gradovsky laisse sans réponse une question politiquement importante : qui a le droit de définir les « exigences du présent » ? Est-ce celui qui est convaincu que les institutions du passé conviennent tout à fait et que ceux qui exigent leur changement sont justement les « révolutionnaires » qui ont renoncé à l'histoire et souhaitent passionnément mettre en œuvre leur « formule abstraite » en détruisant l'ordre établi ? Ou bien est-ce celui qui a pris conscience que les institutions du passé n'étaient plus valables et qui voit dans ceux qui y tiennent les « réactionnaires » porteurs de la destruction de l'ordre établi ?

Il serait plus juste de dire que Gradovsky donne à cette question une réponse indirecte en consacrant l'essentiel de son article à décrire comment Robert Peel, le leader des Tories, avait joué un rôle de réformateur en accompagnant l'« émancipation politique des catholiques » en 1829 et en supprimant à la demande du parti des « free-traders » les lois dites du pain en 1846 (« Corn laws »). Mais cette réponse, précisément en raison de son côté « indirect », satisfaisait, aussi curieux cela soit-il, les représentants des camps idéologiques directement opposés. Premièrement Herzen qui insistait justement sur le fait qu'il est impossible (et inutile) de créer en Russie un conservatisme dans le style des Tories britanniques puisqu'elle est elle-même « un mélange de réaction et de révolution ». Et deuxièmement, Mikhaïl Nikiforovitch Katkov, éditeur des *Moskovskikh vedomostiei* (*Nouvelles de Moscou*), qui affirmait catégoriquement : « En Russie c'est tout le peuple qui constitue le parti gouvernemental. Le libéralisme pourri et le conservatisme pourri ne se trouvent que dans notre instruction cosmopolite et superficielle pourrie » [5, p. 380].

D'une étrange manière, Katkov, absolutiste inconditionnel, qualifié tantôt d'ultraconservateur, tantôt simplement de réactionnaire, semble s'entendre avec Herzen pour reconnaître qu'en Russie ce qui est appelé conservatisme n'est pas viable (« pourri ») par définition. En revanche, le conservatisme « naturel » doit être recherché dans le « peuple russe », défini non pas ethniquement mais comme nation *politique*. Alors qu'en réalité la position de Katkov à propos des « conservateurs » et des « libéraux » russes est définie par le refus de principe de l'idée même d'« appartenance à un parti » comme telle.

Les lignes citées plus haut, écrites par lui en mars 1881, après l'assassinat du Tsar-Libérateur, sont en fait un retour à la thèse de Konstantin Aksakov à la veille de l'accession au trône d'Alexandre III. Katkov propose au nouvel empereur de croire en ce qu'au sein du peuple russe il n'y a pas d'« esprit politique ». Que la séparation en partis qui sous le règne précédent avait presque suscité l'apparition d'une sorte de « préparlement » devait être éradiqué non seulement et pas tant de la pratique publique que dans des esprits de la société russe.

L'appartenance à un parti peut-être relativement acceptable en Amérique bien qu'il n'y ait là-bas « pas la moindre allusion à des partis libéral et conservateur au sens politique » [ibidem]. En réalité, affirmait Katkov pour convaincre ses lecteurs, il existe là-bas un parti « de l'État » qui représente une « force centripète », c'est-à-dire un parti *républicain* et un « parti de rupture et de décomposition » représentant un « mouvement centrifuge », c'est-à-dire le parti démocrate. C'est le prototype de ce dernier que Katkov entrevoit dans l'appartenance à un parti émergent en Russie et il affirme : « L'esprit du cosmopolitisme,

¹ « Si vous observez les traits du révolutionnaire et décomposez sa nature en éléments constitutifs, vous découvrirez en lui seulement deux choses : premièrement, un principe abstrait au nom duquel il a coupé tous les liens avec le passé ; deuxièmement la combinaison des passions, des instincts, des caprices, c'est-à-dire de tout ce qu'il convenu de qualifier de force spontanée mise au service d'une formule abstraite » [4, p. 346].

l'esprit impur d'immoralité politique, de la rupture et de la décomposition, voilà ce qui apparente nos libéraux au parti antinational de l'Amérique du Nord et en quoi ne sont pas préférables nos prétendus conservateurs qui ont oublié leur peuple et qui ne défendent que des principes abstraits » [ibidem].

Dans tous les cas où il attaque de la sorte les « libéraux » et les « conservateurs » russes, Katkov évite de citer des noms mais il est évident qu'il fait supposer des polémistes et des penseurs promouvant soit les idées de constitution et de parlementarisme (Tchitchérine, Gradovsky), soit celle de la nécessité d'une représentation particulière de la « Terre » (« Zemsky sobor », congrès de la Terre russe) devant l'« État » qui lui est étranger (les derniers slavianophiles). Il considérait les deux variantes comme une atteinte directe à l'autocratie construction porteuse de toute la structure de l'État russe. Et comme il l'affirme : « Nos partis aériens, libéraux et conservateurs, conservateurs et libéraux, s'affairent autour de l'« ordre légal » comme ils s'expriment dans leur jargon et souhaitent nous conférer, à nous citoyens russes, des droits politiques. [...] Ils veulent nous offrir des droits politiques mais nous avons des obligations politiques, et c'est plus important. [...] C'est en vain qu'ils nous promettent une constitution ; nous l'avons déjà dans notre serment officiel qui oblige tout citoyen russe à se préoccuper des besoins du Souverain et de l'État » [5, p. 403].

Cette approche continua à dominer dans les « milieux » *officiels conservateurs* durant les vingt-cinq années qui suivirent. La « dépolitisation » comme stratégie officielle comme rapportée de l'époque pré-Crimée (nikolaïevienne) et particulièrement manifeste durant les trente ans de règne d'Alexandre III eut des conséquences multiples avant tout pour ceux qui tentèrent de penser de manière conservatrice. Privés de la possibilité d'être représentés politiquement ils se retrouvèrent retranchés dans l'espace du journalisme où le choix demeurait entre la défense de l'« éternel » dans le flux du « transitoire » (position de critique) et l'édification du « transitoire » au statut d'« éternel » (position d'apologète).

Insatisfaits de ce choix imposé, les penseurs d'esprit conservateur se transformèrent consciemment en marginaux en protégeant non pas tant leur principe existant que leur droit de défendre librement, ou bien de dénoncer *librement* ce principe.

Cette position est exprimée de façon aiguë par Vassily Vassiliévitch Rozanov : « Les idées conservatrices sont souillées et celui qui veut se mettre à leur service doit les réhabiliter [...] le conservatisme libre, non lié, non forcé est presque la dernière carte qui lui reste dans un jeu historique quasiment perdu. Si l'on trouve deux ou un [illisible] qui demeurent orthodoxes, qui demeurent monarchistes et fidèles à l'« antiquité sainte et nationale » en vertu d'un assentiment indéniablement libre du cœur, cela signifie que la partie n'est pas terminée, qu'il ne faut pas jeter les cartes. [...] Voilà pourquoi, me semble-t-il, nous devons nous battre dans une confusion totale, dans la solitude, même en se mêlant aux rangs des ennemis ; et constituer, en raison de l'impossibilité de former un « mur », des idées conservatrices pour ainsi dire itinérantes, des pensées errantes, qui maintenant ou plus tard, chez un homme sensé ou un autre laisseront tomber une graine de conception du monde conservatrice [...] Simplement le conservatisme (pas dans les idées mais dans les gens) m'est devenu odieux ; mon âme est éteinte à cause d'eux, je les ai détestés à cause de [...] leurs manières de servir le conservatisme »¹.

Et, semble-t-il, Lev Alexandrovitch Tikhomirov lui-même partageait tout à fait cette humeur de Rozanov. En tout cas, c'est ce que laisse penser ce qu'il écrit dans son journal le 28 avril 1896 : « Non mais quels ânes, nos « conservateurs ». Comment ne pas leur être opposés en face d'une telle bêtise » [10, p. 614].

Cette marginalisation en partie contrainte, en partie volontaire coûta cher aux conservateurs russes (et en fin de compte à la Russie elle-même) quand la politique, c'est-à-dire le parlementarisme et le système des partis, devinrent subitement réalité, surtout par la volonté de l'Autocrate lui-même ! Leurs adversaires libéraux, disposant d'une infrastructure médiatique et en personnel bien préparée, remportèrent une victoire éclatante (153 députés pour les Cadets contre 13 octobristes) aux premières élections à la Douma. Puis, lors des deuxième élections ils formèrent le deuxième groupe après les « travailleurs ». Et même la profonde réforme électorale ne permit pas de constituer une quelconque majorité conservatrice significative lors des troisième et quatrième mandats à la Douma.

Observateur perspicace de ce processus, Sergueï Nikolaïévitch Boulgakov, constatait avec tristesse : « Le grand malheur de la vie politique russe est qu'en elle il n'y a pas et il ne peut se

¹ Rozanov V.V. dans une lettre de 1895 adressée à Tikhomirov L.A., citation d'après : [10, p. 614].

former un conservatisme véritable (« anglais ») : seul l'octobrisme aurait pu en être un, un vrai, pas en caoutchouc, mais idéologique, et l'échec évident de l'octobrisme dont beaucoup se réjouissent aujourd'hui est le symptôme clair que notre culture politique n'est pas encore assez mûre pour lui, elle ne formule qu'une demande en servilité ou en « gauchisme » d'opposition irresponsable, ou en révolutionnisme aveugle » [11, p. 196].

Ce diagnostic-verdict du conservatisme russe dressé par Boulgakov comme résultat de ses observations durant les élections de la dernière Douma de l'Empire s'avéra prophétique. Car c'est cette Douma qui réalisa un coup d'État en refusant le 27 février 1917 de se soumettre au décret impérial de dissolution. Et la dite Révolution de février fut pratiquement « non sanglante » précisément parce qu'elle n'était rien d'autre qu'une « révolution par en-haut ». Une autre question est de savoir ce que les « couches supérieures » qui ne s'appuyaient pas sur un terreau conservateur, se retrouvèrent renversées dès octobre par les « couches basses » infectées par la « maladie du gauchisme infantile ».

Proche de Boulgakov par les recueils de *Vekhi (Jalons)* et *Iz gloubiny (Des profondeurs)* Nikolaï Berdiaïev écrivit dès 1918 : « Quel malheur que le sort du pays dans lequel il n'y a pas de conservatisme sain sont inscrits dans le peuple lui-même, pas de fidélité, pas de liens avec les ancêtres. Malheureux est le peuple qui n'aime pas son histoire et veut la commencer depuis le début. C'est ainsi qu'est malheureux le sort de notre pays et de notre peuple. Si le conservatisme existe seulement chez le pouvoir détaché du peuple et opposé au peuple, si dans le peuple même il n'existe pas, alors tout le développement du peuple devient douloureux. Dans le conservatisme, comme lien avec l'éternité il doit y avoir non seulement la force mais aussi la vérité qui attire le cœur du peuple et qui est fondée dans sa vie spirituelle » [1, p. 122].

En sachant ce que ne savait pas encore Berdiaïev, qui écrivit ces lignes il y a presque cent ans, nous pouvons témoigner, d'un côté, de leur justesse impérissable, et de l'autre du caractère transitoire de leur constat de base. Aujourd'hui, comme il y a cent ans, nous sommes forcés de comprendre que la condition sine qua non d'un développement organique du pays qui ne soit pas interrompu par des révolutions est la présence d'une conjonction productive de conservatisme « de pouvoir » et d'un conservatisme « populaire ». Or pour cela il faut qu'existe une « vie spirituelle » populaire consistant justement à prendre conscience quotidiennement de la présence (ou de l'absence) dans tout ce qui est provisoire de cette vérité qui par définition ne peut pas ne pas être éternelle.

Dans ce cas le conservatisme *pratiquement* efficace « du pouvoir » (dans la poursuite éternelle du débat *théorique* sur son essence) consistera à protéger et assurer les droits « du peuple » à vivre en conformité avec sa vérité, aussi « étranger » ou « non moderne » qu'elle semblât, vue de l'extérieur. Voilà que cette capacité de créer ce qui est particulièrement bien désigné comme « attaches spirituelles » et commence à percer dans la Russie d'aujourd'hui. En gardant l'espoir que le conservatisme du pouvoir et du peuple prendra, enfin, un statut sinon « éternel », du moins impérissable dans la culture politique russe.

Bibliographie

1. BERDIAÏEV Nikolaï, *De l'inégalité*, L'âge d'Homme, Paris-Lausanne, 2008 [en russe : Бердяев Н. *Философия неравенства*. М. : ИМА-Пресс, 1990.]
2. BERDIAÏEV Nikolaï, « L'idée russe », Mame, 1969 [en russe : Бердяев Н.А. « Русская идея. Основные проблемы русской мысли XIX века и начала XX века » // *О России и русской философии. Философы русского послеоктябрьского зарубежья*. М. : Наука, 1990.]
3. HERZEN Alexandre Ivanovitch, *Œuvres en deux volumes*, Moscou, Mysl, 1989. [en russe : Герцен А.И. *Сочинения* : в 2 т. Т. 2. М. : Мысль, 1989.]
4. GRADOVSKY Alexandre Dmitriévitch, *Les années difficiles (1876-1880)*, Moscou, ROSSPEN, 2010. [en russe : Градовский А.Д. *Трудные годы (1876-1880)*. М. : РОССПЭН, 2010.]
5. KATKOV Mikhail Nikiforovitch, *La parole impériale*, Moscou, ed. Moskva, 2002 [en russe : Катков М.Н. *Имперское слово*. М. : Москва, 2002.]
6. LÉONTOVITCH Victor Vladimirovitch, *Histoire du libéralisme en Russie, 1762-1914*, Paris, 1980.
7. OAKESHOTT Michael, « Que signifie être conservateur », dans Oakeshott M., *Rationalism in politics and other essays* [traduit en russe : Оукшотт, Майкл. « Что значит быть консерватором » // Оукшотт, Майкл. *Рационализм в политике и другие статьи*. М. : Идея-Пресс, 2002.]
8. PISSARIEV Dmitry Ivanovitch, *Œuvres en 4 volumes*, vol. 1, Moscou, 1955 [en russe : Писарев Д.И. *Сочинения* : в 4 т. Т. 1. М., 1955.]
9. *Les premiers slavianophiles*, Moscou, 1910 [en russe : *Ранние славянофилы*. М., 1910.]

10. TIKHOMIROV Lev Alexandrovitch, *Le christianisme et la politique*, Moscou, Kalouga, 2002 [en russe : Тихомиров Л.А. *Христианство и политика*. Москва ; Калуга, 2002.] [en russe : *Христианский социализм*. С.Н. Булгаков. Новосибирск : Наука, 1991.]
11. *Le socialisme chrétien de Sergueï Nikolaïévitch Boulgakov*, Novossibirsk, Naouka, 1991
12. TCHITCHÉRINE Boris Nikolaïévitch, *Philosophie du droit*, Saint-Pétersbourg, Naouka, 1998 [en russe : Чичерин Б.Н. *Философия права*. СПб. : Наука, 1998.]

Résumé. Cet article présente et analyse de manière critique les significations des termes de « conservatisme » et de « conservateurs » présents dans la pensée philosophique et politique russe de la deuxième moitié du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. La définition tardive de Nikolaï Berdiaïev est prise comme point de départ, elle permet de poser le dilemme fondamental de la définition (autodéfinition) conservatrice : soit une critique impitoyable du « transitoire » du point de vue de l'« éternité », soit l'élévation de tout ce qui se présente au statut d'« éternité ». Dans le cadre de ce dilemme on peut suivre les principes et les pensées authentiquement conservateurs être exprimés de façon paradoxale dans des paradigmes différents, voire contradictoires. Ce dilemme n'étant pas résolu, cela nous mèna durant la période impériale à l'effondrement du conservatisme et à la destruction de l'État. Mais il peut être résolu dans la Russie contemporaine à condition de permettre aux principes de base du conservatisme de servir d'« attaches spirituelles » pouvant unir « pouvoir » et « peuple ».

Mots-clés : conservatisme, libéralisme, progressisme, réaction, révolution.

The Eternal and Momentary in Russian Conservatism

Abstract. The article pinpoints the plurality of meanings of the terms “conservatism” and “conservatives” which were in use in the Russian philosophical and political thought in second half of the XIX – early XX centuries, and gives a critical evaluation. The study starts with Nikolai Berdyaev’s definition of “conservatism” which poses the key dilemma : either to mercilessly criticize the momentary from the point of view of “eternity”, or to ascribe to the existing momentary a rank of “Eternal”. Through this dilemma it is possible to demonstrate how authentic conservative principles and meanings could have been presented in different and alternative ideological paradigms. The everlasting character of this dilemma in the pre-revolutionary Russian conservative thought for a long time deprived of a possibility for political representation, brought about a fatal gap between conservatism “from above” and radical-left mood “from below”. The ultimate outcome was the collapse of the Empire. The contemporary situation in Russia allows to escape such a scenario through assuming conservative principles as “spiritual bonds” tying authorities and the people.

Keywords: Conservatism, Liberalism, Progressivism, Reactionary, Revolution.

Leonid Polyakov, Ph.D. in Philosophy, Head of the Editorial Board, “Essays on Conservatism” journal ; Professor, the Department of Political Science, Higher School of Economics. E-mail: leopolen@yandex.ru

Viatcheslav NIKONOV

La Russie et le monde : le conservatisme dans la politique extérieure russe

Kirill BÉNÉDIKTOV

La France et la Russie : une alliance conservatrice est-elle possible ?

Égor KHOLMOGOROV

*Le tournant conservateur en Russie dans le miroir de l'histoire mondiale
de Fernand Braudel*

Paul GRENIER

*Définitions et dialogue. Réflexions d'un conservateur malgré lui sur le conservatisme
russe et américain*

La Russie et le monde : le conservatisme dans la politique extérieure *

Qu'est-ce que le conservatisme dans la politique extérieure ? Si on parle de la période d'avant 1917, la réponse est très simple. La politique du pouvoir en Russie était conservatrice. Les empereurs suivaient une ligne politique conservatrice, à l'exception de brèves périodes pendant lesquelles, par exemple Alexandre I^{er}, prédominaient certaines idées libérales diffusées aussi sur la scène internationale. En Union Soviétique existaient des éléments de conservatisme en politique extérieure mais ils étaient loin d'être les principaux parce qu'elle était la puissance qui soutenait les changements révolutionnaires dans le monde, ce qui constitue un principe anticonservateur. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, sous Gorbatchev et Eltsine, pour la première fois dans l'histoire de notre pays furent expérimentés des principes libéraux de politique étrangère reposant sur la « nouvelle réflexion », la « maison commune européenne », etc. Cela fut une des causes de la chute de l'Union Soviétique et d'un affaiblissement sans précédent de ses positions sur la scène internationale. La renaissance des principes conservateurs dans la Russie postsoviétique est liée avant tout à l'action de Evguény Primakov au poste de ministre des affaires étrangères puis l'affirmation de cette ligne dans la politique extérieure de Vladimir Poutine qui se poursuit au moment de l'élection de Dmitry Medvedev comme président de la Fédération de Russie.

Quels sont les principes conservateurs de politique extérieure ? En commençant à réfléchir à cette question en vue de notre table ronde, j'en ai énuméré quinze. Il y en a peut-être plus, ou moins, mais c'est ce que j'ai distingué aujourd'hui.

Premier principe conservateur : « La Russie est une grande puissance ». C'est ce qu'elle est devenue *de facto* lors de la bataille de Poltava en 1709. Et, comme le notait avec enthousiasme Nikolaï Karamzine, « la politique extérieure de ce règne est digne d'être particulièrement célébrée : avec honneur et gloire la Russie a occupé une des premières places dans le système politique européen. En combattant nous avons vaincu. Pierre a étonné l'Europe par ses victoires, Catherine l'a habituée à nos victoires. Les Russes pensaient déjà que personne au monde ne pourrait les battre, belle erreur pour cette grande monarchie ! »¹.

Il s'agissait, évidemment, de Catherine II sous le règne de laquelle la Russie non seulement était mais commença aussi à se comporter, à se considérer non seulement comme européenne, mais aussi comme grande puissance eurasiatique. La Fédération de Russie est vouée à jouer un rôle de grande puissance ne serait-ce qu'en raison de sa situation géopolitique, elle est vouée à agir comme grande puissance en s'appuyant sur la grandeur de l'esprit russe, des traditions russes. Il ne nous convient pas de pratiquer l'autoflagellation, de manifester un complexe d'infériorité. L'idée de la grandeur de la Russie n'est pas moins justifiée que celle de la France ou du rêve américain.

Deuxième principe conservateur en politique extérieure : être fier de son pays et de sa politique. Notre Patrie a un grand passé, c'est une branche de l'ethnie aryenne venue, probablement, des Carpathes,

¹ KARAMZINE N.M., Note sur la Russie ancienne et nouvelle dans ses relations politiques et sociales, Moscou, Nauka, 1991, p. 42.

* *Cahiers du conservatisme*, 2014, n° 1, p. 88-93.

Viatcheslav NIKONOV, docteur en histoire, professeur, président du comité de l'enseignement de la Douma.

qui s'installa paisiblement la grande plaine russe, parvint jusqu'à l'Océan pacifique, fonda Fort Ross en Californie, s'imprégna des riches cultures de Byzance, d'Europe et d'Asie, écrasa le nazisme, pire ennemi de l'humanité, ouvrit la voie de l'homme dans l'espace. « Non seulement on peut être fier de ses ancêtres mais on doit l'être ; ne pas les respecter est une lâcheté coupable », assurait Alexandre Pouchkine¹.

Troisième principe : le caractère antirévolutionnaire. La Révolution française qui marqua le début du conservatisme comme réaction à cette révolution, selon les termes l'historien britannique Norman Davies, « plongea l'Europe dans la crise la plus profonde et la plus longue qu'elle ait jamais connue. Cette révolution, par ses insurrections, ses guerres, ses nouveautés engloutit toute une génération »². Le fondateur de la politique antirévolutionnaire était malgré tout Paul I^{er} qui estimait de son devoir de restaurer les trônes et les autels profanés. Quant à Alexandre Souvorov, il se voyait la mission « de chasser d'Italie les Français impies, fous et inconséquents, de restaurer chez vous et en France la tranquillité, de soutenir le trône ébranlé des souverains et la foi chrétienne, de protéger les mœurs et d'éradiquer les mauvais »³. Après sa victoire sur Napoléon Alexandre I^{er} fut l'initiateur de la Sainte-Alliance qui était appelée à maintenir le nouvel ordre politique en Europe. Il signa de sa main l'acte posant fondation de la Sainte-Alliance. C'était une alliance des États chrétiens. À l'origine il y avait la Russie, l'Autriche, la Prusse qui se soumettaient « aux hautes vérités inspirées par la loi suprême de Dieu Notre Sauveur ». Plus tard l'Alliance fut rejointe par l'Angleterre, le Pays de Galles, les rois de France, de Suède, de Norvège, de Danemark, des Pays-Bas, de Sardaigne, des Deux Siciles, d'Espagne, du Portugal, les souverains de villes franches d'Allemagne et la Confédération helvétique. En 1820 à Troppau fut signée une alliance entre la Russie, l'Autriche et la Prusse que l'analyste britannique contemporain Mark Mazower qualifie de sous-groupe des puissances conservatrices au sein du concert des puissances européennes. Et voilà que ce concert européen assura au Vieux monde le siècle le plus paisible de son histoire. La paix se maintint précisément grâce à l'équilibre des forces dont la Russie était une composante importante et sans laquelle, comme on le disait à l'époque, aucun canon ne faisait feu en Europe. La Russie contemporaine, comme nous le savons, préconise aussi la stabilité, le développement indépendant des États sans interruptions dues à toutes sortes de révolutions de couleur inspirées de l'extérieur et qui apportent aux gens plus de malheur que de bonheur.

Quatrième principe : la priorité inconditionnelle des intérêts nationaux. Je ne ferai que citer Alexandre III, ce qu'il griffonna sur un rapport de l'ambassadeur Piotr Alexandrovitch Sabourov : « Je ne comprends qu'une seule politique : tirer en tout ce qui est nécessaire et utile à la Russie, et moins se gêner en tirant cette utilité, mais agir directement et résolument. Aucune autre politique ne peut exister chez nous qu'une politique purement russe, nationale ; aucune autre politique ne peut et ne doit exister »⁴.

Cinquième principe : La Russie comme civilisation autonome et centre de force indépendant. Les libéraux nous considèrent comme une partie de l'Occident mais les conservateurs sont convaincus que la Russie est un phénomène culturel et civilisationnel autosuffisant qui ne peut être décrit que dans ses propres termes. C'est un monde énorme, cohérent, unique par son code génétique, son histoire, son système d'archétypes de vie sociale, sa culture, sa spiritualité, la manière dont ils ont été vécus dans l'histoire. La Russie n'est ni une partie occidentale de l'Orient, ni une partie orientale de l'Occident, c'est un État cardinal, une civilisation autonome, quelle que soit la façon dont l'appelions : russe, est-européenne, bien que la civilisation européenne nous soit la plus proche. Traditionnellement ce sont les pays que nous avons coutume d'appeler cœur de la Communauté des États Indépendants qui gravitent autour de nous. Poutine dans un article de sa campagne électorale de 2012 disait : « Nous allons agir en fonction de nos intérêts et de nos objectifs et non pas de décisions dictées par quelqu'un. La Russie est respectée, on ne traite avec elle que quand elle est forte et se tient fermement sur ses pieds. La Russie a presque toujours usé du privilège de mener une politique extérieure indépendante »⁵. Elle a le potentiel qu'il faut pour cela. C'est sa qualité de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU. Nous sommes la

¹ POUCHKINE A.S., *Œuvres complètes*, vol. 6, Textes critiques et articles, Moscou, GIKhL, 1962, p. 20.

² DAVIES N., *Europe: A History*, Oxford : Oxford University Press, 1996.

³ ORLOV N.A., *La marche de Souvorov en 1799, d'après les notes de Griaziev*, Saint-Petersbourg, éd. « Stolitchnoïé skoropétchatanié », 1898, p. 152.

⁴ SKAZKINE S.D., *La fin de l'alliance austro-russo-allemande*, Moscou, Naouka, 1974, p. 198.

⁵ POUTINE V.V., « La Russie et le monde en évolution », dans *Moskovskié Novosti*, 27 février 2012.

seule puissance euro-pacifique. Nous sommes une superpuissance énergétique, nucléaire, spatiale et en termes de ressources naturelles qui a apporté une contribution énorme dans le développement de la civilisation mondiale au cours du dernier millénaire. Et, bien sûr, il faut renforcer nos possibilités en tant que centre de force indépendant.

Sixième principe : la politique extérieure est un moyen de résoudre des problèmes de développement dans d'autres pays, de réunir des conditions extérieures favorables à la modernisation de l'économie, de renforcer les positions de la Russie comme partenaire d'égal à égal sur les marchés mondiaux. Les conservateurs, oui, ils sont partisans du marché libre, mais ils sont aussi convaincus de la nécessité d'établir un régime légal strict de conduite des affaires. De là, d'ailleurs, la politique conservatrice proposée par Poutine comme la « déoffshorisation » de notre économie, c'est-à-dire le retour dans notre juridiction des grandes entreprises dont les bénéficiaires finaux sont les citoyens russe.

Septième principe : le primat du droit international, la neutralité de l'Organisation des Nations Unies. En effet, la Russie insiste sur la supériorité du droit, sur le développement de relations amicales entre les États sur la base de l'égalité de droits et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. De même, la Russie se prononce pour une réforme de l'ONU qui permettrait de progresser vers la création d'un mécanisme de gestion mondiale justement sur cette base et se prononce pour l'interdiction de mener des opérations sans le mandat de l'ONU ou en l'interprétant de façon extensive pour mener des opérations militaires comme ce fut le cas, par exemple, en Libye.

Huitième principe : création d'une union intégrée de valeurs et d'intérêts. Les libéraux, comme vous le savez, insistaient pour que la Russie jetât du ballast. Nous avons rejeté le ballast des républiques de l'union, vous avez quoi nous nous sommes retrouvés. En outre, la création d'une union intégrée, c'est un moyen d'assurer la portée stratégique de la Russie dans des directions très diverses. Bien entendu, ce qui se pratique en matière d'intégration dans l'espace post-soviétique est exceptionnellement important. Comme l'a souligné Poutine, c'est précisément l'expérience de la CEI qui nous a permis de lancer une intégration à plusieurs niveaux et plusieurs vitesses dans l'espace post-soviétique, de mettre en place des formats demandés tels que l'État de l'Union (l'Union de la Russie et de la Biélorussie), l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, la Communauté Économique Eurasiatique, l'Union Douanière et, enfin, l'Espace Économique Commun. Évidemment, il ne s'agit pas de recréer l'URSS, il serait naïf de vouloir restaurer ce qui relève du passé. Mais il est indéniable qu'il faut s'efforcer de restaurer sur une nouvelle base d'intégration ce qu'il est possible de recréer.

Neuvième principe : la multiplicité des vecteurs. Les libéraux se prononcent pour une orientation exclusivement vers l'Ouest en regardant la lumière dans cette direction. Or, Stolypine disait déjà que l'aigle russe était bicéphale : si on lui coupe une tête, il ne sera pas monocéphale, il perdra son sang. La multipolarité du monde contemporain suppose une politique extérieure plurivectorielle, un agenda positif dans les relations avec tous les centres de force principaux. Nous sommes intéressés par un rapprochement avec l'Occident, et cet intérêt est lié avant tout à la nécessité de moderniser la Russie, d'attirer les investissements, développer les nouvelles technologies. Les pays occidentaux, malgré toutes les difficultés actuelles, demeure plus la partie la plus développée et la plus influente de la planète, que nous le voulions ou pas. Nous sommes pour un partenariat reposant sur les principes d'une sécurité intangible, de confiance réciproque, de transparence et de prévisibilité. Mais la Russie n'est pas prête à faire des sacrifices au nom de l'intégration euro-atlantique, elle n'éprouve pas de complexe pour sa non-appartenance à des alliances ou de ne pas être un partenaire de l'OTAN ou de l'Union Européenne. Les impératifs du XXI^e siècle forcent à regarder la Fédération de Russie comme un pays non seulement européen et eurasiatique mais aussi euro-pacifique. Cette orientation géopolitique peut s'avérer fort prometteuse dans un monde où le centre de gravité se déplace vers l'océan Pacifique. Il est temps que nous les États situés au sud des frontières de la CEI cessent de nous sous-estimer. En comprenant que de là provient une menace pour la sécurité, nous ne devons pas partager les préjugés de l'Occident en ce qui concerne le monde islamique et nous devons être ouverts à une coopération avec eux.

Dixième principe : la négation de l'unipolarité, le respect des principes de multipolarité du monde. Encore une fois je citerai Vladimir Poutine, cette fois-ci son discours de Munich où il avait parlé du monde unipolaire : « Quelle que soit la manière dont on habille ce mot, en fin de compte il ne signifie en pratique qu'une seule chose : c'est un seul centre de pouvoir, un seul centre de force, un seul centre de prise de décisions. C'est le monde d'un seul maître, d'un seul souverain. Et finalement c'est néfaste non seulement

pour tous ceux qui se trouvent dans le cadre de ce système mais pour le souverain lui-même parce que cela le détruit de l'intérieur. Et cela n'a bien sûr rien à voir avec la démocratie. Parce que la démocratie, comme on le sait, c'est le pouvoir de la majorité compte tenu aussi de l'avis de la minorité. »¹ La ligne de l'unipolarité se manifeste dans l'attention accrue portée sur des institutions telles que le G20 qui représente les principaux centres de gravité civilisationnels, le développement du partenariat dans le format BRICS, les relations avec l'Organisation de la coopération islamique, l'Union africaine, l'ASEAN, le MERCOSUR et d'autres organisations de pays émergents.

Onzième principe : les efforts collectifs visant à répondre aux défis mondiaux en contrepoids de l'action unilatérale des États-Unis. Il va sans dire qu'il est nécessaire d'agir de façon collective pour répondre aux menaces et défis mondiaux tels que : prolifération des armes de destruction massive, terrorisme international, trafic de stupéfiants, criminalité organisée, conflits régionaux.

Douzième principe : la politique extérieure se construit sur une défense forte. Comme tout autre État, la Russie n'a pas le droit de négliger le facteur de la force militaire. Si elle ne relâche pas ses efforts en matière de défense, la Russie peut préserver sa liberté d'agir et son indépendance dans les affaires internationales sans craindre des pressions ou du chantage. La faiblesse est toujours une invitation à l'agression. Et le conservateur n'aura jamais le droit d'admettre un désarmement unilatéral comme l'ont fait Gorbatchev ou Eltsine.

Treizième principe : la prise en compte des forces et possibilités propres. Les conservateurs s'appuient sur la réalité. Alexandre I^{er} fut très critiqué pour Tilsit et il écrit à sa mère que la Russie avait besoin d'une pause « pour avoir la possibilité de souffler un certain temps librement et d'augmenter pendant ce temps si précieux nos forces et nos moyens ». Ou rappelons-nous comment après la Guerre de Crimée quand Alexandre Gortchakov, ami de lycée de Pouchkine, ministre de l'instruction d'Alexandre II, dans sa première circulaire aux représentants diplomatiques le 21 août 1856 écrit ses célèbres propos : « On adresse à la Russie le reproche de s'isoler et de garder le silence, en présence de faits qui ne s'accordent ni avec le droit, ni avec l'équité. La Russie boude dit-on. La Russie ne boude pas. La Russie se recueille. » Et ayant rassemblé ses forces, elle mit fin quelques années plus tard au Traité de Paris. Alors Alexandre II retrouva une influence considérable et put arrêter le conflit franco-prussien de 1875 par sa seule visite à Berlin.

Il faut prendre le monde tel qu'il est et non pas tel que nous voudrions le voir. Selon toute une série de paramètres la Russie s'est retrouvée dans une situation géopolitique bien moins avantageuse que l'URSS, son poids à l'international est devenu bien moindre. Les conservateurs sont partisans d'une approche aussi pragmatique que possible qui s'appuie sur le principe d'intérêt national et la prise en compte des possibilités réelles du pays.

Quatorzième conflit : le caractère sacré de l'intégrité territoriale du pays. Les conservateurs partent du principe que nous n'avons pas et qu'il ne peut y avoir de terre en trop. Le territoire du pays s'est agrandi sous les conservateurs. Les conservateurs ne donnent pas la Crimée, les conservateurs ne signent pas d'accords de Minsk de 1991. Les conservateurs ne cèdent pas les îles Kouriles comme appellent à le faire les libéraux. L'intégrité territoriale est sacrée.

Et le dernier principe, le quinzième : la résistance aux pressions extérieures, la souveraineté dans les affaires intérieures et extérieures. On ne peut chercher à plaire toujours et à tout le monde. Nicolas I^{er} voulait plaire à tout le monde, et il obtint la Guerre de Crimée. Gorbatchev voulait plaire à tout le monde et nous avons obtenu la désintégration du pays. Nous aurons toujours une mauvaise image en Occident quoi que nous fassions. Elle demeure la même depuis les années 1520, l'époque de Vassili III, quand une nouvelle série de tentatives visant à inclure la Russie dans le système occidental en qualité de vassal après la fin du joug mongol se conclut par un échec. C'est à partir de cette période qu'en Occident se forme l'image demeurée inchangée de la Russie comme État barbare, impie, attardé et hostile. Une telle perception de la Russie, c'est une partie de la matrice occidentale. Notre pays a joué et joue le rôle d'antipode qui permet à l'Occident d'élever son système de valeurs à ses propres yeux. Renoncer à cette image de la Russie signifierait pour l'Occident reviendrait à une perte de son identité. Même quand nous étions alliés durant la Première et la Deuxième Guerres mondiales, la politique de l'Occident vis-à-vis de la Russie était au minimum à trois niveaux. Au premier, le plus

¹ POUTINE V.V., « La Russie et le monde en évolution », dans *Moskovskije Novosti*, 27 février 2012.

élevé, tout pouvait paraître pondéré, mais même les alliés furent trahis. On trahit Nicolas II, on trahit Gorbatchev. Au deuxième niveau – celui de l'élite – on maintint toujours une attitude mauvaise envers la Russie, considérant les Russes comme une tribu à demi barbare. De là, à toutes les époques, l'image effrayante de la Russie dans la presse occidentale. On n'écrivit que deux fois de façon positive sur la Russie : pendant quelques mois en 1917 et en 1991, quand elle s'effondra. Et au troisième niveau, celui de la politique et de la société, il y avait un soutien à l'opposition intérieure dans le pays, d'ailleurs chaque État étranger avait ses opposants préférés. On saluait la déstabilisation du gouvernement, on encourageait les attitudes anti-russes dans la périphérie. Les révolutionnaires russes, y compris les terroristes déclarés, comme par exemple Guerchouni, le chef de l'organisation de combat des SR, se sentaient toujours mieux en Occident que chez eux, ils étaient là-bas salués en héros, accueillis les bras ouverts. La démocratie, c'est quand la politique s'élabore en conformité avec la volonté du peuple et non pas sous l'influence d'organisations financées de l'extérieur qui poursuivent les intérêts d'autres États. De là, d'ailleurs, notre loi sur les agents étrangers.

Karamzine, notre premier historien, et à mon avis notre premier intellectuel conservateur, écrivait : « Les puissances sont comme les gens, elles ont leur propre siècle : c'est ainsi que pense la philosophie, c'est ainsi que se proclame l'histoire. Un système prudent dans la vie poursuit le siècle de l'homme, un système prudent au niveau de l'État poursuit le siècle des États ; qui comptera les années à venir de la Russie ? J'entends les prophètes du malheur qui approche mais, grâce au Tout-Puissant, mon cœur ne les croit pas, je vois un danger mais je ne vois pas encore la ruine ! »¹

Et aujourd'hui il est trop tôt pour enterrer la Russie. Il est très important, en s'appuyant sur la connaissance du passé, de proposer l'image d'un demain digne parce que la civilisation russe a toujours été, est et, j'en suis certain, sera non pas un souvenir du passé mais un rêve d'avenir.

¹ KARAMZINE N.M., *Note sur la Russie ancienne et nouvelle dans ses relations politiques et sociales*, p. 109.



La France et la Russie : une alliance conservatrice est-elle possible ?*

Voilà, tu appelles : « Où est ma sœur la Russie,
Où est-elle, ma sœur bien-aimée ? »
Regarde là-haut : dans la constellation du Serpent
Une étoile nouvelle est née.

Ainsi écrivait en 1918 le grand poète russe Nikolaï Goumiliev dans son poème pénétrant intitulé « France », profondément inquiet de la fin sans gloire de l'union franco-russe de 1891-1917 que beaucoup de francophiles russes perçurent comme une trahison de la part de la Russie conquise par les bolcheviques à l'égard de leur « sœur bien-aimée » d'Occident. Et, il faut le dire, les francophiles russes avaient toutes les raisons d'accuser la Russie de ce péché mortel de trahison : on sait que les bolcheviques avaient conclu la paix séparée de Brest avec l'Allemagne, ce qui permit aux Allemands de progresser presque jusqu'à Paris.

Les relations entre les deux pays, la France et la Russie, avaient toujours ressemblé au mouvement d'un pendule. L'histoire des relations franco-russe connut tant des périodes d'hostilité poussée (la guerre de 1812, la Guerre de Crimée de 1853-1855) que des périodes de grand rapprochement, culturel et civilisationnel (deuxième moitié du XVIII^e siècle – 1812) comme politique et militaire (alliance franco-russe 1891-1917). La gallomanie des aristocrates russes après l'invasion napoléonienne avait laissé place à une adoration des « navigateurs éclairés » britanniques, mais elle avait connu une renaissance dans la joyeuse décadence du Siècle d'argent quand les poètes, les peintres et les musiciens russes avaient vu dans Paris une sorte de Mecque spirituelle.

Les relations entre la France et l'Union Soviétique, pour les raisons que nous connaissons, ne pouvaient pas être aussi cordiales qu'à l'époque de l'Empire russe, mais l'attraction mutuelle entre les deux pays était perceptible dans cette période aussi. Il suffit de se référer au traité franco-soviétique d'assistance mutuelle de 1935, texte dont la signification est largement sous-estimée dans l'historiographie. Il est communément admis de considérer que l'histoire ne s'écrit pas avec des « si » mais il n'est pas difficile de s'imaginer quelle aurait été l'histoire de l'Europe sans le sabotage opéré par les Anglais lors des négociations de Moscou en 1939¹. Il est fort intéressant que les politiciens français les plus prévoyants aient souligné la nécessité d'une alliance franco-soviétique bien longtemps avant ce traité. Par exemple, le russophile Édouard Herriot notait ainsi ses souvenirs de 1935 : « Je consulte la carte. Je ne vois qu'un pays qui puisse nous apporter le contrepoids nécessaire et créer, en cas de guerre, un deuxième front. C'est l'Union Soviétique. *Je le dis et l'écris depuis 1922* (c'est moi qui souligne, *K.B.*). On me traite de communiste ou d'imbécile. Le tsar, jadis, tout despote qu'il était a consenti à s'allier avec une République. Notre bourgeoisie, notre presse seront-elles moins intelligentes ? Pour moi, je ne varierai pas. C'est, à mon avis, un problème de dynamique ou même de bon sens. Le 4 avril 1935, sous l'impression des mauvais renseignements venus d'Allemagne, je rends visite à l'ambassadeur Potemkin[e] et discute avec lui les modalités d'un traité franco-soviétique... » [2].

¹ Les 17 et 20 août 1939 le général Doumenc, chef de la mission militaire, transmet de Moscou à Paris le message suivant : « Il ne fait aucun doute que l'URSS souhaite conclure un pacte militaire et ne veut pas que nous transformions ce pacte en papier qui n'aurait aucune signification concrète. (...) L'échec des négociations est inévitable si la Pologne ne change pas de position ». Sous la pression de Londres la Pologne ne changea pas d'avis, ce qui conduisit finalement aux événements de septembre 1939.

* *Cahiers du conservatisme*, 2015, n° 3, p. 90-100. IIIe Forum « Conférences Berdiaïev », avril 2015.
Kirill BÉNÉDIKTOV, rédacteur en chef du portail *L'idée russe* (politconservatism.ru), écrivain, analyste politique.
E-mail : redviper7@yandex.ru

On peut, bien sûr, se rappeler les célèbres propos du général de Gaulle sur « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » qui avaient effrayé Khrouchtchev l'année de la crise de Cuba mais plus tard volontiers citées par les adeptes de la convergence et de la nouvelle réflexion¹. Ce n'était pas seulement une belle métaphore, un hommage à l'éloquence fleurie gauloise, mais le prolongement d'une tradition intellectuelle représentée, en partie, par des personnalités éminentes telles que Pierre Pascal et Pierre Chauvu, tradition qui, comme le montrent les événements des dernières années, perdue en France.

La dernière période de rapprochement pour le moment entre Moscou et Paris, fut malheureusement très brève, date de l'année 2003 quand les deux pays se rapprochèrent sur fond d'opposition à une intervention militaire des États-Unis et de leurs alliés en Irak. L'axe Paris-Berlin-Moscou qui faillit se constituer força Condoleeza Rice à prononcer en juin de cette année cette parole sacramentelle : « Nous devons punir la France, ignorer l'Allemagne et pardonner à la Russie ». Dans l'ensemble les assez bonnes relations entre la Russie et la France se maintinrent jusqu'à la fin du mandat du président Jacques Chirac² mais avec l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy on vit un tournant dans l'attitude de la Cinquième république du côté de Washington (ainsi qu'un réchauffement des relations entre Paris et Varsovie pour laquelle Chirac n'éprouvait pas de sympathie particulière comme vassal de Washington en Europe).

Il est néanmoins évident que la France est un des deux pays d'Europe occidentale avec lesquels la Russie peut constituer des alliances stratégiques ; la deuxième étant bien entendu l'Allemagne. En 2013 et au début 2014 une part de la communauté des experts en Russie était pratiquement certaine que l'alliance entre Berlin et Moscou (où l'Allemagne serait fournisseur de technologies et de modèles de gestion, et la Russie fournisseur de ressources et de main d'œuvre) était si avantageuse pour les deux pays qu'elle ne pourrait pas ne pas devenir réalité. Les événements du Maïdan à Kiev et les combats qui ont suivi en Nouvelle-Russie enterrèrent ce projet ambitieux puisqu'il devint clair que l'Allemagne n'était pas prête à s'allier avec la Russie contre la volonté de ses partenaires anciens de l'OTAN.

Mais l'affaire, naturellement, ne résidait pas seulement dans la mauvaise volonté de Washington. Il était suffisamment clair que sans une base de valeurs communes – précisément de valeurs et non pas idéologique – la création d'une alliance véritablement solide entre la Russie et ce pays européen majeur était impossible, sans elle une telle alliance serait dans le meilleur des cas situationnelles, tactiques et non pas stratégique. Avec l'Allemagne la Russie n'a pas de valeurs en commun, ou presque pas. Avec la France c'est une autre histoire. C'est justement entre la France et la Russie qu'est apparue une attraction idéologique reposant sur des valeurs conservatrices partagées par une part importante de la société.

De l'avis de Thomas Gomart, grand spécialiste en relations franco-russes, « En France, on peut identifier six courants d'interprétation de la Russie. Trois d'entre eux convergent dans une verte critique du régime : les défenseurs des « droits de l'homme » inquiets du rétrécissement des libertés publiques, les contempteurs du « grand russisme » préoccupés par les relents de nationalisme, et les experts attentifs aux ambiguïtés russes en matière de prolifération. À l'inverse, trois courants soulignent la stabilisation positive de la Russie. En référence à l'équilibre des puissances, le premier voit la Russie comme un « grand pays » et un « partenaire stratégique ». Pour le deuxième, la Russie est un marché émergent en forte croissance. Le troisième voit dans Poutine l'ultime défenseur des intérêts russes, qui, dans une sorte de gaullisme à la russe, mène une politique d'indépendance nationale. » [3].

De plus, il ne serait pas exagéré de dire qu'une partie de la classe politique française regarde avec espoir la Russie comme pays conservateur et défenseur des valeurs européennes traditionnelles tombées sous la pression de la mondialisation et assiégée partout par le modèle agressif civilisationnel anglo-saxon. Il va de soi que si on parle d'une partie de la classe politique française, nous désignons par défaut aussi une part importante de la société française puisque ce groupe de sympathisants envers la Russie comprend tant des intellectuels qui ont pignon sur rue et qui influent l'opinion publique que des militants politiques mobilisant l'électorat. Parmi ces dirigeants on distingue souvent celui du Front National, Marine Le Pen.

¹ Khrouchtchev fut indigné des déclarations de De Gaulle à propos de la création d'une « Europe de l'Atlantique à l'Oural ». Les diplomates russes reçurent l'ordre de demander d'urgence aux Français de préciser ce qu'entendait leur président quand il énonçait de telles idées et s'il n'envisageait pas un démembrement de l'Union Soviétique. Une demande urgente fut rédigée dont la réponse choqua Khrouchtchev. Lors d'une rencontre avec l'ambassadeur soviétique Vinogradov, Charles De Gaulle déclara : « Un temps viendra où nous construirons l'Europe avec l'Union Soviétique ».

² Qui parla à plusieurs reprises d'un « partenariat privilégié » entre la Russie et la France.

À partir de l'exemple du Front National nous voyons que les signes de retour de la Russie contemporaine à ses racines et traditions historiques (comme la renaissance de l'Église orthodoxe russe, l'interdiction légale de la propagande en faveur de l'homosexualité, etc.) sont perçus par la « véritable droite »¹ française comme le symbole d'un combat de titans entre la civilisation post- et anti-chrétienne du mondialisme anglosaxon et la tradition européenne vivante qui s'appuie sur les sources chrétiennes communes à la France et à la Russie mais aussi comme les signaux d'un éventuel rapprochement idéologique entre les deux pays².

Il est peu crédible de prévoir aujourd'hui l'issue de la campagne électorale présidentielle de 2017, on sait seulement qu'elle sera âpre et coriace. Évidemment, le mainstream démocrate-libéral de l'Europe occidentale qui se trouve être en dépendance étroite des États-Unis ne consentira pas à ce que le pouvoir dans un des principaux pays de l'UE revienne à un leader fort qui s'appuierait sur un parti traditionaliste et conservateur, surtout d'orientation pro-russe. D'un autre côté, il n'est pas moins évident que Marine Le Pen ne se berce pas d'illusions sur la conjoncture politique. Il faut supposer qu'en se préparant à la campagne présidentielle, Marine Le Pen a conclu (et va conclure) des alliances tactiques, voire stratégiques, avec les groupes lobbyistes influents dont la position en fin de compte influera l'issue de la course présidentielle.

Marine Le Pen est une personnalité politique de sang-froid et calculatrice, qui ne s'arrête pas devant les décisions difficiles à prendre et qui place ses intérêts politiques au-dessus de ses intérêts personnels. La rupture avec son père qui à un moment précis s'est transformé en menace pour la réputation politique du Front National renouvelé en témoigne à merveille. Il convient de noter également le fait qu'en cherchant à trouver un soutien dans certains milieux des élites libérales françaises, Marine Le Pen a significativement adouci sa rhétorique en ce qui concerne les unions homosexuelles.

Une question se pose : Marine Le Pen ne renoncera-t-elle pas à ses sympathies pour la Russie au cas où elle réussirait à remporter le siège présidentiel ? Il est évident qu'elle fera l'objet de pressions sans précédent non seulement de la part des structures de l'UE mais aussi de la part des États-Unis qui depuis le départ de De Gaulle – provoqué, selon certains conservateurs français, par Washington – ont une influence déterminante sur la politique française.

Bien que Marine Le Pen déclare avec certitude qu'une fois présidente elle ne subira plus l'influence des États-Unis, elle reconnaît elle-même que pour cela il faudra « remplacer l'élite française existante par une candidature qui sera celle du peuple français »³. Beau slogan de campagne électorale mais il est parfaitement clair qu'en réalité le chef de l'État, même avec un soutien populaire massif, ne pourra se passer de « l'élite française existante ».

On imagine pourtant que les sympathies pro-russes de Marine Le Pen, même si elles peuvent être corrigées compte tenu de réalités politiques concrètes, ne seront pas oubliées si elle est élue présidente de la république. La raison en est simple : la popularité du FN et personnellement de Marine Le Pen repose sur un socle de valeurs défini et la dilution de ce socle n'est possible que dans un cadre bien déterminé. Le soutien exprimé à la Russie comme bastion des valeurs traditionnelles, comme État conservateur s'opposant à la mondialisation sans visage, n'est pas conjoncturel mais un élément constitutif de l'idéologie du FN.

La victoire même de Marine Le Pen (qui, il faut le souligner, n'est pas du tout sûre, à l'heure actuelle les sondages la montrent derrière Nicolas Sarkozy) ne signifie pas encore le début d'une nouvelle alliance

¹ Sur la distinction entre les « véritables » conservateurs et ceux qui ne le sont « que de nom » dans les pays occidentaux, voir : [1].

² La remarque formulée par Louis Aliot, vice président du Front National et compagnon de Marine Le Pen, à propos du vecteur politique du parti est très révélatrice : « Poutine place au premier rang les intérêts stratégiques de la Russie, de même que nous plaçons ceux de la France. C'est ce qui nous rapproche. Nous pensons aussi que la France a intérêt à entretenir des relations équilibrées avec la Russie, les États-Unis, la Chine, et non pas se prosterner devant l'Amérique en toute situation. De ce point de vue on peut même dire que nous sommes gaullistes » (interview de Louis Aliot accordée au journal polonais Rzeczpospolita, 25.03.2014. URL: <http://www.rp.pl/artykul/29,1095669-Putin-bohaterem-Frontu-Le-Pena.html?p=1>).

³ Marine Le Pen : « On attaque la Russie parce qu'elle est une alternative au modèle américain d'ordre mondial ». Interview donnée au site « Rousskaïa idiéa » [L'idée russe], le 10 mars 2015. URL : <http://politconservatism.ru/forecasts/rossiyu-atakuyut-potomu-chno-ona-yavlyatsya-alternativoy-amerikanskoy-modeli-globalnogo-poryadka/>.

franco-russe même si, toutefois, elle en renforce la probabilité. D'un autre côté, si une telle alliance est possible (et l'expérience historique des relations entre les deux pays montre que c'est le cas), la condition *sine qua non* pour qu'elle soit conclue est la présence en France d'une force politique puissante partageant avec la Russie des valeurs conservatrices traditionnelles (tant laïques que religieuses).

Dans la situation où l'opinion publique en Occident dans l'ensemble est résolument anti-russe, quand pour des groupes clefs de l'élite politique mondiale la russophobie à tel ou tel degré est une sorte de signe d'appartenance à un club de « politiciens sérieux », seul un chef n'entrant pas dans le courant d'un parti politique peut se décider à faire un pas en direction de Moscou, isolée par les États-Unis et l'UE. En ce sens, Marine Le Pen n'a pas de concurrents. La question est seulement de savoir jusqu'où elle est prête à aller dans la défense des valeurs qui font que son parti est aujourd'hui « marginal » et « extrémiste » aux yeux des élites démocrates-libérales des pays occidentaux d'aujourd'hui.

Intervention de Mikhaïl RÉMIZOV, modérateur dans le cadre de la conférence Berdiaïev : *L'évolution actuelle de l'UMP, parti de nouveau dirigé par Sarkozy, est liée, et ce n'est pas le moindre facteur, au fait qu'aujourd'hui dans l'entourage de Sarkozy l'orientation favorable à la Russie est encouragée de façon officieuse par un ami de la Russie dont il a déjà été question aujourd'hui, c'est Ivan Blot, chercheur et ancien député. Dans l'ensemble, en ce qui concerne un éventuel changement de la politique française dans un sens conservateur, il est évidemment difficile de croire à beaucoup de choses, il est plus simple de rester sceptique. Mais en échangeant avec mes collègues français j'ai l'impression qu'au moins les limites du possible dans la politique européenne et dans la politique française en particulier s'éloignent, s'éloignent sérieusement.*

Bibliographie

1. BÉNÉDIKTOV Kirill Stanislavovitch, KOURKINE Nikita Alexandrovitch, MÉJOUËV Boris Vadimovitch, « Le conservatisme en Occident aujourd'hui », dans *Cahiers du Conservatisme*, 2014, n°2, partie 2, p. 19-66 [en russe : Бенедиктов К.С., Куркин Н.А., Межуев Б.В. « Современный консерватизм на Западе » // *Тетради по консерватизму*. 2014. № 2. Ч. 2. С. 19–66.]
2. HERRIOT Édouard, *Jadis : D'une guerre à l'autre, 1914-1936*, Flammarion, 1952.
3. GOMART Thomas, « La politique russe de la France : fin de cycle ? », dans *Politique étrangère*, 2007/1 (Printemps), ISBN 9782200923761.

Résumé. Cet article examine les éléments historiques de base et les facteurs constitutifs d'une alliance franco-russe. En partant du principe selon lequel la France est un des deux pays d'Europe occidentale avec lequel la Russie peut former une alliance stratégique (le deuxième étant l'Allemagne), l'auteur montre que sans un socle de valeurs la création d'une alliance efficace entre la Russie et une puissance européenne majeure est impossible, que sans elle une telle alliance sera dans le meilleur des cas tactique et non stratégique. Avec l'Allemagne, comme le montre l'expérience, la Russie n'a pas de telles valeurs en commun ou presque. En même temps, entre la France et la Russie est manifestement apparue une attirance idéologique reposant sur des valeurs traditionnelles partagées par une part importante de la société.

À l'heure actuelle une partie de la classe politique française partage la vision de la Russie comme pays conservateur et protecteur des valeurs européennes traditionnelles, victimes des pressions de la mondialisation et partout assiégées par le modèle civilisationnel agressif anglosaxon. Parmi ces sympathisants envers la Russie se trouvent tant des intellectuels qui ont pignon sur rue et qui influent l'opinion publique que des militants politiques mobilisant l'électorat. Parmi ces dirigeants on distingue souvent celui du Front National, Marine Le Pen, qui est la personnalité politique européenne la mieux disposée à l'égard de la Russie.

À partir de l'exemple du Front National nous voyons que les signes de retour de la Russie contemporaine à ses racines et traditions historiques (comme la renaissance de l'Église orthodoxe russe, l'interdiction légale de la propagande en faveur de l'homosexualité, etc.) sont perçus par la « véritable droite » française comme le symbole d'un combat de titans entre la civilisation post- et anti-chrétienne du mondialisme anglosaxon et la tradition européenne vivante qui s'appuie sur les sources chrétiennes communes à la France et à la Russie mais aussi comme les signaux d'un éventuel rapprochement idéologique entre les deux pays.

Mots-clés : France, Russie, alliance, valeurs, conservatisme, Front National, Marine Le Pen.

Russia–France: possible conservative alliance?

Abstract. The article studies the possible Russian-French alliance retrospectively and analyses its fundamental features. The main assumption is that France is one of the two Western European countries that could build a strategic alliance with Russia, with Germany being the other one. Starting from it, the author shows that only shared values could provide a solid foundation for an effective alliance. Otherwise the alliance between Russia and the leading European country would be at best tactical, rather than strategic. While there are few, if any, shared values with Germany following the forced transformation of the German cultural code in the wake of the WWII, relations with France have evolved differently. With conservative values shared by most Russians and Frenchmen, the ideological proximity brings the two countries closer.

Nowadays some French politicians regard Russia as a guardian and a stronghold of traditional European values that have fallen prey to globalization and are ousted by the aggressive Anglo-Saxon civilization and its model. The sympathizers include intellectuals that form the political agenda and shape public opinion. Others are political activists, mobilizing the electorate. Marine Le Pen, the president of the French National Front, is the most favorably disposed towards Russia among European politicians.

The examples of the National Front and its leader reveal the attitude of French conservatives towards Russia. As seen from France, Russia is returning to its roots, so French conservatives regard the resurgence of the Russian Orthodox Church, the formal LGBT propaganda ban and other events as the signs of a titanic battle between the living European Christian tradition endorsed by both France and Russia and the post-Christian and anti-Christian world based on the Anglo-Saxon globalization concept. They also interpret them as signals for possible ideological rapprochement.

Keywords: France, Russia, Alliance, Values, Conservatism, National Front, Marine Le Pen.

Kirill Benediktov, Editor-in-Chief, The "Russian Idea" (politconservatism.ru), Writer, Political Analyst.
E-mail: redvip7@yandex.ru

Le tournant conservateur en Russie dans le miroir de l'histoire mondiale de Fernand Braudel*

Certains parmi les personnes présentes me connaissent peut-être comme quelqu'un qui lit des livres et qui en parle. En me rendant à Kaliningrad j'ai pris avec moi un vieux recueil soviétique de science-fiction, *Route de souvenirs*, consacré justement à toutes sortes de voyages fantastiques dans le temps, de personnes retournant dans le passé, etc. On trouve là un récit touchant venu d'Espagne sur l'amour qui traverse le temps et où le héros, dans une machine à remonter le temps inventée en 1980, se retrouve en 2020 pour découvrir qu'en gros rien n'a changé et qu'il peut même payer les fleurs qu'il achète avec l'argent qu'il a en poche. Là, nous sommes une nouvelle fois convaincus que la science-fiction ne peut pas prévoir l'avenir. Un détail, pourrait-on penser, comment deviner que l'argent aura changé ? Mais en 2020 en Espagne sa vieille monnaie ne sera plus acceptée parce que le peso aura été remplacé par l'euro. Quoique le peso, un peso désormais nouveau, puisse revenir par suite de la mort de l'euro.

Nous pronostiquons vous et moi des circonstances, notamment nous essayons de construire un certain programme conservateur, une vision conservatrice de l'avenir en comptant que la situation évoluera plus ou moins normalement.

Voyons les faits vieux d'un an et demi, on aurait pris pour un fou celui qui aurait pronostiqué tout ce qui s'est passé depuis un an. Que va-t-il se passer dans encore un an ? Les contradictions dans le monde ne mèneront-elles pas à une guerre ouverte ? N'y aura-t-il pas, par exemple, une guerre civile aux États-Unis ? C'est en fait peu probable, mais la question est pourquoi ?

Il y a un siècle et demi, beaucoup moins d'hommes s'étaient levés pour se battre pour une cause qui était bien moins juste, pour la souveraineté de leurs États, y compris le droit de conserver dans ces États l'esclavage ou de l'abolir non sur décret de Washington mais par décision propre. Il y a aujourd'hui une personne qui veut devenir président des États-Unis et qui propose d'introduire le mariage homosexuel directement dans la constitution des États-Unis. Dans les faits ce personnage en tant que président est bien plus provocateur que ne le fut Abraham Lincoln à cause duquel les États du sud avaient fait alors sécession.

Je pense qu'en Amérique il y a aujourd'hui beaucoup plus d'hommes, d'ailleurs pas seulement des blancs, mais aussi de couleur, des noirs, qui défendent le mariage traditionnel et la famille traditionnelle. La question est : prendront-ils les armes dans cette situation ou pas ? Ou bien en fait ces questions ne dépendent-elles que peu de la majorité pour dépendre, par exemple, de l'existence d'institutions politiques traditionnelles qui existaient alors dans le Sud mais qui ont disparu ?

Nous avons un groupe d'auteurs conservateurs qui supposent que les questions de famille, de mariage, de bioéthique ne sont pas importantes et se constituent pas une ligne essentielle de partage des eaux dans le monde d'aujourd'hui. Je ne suis absolument pas d'accord avec eux et je considère que c'est une question qui va provoquer une nouvelle rupture mondiale de civilisations.

Ici je voudrais évoquer Fernand Braudel sur lequel j'avais l'intention de faire mon exposé. D'autant plus que ses écrits sont consacrées volontairement ou non aux liens culturels franco-russes

* *Cahiers du conservatisme*, 2015, n° 3, p. 121-123. III^e Forum « Conférences Berdiaïev », avril 2015.

Égor KHOLMOGOROV, essayiste, rédacteur en chef, revue en ligne *Russkiy Obozrevatel* [Observateur russe] et *Novye Khroniki* [Nouvelles chroniques]. E-mail : holmogorow@yandex.ru



et que Braudel joue dans la conscience historique russe, dans notre représentation de l'historiographie occidentale, un rôle considérable. Ce rôle est défini et aussi son importance objective comme historien par cette circonstance que dans ses livres, parmi tous les historiens occidentaux du XX^e siècle, il mena constamment une politique de refus de la discrimination historiographique de la Russie. Si vous lisez son grand traité *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, vous découvrirez des exemples tirés de la Russie comme d'autres d'Angleterre, de France, d'Allemagne et du Portugal, vous découvrirez d'énormes chapitres consacrés à la Russie. En outre, il se permet une approche qui, m'a-t-il semblé, est tout à fait proscrite dans l'historiographie occidentale : regarder l'Europe du point de vue des Russes, de celui des consuls russes de Catherine II. Presque toute l'Europe est décrite de cette manière. Nous éprouvons donc une grande tendresse pour Braudel en tant qu'historien. Mais c'est aussi un grand penseur civilisationnel.

Une de ses idées, qui est souvent escamotée derrière d'autres, plus populaires, c'est celle de la constitution de soi par la civilisation via le refus d'emprunter certains traits à d'autres civilisations. Je me permettrai une petite citation tirée de sa *Grammaire des civilisations*¹ : « ...même si on le lui demande, la civilisation peut refuser tel ou tel don venu de l'extérieur. C'est ce qu'a montré M. Mauss : il ne peut y avoir de civilisation digne de ce nom si elle ne refuse pas quelque chose, ne renonce pas à quelque chose ». Aujourd'hui, il me semble que la Russie réalise une forme typique de refus civilisationnel.

Braudel cite plusieurs exemples de refus pareils : par exemple, quand la civilisation byzantine, même au prix de sa vie physique, renonça à s'unifier à Rome. Mais elle s'est de toute façon réalisée via la civilisation russe qui s'est définitivement construite par ce refus de l'union florentine. Le deuxième exemple, c'est le refus de l'Europe du sud, méditerranéenne, d'accepter la Réforme et qui créa deux centres civilisationnels au sein d'une seule Europe.

C'est le même processus de refus qui se produit aujourd'hui avec la Russie. Je n'exclus pas que le monde de demain de la racine européenne fasse l'objet d'une division nette avec d'un côté la civilisation des mariages homosexuels, des études trans-genres, des voix multiples données aux mères ou, au contraire, aux féministes qui exigent de prendre les voix des mères et des pères, et de l'autre nous verrons la civilisation traditionnelle qui défend le principe de la famille traditionnelle et, peut-être, se définissant de façon plus claire selon cette qualité.

Il me semble que la frontière ne passe pas clairement entre les pays. Disons qu'il y eut de nombreuses minorités protestantes qui faillirent devenir majorité, en France. Elles ont existé aussi en Italie comme en Espagne, il y eut des minorités catholiques influentes en Angleterre. De même qu'il y a une interpénétration des conservatismes russe et européen. Une partie des forces conservatrices d'Europe participe dans les faits au refus civilisationnel qui se produit en Russie.

Je pense que dans quelques temps les mouvements conservateurs d'Europe seront naturellement perçus comme pro-russes. Non pas parce qu'ils soutiennent telle ou telle position géopolitique de la Russie. Et pas non plus parce qu'ils soutiennent telle ou telle appréciation sur l'hégémonie mondiale des États-Unis. Plutôt parce que leur image de l'homme correspond à celle qui est établie en Russie et défendue en Russie, et ne coïncide pas à celle qui est officiellement proclamée aux États-Unis. C'est ainsi que se présente pour moi l'avenir du conservatisme européen.

¹ La même idée est reprise de façon beaucoup plus approfondie dans sa monographie intitulée *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1949 ; deuxième édition révisée, 1966.

Résumé. L'auteur fait part de ses doutes quand à la possibilité essentielle de pronostiquer l'avenir tout en montrant la présence dans le monde occidental actuel de facteurs de rupture civilisationnelle. En évoquant la perspective de rupture et d'alliances civilisationnelles il se réfère à la thèse de Fernand Braudel selon lequel « il ne peut y avoir de civilisation digne de ce nom si elle ne refuse pas quelque chose, si elle ne renonce pas à quelque chose ». L'auteur affirme que la Russie contemporaine, en défendant les valeurs traditionnelles, opère un tel refus civilisationnel, et il suppose que les mouvements conservateurs en Occident seront perçus comme pro-russes précisément parce que leur idée de l'homme correspond à celle qui est établie et défendue en Russie.

Mots-clés : civilisation, valeurs traditionnelles, Russie et Occident.

Russia's Shift to Conservatism from the Global Historical Perspective of Fernand Braudel

Abstract. The author expresses doubt about the validity of possible predictions, while pointing to reasons for the current civilizational split in the West. While analyzing possible splits and alliances among civilizations, he appeals to the thesis of Fernand Braudel, which runs as follows : "A civilization does not deserve the name if it does not eschew something, if it does not reject something." The author argues that by defending traditional values, modern Russia lives up to the criterion of rejection, and supposes that conservatives in the West will be perceived as pro-Russian, as their vision of an individual coincides with the one promoted and cherished in Russia.

Keywords: Civilization, Traditional Values, Russia and West.

Yegor Kholmogorov, Essayist; Editor-in-Chief, Online-Journals Russkiy Obozrevatel [Russian Commentator] and Novye Khroniki [New Chronicles]. E-mail: holmogorow@yandex.ru

Définitions et dialogue. Réflexions d'un conservateur malgré lui sur le conservatisme russe et américain

(texte original en anglais)*

Préambule

Ces jours-ci j'ai décidé de ne pas commettre un vol. Au moment de sortir du magasin je me suis rendu compte que j'avais par mégarde laissé dans le panier une boîte de vitamines qui coûte cher sans l'avoir payée. Ensuite j'ai raconté ça à ma femme et elle m'a demandé ce que j'ai fait ensuite. « Au début j'ai pensé pourquoi ne pas la garder », lui ai-je répondu, mais ensuite j'ai décidé (je le lui ai dit en russe) que « ce ne serait pas beau ».

L'expression russe ce ne serait pas beau, bien sûr, est très différente de la pensée qu'on a en anglais américain où figurerait forcément le mot *correct (right)* ou *mal (bad)* (par exemple : *it would have felt right* : cela n'aurait pas été correct). La tendance à exprimer les catégories de vertu morale au moyen de termes d'esthétique est un trait typiquement russe. Quant à l'emploi des termes éthiques pour exprimer la même chose en anglais, il est typiquement américain. Ce n'est qu'un exemple (parmi une quantité d'autres) de ce que les Américains et les Russes portent un regard différent sur l'Homme et sa place dans l'Univers¹.

Le remarquable conservateur catholique américain Glenn Olsen a fait une fois remarquer que chaque pays avait son destin qui est déterminé par ses idées profondes et traditionnelles sur ce qu'il est. L'observation d'Olsen se trouve tout à fait confirmée par l'histoire réelle de la Russie et des États-Unis. Les traits spécifiques à la culture des États-Unis étaient évidents il y a 300-400 ans et continuent à évoluer aujourd'hui pour suivre une seule et même ligne définie par les calvinistes qui pensaient en catégories de morale, d'individu, de volonté et de puissance (ces deux dernières revenant à Dieu). Dans la culture russe de l'identité les déterminants propres sont liés à un haut point à l'influence de Byzance et aux pratiques visuelles et auditives de l'office, du chant liturgique, de l'architecture et de la peinture d'icônes orthodoxes russes, qui ont tous leur orientation esthétique. Il n'est pas nécessaire ici d'examiner ce qui détermina l'orientation russe vers la notion d'« uni » et de « nous ». Il suffit simplement de noter qu'il y a derrière cela une tradition ancienne.

Bien entendu, l'idée du destin des nations et du lien entre ces destinées et certains aspects culturels et spirituels est fortement contestée de nos jours quand les hommes, de même que les femmes, rejettent

¹ Le rôle particulier du mot *nous* dans le monde et dans la langue russes est bien connu encore que ce rôle soit souvent associé à tort à l'expérience communiste. Ce ne sont pas du tout les communistes qui ont inventé la langue russe. Bien avant eux les Russes disaient : « nous avec mon frère sommes allés au marché » pour dire « mon frère et moi sommes allés au marché ».

* *Cahiers du conservatisme*, 2016, n°1, p. 15-30.

Paul GRENIER est un essayiste, penseur politique, écrivain et spécialiste en philosophie politique russe et comparée. Il est diplômé du Russian Institute (aujourd'hui Harriman Institute) de l'université de Columbia (New York). Durant ses études à Columbia il a étudié l'histoire intellectuelle russe sous la direction du professeur Mark Raeff. Il a travaillé comme interprète simultané sous contrat avec le Département d'État des États-Unis, celui de la Défense et la Banque Mondiale et a été directeur de recherche au Council on Economic Priorities situé à New York. Il est un des fondateurs de Solidarity Hall, maison d'édition et communauté de penseurs et de journalistes. E-mail : psgrenier@gmail.com

de tels points de vue « essentialistes » en les rapportant dans le meilleur des cas à un passé qui doit être surmonté. Conformément à ce nouveau regard « humaniste », comme l'a fait remarquer le philosophe français Pierre Manent, c'est la similitude de tous sans exception qui doit être soulignée.

Bien sûr, le point de vue libéral, « humaniste », est juste dans un sens défini et tout à fait clair : nous sommes tous les mêmes en ce qui concerne la dignité humaine (« Nous sommes tous enfants de Dieu »). Et si cela était tout ce que perçoit la conception libérale actuelle, alors il n'y aurait rien à rétorquer. Mais se cache ici une cause qui fait que je suis – avec une certaine réticence – parvenu à me considérer comme conservateur : je ne peux pas être d'accord avec l'évolution future de la logique contemporaine selon laquelle toutes les particularités de la vie sociale et de la culture dépassant le cadre des nécessités élémentaires comme la nourriture, le bien-être matériel et la sécurité doivent être réduits au niveau de la vie intrinsèquement privée. Ce n'est qu'en simplifiant ainsi la vie et les points de vue des gens, c'est-à-dire en les réduisant à des considérations de consommation et de sécurité et en arrachant au monde humain tout ce qui le dépasse, qu'on peut alors affirmer avec sûreté que « nous sommes tous les mêmes »¹. Et un tel monde, à mon avis, n'est pas beau.

Deux types de conservatisme

Le conservatisme américain subit l'influence nette de personnages qui travaillent hors des États-Unis. Parmi les non-Américains influents on peut citer l'Écossais Alasdair MacIntyre, l'Anglais Roger Scruton et Pierre Manent, déjà cité. C'est surtout de MacIntyre et de Manent qu'il sera question. Dans le cadre du contexte donné ils présentent un intérêt en raison du rôle majeur qu'ils donnent à la définition d'un des deux types de conservatisme : celui qui est fondé sur la compréhension de ce qui existe (ontologie) et de ce que signifie être un homme (anthropologie). Leur conservatisme prend au sérieux l'importance de la religion chrétienne (en particulier de l'Église catholique avec sa longue tradition intellectuelle) tant pour l'ontologie que pour l'anthropologie.

Contrairement au second, le type « méthodologique » (situationnel) de conservatisme (voir ci-après), le premier type, précisément parce qu'il plonge ses racines dans la philosophie, se trouve – au moins dans un sens déterminé – hors du conservatisme. Ses racines remontent non seulement au christianisme traditionnel mais aussi à la Grèce ancienne. Autant que je sache, ni MacIntyre, ni Manent, ne se considèrent spécifiquement eux-mêmes comme conservateurs. Manent reconnaît que selon la terminologie actuelle il se situe dans un certain sens « à droite ». En tout cas ces deux auteurs se définissent avant tout en référence à leurs *sources*. Manent se déclare disciple d'Aristote². MacIntyre s'est souvent dit philosophe relevant de la tradition d'Aristote et de Saint Thomas d'Aquin. Comme indiqué ci-dessous, MacIntyre exerce une influence croissante sur la pensée conservatrice russe aussi.

Il est un peu étrange de commencer une discussion – au moins pour le moment – sur le conservatisme américain en citant seulement des philosophes français et écossais. J'essaierai de corriger cette maladresse en notant que toute une série de conservateurs américains se réfère aussi à ce type de conservatisme philosophique. Parmi eux figurent (ma liste est très incomplète et subjective) : David L. Schindler, David C. Schindler, Glenn Olsen, Adrian Walker, Michael Hanby, Michael Martin, John Medaille, Rod Dreher, Allan Carlson et bien d'autres. Russell Kirk (1918–1994) appartenait plutôt à cette école de pensée philosophique qu'à l'école situationniste, mais il figurait dans les deux. C'est conformément à son caractère spécifique de cette orientation du conservatisme que ses adeptes ne sont pas attachés à ce qui – au moins dans l'histoire américaine récente – a commencé à se présenter comme un rapprochement naturel, à savoir une union du conservatisme avec le capitalisme de marché libre. Mais aucun des auteurs cités plus haut n'est partisan du capitalisme libéral. Il n'y a là rien d'étrange, c'est une conséquence naturelle de leurs convictions philosophiques qui correspondent largement aux opinions de MacIntyre et de Manent, au moins en ce qui concerne la forte influence d'Aristote et de Saint Thomas d'Aquin. Manent,

¹ J'ai emprunté cette interprétation de l'humanisme libéral moderne aux travaux de Pierre Manent, en particulier à son article [16].

² Sur les convictions et les sources idéologiques de Manent, cf. son interview à *National Review* (21 août 2012) : <http://www.nationalreview.com/article/314230/design-and-choice-interview>

tout en n'étant pas marxiste, n'est pas non plus un soutien du capitalisme, et la philosophie de MacIntyre contient d'ailleurs, entre autre, une *critique* fondamentale du capitalisme.

En dehors du type de conservatisme décrit plus haut, – c'est-à-dire du conservatisme conditionné par une tradition philosophique déterminée – il en existe un autre, fort différent, qui est souple en matière de vues philosophiques. Au lieu d'être enraciné dans une tradition intellectuelle quelconque, ce conservatisme l'est pour ainsi dire en lui-même comme dans une méthodologie, comme dans un mode d'adaptation aux changements qui surviennent dans le monde.

Si les conservatismes russe et américain entament un dialogue fructueux, alors sur quelle base devra-t-il se faire ? Il est clair que dans la mesure où chacun d'entre eux est étroitement lié à un destin unique et à la signification exhaustive d'une nation concrète, il sera difficile de trouver des points d'intérêts en commun. Mais les principes philosophiques – s'ils sont perçus comme primordiaux – doivent, en théorie, créer une base de dialogue sérieuse. L'attachement à des traditions philosophiques qui s'excluent mutuellement et sont incompatibles peut être contre-productif.

Cependant nous devançons les événements. Avant de chercher à répondre à cette question complexe du point de vue diplomatique et philosophique il nous faut mettre au clair avec un certain semblant de précision ce à quoi les Américains et les Russes font allusion quand ils emploient le mot de « conservatisme ».

Le conservatisme situationnel de Huntington

Il semble tout à fait évident que tout programme politique ayant un avenir quelconque doit au moins s'efforcer de prendre en compte les changements de l'air du temps dans lequel il existe. Il est raisonnable de supposer qu'une telle exigence s'impose aussi au conservatisme. Pourtant, à quel moment une telle « prise en compte » se transforme-t-elle en programme politique (programme du conservatisme) en quelque chose de si spécifique qu'il cesse d'être... conservateur ?

Nous avons évoqué plus haut qu'il existent des types philosophiques et « méthodologiques » de conservatisme. Existe-t-il, néanmoins, un cas limite dans la nature ? En d'autres termes, telle ou telle approche doit-elle, pour demeurer conservatrice, conserver une sorte de minimum absolu de contenu idéologique (philosophique) ou bien le conservatisme en réalité peut être purement situationnel ? Aux États-Unis, en tout cas, les partisans de ces types opposés de conservatisme représentent un large spectre de nuances variées et intermédiaires de gris – depuis le blanc (« fondements philosophiques, c'est tout ») jusqu'au noir (« processus situationnel, c'est tout »). Considérons cela, pour être concret, à partir des exemples de Rod Dreher et David Brooks.

Le conservateur américain Rod Dreher écrit depuis longtemps (surtout dans les pages de la revue *The American Conservative*) sur un phénomène qu'il qualifie d'« option Benoît » (« Benedict Option »). L'origine de ce terme est bien située. Il vient des dernières lignes de la conclusion du célèbre ouvrage *Après la vertu* d'Alasdair MacIntyre où l'auteur compare et oppose la manière dont on interprétait la notion de vertu dans le monde antique à celle d'aujourd'hui. MacIntyre démontre que le monde libéral contemporain est fatalement désorienté, il a cessé de comprendre même la signification d'un mot de base comme « vertu ». En reconnaissant qu'il est risqué d'établir des parallèles entre l'époque actuelle et celle du déclin de l'Empire romain, MacIntyre poursuit cependant courageusement et admet que « certains parallèles existent malgré tout ».

De plus, poursuit-il, « les barbares n'attendent pas aux frontières [de notre monde] ; ils nous gouvernent déjà depuis un certain temps ». Nous n'avons, semble-t-il, pas d'autre solution, continue MacIntyre, que de revenir à la réaction des chrétiens à l'aube du Moyen-Âge quand « sans s'en rendre vraiment compte, ils créèrent de nouvelles formes de communauté dans le cadre desquelles on pouvait maintenir un mode de vie moral pour que la moralité et la civilisation pussent survivre aux temps de barbarie et de ténèbres qui approchaient ». Mais comment faire ? Va-t-on vraiment reconstruire les monastères du Moyen-Âge ? MacIntyre ne dit rien à ce propos. Son livre s'achève par ces mots : « Nous sommes en attente non pas de Godot mais d'un nouveau Saint Benoît fort différent de l'ancien » [14, p. 263]. C'est justement la fameuse « option Benoît » à laquelle appelait Dreher. Du point de vue de ce dernier, cette « option » signifie entre autre reconnaître que ceux qui veulent rester chrétiens dans un sens traditionnel quelconque ne peuvent plus compter sur le fait que la culture américaine, ou plus largement « occidentale »,

qui les entoure les soutienne. Cependant, comme le reconnaît lui-même Dreher, les contours précis d'une certaine culture chrétienne contre-culture demeurent pour l'instant flous.

Après la décision de la Cour suprême des États-Unis de légaliser les mariages homosexuels dans les cinquantes États, le néo-conservateur modéré David Brooks a noté le choc produit sur beaucoup de chrétiens dans le pays, il a en particulier manifesté sa sympathie pour la réaction négative de Rod Dreher. Brooks a reconnu que les États-Unis avaient en effet renoncé aux valeurs chrétiennes traditionnellement reconnues en ce qui concerne tout une série de questions d'importance sociale. Tout en reconnaissant qu'il est lui-même plus « à gauche » que Dreher, Brooks insiste sur son profond respect pour ce dernier, le flattant d'être l'auteur d'un « ouvrage réellement fondamental » : *Comment Dante peut vous sauver la vie* [6]¹.

Mais en même temps, Brooks dit que Dreher a tort de revenir à l'option Benoît. Poursuivre la lutte, écrit Brooks, ne serait pas non plus correct. Au lieu de cela, Brooks recommande à Dreher et à tous les autres chrétiens conservateurs de « mettre de côté... la guerre culturelle qui est menée autour de la révolution sexuelle ». Il leur propose plutôt de se concentrer sur la résolution d'autres fléaux sociaux et d'avancer.

En proposant une telle stratégie, Brooks se place dans le camp du conservatisme méthodologique (ou « situationnel » comme nous le verrons plus bas). Pourtant il serait peut-être plus correct de dire qu'il renonce simplement au conservatisme (et aux « valeurs conservatrices ») comme tel ? Finalement, les changements observés, c'est-à-dire ceux qui se sont réellement produits, contredisent résolument la tradition au sens, bien sûr, celle de l'Église catholique. Le temps est venu de considérer de façon plus approfondie la nature de ce que j'ai appelé le conservatisme méthodologique (qui constitue la même chose que le conservatisme situationnel de Samuel Huntington).

Autant que je sache, c'est Samuel Huntington qui en 1957 donna une définition du conservatisme en termes purement situationnels. Dans son ouvrage *Conservatism as an Ideology* [9] il définit le conservatisme comme quelque chose qui est indirectement lié – s'il est lié en général – à un contenu concret. « L'essence du conservatisme, écrivait Huntington, est l'affirmation insistante de la valeur des institutions existantes ». En d'autres termes, le conservatisme en lui-même est dès l'origine une stratégie rhétorique, et c'est dans ce sens, principalement, qu'il a un fond récurrent, par exemple, en se référant au caractère raisonnable des changements lents ; en insistant sur le fait que les intérêts de la société sont plus élevés que ceux de l'individu ; la réflexion sur la sagesse des générations précédentes, etc.

La tâche du conservatisme, définie en termes situationnels, consiste à ralentir le cours des changements – *mais seulement quand ce ralentissement est encore possible*. C'est-à-dire tant que la société reste la même que ce qu'elle était jusque là. Après que la société – quels que soient les moyens ou les causes – a modifié le caractère de ses institutions et de ses idées, le « véritable » conservateur ne peut pas, ne doit pas continuer à tenir à ses convictions précédentes parce qu'alors il ne pourra plus défendre ce qui existe, mais il se référera à quelque chose qui se distingue de ce qui existe et ce n'est, du point de vue du conservatisme situationnel, rien d'autre que de l'extrémisme. Comme chez monsieur Brooks, le conservateur orienté de façon situationnelle doit au lieu de cela (mais petit à petit et à regret) passer à la défense de quelque chose d'autre.

Les institutions américaines, dit Huntington, ont toujours été libérales, populaires et démocratiques. C'est pour cette raison que les conservateurs américains peuvent et doivent être « libéraux, populaires et démocratiques ». Car, « de même que les aristocrates étaient conservateurs en Prusse en 1820, et les esclavagistes l'étaient aussi dans les États du sud en 1850, les libéraux doivent être conservateurs dans l'Amérique d'aujourd'hui ». En déclarant conservateurs les libéraux, en 1957, Huntington, en fait, fonda ce qui reçut le nom de mouvement des néo-conservateurs américains.

Tant que le conservatisme est considéré comme purement situationnel, on a la tentation de s'en débarrasser comme de quelque chose d'un peu plus qu'une variété de sophistique rappelant le type d'hommes politiques qui déclarent : « Voici mes opinions ; et si elles ne vous plaisent pas, je peux en changer »². Mais ce serait, apparemment, injuste. En fin de compte, il est tout à fait possible que le

¹ Titre complet de l'ouvrage de Dreher : *How Dante Can Save Your Life: The Life-Changing Wisdom of History's Greatest Poem*.

² J'emprunte cette citation au traité d'Eric Voegelin sur le dialogue Gorgias de Platon où il compare Calliclès à ce type d'homme politique.

situationniste ait ses propres convictions philosophiques comme en a, indubitablement, David Brooks, et comme beaucoup de néo-conservateurs américains se considérant dans leur majorité comme disciples de Leo Strauss qui était, évidemment, philosophe, et qui supposa même (peut-être par précaution) que les philosophes ne peuvent pas toujours dire à haute voix ce qu'ils pensent être la vérité. Il est possible que le trait distinctif des (néo-)conservateurs américains soit non pas la sophistique mais le souhait d'agir dans le monde réel. J'insiste une nouvelle fois ici sur le mot *action*. Toute action, par opposition à la contemplation, a lieu dans le cadre d'un contexte politique concret. Dans un État moderne de la taille des États-Unis ou de la Russie, les convictions philosophiques préalables de tel ou tel individu n'ont généralement pas une grande signification. Le caractère et le « sort » de la culture américaine créent un obstacle supplémentaire à une approche philosophique qui par définition ne fait pas l'objet d'un choix à la majorité des voix.

Certes, Huntington, bien sûr, rappelle la religion comme moyen dans l'arsenal du conservatisme situationnel. Mais quelle est cette *religion* ? Ce n'est pas une théologie ou une philosophie définie concrètement. Et pas les convictions catholiques de Russell Kirk (que Huntington dénigre pour son attachement « romantique » aux côtés de la vie « déconnectés du rythme de l'Amérique contemporaine »). En échange, Huntington propose de faire appel en général à l'« approbation divine [qui] imprègne l'ordre social légal existant », en d'autres termes, une certaine religion sans contenu. Résultat, la « religion » qui inspire le conservateur américain ne doit pas forcément être catholique ou chrétienne. Elle peut parfaitement être une « religion *américaine* »¹. Là où l'« approbation divine » devient effectivement une religion américaine (et c'est souvent le cas – je l'affirme – tant parmi les néo-conservateurs américains que parmi les idéologues américains de la démocratisation), le conservatisme américain ne peut plus être distingué du *nationalisme* américain [7]². Quoi qu'il en soit, pour un conservateur philosophiquement ou religieusement (au sens traditionnel du terme) orienté il est impossible de se satisfaire du situationnisme.

Le conservatisme essentiel et situationniste dans l'interprétation de Mikhaïl Rémozov

Le conservatisme russe est-il attaché au projet philosophique substantiel (dans l'esprit de Manent, de MacIntyre, etc.) ou bien est-ce un projet situationniste semblable à celui qui fut décrit par Huntington dans son essai de 1957 ? La réponse est : l'un et l'autre mais avec des particularités.

Marlène Laruelle qui écrit beaucoup sur le conservatisme et le nationalisme russe trouve des parallèles entre le conservatisme russe actuel et le néo-conservatisme américain qu'elle associe à l'approche civilisationnelle avancée par Samuel Huntington à la fin des années 1980 [13]. Bien que je ne sois pas solidaire en tout avec l'opinion de Laruelle quant au conservatisme russe actuel, je suis d'accord avec elle en ce qu'il a subi une influence importante de Huntington, et je partage aussi son appréciation de Mikhaïl Rémozov. Laruelle rend hommage à ce dernier pour la qualité de sa contribution théorique dans la pensée philosophique russe en ajoutant que ses articles reposent souvent sur « la grande historiosophie classique russe » (et, comme on peut aussi le remarquer, ils démontrent une vaste connaissance des sources occidentales).

Rémozov n'est d'accord avec Huntington que partiellement ; et l'influence de ce dernier s'explique non pas par son ouvrage *Le choc des civilisations* mais bien plus par son essai antérieur (et plus fondamental en ce qu'il concerne le projet néo-conservateur) *Conservatism as an Ideology* cité plus

¹ Voir dans Harold BLOOM, *The American Religion: The Emergence of the Post-Christian Nation* (New York, Simone and Schuster: 1993) son affirmation selon laquelle le christianisme aux États-Unis tend vers le gnosticisme narcissique qui n'a pas grand-chose à voir avec l'Église historique [5]. Bloom, spécialiste de Shakespeare, professeur à l'université de Yale, est athée. Le théologien luthérien Stanley Hauerwas dans son essai *Le Dieu de l'Amérique* [8] déclarait que « le Dieu de l'Amérique n'est pas le Dieu que nous adorons en tant que chrétiens ». Les Américains, affirme Hauerwas, croient que chaque homme se crée complètement lui-même. Ce qui ne laisse aucune place à la notion chrétienne de Créateur. Mais l'Amérique n'a-t-elle pas la réputation d'être un pays croyant, au moins en la personne de ses protestants évangélistes ? Il est possible que même parmi eux le christianisme américain revête un caractère profondément individualiste. Les croyants américains, écrit Hauerwas, sont des gens enclins à dire : « Je crois que Jésus est notre Seigneur, mais ce n'est que mon opinion personnelle ».

² Voir Paul GRENIER, « Revolutionary Liberalism and Global Disorder: Why Modernity Can't Live with Any Principle of Order Other than Itself (A Study in Geo-Political Philosophy) », (à paraître).

haut¹. Selon Rémizov, le conservatisme est effectivement défini en fonction de son rapport historique concret envers le passé. Néanmoins Huntington a altéré et trop simplifié la nature et l'essence de ce rapport. Ce n'est pas seulement le *conservatisme* qui est situationnel : *toute la société contemporaine est confrontée à ce même dilemme situationnel*. Les conservateurs ou les libéraux, croyants ou non, sont tous confrontés à la nécessité de réagir d'une manière ou d'une autre à la désintégration de la société chrétienne traditionnelle qui a précédé l'époque actuelle en Europe. Jusqu'à l'époque contemporaine la tradition chrétienne conférait une légitimité tant au pouvoir politique qu'aux normes morales². En l'absence d'une telle tradition, « la société actuelle est vouée à un mode d'existence caractérisé par des «projets» » parce que « la tradition dans le cadre de la modernité ne peut pas être une base évidente et suffisante de légitimité de l'ordre social » [2]. N'étant pas un projet concret en elle-même, écrit Rémizov, la modernité se développe à la place comme « arène de confrontation entre différents projets ou, plus exactement, de programmes, de stratégies... de réponse au défi original commun ». Le conservatisme se présente comme une des stratégies face à telle ou telle *situation* qui se caractérise, écrit Rémizov en citant Karl Mannheim, par le déclin de « l'unité objective et ontologique du monde ».

Il est juste aussi, poursuit Rémizov, de dire que le conservatisme est situationnel en ce sens qu'il répond à divers défis par différents moyens à différents moments historiques. Cependant Huntington ne voit pas la forêt cachée derrière l'arbre quand il affirme que c'est pour cette raison que le conservatisme en lui-même ne constitue pas une tradition ayant un contenu essentiel propre. Au contraire, « ...dans l'histoire contemporaine de nombreuses situations rendant actuel le conservatisme sont des spécificités d'une situation générale, d'origine : «situation de modernité» dont il était question précédemment ». Que nous parlions des événements de 1789 ou des problèmes de bio-ingénierie, dans les deux cas nous sommes confrontés à la tentative semblable dans ses fondements par l'intermédiaire d'un projet libéral de repenser le monde sur la base de l'émancipation, de la liberté et des droits de l'individu. La réponse conservatrice, bien sûr, varie en fonction du défi situationnel qui se présente. Mais dans chaque cas il repose sur le sentiment constant et propre au conservateur d'être enraciné dans un mode traditionnel plus ancien.

Le schéma décrit ci-dessus, prévient Rémizov, peut mener le conservateur à l'erreur dangereuse selon laquelle le conservatisme constitue une réaction au moteur présent de l'histoire : l'esprit révolutionnaire. Ce qui est encore pire, c'est qu'une telle compréhension peut amener un conservateur potentiel à diaboliser les acteurs des Lumières ou de la Révolution française. Mais c'est une erreur. Dans l'extrait qui par sa logique de base rappelle l'histoire intellectuelle de l'Occident telle qu'elle est présentée par Manent, Rémizov constate que les Lumières n'ont pas provoqué de déclin du monde traditionnel, mais qu'elles en ont été le symptôme. Les Lumières constituèrent une tentative de restaurer le monde du néant en remplaçant la logique chrétienne par celle du rationalisme. La société avait alors effectivement besoin de nouvelles bases. Autre chose, dit Rémizov, est de constater que le projet de reconstruction de l'ordre social sur la base du rationalisme séculaire a connu un échec³. À cet endroit l'argumentation de Rémizov est bien plus proche de celle de MacIntyre que de celle de Huntington et il exprime ouvertement sa reconnaissance au premier.

Rémizov attire l'attention sur les efforts d'un des premiers partisans optimistes du projet « inachevé » des Lumières, Jürgen Habermas, de restaurer ce projet. « L'»éthique discursive» de ce dernier, dit Rémizov, répète de façon étonnamment précise, le défaut de principe de l'»ancienne version» du projet...

« Ainsi, la «théorie de l'action communicative», en cherchant à reconstruire la société (surtout la sphère publique) sur des bases libres et raisonnables, à exclure tous les éléments de domination ou de contrainte hormis ceux des argumentations convaincantes, est forcée de postuler «dès l'entrée» à peu près la même chose que ce qu'elle veut obtenir à la «sortie» :

¹ Laruelle, quand elle écrivait en 2009, ne pouvait connaître l'évolution de l'approche de Rémizov puisque l'essai qui nous intéresse n'a été publié qu'en 2013.

² Ici Rémizov reprend la réflexion de Hanna Arendt exposée dans son ouvrage *Qu'est-ce que l'autorité ?* [4]. Arendt écrit que son essai aurait pu être plus raisonnablement intitulé *Qu'était l'autorité* puisque « l'autorité a disparu du monde moderne ».

³ Nous percevons ici des échos de l'ouvrage du philosophe et théologien anglais John Milbank qui seulement récemment (faute de traduction) a commencé à exercer une influence sur la pensée philosophique russe. En revanche, son influence sur le conservatisme philosophique américain est considérable.



des sujets raisonnants librement et consciencieusement, pensant dans un système général de références et orientés vers le consensus » [2, p. 70].

C'est le même défaut qui se manifeste dans le « contrat social » (qui impose un niveau de confiance qui est inaccessible par principe à l'état naturel) de même que dans d'autres tentatives de fondation philosophique contemporaine de la morale à parti de supposés purement rationnels.

Malgré ses contributions théoriques, Rémizov, au moins actuellement, n'est pas un scientifique de bureau. Il travaille comme consultant pour des personnalités politiques liées au gouvernement de la Fédération de Russie. Lors de ma brève rencontre avec lui l'été dernier il m'a fait l'impression d'être un homme profondément préoccupé de la santé de la société russe, qui a lui-même éprouvé l'amertume de la perte, pas de la perte du système soviétique mais perte de l'équilibre social constructif et stable dans les années 1990. Pour Rémizov le conservatisme signifie la création sur de nouvelles base d'une société civile et d'un État plus sains. Voilà ce qui constitue sa préoccupation quand il réfléchit aux dangers de la modernité privée de ses racines, même s'il formule la question en des termes très généraux :

« L'histoire de la modernité, ce n'est pas seulement celle du progrès scientifique et technique ou du progrès de la rationalisation, ou du progrès dans la conscience de la liberté mais c'est l'histoire de la dilapidation des « ressources » de la société traditionnelle. Comme l'éthique du travail ou de la famille, l'ascétisme du service public, le potentiel de confiance et de solidarité, un standard religieusement défini pour l'homme. Tous ces appuis sociaux ou d'autres qui lui sont apparentés sont vitaux pour une modernisation réussie mais ne se produisent pas spontanément, ils sont empruntés aux époques antérieures. La question-clef est de savoir s'il est possible de conserver les fragments importants et vitaux (vestiges) de l'image traditionnelle du monde dans une situation où l'unité générale qui les avait engendrés est en déclin et se désagrège » [2, p. 71].

Il suffit de lire cet extrait pour comprendre que ce n'est guère un problème exclusivement russe. De plus, ces réflexions de Rémizov me rappellent fortement beaucoup de philosophes conservateurs américains (en particulier ceux qui relèvent de l'école de *Communitas* comme les Schindler). Par exemple, Carlson parmi d'autres auteurs est aussi préoccupé par la crise démographique et le déclin de l'« éthique familiale » dans notre siècle de consommation. Et, bien sûr, de nombreux Américains, même ceux qui ne se considèrent pas comme « conservateurs », pourraient partager l'inquiétude de Rémizov conditionnée par la disparition de l'esprit de service et de solidarité sociale, ce qui mène à un déséquilibre complet dans la répartition des richesses, ce dont traite beaucoup dans ses ouvrages l'économiste John Medaille, défenseur de la conception catholique du distributisme.

Nationalisme et conservatisme

Dans d'autres ouvrages j'ai déjà parlé du libéralisme américain comme force motrice de la politique culturelle révolutionnaire américaine et de l'attitude géopolitique révolutionnaire. Il me semble qu'au moins il soit très étrange d'appliquer à cet État révolutionnaire le terme de « conservateur » même si, comme nous l'avons vu plus haut, la définition extrêmement situationniste du conservatisme permet justement de le faire. De plus, comme le notent MacIntyre et d'autres auteurs, le libéralisme aux États-Unis (et aussi, en fait, « en Occident ») s'est lui-même transformé en *tradition*. Ainsi, à cet égard la défense de la révolution en Amérique se transforme en même temps en défense de la tradition depuis des positions conservatrices.

Huntington, si je ne me trompe, est le créateur (au moins en ce qui concerne les États-Unis d'aujourd'hui) des notions de conservatisme comme *situationnisme* et de conservatisme comme *fonction de types civilisationnels*¹. Il serait cependant complètement illégitime d'unir ces deux types de notions en un seul et de les interpréter comme variations sur un seul et même motif. À la fin du Choc *des civilisations*

¹ Huntington, bien sûr, était parfaitement conscient que la méthodologie civilisationnelle est loin d'être une invention originale qui lui soit propre. Il reconnaît avoir été précédé dans cette direction par les œuvres de Spengler, Toynbee, Sorokin, Braudel, Wallerstein et bien d'autres [10, p. 40].

Huntington appelait ouvertement à respecter les frontières des différentes civilisations¹. Son idée de base consistait en ce que l'État national (nation state) à l'avenir deviendrait de plus en plus justifié du point de vue de son lien avec un type civilisationnel concret. Du moins il *affirmait* être effrayé à la pensée que les États-Unis décident de se référer à leur civilisation comme idéal universel (alors qu'on sait que lui-même la préférerait à toute autre). La méthodologie civilisationnelle de Huntington est particulariste. Huntington lui-même n'est pas nationaliste au sens agressif du terme.

La thèse situationniste, au contraire, aide à justifier facilement le nationalisme conservateur américain qui est *réellement* agressif, comme on peut le voir à partir de l'exemple de Robert Kagan, un des pères fondateurs du néo-conservatisme situationniste (et impérialiste) américain actuel. Dans son ouvrage *Dangerous Nation* Kagan propose son interprétation de toute l'expérience américaine comme déploiement de l'idée expansionniste qui, selon lui, est une idée absolument libérale, l'idéal de prospérité et de sécurité. La méthodologie de Kagan est scientifique – au sens positiviste, néo-weberien – en ce qu'elle donne les faits historiques comme un traitement simple de ce qui est un processus social *inévitabile*, mais en même temps – implicitement – et comme déploiement de ce qui est correct et bon, même pour des raisons inconnues et inexprimées.

Pour restituer la saveur de la description que fait Kagan du libéralisme agressif des États-Unis, il suffit de quelques exemples. « Dans les faits, les hommes d'État américains ont le plus souvent parfaitement compris quelles forces puissantes intervenaient en leur faveur. La plupart d'entre eux croyait en la prédestination du triomphe de leur civilisation libérale anglo-saxonne comme inévitable ». « Conformément au regard libéral sur le monde, la victoire de la civilisation américaine sur ces deux peuples inférieurs, finalement, ne dépendait pas des caprices des guerres européennes ou des mouvements sismiques dans l'équilibre européen des forces... La conquête des dominations espagnoles et indiennes sur le continent était avec le temps inévitable ».

Le style prosaïque de Kagan n'est pas dénué d'une certaine franchise désarmante. Par exemple, il décrit le caractère *prétendu spontané* (aux yeux de beaucoup d'Américains ordinaires, selon lui) de la conquête commerciale du continent américain. L'absence de quelque règle du jeu que ce fût, à l'exception du « plan » d'expansion permanente où et dès que possible, a donné à la population la sensation que la conquête du continent n'avait rien à voir avec la politique étrangère et n'était qu'une affaire strictement *intérieure*. Mais en décrivant ainsi [c'est-à-dire comme spontané, NDLA] le premier expansionnisme américain, écrit Kagan, les historiens et les Américains dans leur ensemble n'ont fait qu'entériner la fantaisie traditionnelle des libéraux sur le fait qu'une « conquête pacifique » par les forces de la civilisation libérale offensive doit être considérée comme un phénomène d'une toute autre nature que les autres formes de conquête et d'expansion ». Il convient de remarquer que le livre *Dangerous Nation* fut publié en 2006, par conséquent il avait été écrit en pleine guerre des États-Unis contre l'Irak que les collègues néo-conservateurs de Kagan décrivaient comme une expansion naturelle de l'empire américain. Kagan fut un des fondateurs du « projet en faveur d'un nouveau siècle américain » (Project for a New American Century) dont les membres se prononçaient activement pour cette guerre. Son conservatisme est libéral et conservateur en termes situationnistes, et également *dangereusement* nationaliste et universaliste, et il serait le premier à le reconnaître [11, p. 23].

Encore un représentant caractéristique du nationalisme néo-conservateur aux États-Unis aujourd'hui : Walter Russell Mead. Sa défense de l'expansion capitaliste comme moyen de bien conduire les affaires pour les États-Unis, tout en offrant au reste du monde des institutions libérales américaines, rappelle fortement le point de vue de Robert Kagan. Les articles récents de Mead dans la revue *The American Interest* révèlent une forte orientation religieuse chrétienne mais cette religiosité n'estompe nullement son nationalisme américain. Dans son essai sur la géopolitique américaine, Mead écrit :

¹ « La foi occidentale en l'universalité de la culture occidentale souffre de trois maux : elle est erronée ; elle est amoral ; elle est dangereuse » [10, p. 310]. Cette phrase est loin d'être fortuite, ce thème imprègne tout l'ouvrage : « L'Occident a conquis le monde non pas par la supériorité de ses idées, de ses valeurs ou de sa religion (à laquelle ont été convertis un nombre pas si grand d'habitants des autres civilisations) mais plutôt par sa supériorité dans l'application de la violence organisée. Les habitants de l'Occident oublient souvent ce fait, et les habitants du non-Occident ne l'oublient jamais » [10, p. 51].

« En 1945, sans compter Hiroshima et Nagasaki, les bombes incendiaires américaines ont tué 900 000 Japonais (civils) durant les cinq derniers mois de la Deuxième Guerre Mondiale. Pendant une des nuits de mars 1945 les bombes incendiaires lancées sur les quartiers civils de Tokyo tuèrent plus de 80 000 civils. Quatre-vingt mille, c'est plus que toutes les pertes en hommes des États-Unis pendant les guerres de Corée et du Vietnam réunies. 900 000 morts civils, c'est environ le double de toutes les pertes de guerre des États-Unis durant toutes les guerres contre un ennemi extérieur en commençant depuis la guerre d'Indépendance jusqu'à nos jours.

Dans le cadre de cette tradition de Jackson vous voulez une capitulation sans condition et une victoire absolue. Il vous importe peu de savoir si c'est justifié ou quel est le point de vue de l'autre camp, seule la victoire vous intéresse »¹.

Du point de vue de Mead, la justification des actes cités ci-dessus, qu'on comprend même d'après cette brève citation, est le soutien de la part du processus populaire et démocratique qui poursuit ses propres intérêts. Ce courant populiste jacksonien en Amérique permet à Mead d'établir une comparaison directe entre l'intervention des États-Unis en Irak en 2003 et les guerres américaines contre les Indiens au début du XIX^e siècle. À cette époque le général d'armée Andrew Jackson (qui fut plus tard élu président), selon Mead, « mit fin aux attaques des Indiens de la tribu des Séminoles contre les habitants de Géorgie » après avoir découvert que « ces terroristes, comme nous pouvons les appeler maintenant, étaient équipés d'armes de destruction massive », – à savoir des carabines, des munitions et de l'alcool – que leur fournissaient deux marchands britanniques opérant dans ce qui s'appelait alors officiellement la Floride espagnole ». La référence à la Floride comme « alors officiellement appelée » partie de l'Espagne montre clairement que du point de vue de Mead, ce qui se trouve à portée des États-Unis leur appartient pour cette raison. Et aucun obstacle n'a droit à l'existence simplement parce qu'il est *un obstacle aux États-Unis*. Ce qui rappelle la remarque de Kagan pleine de perplexité, d'indulgence paternelle à propos du fait que les pionniers américains considéraient la résistance à l'expansion américaine (ici Kagan fait allusion à la résistance des Français du Canada à la fin du XVIII^e siècle) comme forme d'agression complètement non provoquée, « ayant ainsi posé le début du stéréotype qui a activement fonctionné durant les 200 années suivantes » [10, p. 23].

Comme nous l'avons déjà relevé, Walter Russell Mead est un chrétien convaincu (membre de l'Église épiscopale, si je ne me trompe). En cela il ressemble à d'autres néo-conservateurs comme George Weigel et Michael Novak (tous les deux sont catholiques), quoiqu'il se distingue des autres qui n'ont pas de convictions religieuses fortes, mais font d'habitude référence aux « valeurs traditionnelles » ou même aux vertus de la Grèce Antique. Quelles que fussent leurs convictions religieuses ou philosophiques (si c'est le cas), ils sont tous unis par un élément conservateur commun : la fidélité à l'Amérique. Leur conservatisme, c'est la conservation du mode de vie américain qui en même temps est libéral et individualiste et capitaliste. Cependant, ces néo-conservateurs qui sont, par exemple, des catholiques convaincus (ou des épiscopalistes, ou autre chose encore) doivent d'une certaine manière concilier deux modes de compréhension du bien commun et de la nature de la personne humaine. Ils semblent le faire par le moyen d'une division de leur propre personnalité à la manière décrite par le théologien français du début du XX^e siècle Jacques Maritain². Il y a d'un côté la personne orientée vers un monde supérieur et complètement séparée de la personne sociale ; de l'autre une personne publique avec ses prises de positions publiques dans la société. Chaque « personne » est ordonnée en conformité avec une logique séparée et réellement contradictoire. Dans son hypostase spirituelle l'individu s'oriente, disons, vers un

¹ Phrase tirée de l'ouvrage [17]. Un autre exemple de la manière dont écrit Mead à propos du point de vue religieux peut être trouvé dans son essai récent [18] où il manifeste une religiosité qui sous de nombreux aspects – comme il fallait s'y attendre – est libérale : il souligne la similitude universelle de tous les hommes, interprète la foi de la manière la plus inclusive, le plus général pour tous (comme recherche de sens, etc.). Ses opinions, ce qui n'a rien d'étonnant, sont aussi américaines que la tarte aux pommes (apple pie).

² SCHWINDT Daniel, « Bad Personalism and the Primacy of the Common Good », in *The Mad Papist* (publication dans son blog du 12 janvier 2016). URL : <http://themapapist.com/blogs/thechair/85789126-bad-personalism-and-the-primacy-of-the-common-good>

Dieu catholique (ou une autre source « supérieure » quelconque). Et dans son hypostase au niveau du monde l'individu est guidé par une logique de marché avec son mélange éternellement changeant de produits et d'idées populaires à chaque instant concret.

Une analogie russe : Alexandre Douguine

J'hésite à parler de Douguine. Si on l'exclut – en particulier dans le contexte de notre discussion sur le nationalisme russe – les lecteurs critiques américains potentiels prendront cela comme une esquivance intentionnelle. Dans le journalisme politique américain Douguine est considéré depuis longtemps la figure presque centrale du nationalisme et du conservatisme russes en général. Et si on l'inclut, beaucoup de lecteurs russes, surtout parmi les scientifiques, seront indignés parce qu'Alexandre Douguine est très peu présent dans les débats scientifiques dans la Russie d'aujourd'hui. Mais ce n'est pas tout. Le grand nombre d'œuvres de Douguine dont une partie, de plus, comme on dit, est éditée sous pseudonyme, rend difficile d'émettre des jugements sur lui sans risquer de tomber dans la contradiction. Par ailleurs, certaines de ses idées semblent non seulement peu attrayantes mais même peu compréhensibles. Malgré tout, Douguine peut présenter un intérêt (et même les idées désagréables peuvent parfois être vraies)¹.

Le système de philosophie politique et de géopolitique d'Alexandre Douguine est construit de façon bien plus complexe que le système analogue des néo-conservateurs américains. Néanmoins, à certains égards les pensées de Douguine peuvent être considérées comme leur reflet comme dans un miroir. Comme les néo-conservateurs Douguine est un universaliste dans ses prétentions et ses ambitions, ils ont la même vision de leurs États comme empires². Les néo-conservateurs, tout comme Douguine, absolutisent l'importance et la perspective de l'État « heartland ». Dans le cas de Douguine, le « heartland », c'est la Russie, pour les néo-conservateurs, c'est évidemment l'Amérique³. Pour ces derniers la seule perspective politique viable est le libéralisme dans la mesure où l'Amérique est un pays libéral. Pour Douguine c'est le traditionalisme et le pérennialisme qui ont l'importance la plus vitale [12, p. 9–12]. N'est-ce pas pourtant parce que l'exemple de ce traditionalisme est la Russie ? Ici – compte tenu de la nature spécifique de l'idée du traditionalisme de Douguine – il existe une ambiguïté perceptible. Les néo-conservateurs américains se distinguaient habituellement par l'intransigeance de leur opposition à la Russie comme pays étranger aux valeurs libérales. Douguine est au moins aussi intransigeant dans son opposition aux États-Unis comme pays incarnant l'idéologie libérale et s'efforçant de l'imposer au monde entier.

Le conservatisme de Douguine n'est clairement pas situationnel mais philosophique. En niant le projet libéral de la modernité il n'appelle pas à revenir à un siècle d'or passé et rejette haut et fort la nostalgie du tsarisme perceptible en Russie et le passé soviétique. En un sens c'est un constructeur de système typiquement russe ayant pour but de synthétiser tout ce qui peut être tiré du passé : libéralisme, traditionalisme, socialisme et, de manière regrettable, même des éléments de fascisme (voir, cependant,

¹ Il existe encore un motif de parler de Douguine en dehors du fait qu'il est (prétendument) un exemple de nationaliste russe. La vie intellectuelle est impossible si on permet aux noms et aux catégories politiques de se transformer en arme coupant court à toute discussion avant même que l'analyse ait commencé. Le nom de Douguine a déjà été utilisé de cette façon justement dans les articles américains mentionnés et je m'y oppose. Je sais gré à Marlène Laruelle pour l'exemple vivant donné de la façon dont il faut refuser d'utiliser les étiquettes politiques comme motif de refus de mener une analyse impartiale. Parmi les recherches de Marlène Laruelle sur Douguine figure son ouvrage intitulé « Alexandre Dugin : esquisse d'un eurasisme d'extrême droite en Russie postsoviétique » [12].

² « La perte de l'échelle impériale pour les Russes signifie la fin et l'échec de leur participation dans la civilisation, la défaite de leur système de valeurs spirituelles et culturelles, la chute de leurs espoirs universalistes et messianiques... » [cf : 1, p. 200–201]. L'approche dichotomique de Douguine s'enracine dans un certain réalisme géopolitique (bien connu) et non pas seulement dans son mysticisme géopolitique peu commode. Pour Douguine le statut de la Russie comme puissance régionale est essentiellement instable. La Russie comme projet national ne fera que promouvoir les sous-nations dans leurs limites à jouer la même carte *nationaliste*. Les dangers, en d'autres termes, ne sont liés seulement à une certaine menace extérieure, bien que de telles menaces, selon Douguine, existent de façon certaine. Il convient de noter que Mikhaïl Rézizov adopte une position précisément contraire, voir [3]. Il se prononce pour un État national russe renonçant à toute forme impérialiste ou messianique d'identification.

³ Voir leur notion de « Nouveau siècle américain ». Même dans la nouvelle appellation anglaise créée après le 11 septembre 2001 du Ministère de la sécurité intérieure (Department of *Homeland Security*, mot à mot « Département de sécurité du pays natal ») figure un écho nationaliste menaçant.

plus bas). Il est prêt à accepter le libéralisme et les technologies modernes autant qu'elles contribuent à l'unité et à la puissance de l'État en tant que tel, mais il rejette la conception moderne d'État-nation comme instrument des valeurs profanes et bourgeoises qui réduisent les différences sociales qualitatives à une structure administrative quantitative simplifiée » [1, p. 194]. La Russie, pour lui, est obligatoirement un empire. Bien qu'il soit dépendant jusqu'à un certain point des opinions de Carl Schmitt, les idées de ce dernier sont utilisées par Douguine de manière très générale. Il accepte la division de l'histoire en deux parties établie par Schmitt : la plus grande part du temps jusqu'au début de la domination des puissances maritimes comme la Grande-Bretagne et les États-Unis, et la période historique relativement plus brève commençant après leur avènement. Jusqu'à l'apparition des puissances maritimes, la conscience terrestre et la stabilité de l'ordre continental dominaient. L'ancien régime était orienté vers la terre émergée et cette terre était stable, imprégnée de racines et traditionnelle. Au contraire, les empires commerciaux, orientés vers la mer, perçoivent les changements comme leur valeur principale.

Ce dernier aspect des réflexions de Douguine, malgré leur association « choquante » (pour les naïfs et ceux qui n'ont jamais entendu parler, par exemple, de Heidegger) à Schmitt, constitue une sorte de pont entre le « douguinisme » et des aspects tout à fait raisonnables du conservatisme philosophique occidental.

Toutefois les détails de la « tradition » douguinienne ayant pour lui une signification universelle ne sont pas extraits de Schmitt. Elles représentent plutôt un mélange éclectique et, selon moi, peu intelligible, de diverses sources : des éléments d'orthodoxie russe (d'ailleurs dans leur variante vieux-croyant) et d'eurasisme à égalité (ce qui est le plus important, selon Laruelle) avec une certaine diversité du pérennialisme promu par Julius Evola dont les conceptions étaient plutôt païennes que chrétiennes, et qui, semble-t-il approuvait certains aspects du fascisme italien, tout en le considérant plutôt avec mépris. Laruelle, sur la base de son analyse plus détaillée, n'a visiblement pas pu parvenir à une conclusion quelconque sur la question de savoir si les pensées de Douguine recelaient de l'antisémitisme. Il rejette nettement le racisme qui entre les mains des fascistes en Italie, et particulièrement en Allemagne où il mena à la violence. Son flirt avec ces sources idéologiques, résolument non russes et à peine chrétiennes fait de Douguine un personnage indésirable pour beaucoup de conservateurs et de nationalistes russes. Moi-même je ne sais pas très bien si Douguine est un nationaliste russe excentrique aux convictions philosophiques ou bien un traditionaliste convaincu (de plus orienté pour l'essentiel vers des sources idéologiques qui ne sont pas russes) dont l'attachement au nationalisme russe s'avère pragmatique et fortuit. En prenant en compte le caractère des convictions philosophiques de Douguine, son anti-américanisme est naturel et ne doit pas être considéré comme un signe de nationalisme en tant que tel. Sur la base de ma connaissance limitée des œuvres de Douguine, le seul aspect de ses écrits qui justifie leur refus sans réserve est sa vision de la race. Quoi qu'on dise des civilisations et de leur destin, lier la race à des capacités spirituelles spécifiques ou des traits de caractère, ce que font de façon flagrante Douguine et son gourou Evola, est inadmissible. De plus, cela n'est pas chrétien, ce que devrait savoir Douguine s'il a lu saint Paul. D'un autre côté, il est indispensable de noter que le traditionalisme (pérennialisme) de Douguine a beaucoup de partisans, dont certains sont célèbres en Occident, comme Huston Smith, et d'autres auteurs moins connus (mais plus sérieux) comme Stratford Caldecott. Dans la préoccupation de maintenir la tradition il n'y a rien d'irrationnel ou d'obligatoirement nationaliste.

Conclusion

Nous (dans le sens russe de ce pronom – « le lecteur et l'auteur ensemble » [NDLA]) avons commencé ces réflexions par un examen des différentes destinées du conservatisme aux États-Unis et en Russie. Ensuite nous avons procédé à une revue des opinions sur le conservatisme dans ces deux pays. Il est manifeste que les philosophes conservateurs américains (et européens) ont beaucoup en commun avec les conservateurs russes de l'école de Rémizov mais beaucoup moins avec des philosophes conservateurs comme Douguine. On ne peut attendre des situationnistes des deux camps (bien que nous n'ayons pas eu le temps d'examiner les situationnistes purs du côté russe) qu'ils soient en mesure de trouver une cause commune, ou du moins un vocabulaire commun. Ou alors c'est très difficile.

Se référer à la perspective géopolitique, bien que désagréable, est inévitable. Les nationalistes des deux camps sont hostiles, agressifs vis-à-vis de leurs adversaires. Il serait exceptionnellement hypocrite

d'accuser de danger et d'agressivité le seul Douguine, ce à quoi pourrait consentir même Robert Kagan (voir plus haut). Chaque camp dans ce jeu défend sa propre idée et se bat contre toute force pouvant nier cette idée. Faut-il rejeter la responsabilité de l'agressivité d'une nation concrète sur cette même nation ou bien est-ce la puissance nationale qui est la condition sine qua non pour défendre une idée civilisationnelle donnée (qu'elle soit libérale ou bien traditionnelle) ? Dans le monde tel qu'il est, distinguer ces deux aspects est une tâche bien ardue.

Ou bien le problème réside dans l'existence de l'État comme tel, dans la priorité exorbitante qui lui est accordée ? Pierre Manent, bien qu'il soit assez critique envers l'État moderne, a écrit récemment que les États nationaux contemporains formant l'Europe (à propos de leur opposition à l'Union Européenne postnationale), sont un lieu potentiel de communauté authentique. Une telle communauté pour lui ne peut reposer que sur la charité chrétienne, et la charité c'est la logique de l'Église[16]. Sous ce rapport, la position de Manent semble très proche de la longue tradition de pensée russe, depuis Soloviev jusqu'à Soljénitsyne et Rémizov.

Mais voilà que pour MacIntyre l'État moderne, ce n'est pas l'institution où peut être érigée une authentique communauté. Et, en effet, MacIntyre a déclaré que la seule position sur laquelle il est d'accord avec les libéraux, c'est l'opposition à la compréhension d'un État national comme communauté. Mais le cours de sa pensée, bien sûr, est tout autre. Il suppose que le plus important c'est justement la communauté et en premier lieu celles qui sont unies par une pratique vertueuse. Et l'essentiel, c'est simplement ici que ces communautés ne peuvent être constituées que par groupes se distinguant de l'État moderne par leur ordre, leur logique et leur ampleur¹.

Tout cela amène finalement à réfléchir à l'approche constructive qu'il faudrait suivre comme principe pour un dialogue américano-russe : c'est la problématique de la construction de véritables communautés à l'échelle des villes et des villages. Ce qui, et ce n'est pas un hasard, rappelle le recours par MacIntyre à l'exemple du village de pêcheurs pour illustrer sa compréhension de la pratique communale harmonisant vertu privée et vertu sociale et constituant ainsi une authentique alternative à la modernité libérale qui, comme l'a remarqué Rémizov, ne cesse de séparer l'une de l'autre, empruntant à la tradition et en même temps sapant ses bases.

¹ Voir [15]. Dans ce même essai MacIntyre répète sa fameuse comparaison entre l'État national moderne et une entreprise de téléphonie. Risquer sa vie pour l'État, écrit-il, « c'est la même chose que de répondre par l'affirmative à la demande de mourir pour une entreprise de téléphonie ».

Bibliographie

1. DOUGUINE Alexandre Guéliévitch, *Les sources de la géopolitique : l'avenir géopolitique de la Russie*, Moscou, 1999.
2. RÉMIZOV Mikhaïl Vitaliévitich, « Conservatisme et modernité », dans *Svobodnaïa mysl (La pensée libre)*, 2012, n° 9–10, p. 65–76.
3. RÉMIZOV Mikhaïl Vitaliévitich, « Le nationalisme russe et la géopolitique russe », dans *La Russie dans la politique mondiale*, vol. 10, (2012), n° 3.
4. ARENDT Hanna, « What is Authority », in *Between Past and Future: Eight Exercises in Political Thought*, New York, Penguin, 2006.
5. BLOOM Harold, *The American Religion: The Emergence of the Post-Christian Nation*, New York, Simon and Schuster, 1993.
6. DREHER Rod, *How Dante Can Save Your Life: The Life-Changing Wisdom of History's Great Poem*, New York, Regan Arts, 2015.
7. GRENIER Paul, *Revolutionary Liberalism and Global Disorder: Why Modernity Can't Live with Any Principle of Order Other than Itself (A Study in Geo-Political Philosophy)*.
8. HAUERWAS Stanley, « America's God », in *Communio: International Catholic Review*, vol. 34, n° 3 (2007).
9. HUNTINGTON Samuel, « Conservatism as Ideology », in *The American Political Science Review*, vol. 51, n° 2 (juin 1957), p. 454–473.
10. HUNTINGTON Samuel, *Le choc des civilisations*, Éditions Odile Jacob, Paris, 1997.
11. KAGAN Robert, *Dangerous Nation: America's Foreign Policy from Its Earliest Days to the Dawn of the Twentieth Century*. New York, Alfred A. Knopf, 2006.
12. LARUELLE Marlène, « Alexandre Douguine : esquisse d'un eurasisme d'extrême droite en Russie postsoviétique », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 32, 2001, n° 3.
13. LARUELLE Marlène, « Inside and Around the Kremlin's Black Box: The New Nationalist Think Tanks in Russia », in *Stockholm Paper*, oct. 2009, Stockholm: Institute for Security and Development Policy.
14. MACINTYRE Alasdair, *Après la vertu*, PUF, 1997, 288 p.
15. MACINTYRE Alasdair, « A Partial Response to My Critics », in *After MacIntyre: Critical Perspectives on the Work of Alasdair MacIntyre*, Notre Dame : University of Notre Dame Press, 1994.
16. MANENT Pierre, « Human Unity Real and Imagined: An Alternative to the False Religion of Humanity », in *First Things*, October 2012.
17. MEAD Walter Russell, « American Grand Strategy in a World at Risk », in *Orbis*, vol. 49, n° 4, Autumn 2005, p. 589–598.
18. MEAD Walter Russell, « The Meaning of Christmas », in *The American Interest*. URL : <http://www.the-american-interest.com/2015/12/29/the-meaning-of-christmas-5/>

Résumé. Le conservatisme contemporain est considéré dans ce présent essai comme le résultat d'un rapport dialectique entre deux approches distinctes et même contradictoires, pratiquement entre deux conservatismes. L'un, « essentiel », suppose l'attachement à un cercle défini d'idées (dans l'ensemble chrétiennes et de la Grèce antique) et n'est pas enclin à modifier ses positions philosophiques. L'autre, qui peut être qualifié de « situationnel » représente une certaine attitude pragmatique vis-à-vis des changements en tant que tels. L'approche situationnelle, clairement formulée par Samuel Huntington en 1957, donne la préférence à ce qui est au moment présent en comparaison avec ce qui était ou pourrait être.

L'auteur montre que dans le mouvement néo-conservateur aux États-Unis c'est l'approche situationnelle qui domine. Cela donne le résultat inattendu que la version la plus significative du conservatisme américain sur le plan idéologique est attaché au libéralisme qui s'est transformé aux États-Unis en puissante tradition.

Après une réflexion sur une définition « hybride » du conservatisme présentée dans les ouvrages de Mikhaïl Réميزov, l'auteur procède à un examen des relations de deux variétés du conservatisme américain envers le nationalisme et achève cet essai par une comparaison entre le nationalisme russe et américain sur le plan *sub specia* des idées et des pratiques conservatrices.

Mots-clés : conservatisme, « essentiel » et « situationnel » ; philosophie, Samuel Huntington ; Mikhaïl Réميزov, nationalisme, néo-conservatisme, Alexandre Douguine, États-Unis, Russie, Alasdair MacIntyre.

Definitions and Dialogue: Reflections of a Reluctant Conservative on Russian and American Conservatism

Abstract. The essay presents a definition of conservatism as a result of a dialectic interaction between two opposite approaches, in fact, two conservatisms. One, 'essentialist' conservatism is based on a certain set of ideas (mainly Ancient Greek or Christian), and is stable in its philosophical commitments. The other conservatism, called 'situationalist,' represents a pragmatic attitude toward change as such, and a preference for what exists as opposed to what once existed or what may exist.

The essay argues that in the U.S., the influential neo-conservative movement is definitely dominated by situationalism. This leads to the unexpected result that the most influential type of American conservatism is married to liberalism which is itself a strong tradition in the U.S.

After a discussion of the innovative 'hybrid' definition of conservatism offered by Mikhail Remizov, the author turns to consideration of relations of two different versions of American conservatism to nationalist thought and concludes with a comparison of Russian and American nationalisms sub speciae of conservative ideas and practices.

Keywords: conservatism, 'essentialist' and 'situationalist'; philosophy, Samuel Huntington, Mikhail Remizov, Nationalism, Neo-conservatism, Alexander Dugin, United States, Russia, Alasdair MacIntyre.

Paul Grenier is an essayist, political writer and scholar of Russian and comparative political philosophy. He is a graduate of the Russian Institute (now the Harriman Institute) at Columbia University (New York). While at Columbia he studied Russian intellectual history under professor Mark Raeff. He worked as a simultaneous interpreter on contract with the U.S. State Department, the U.S. Department of Defense and World Bank, and was a research director at the New York-based Council on Economic Priorities. He is one of the founders of Solidarity Hall, a publishing house and community of thinkers and publicists.

E-mail: psgrenier@gmail.com

Almanach de la Fondation ISEPR
Cahiers du conservatisme
Numéro spécial en français

Maquette
Viktor Koutchmine

Mise en page
Alexei Talalaïevsky

Une édition de :
*Fondation à but non lucratif – Institut d'études
sociales, économiques et politiques (Fondation ISEPR)*

[http : //www.isepr.ru](http://www.isepr.ru)